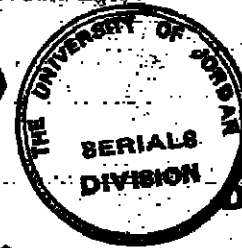


Supplément « Initiatives » Le Monde



DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14323 - 5 F

MERCREDI 13 FÉVRIER 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

La guerre du Golfe et la stratégie des alliés

Unité nationale

DES appels à la cohésion, au rassemblement et à l'unité nationale, M. Mitterrand en a lancé par dizaines depuis 1981, et, avant lui, le général de Gaulle, Georges Pompidou, Valéry Giscard d'Estaing avaient fait de même. Ces appels, les plus souvent incantatoires, font partie du rituel de la V^e République, pour ne parler que de la période récente. Imagine-t-on un chef d'Etat, « président de tous les Français », qui recommanderait la « dispersion » ?

En temps de guerre, ce discours répond à une nécessité. Que vaudrait l'armée d'une nation divisée, engluée dans des débats polémiques permanents, ou engourdie par le seul souci du confort au moment où elle a le plus besoin d'être largement soutenue ? Que peserait le choix de la guerre pour un chef d'Etat dont les initiatives, contestées dès la première heure, seraient discutées jour après jour ? A ces questions, la réponse évidente était déjà contenue dans l'inquiétude des poètes de 14-18 qui interpellaient ainsi le pouvoir politique et la nation qu'ils représentaient : « Pourvu que l'arrière tienne ! »

En France, comme en Grande-Bretagne ou aux Etats-Unis, l'« arrière » tient. Les opinions publiques approuvent massivement, pour le moment, leurs dirigeants. Les chefs de parti ont tu, pour l'essentiel, leurs querelles. Mais le souci de l'unité nationale ne doit pas pour autant étouffer tout débat. Il a eu lieu, sous la pression des Scud irakiens, en Israël, à propos de la riposte ou de la « retenue ».

Il n'est pas devenu, subitement, illégitime de s'interroger sur les buts de guerre, sur le point de savoir si les alliés outrepassent ou non le mandat que leur ont confié les Nations unies, ou sur l'utilisation éventuelle des armes chimiques ou nucléaires, qualifiées de « barbares » par M. Mitterrand - débat lancé aux Etats-Unis. Il n'est pas non plus scandaleux que ceux qui étaient hostiles, pour des raisons diverses, à l'engagement de la France dans ce conflit armé continuent à faire entendre leur voix, sans être pour autant sanctionnés - comme cela a été le cas au parti socialiste - ou placés au ban de la nation.

Il est en tout cas logique et nécessaire de préparer l'après-guerre, c'est-à-dire la paix, et d'accepter que s'expriment, comme en France, des conceptions diverses sur les plans de paix, le rôle de l'ONU, les conférences « internationales » ou « régionales ». Il est naturel aussi de ne pas oublier l'« intendance », la vie courante du pays, donc de faire savoir au gouvernement qui en a la charge s'il fait ou non son travail. Après tout, pendant la guerre, comme aurait dit de Gaulle, les travailleurs continuent à travailler, les enseignants à enseigner et les fonctionnaires à fonctionner.

Nul ne réclame l'« union sacrée » de 1914. La pays n'est ni agressé ni assiégé. Mais le débat, en ce temps de guerre lointaine, a pourtant ses limites. M. Raymond Barre les a parfaitement exprimées, lundi 11 janvier, à l'« heure de vérité » lorsqu'il a dit, citant Tocqueville, qu'il convient de « ne jamais traiter les affaires du dehors en fonction des affaires du dedans », donc de ne pas chercher à tirer un profit politique d'une crise internationale. M. Mitterrand, au moins, est au-dessus de tout soupçon. Au contraire de M. Giscard d'Estaing, de M. Chirac ou peut-être de M. Barre lui-même, il ne songe probablement pas à se présenter une fois encore à l'élection présidentielle.

Lire page 11 les déclarations de M. Raymond Barre et l'article de DANIEL CARTON

M0147 - 0213 0 - 5.00 F



M. Bush annonce que la phase des raids aériens est prolongée

M. George Bush a déclaré lundi 11 février que la campagne aérienne alliée contre l'Irak se poursuivrait « pendant un moment ». Après s'être entretenu avec le secrétaire américain à la défense, M. Dick Cheney, et le chef d'état-major interarmes, le général Colin Powell, M. Bush s'est dit « très satisfait du déroulement de la guerre », ajoutant : « Nous prendrons tout le temps nécessaire pour déterminer quand une nouvelle étape pourrait commencer. » A Bagdad, l'ambassadeur soviétique, M. Primakov, devait être reçu mardi par M. Saddam Hussein.

Sur le terrain, l'aviation alliée totalisait soixante-deux mille sorties au 11 février. De nouveaux tirs de Scud, dans la nuit de lundi à mardi, ont fait deux blessés légers à Ryad et sept autres dans un quartier de Tel-Aviv.

Une campagne « très, très efficace »
WASHINGTON
de notre correspondant

Les bombardements intensifs de l'Irak vont continuer, et l'offensive terrestre n'est pas pour demain. Le président Bush a mis lundi 11 février un terme - provisoire - à une longue période d'expectative en annonçant que la campagne de bombardements, qui a été « très, très efficace », allait être poursuivie « pendant un moment ». « Nous allons prendre tout le temps nécessaire pour déterminer à quel moment une étape ultérieure pourrait com-

mencer ». C'est M. Bush lui-même qui avait relancé, moins d'une semaine plus tôt, les spéculations sur l'imminence d'une offensive terrestre, ou du moins sur son caractère inévitable. Mardi 5 février, le président américain avait ainsi fait savoir qu'il était « un peu sceptique » quant à la possibilité d'atteindre l'objectif assigné - la libération du Koweït - uniquement par une campagne aérienne.

Mais il s'était aussi déclaré déterminé à « écouter très attentivement » l'avis des responsables militaires, en particulier celui du

secrétaire à la défense Dick Cheney et du chef d'état-major Colin Powell, dépêchés en Arabie saoudite pour recueillir l'avis des généraux sur place.

C'est donc après avoir reçu, à leur retour, M. Cheney et le général Powell, que le président Bush est sorti sur le parvis de la Maison Blanche pour annoncer, en substance, qu'il avait décidé de ne rien décider pour l'instant, sinon de poursuivre les bombardements. Personne, bien entendu, ne s'attendait qu'il annonce la date précise d'une attaque des troupes terrestres, mais, dans ses déclarations, M. Bush a fait beaucoup plus que préserver le secret des opérations : il a très clairement, et très délibérément donné à comprendre que cette attaque était tout, sauf imminente, et que son principe lui-même n'était pas encore acquis. L'hypothèse de la « désinformation » volontaire, destinée à ménager un effet de surprise, doit être écartée - un président américain ne peut se permettre d'induire ses propres concitoyens en erreur sur un sujet aussi sensible.

M. Bush a particulièrement insisté sur un point : les Etats-Unis entendent rester seuls juges de l'opportunité de passer à « une autre étape » de la guerre : « Nous ne nous conformerons pas au calendrier de quelqu'un d'autre, que ce soit à Bagdad ou ailleurs. » M. Bush a déjà dit à de multiples reprises qu'il ne se laisserait pas dicter sa stratégie par M. Saddam Hussein, mais le mot « ailleurs » témoigne d'une irritation plus nouvelle.

JAN KRAUZE
Lire la suite page 4

A l'initiative de M. Gorbatchev

Le pacte de Varsovie va être dissous

Les ministres des affaires étrangères et de la défense du pacte de Varsovie se réuniront le 25 février à Budapest pour décider la dissolution de cette organisation. Cette réunion aura lieu à l'initiative de M. Gorbatchev, qui a proposé à ses alliés d'Europe de l'Est de liquider les structures militaires du pacte de Varsovie d'ici au 1^{er} avril. M. Gorbatchev, qui a révélé avoir envoyé un message à M. Mitterrand, devait s'entretenir mardi avec M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, arrivé le même jour à Moscou.

Incertitudes soviétiques

par Jacques Amalric

L'Union soviétique risque-t-elle, sinon de changer de diplomatie, du moins d'inflechir celle qu'elle pratique actuellement jusqu'à mettre en porte à faux les pays occidentaux ? La question préoccupe d'autant plus nombre de partenaires de Moscou qu'ils en ont longtemps nié le bien-fondé. Peu soucieux de créer des difficultés à leur « ami » Gorbatchev, ils préféreraient détourner pudiquement les yeux des réalités soviétiques, épiloguer sur l'irré-

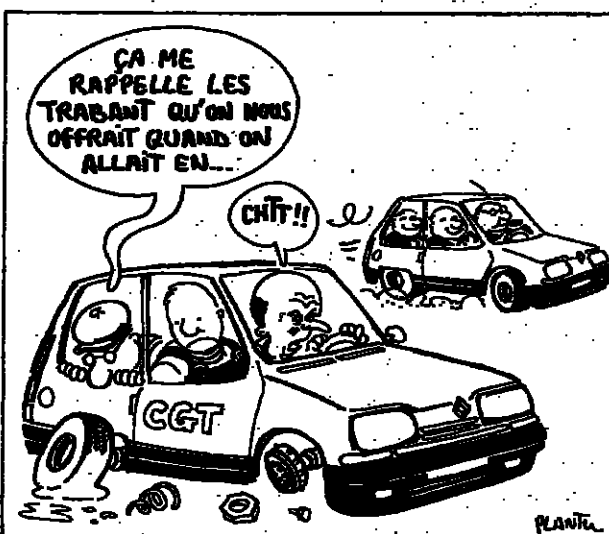
versibilité des changements en URSS et sur la nécessité d'aider le maître du Kremlin à réformer l'irréformable.

Ces vœux pieux ne sont plus de mise : c'est dorénavant l'inquiétude qui prévaut. Trop d'indices se sont accumulés depuis l'automne dernier pour que l'optimisme soit crédible : en faisant du maintien de l'entité soviétique la priorité des priorités, M. Gorbatchev a choisi ses alliés objectifs, et il a lié son sort au leur, sinon le leur au sien.

Lire la suite page 12

Avec moins de 47 % aux élections professionnelles

La CGT perd Renault



Lire nos informations page 24

Les écrans du futur

Thomson commercialise un téléviseur de grande largeur compatible avec les images haute définition

Le groupe public français Thomson a lancé officiellement lundi 11 février sur le marché du grand public un nouveau téléviseur haut de gamme à écran rectangulaire, le premier qui sera compatible avec les techniques de la haute définition.

Malgré son format carré, la Grande Arche de la Défense s'imposait sans doute pour la présentation officielle, lundi 11 février, du nouveau téléviseur Thomson, qui inaugure la gamme des postes compatibles haute définition. Car tout est grand dans cette annonce : l'écran, les enjeux, les dépenses de recherche... et le prix pour le public.

Le Space System, commercialisé à partir de début mars en France, avant l'été en Allemagne et en Ita-

lie, plus tard ailleurs en Europe, est en effet le premier téléviseur grand public au monde à adopter le nouveau format d'écran large rectangulaire dit « seize neuvièmes » (rapport entre largeur et hauteur de l'écran), par opposition au format « quatre tiers » presque carré des postes actuels. Ce nouveau format, c'est celui du cinéma, et surtout des futures images en haute définition (TVHD 1 250 lignes), que ce téléviseur pourra recevoir dès qu'elles seront disponibles, à condition de lui adjoindre alors un décodeur approprié.

Dès aujourd'hui, le Space system capte tous les standards de diffusion existants : Pal, Secam, NTSC vidéo, mais aussi D2 MAC, avec un décodeur en option, branché sur l'une de ses cinq prises Peritel.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA
Lire la suite page 24

Economies budgétaires

12 milliards de francs demandés par M. Rocard aux ministres

page 23

Le froid en Europe

La neige et le verglas perturbent les activités dans tout le continent

page 14

Condamnations à Pékin

Treize ans de prison pour deux dissidents

page 13

SCIENCES • MÉDECINE

■ Opérés d'un jour. ■ La course aux « Mach ». ■ Un point de vue du professeur René Souleyrol : « Mères porteuses, l'espoir abusé ».

pages 15 à 18

« Sur la vie » et le sommaire complet se trouvent page 23

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA; Maroc, 7 DH; Tunisie, 650 m.; Allemagne, 2,20 DM; Autriche, 22 SCH; Belgique, 33 FR; Canada, 2,25 \$ CAN; Armée-Réunion, 8 F; Côte d'Ivoire, 485 F CFA; Danemark, 12 KRD; Espagne, 175 PTA; G.-B., 70 p.; Grèce, 180 DR; Irlande, 80 p.; Italie, 2.000 L.; Luxembourg, 33 FL; Norvège, 13 KRN; Pays-Bas, 2,50 FL; Portugal, 150 ESC; Sénégal, 375 F CFA; Soudan, 14 KRS; Suède, 1,70 KR; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

CHRONOLOGIE

ÉTRANGER

1^{er}. - **POLOGNE** : La Diète approuve la nomination de M. Jan Krzysztof Bielecki, économiste libéral, que le président Wałęsa a désigné au poste de premier ministre le 29 décembre. Le 5, M. Bielecki forme son gouvernement qui est investi, le 12, par la Diète (1^{er}, 2, 4, 5, 8, 11 et 15).

6. - **GUATEMALA** : Au deuxième tour de l'élection présidentielle, M. Jorge Serrano, candidat populiste de centre droit et membre d'un mouvement fondamentaliste protestant, est élu avec près de 68 % des suffrages. M. Serrano, qui succède le 14 au président Vinicio Cerezo (démocrate-chrétien), forme un gouvernement d'union nationale (5, 8 et 17/1, 1-1/1).

6. - **HAÏTI** : M. Roger Lafontant, ancien chef des « tontons macoutes », tente de prendre le pouvoir. L'armée et la population s'y opposent. Des dizaines d'anciens « macoutes » sont lynchés par la foule (du 8 au 11, 15 et du 27 au 31).

8. - **ÉTATS-UNIS** : PanAm se place sous la protection de la loi sur

les faillites, alors que la plupart des compagnies aériennes américaines sont en difficulté en raison de la hausse des prix du carburant et de la diminution du nombre des passagers dues à la crise du Golfe (10, 12, 20-21, 26 et 27-28).

8. - **BELGIQUE** : Quatre otages belges du groupe d'Abou Nidal, anciens compagnons de détention de M^{me} Jacqueline Valente, libérée en avril 1990, sont échangés contre un terroriste palestinien, auteur en juillet 1980 d'un attentat contre des enfants juifs à Anvers (du 9 au 15, 23 et 27-28/1, 3-4/1).

13. - **PORTUGAL** : A l'élection présidentielle, M. Mario Soares, chef de l'Etat depuis 1986, est réélu dès le premier tour avec 70,4 % des suffrages (12 et 13).

14. - **TUNISIE** : Trois dirigeants de l'OLP, dont Abou Iyad, numéro deux de l'organisation palestinienne, sont assassinés à Carthage par un transfuge du groupe dissident d'Abou Nidal (du 16 au 19).

16. - **ALBANIE** : M. Ramiz Alia accepte le report des élections du 10 février au 31 mars, à la demande des partis d'opposition qui viennent de se créer, tandis que se poursuit l'exode des Albanais de souche grecque : plus de dix mille se sont réfugiés en Grèce depuis le 30 décembre (du 1^{er} au 10, 12, du 15 au 18, 25 et 31/1, 2/1).

17. - **NORVÈGE** : Mort d'Olav V, roi de Norvège depuis 1957 (19/1 et 1-1/1).

21. - **DETTE** : Les représentants du groupe des sept principaux pays

Janvier 1991
dans le monde

La chronologie paraît le deuxième mardi (daté mercredi) de chaque mois.
Les chiffres entre parenthèses indiquent la date du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

par ÉDOUARD MASUREL

industrialisés, réunis à New-York, conviennent de réduire de plus d'un tiers les dettes publiques de l'Égypte et de la Pologne (du 20 au 24).

21-22. - **MALI** : Des émeutes font plusieurs morts à Bamako après l'interdiction de plusieurs associations favorables au multipartisme (24, 25, 29 et 31/1, 2/1).

25. - **ÉTATS-UNIS** : L'annonce d'une baisse de 2,1 % du PNB au quatrième trimestre 1990 confirme la récession de l'économie américaine. La progression du PNB pour l'ensemble de 1990, évaluée à 0,9 %, est la plus faible depuis 1982 (3, 4, 6-7, 20-21, 25, 27-28 et 31).

26. - **CHINE** : D'anciens dirigeants du « printemps de Pékin », en 1989 sont condamnés à des peines relativement légères, Pékin étant contraint de tenir compte de la pression internationale (8, 10, 11, 15, 18, 23, 24, 27-28 et 29).

27. - **SOMALIE** : Le général Siyad Barré est chassé du pouvoir,

qu'il occupait depuis octobre 1969, par les forces rebelles, après quatre semaines de violents combats qui ont mis en ruine la capitale, Mogadiscio. Alors que l'insécurité persiste, un chef de l'Etat est nommé, le 29, par un des trois principaux mouvements rebelles, mais les deux autres refusent de le reconnaître (6, 26, 27 et 30-31/XI, du 2 au 16, 23, 25 et du 27/1 au 2/1).

29. - **JAPON** : Mort de l'écrivain Yasushi Inoue (31).

31. - **ALLEMAGNE** : La Banque fédérale relève son taux d'escompte de 6 % à 6,5 % pour lutter contre les risques d'inflation et le danger d'un financement monétaire du coût de la réunification, alors que le groupe des sept principaux pays industrialisés recommandait, le 21, d'abaisser le taux d'intérêt afin d'éviter une récession mondiale (23/1 et du 1^{er} au 5/1).

LA GUERRE DU GOLFE

Le 3, le président George Bush fait une dernière offre de dialogue direct à l'Irak, à l'approche de la date du 15 janvier, au-delà de laquelle l'ONU a autorisé l'usage de la force pour obtenir le retrait du Koweït des troupes irakiennes qui l'occupent depuis le 2 août.

Il propose une rencontre, en Suisse, entre les chefs des diplomatie américaine et irakienne, MM. James Baker et Tarek Aziz. Bagdad accepte cette offre, mais refuse celle de la CEE, qui proposait à M. Aziz de venir à Luxembourg, après sa rencontre avec M. Baker, pour s'entretenir avec une délégation européenne.

Les jours suivants, Washington et Bagdad continuent à se montrer intransigeants : M. Bush affirme qu'il est « exclu » de négocier ; M. Saddam Hussein écarte toute idée de retrait du Koweït et s'obstine à lier la solution de la crise du Golfe à celle de la question palestinienne alors que Washington refuse ce lien.

Du 6 au 13, M. Baker effectue une tournée de consultations auprès des membres de la coalition anti-irakienne en Europe et au Proche-Orient.

Le 9, plus de six heures d'entretiens à Genève entre MM. Aziz et Baker ne permettent aucun progrès vers une solution pacifique de la crise.

Les jours suivants, les deux camps accélèrent leurs préparatifs de guerre : plus de 600 000 soldats de vingt-huit pays, dont 400 000 Américains, sont en Arabie saoudite face à plus de 500 000 Irakiens massés au Koweït et dans le sud de l'Irak.

Les rassemblements pacifistes se multiplient dans de nombreux pays ainsi que les manifestations pro-irakiennes dans plusieurs pays musulmans. Tandis que les ressortissants occidentaux sont invités à évacuer le Proche-Orient, en raison des risques d'attentats et de manifestations anti-occidentales, la plupart des diplomates quittent Bagdad.

Le 12, les deux chambres du Congrès américain autorisent le président Bush à recourir à la force contre l'Irak.

Le 13, M. Javier Perez de Cuellar est reçu à Bagdad par M. Saddam Hussein. Mais cette ultime « mission de paix » entreprise par le secrétaire général de l'ONU se solde aussi par un échec. Un dernier appel pour éviter « un conflit dont aucun peuple ne veut », lancé le 15 par M. Perez de Cuellar devant le Conseil de sécurité, reste également sans réponse.

Le 17, à partir de 2 h 40, heure locale, des cibles stratégiques irakiennes en Irak et au Koweït commencent à être attaquées par l'aviation alliée ainsi que par des missiles Tomahawk tirés à partir de navires et de sous-marins américains. Ces bombardements aériens, qui se poursuivent à un rythme intense les jours suivants, visent des objectifs localisés grâce aux satellites et aux avions de reconnaissance : les centres de commandement et de communication, les rampes de lancement de missiles, les installations chimiques et nucléaires, les stations radars, les bases aériennes et les terrains d'aviation, les dépôts de blin-

dés et d'artillerie ainsi que les positions de la garde républicaine, unité d'élite de l'armée irakienne. Les forces alliées souhaitent éliminer les forces irakiennes civiles.

Le président Bush justifie, dans une allocution télévisée, le lancement de l'opération « Tempête du désert » pour « chasser Saddam Hussein du Koweït par la force ». Dès les premières heures, les états-majors alliés, placés sous commandement américain, se félicitent des succès remportés et du peu de résistance de l'Irak.

Les marchés boursiers, qui avaient connu de fortes baisses les jours précédents, saluent l'attaque des alliés par une hausse spectaculaire (- 7,6 % à Francfort, + 7,05 % à Paris, + 4,6 % à New-York, + 4,5 % à Tokyo, + 2,4 % à Londres). Les prix du pétrole chutent de 30 à 18 dollars le baril avant de se

stabiliser juste au-dessus de 20 dollars jusqu'à la fin du mois. Le dollar, qui était remonté jusqu'à 1,54 DM, 136 yens et 5,25 F avant le déclenchement de la guerre, baisse ensuite.

Le 18, peu après 2 heures, sept missiles sol-sol Scud irakiens atteignent Israël. L'alerte chimique est déclenchée, mais les Scud sont équipés de charges conventionnelles et ils ne font que douze blessés. Bagdad, en s'attaquant à l'Etat juif, pays non belligérant, tente de l'impliquer dans la guerre afin de provoquer le départ de pays arabes de la coalition anti-irakienne. Mais, conscients du piège et dissuadés par Washington, les Israéliens s'abstiennent de répliquer, à la satisfaction générale des Occidentaux qui multiplient les déclarations de solidarité.

Un autre Scud est lancé, le 18, vers l'Arabie saoudite, mais il est

FRANCE

2. - Mort d'Edmond Jabès, poète et écrivain (4).

3. - Alors que l'opposition de droite critique très vivement la politique du gouvernement pour la Corse après les deux assassinats commis fin décembre, un conseil restreint, réuni à l'Élysée, décide d'« affirmer davantage encore l'autorité de l'Etat » dans l'île en y renforçant l'action de la justice et de la police. Dans la nuit du 2 au 3, lors de la première « nuit bleue » depuis la trêve annoncée le 31 mai 1988 par le FLNC, six opérations de commando ont été menées contre des cibles immobilières touristiques. Ces attentats sont revendiqués par la tendance « dure » du FLNC, alors que, le 8, l'autre tendance plus « modérée », annonce un « gel total » temporaire de ses actions « militaires » (du 2 au 12, 27-28 et 30).

11. - Mort du professeur Charles Dubost, pionnier de la chirurgie cardiovasculaire (13).

17. - L'Académie française recommande de ne pas imposer les réformes de l'orthographe qu'elle avait d'abord approuvées, mais qui ont suscité fin 1990 de nombreuses protestations (6-7, du 9 au 12, 17, 19, 23 et 27-28).

17. - M. Louis Besson, ministre de l'équipement, annonce le tracé retenu pour le futur TGV-Méditerranée entre Valence et Marseille, mais diffère sa décision pour le tracé vers Nice (5, 15, 18 et 30).

19. - Mort de Jean Mantelet, fondateur de Moulins, qui est devenu, le 8, le numéro un européen du petit électroménager en achetant l'allemand Krups (10, 22 et 23).

28. - Mort de Louis Seigner, acteur (22).

22. - Le déficit du commerce extérieur a atteint 10 milliards de francs en décembre et 50 milliards en 1990, contre 44 milliards en 1989 (24).

25. - Le nombre de chômeurs a diminué de 0,2 % en décembre : il s'élevait alors à 2 529 600, en hausse de 1 % en un an (26 et 27-28).

27. - Lors du premier tour des trois élections législatives partielles organisées après la démission, le 6 décembre, de M. Noir, puis de M^{me} Barzach et de M. Dubernard, l'abstention atteint près de 60 % à Paris et près de 70 % à Lyon. Au second tour, le 3 février, M^{me} Barzach, devancée, s'étant retirée, le candidat RPR, M. Galy-Dojean, est élu (du 6 au 15, du 23 au 26, 29 et 30/1, 1^{er}, 2 et 5/1).

28. - M. Bernard Tapie, suspendu pour un an de ses fonctions de président de l'Olympique de Marseille pour « manquement grave à la morale sportive », menace de quitter le football et dénonce un complot politique (29 et 30/1, 1-1/1).

30. - La baisse des prix de 0,1 % en décembre permet de limiter à 3,4 % la hausse pour 1990 (16/1 et 1-1/1).

31. - Création française à l'Opéra-Bastille d'*Un re in ascolto* de Luciano Berio (5/1).

31. - Michel Serres, reçu à l'Académie française par Bertrand Poirot-Delpech, prononce l'éloge d'Edgar Faure (de 1^{er} au 4/1).

Vellités d'ordre
en URSS

Le 7, des unités de parachutistes sont envoyées dans les Républiques baltes. Moscou affirme qu'elles doivent faire appliquer la conscription des appelés qui refusent de servir dans l'armée soviétique. Les jours suivants, les militaires chassent les nationalistes de plusieurs bâtiments publics à Vilnius, capitale de la Lituanie.

Le 13, un groupe d'assaut de parachutistes attaque les installations de la télévision à Vilnius, tandis qu'un « Comité de salut national », formé par des officiers et les dirigeants les plus conservateurs du PC lituanien, affirme qu'il prend le pouvoir. La foule désarmée tente de s'opposer à cette action, et quatorze Lituanais sont tués.

Moscou ne s'est pas donné l'ordre de tirer, mais M. Gorbatchev justifie cette intervention, dont il n'aurait eu connaissance qu'*a posteriori* et qui a suscité une large réprobation internationale. Les dirigeants nationalistes des trois pays baltes se retranchent dans leurs Parlements qui sont protégés par la foule ainsi que par des tranchées et des barrières.

Le 14, le Soviet suprême approuve la nomination comme premier ministre de M. Valentin Pavlov, qui était ministre des finances, puis, le 15, celle de M. Alexandre Lebedev, ambassadeur d'URSS aux États-Unis, comme ministre des affaires étrangères.

Le 20, l'assaut d'un commando des forces spéciales soviétiques contre le ministère de l'intérieur de Riga (Lettonie) fait quatre morts. Auparavant, 300 000 personnes avaient manifesté à Moscou pour protester contre la tentative de coup de force en Lituanie.

Le 22, M. Gorbatchev tente d'apaiser le tanton dans les pays baltes et de rassurer les Occidentaux qui commencent à envisager des mesures de rétorsion contre l'URSS. Il rejette toute responsabilité dans les événements sanglants de Vilnius et de Riga et présente ses condoléances aux familles des victimes.

Le 22, un décret présidentiel retire de la circulation les billets de 50 et de 100 roubles est publié : il provoque la panique chez les petits épargnants.

Le 26, le KGB est autorisé par décret à perquisitionner dans les entreprises et à vérifier leurs stocks, leur comptabilité, leurs comptes bancaires pour lutter contre le marché noir et l'économie souterraine.

Le 29, un décret de M. Gorbatchev confirme une directive ministérielle du 29 décembre instituant des patrouilles conjointes de la milice et de l'armée dans les grandes villes à partir du 1^{er} février.

Le 31, le comité central du PC, réuni à Moscou en présence des commandants des régions militaires, appelle au « rétablissement de l'ordre constitutionnel » dans toutes les Républiques (du 4/1 au 5/1/1).

Singularités françaises

Le 2, M. Michel Vauzelle, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale et proche de M. Mitterrand, se rend à Bagdad pour une mission « exploratoire » décidée « à titre personnel ». Il a un long entretien, le 5, avec M. Saddam Hussein.

Le 3, le courant du PS Socialisme et République, qui regroupe les amis de M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense, affirme que « la France ne saurait se résigner à une logique de guerre ».

Le 4, M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, présente devant les ministres de la CEE un plan en sept points qui envisage une solution diplomatique à la crise.

Le 8, M. James Baker, venu à Paris rencontrer M. Mitterrand, obtient une déclaration sur un « accord total et complet entre la France et les États-Unis », en dépit de quelques divergences en particulier sur le lien entre la crise du Golfe et le conflit israélo-palestinien.

Le 9, M. Mitterrand tient sa septième conférence de presse sur le Golfe. Il assure que, dès le 16 janvier, la « coalition armée » deviendra « légitime », mais que, d'ici là, la France poursuivra ses efforts diplomatiques pour éviter une guerre.

Le 12, près de cent mille personnes à Paris, et un peu plus dans une quarantaine de villes de province, manifestent contre la guerre à l'appel du PCF, de l'extrême gauche, des Verts et d'organisations pacifistes.

Le 14, un ultime projet de plan de paix proposé par la France au Conseil de sécurité de l'ONU, n'obtient l'aval ni des

États-Unis ni de la Grande-Bretagne.

Le 16, devant le Parlement réuni en session extraordinaire, est lu un message de M. Mitterrand, soulignant que « la France assume le rang, le rôle et les devoirs qui sont les siens ». La déclaration de M. Rocard, prévoyant le recours à la force pour libérer le Koweït, est approuvée à l'Assemblée nationale par 523 voix contre 43 (dont 26 PC et 7 PS) et au Sénat par 290 voix contre 25 (dont 16 PC et 3 PS). Le soir, M. Mitterrand lance à la télévision un appel à la « cohésion nationale ». « La nation tout entière doit se sentir engagée », affirme-t-il.

Le 17, l'aviation française participe aux premiers bombardements, mais M. Chevènement précise que ses interventions se limiteront au territoire du Koweït. Les jours suivants, les avions de combat français mènent quotidiennement un ou deux raids contre des objectifs militaires irakiens, sans avoir à déplorer aucune perte.

Le 20, M. Mitterrand précise, lors d'un entretien télévisé, que l'action militaire française ne sera pas limitée au Koweït et à l'Irak («... il faut naturellement détruire son potentiel militaire-industriel »). Le premier raid aérien français en territoire irakien a lieu le 24.

Le 29, M. Chevènement démissionne en estimant que « la logique de la guerre risque de nous éloigner chaque jour des objectifs fixés par les Nations unies ». M. Pierre Joxe est nommé ministre de la défense l'intérieur par M. Philippe Marchand, qui était son ministre délégué.

que ces avions ne seront pas rendus à l'Irak avant la fin de la guerre.

Le 28, M. Saddam Hussein, dans un entretien à CNN, menace d'utiliser la « capacité nucléaire, chimique et biologique » des Scud irakiens. Cependant les raids de l'aviation alliée contre l'Irak et le Koweït se poursuivent à la moyenne de deux mille par jour.

Le 28, Washington et Moscou décident « d'un commun accord » de reporter le sommet Bush-Gorbatchev prévu à Moscou du 11 au 13 février. M. Baker et M. Bushmeyer, son homologue soviétique, signent, le 29, à l'issue de trois jours d'entretiens à Washington, une déclaration assurant que « la fin des hostilités est encore possible si l'Irak s'engage sans équivoque à évacuer le Koweït ». Mais Washington s'empresse ensuite à minimiser l'importance de cette proposition de cessez-le-feu inspirée par les Soviétiques.

Le 29, M. Bush consacre l'essentiel de son message annuel sur l'état de l'Union à la guerre du Golfe. Tout en répétant qu'il ne veut pas « la destruction de l'Irak », il affirme que sa « capacité à soutenir une guerre est en voie d'émancipation ».

Le 29, peu avant minuit, des unités d'infanterie irakiennes appuyées par des blindés s'emparent de Khafji, ville côtière saoudienne proche de la frontière koweïtienne, qui n'est reprise, le 1^{er} février, qu'après de violents combats. Cette offensive témoigne de la volonté irakienne de hâter le déclenchement par les alliés des opérations terrestres.

Du 29 au 31, des forces de l'OLP - qui a pris fait et cause pour l'Irak - tirent vers Israël des dizaines de roquettes à partir du sud du Liban. Jérusalem accuse les Palestiniens de vouloir ouvrir un « deuxième front » et riposte par de violents bombardements.

Le 30, un avion-espion américain est abattu au-dessus du Koweït, avec quatorze hommes à bord : au total, vingt-cinq avions alliés ont été abattus dont seize américains et six britanniques ; quarante et un aviateurs sont morts ou disparus. L'Irak, qui, selon les alliés, a perdu cinquante-quatre avions et quarante-six navires, ne publie aucun bilan crédible pour les pertes humaines, tant civiles que militaires.

A partir du 31, l'Allemagne envoie du matériel militaire, pour un montant de 800 millions de dollars, en Israël où la contribution de firmes allemandes à l'effort de guerre irakien avait été vivement critiquée.

1990 en
« Folio »

Pour la cinquième année consécutive, les douze chronologies mensuelles de 1990 sont publiées en livre avec une préface d'André Fontaine et augmentées d'un index détaillé.
► Gallimard, collection « Folio-Actuel », 27,50 F.

كلنا من الاصل

LA GUERRE DU GOLFE

Le film des événements Temporiser

Faire la guerre à l'économie pour limiter le nombre des pertes humaines ou bien brusquer les choses avant l'arrivée des grosses chaleurs et des vents de sable : il semble que le président George Bush qui a reçu, lundi 11 février, M. Dick Cheney, secrétaire à la défense et le général Colin Powell, chef d'état-major interarmes, retour d'Arabie saoudite, ait choisi de temporiser. La campagne aérienne va continuer « pendant un moment », a-t-il annoncé, ajoutant qu'il fallait « prendre tout le temps nécessaire pour déterminer quand une nouvelle étape pourrait commencer ».

L'offensive terrestre « est dans l'air », a affirmé, de son côté, le général Michel Roquejoffre, commandant des forces françaises en Arabie saoudite. A son avis, il faut, cependant, attendre encore « quelques semaines » pour que « la campagne aérienne produise les effets escomptés ». Cette bataille de l'air, le premier ministre néerlandais l'a qualifiée, mardi, d'« embargo intensifié ».

Pour la première fois depuis le début des hostilités, un porte-parole américain a reconnu que les bombardements alliés sur Bassorah avaient provoqué des « dégâts collatéraux », tout en soulignant que « c'est une ville militaire dans tous les sens du terme ». A cet égard, le ministre

irakien des affaires religieuses a estimé le nombre des victimes civiles des raids aériens à plusieurs milliers de morts et de blessés. Les autorités de Bagdad n'avaient jamais fait état d'un bilan aussi lourd.

L'Irak a appelé sous les drapeaux, lundi, tous les hommes de dix-sept ans, y compris les étudiants qui, jusqu'à présent, bénéficiaient d'une dispense. Ces nouvelles recrues doivent se présenter dans les bureaux de conscription d'ici au 20 mars, sous peine de poursuites. D'autre part, « pour protester contre la présence militaire américano-atlantique sur la terre sacrée » de l'Arabie saoudite, Bagdad a décidé de boycotter le pèlerinage annuel de La Mecque et s'est mis en contact « avec plusieurs pays islamiques en vue d'arriver à une position commune ».

« Non-punition »

La détermination irakienne à continuer le combat s'est, une nouvelle fois, traduite, dans la nuit de lundi à mardi, par le tir de plusieurs missiles Scud à ogive conventionnelle. Le trentième lancé contre l'Arabie saoudite a fait deux blessés légers à Ryad. Le trente-troisième qui avait pour cible Israël, en a fait sept dans une zone résidentielle de Tel-Aviv. En visite à Washington, M. Moshe Arens, ministre de la défense,

s'est refusé à garantir que l'Etat hébreu pratiquerait indéfiniment une politique de « retenue ». « Je ne crois pas, a-t-il dit, que nous puissions prendre un tel engagement ».

En tournée dans les pays du Maghreb, le vice-premier ministre irakien a répété à l'envi que son pays « ne se soumettrait jamais ». « Les alliés ont choisi la guerre, ils auront la guerre », a souligné M. Saoudoun Hammadi. Lorsqu'ils choisissent la paix, ils auront la paix. Au détour de cette philippique, il a laissé entendre que « si une quelconque partie demandait un arrêt inconditionnel des combats, nous étudierions cela et nous dirions rapidement si nous l'acceptons ou non ». A son avis, le sort du Koweït « doit être discuté entre pays arabes pour lui trouver la solution appropriée ».

Malgré tout, la très hypothétique conclusion d'un cessez-le-feu donne lieu à un intense ballet diplomatique, centré, mardi, sur la visite à Bagdad de M. Evgeny Primakov, l'ambassadeur personnel de M. Mikhaïl Gorbatchev, qui avait rencontré M. Saddam Hussein à deux reprises depuis le début de la crise du Golfe, ne serait-ce que « d'aucune initiative définie » mais d'une garantie de « non-punition » si l'Irak retire, à temps, ses troupes du Koweït.

M. Roland Dumas devait se rendre, mardi, à Moscou, pour y

rencontrer, notamment, M. Gorbatchev tandis que M. Pierre Joxe, ministre de la défense, a programmé, pour jeudi, un nouveau déplacement en Arabie saoudite. Les chefs des diplomatie syrienne et turque ont réaffirmé, lundi, à Damas, le souci de leurs pays « de préserver l'intégrité territoriale de l'Irak ». Quant au président égyptien Hosni Moubarak, il a sévèrement critiqué « les formules inventées de toutes pièces par les complices » de Bagdad pour arrêter la guerre. A l'en croire, « la véritable initiative doit être prise par les responsables du drame ».

Otages

A côté dramatique de cette guerre : le déversement dans les eaux du Golfe, fin janvier, par l'Irak, d'environ un million de tonnes de pétrole. Les Emirats arabes unis ont pris des précautions pour prévenir les conséquences de cette marée noire qui a déjà pollué, selon les experts occidentaux, 160 kilomètres de côtes saoudiennes et qui dérive lentement vers le sud sous l'effet des vents et des courants marins. Face à l'ampleur de ce désastre écologique, les pays riverains, qui dépendent des unités de dessalement pour 70 % de leurs besoins en eau potable, ont fait appel à une assistance internationale.

Autre à côté dramatique : le sort d'environ un demi-million de travailleurs immigrés retenus, contre leur gré, dans certains Etats du Golfe. D'après la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), des ouvriers égyptiens et soudanais auraient été enrôlés de force dans l'armée de Bagdad, et ceux qui résisteraient auraient été exécutés. Quant à ceux qui vivent en Arabie saoudite, ils seraient menacés des foudres de la « justice islamique » s'ils tentaient de quitter le royaume.

Les critiques de la presse dominicale britannique, qui avait fustigé le comportement « décadent » et les amusements tapageurs de certains membres de la famille royale alors que les soldats de Sa Gracieuse Majesté risquent leur vie dans le Golfe, ne semblent pas être tombées dans l'oreille de sourds. Message reçu cinq sur cinq par les intéressés qui ont bousculé leurs engagements pour s'en aller visiter les familles de militaires au combat. Mardi, la duchesse d'York devait se rendre sur la base navale de Portland. La veille, la princesse Anne avait fait un saut en Allemagne tandis que le prince et la princesse de Galles avaient pris le chemin de Plymouth.

J. de B.

La situation militaire

L'aviation alliée concentre désormais ses raids sur des secteurs délimités

Nouveaux tirs de Scud contre Israël et l'Arabie saoudite

Les missiles antimissiles américains Patriot ont une nouvelle fois entré en action lundi soir (11 février) et la nuit suivante en Israël et en Arabie saoudite pour intercepter deux Scud irakiens. Tandis que plusieurs tirs étaient effectués contre l'Etat hébreu (voir l'article de notre correspondant), les sirènes d'alarme retentissaient à Ryad vers 22 h 30 lundi.

Quelques minutes plus tard, deux missiles Patriot étaient tirés en direction d'un Scud. L'ogive de l'engin, touché par un Patriot, est tombée à proximité d'une école, où elle a explosé, causant d'importants dégâts et blessant légèrement deux gardes de sécurité. Aucun étudiant ne se trouvait dans l'établissement, en raison des vacances scolaires. Les gardes ont été blessés par des éclats de verre. « Les Patriot ont dévié la direction du missile et fait exploser son fuselage, mais sa charge explosive est tombée au sol », a déclaré un lieutenant de la défense civile. Cette attaque est intervenue selon lesquelles les militaires irakiens ont lancé quatre heures après l'annonce de la destruction de quatre nouvelles rampes de lancement de Scud par des pilotes américains.

142 avions en Iran

Le commandement américain a admis lundi soir à Ryad que « des dégâts collatéraux » étaient provoqués par les bombardements alliés sur Bassorah, tout en soulignant que ce port irakien du Golfe était « une ville militaire dans tous les sens du terme ». Le général Neal a rappelé que Bassorah est « une base [militaire] et un port de grande importance », dans lequel les installations militaires « font partie du tissu urbain ». Les pilotes alliés, a-t-il cependant affirmé, « font des efforts extraordinaires » pour éviter les bâtiments civils. Il a enfin fait une nouvelle fois état d'informations selon lesquelles les militaires irakiens auraient dissimulé certaines de leurs installations telles que des postes de commandement « dans des édifices non militaires ».

A Washington, le général Thomas Kelly, porte-parole du Pentagone, a affirmé lundi soir que les bombardements aériens contre l'Irak n'ont pas encore « atteint le stade d'une diminution du rendement », c'est-à-dire le moment où le taux de destruction par tonne de bombes larguées commence à diminuer. Le porte-parole confirmait ainsi ce qu'avait déclaré peu de temps auparavant le président George Bush. « Je ne crois pas qu'une décision ait été prise » quant

à la date à laquelle les Etats-Unis et leurs alliés passeront à la phase terrestre de l'opération « Tempête du Désert », a ajouté le général Kelly. « Nous continuerons à faire ce que nous faisons [bombarder les positions irakiennes] jusqu'à ce que nous soyons prêts à y aller », a poursuivi l'officier américain.

Le général Kelly a d'autre part indiqué que le nombre d'avions irakiens désormais réfugiés en Iran est « selon les derniers renseignements disponibles » de 142, « à plus ou moins 5 unités » près. A ce sujet, il a estimé que les pilotes irakiens ayant fait défection sont sans doute parmi les moins qualifiés. « Nous avons des informations, a-t-il dit (...), selon lesquelles ce sont certains des pilotes les moins expérimentés qui font passer ces avions d'Irak en Iran. Ils volent très vite et à très basse altitude, ce qui les rend difficiles à repérer, et un certain nombre d'entre eux - je ne sais pas combien - se sont écrasés en arrivant en Iran. » Le commandement britannique a pour sa part annoncé qu'un patrouilleur irakien de type ZUK a été attaqué et atteint dans la nuit de dimanche à lundi par un hélicoptère Lynx de la Royal Navy. Le bâtiment irakien de 23 mètres de long avait été repéré au large de l'île koweïtienne de Failaka par un avion de reconnaissance Nimrod. Le patrouilleur, atteint par deux missiles Sea Skua, était « en flammes » lorsque le Lynx est reparti. L'Irak a de son côté annoncé lundi soir que l'aviation alliée avait mené 63 raids sur des objectifs civils et militaires au cours des dernières vingt-quatre heures. L'état-major irakien précise que « les agresseurs barbares ont mené 28 raids sur des objectifs civils, dont plusieurs ponts, routes, centrales de pompage d'eau et voitures civiles. Ils ont également attaqué les habitations ».

A New-York enfin, l'ancien ministre américain de la justice, M. Ramsey Clark, de retour d'un voyage d'une semaine en Irak, a indiqué lundi au cours d'une conférence de presse que 6 000 à 7 000 civils irakiens pourraient avoir péri sous les bombardements des forces alliées. Cette estimation, a déclaré l'ancien ministre démocrate, pacifiste convaincu, lui a été communiquée par M. Ibrahim Al Noore, chef du Croissant-Rouge irakien (équivalent de la Croix-Rouge en pays musulman), ce dernier se basant sur les témoignages de personnes chargées de distribuer des vivres aux hôpitaux à travers tout le pays. — (AFP, Reuter, AP)

Deux mille neuf cents sorties aériennes pour la seule journée du 11 février, sur un total de 82 000 depuis le début de la guerre, des témoignages de pilotes assurant qu'il reste encore des centaines de cibles militaires à détruire, de nouvelles bombes encore plus meurtrières qui arrivent dans les bunkers des bases aériennes : l'armée de l'air américaine entend bien montrer au président Bush, qui décidera en dernier ressort de la date de l'assaut terrestre, qu'il a raison de lui faire confiance et que son rôle est loin d'être terminé.

DAHARRAN

de notre envoyée spéciale

La météo s'est améliorée ces derniers jours, expliquant la multiplication des raids aériens alliés. Mais, avec la légère condensation des aviateurs par rapport aux « terribles », le commandement d'une escadrille de F-16 assure : « Nous ne désirons pas rester un jour de plus que nécessaire, mais nous ne voulons pas engager nos garçons avec toutes ces défenses, cette artillerie, ces chars irakiens encore disponibles ».

A en croire les témoignages des pilotes, il semble maintenant que, parallèlement à la poursuite d'objectifs plus clairs en Irak ou au Koweït, comme par exemple les ponts ou les rampes de lancement mobiles de missiles Scud - dont quatre auraient été détruits lundi,

selon le porte-parole militaire américain, - l'aviation opère par concentration de tirs sur des zones précisément délimitées, appelées des « killing zones », sur lesquelles les pilotes passent et repassent lâchant leurs bombes toute la journée pour assurer le maximum de destructions.

Déjà, selon certains pilotes, « le Koweït ressemble à un grand tas de ferraille, avec de larges surfaces percées de cratères noirs ». Face à cela, assure un officier de renseignement chargé d'interroger les pilotes à leur retour, l'armée irakienne, qui reste essentiellement statique, n'essaie même plus de répondre comme avant par des salves de missiles Sam. « Elle ne se comporte plus, affirme-t-il, comme une armée qui défend des objectifs, mais comme un agresseur. Elle s'est divisée en petites poches qui réagissent individuellement avec comme but, pour les hommes, de sauver leur peau ».

Embouteillage dans le ciel

Cette multiplication des raids aériens au-dessus des positions irakiennes au Koweït commence cependant à poser des problèmes aux contrôleurs aériens qui craignent des explosions en vol. « Les avions n'ont pas toujours le temps de lâcher leurs bombes sur leurs objectifs, tant ils doivent laisser la place à d'autres, dont les missions sont tout autant programmées », affirmait lundi un officier supérieur américain. « Le trafic aérien au-dessus du Koweït est plus encombré que le trafic combiné des aéroports de Los Angeles, Dallas et

Les bombes à effet de souffle

Prenant exemple sur ce que les Américains ont utilisé au Vietnam et les Soviétiques en Afghanistan, les Irakiens disposent, eux aussi, d'une arme qu'on appelle « arme à effet de souffle » et dont ils ont probablement équipé des bombes larguées d'avions (leurs Tupolev 22 et 16, par exemple) ou qu'ils ont monté sur des missiles à moyenne portée. Cette arme - les Américains la dénomment « Fuel air explosive » - est relativement simple mais assez dévastatrice, surtout contre des concentrations de forces en terrain plat, notamment dans le désert.

La bombe à effet de souffle libère un nuage de vapeurs de

gaz (du propane ou de l'oxyde d'éthylène) très inflammables, qui, lorsqu'on y met le feu, produit une immense boule de feu et engendre une onde de choc sur quelques kilomètres carrés.

Sur son passage, la « Fuel air explosive », en absorbant l'oxygène de l'atmosphère, brûle et asphyxie les combattants. Elle réduit au silence les moyens de communications. Elle peut, dans certaines conditions, contribuer, par son onde de choc, à faire sauter les champs de mines posés aux alentours.

Cette arme aurait un pouvoir de destruction dix fois supérieur à celui d'une bombe classique de calibre équivalent.

Atlanta, renchérit un autre qui souligne le nombre croissant de sorties.

L'aviation américaine n'a toutefois pas l'intention de ralentir son rythme et pour s'assurer sans doute de meilleures performances, de nouvelles bombes - qui n'ont pas encore été employées dans cette guerre - sont arrivées en quantité substantielle dans les bunkers de munitions installés sur les bases. Ces bombes appelées Fuel Air Explosives (voir encadré) et bombes à fragmentation ont la particularité, pour les premières, de répandre dans l'air un nuage de brume inflammable auquel l'explosion met le feu ; les secondes explosent dans l'air et dispersent de petites mines qui, sur les routes, sont autant de pièges pour les convois ennemis.

La plus large diffusion des dernières jours, par les télévisions occidentales, d'images - revues par la censure irakienne - d'enfants brûlés ou blessés sur des lits d'hôpital qui coexistent étrangement avec celles des projections vidéo sur la destruction « propre » de cibles militaires - revues, elles, par la censure américaine - a amené lundi le porte-parole américain, pressé de questions, à admettre que « les bombardements alliés causaient inévitablement des victimes civiles compte tenu de la proximité des zones d'habitation ». Le général Neal a cependant réaffirmé que « les pilotes faisaient de leur mieux pour les éviter », mais il était temps de reconnaître qu'il n'y a pas de guerre propre.

Le général Neal a cependant souligné que la météo, c'est-à-dire les vents de sable très courants en mars, et la chaleur qui approche forment une part importante de l'équation de l'opération « Tempête du désert ». Avec le recul de la date de l'assaut terrestre, ces considérations prennent tout leur sens car il ne faut pas de doute, par exemple, que les tempêtes de sable risquent d'être des ennemis mortels pour les hélicoptères ou avions d'appui au sol dont la visibilité pourrait être réduite à zéro. La chaleur jouera également un rôle d'autant moins négligeable que les troupes de première ligne devront combattre avec leur combinaison de protection nucléaire, biologique, chimique qui ne sont pas légères.

Une nuit sans lune

Autre phénomène à prendre en compte, la lune dont l'absence totale - le 14 février - favorise les troupes alliées mieux équipées que les Irakiens en lunettes de vision nocturne. Le général Neal a indi-

qué, à ce propos, que toutes les données météorologiques concernant la région sur les six dernières années avaient été mises sur ordinateur et étaient étudiées très sérieusement.

Sur le front terrestre, selon le porte-parole saoudien, 1 015 prisonniers de guerre - ce qui, a-t-il expliqué, comprend à la fois les soldats pris au combat et les hommes qui se sont rendus après le début du conflit, - sont aujourd'hui détenus dans des camps saoudiens. Ces prisonniers sont à distinguer des « réfugiés militaires », au nombre de 418, des Irakiens qui se sont rendus avant le début de l'opération « Tempête du désert ». Pour la première fois, neuf soldats irakiens, dont un lieutenant, se sont livrés lundi à l'aube aux forces syriennes déployées en première ligne, à la frontière nord du royaume. Tous ces prisonniers, a affirmé le colonel Robayan, seront équipés dans les prochains jours de masques à gaz en vue de les protéger d'une éventuelle attaque chimique.

Enfin, le colonel Robayan a annoncé lundi l'arrivée, depuis longtemps prévue, d'un contingent de moudjahiddine afghans venus rejoindre les forces alliées dans la mission, a-t-il précisé, et c'est une première officielle en ce qui concerne le Koweït, est de « défendre le royaume et de libérer le Koweït ». Ces moudjahiddine afghans, dont la présence est surtout symbolique, sont au nombre de 300 et on ignore encore où ils prendront position.

FRANÇOISE CHIPAUX

Les récents et dépêches des envoyés spéciaux en Irak de toutes les grandes agences de presse internationales sont soumis à la censure préalable des autorités de Bagdad, qui « encadrent » les journalistes. D'autre part, les services de presse des armées alliées stationnées en Arabie saoudite contrôlent la plupart des reportages diffusés par les chaînes de télévision occidentales et exigent notamment que les lieux de tournage ne soient pas indiqués avec précision. La censure militaire préalable n'est pas appliquée en Egypte ni en Jordanie. En Israël, elle existe, mais les autorités n'exigent pas de voir les articles des journalistes avant leur transmission.

البحر العربي

LA GUERRE DU GOLFE

La situation militaire

Une campagne « très, très efficace »

Suite de la première page

Ce mot pourrait s'adresser aussi bien aux partenaires arabes de la coalition, qui souhaitent un dénouement rapide, qu'à M. François Mitterrand, qui avait annoncé que l'offensive terrestre aurait lieu à brève échéance, et en tous cas avant la fin de février.

En décidant, au terme de presque quatre semaines de bombardements d'une exceptionnelle intensité, de poursuivre dans la même voie, M. Bush a fait un choix qui obéit sans doute pour une part à des considérations militaires, mais qui paraît essentiellement politique.

Passer à l'offensive terrestre, même sous la forme d'opérations ponctuelles, aurait présenté une série d'avantages non négligeables, mais d'ordre essentiellement « extérieur » : abréger la guerre, donner une chance aux soldats irakiens de se rendre, abréger les souffrances des populations civiles du Koweït - pays allié - limiter le nombre des victimes civiles en Irak, et d'une manière plus générale, éviter de donner au monde arabe, y compris aux opinions de certains partenaires de la coalition, l'impression que les États-Unis veulent « détruire » l'Irak, selon l'expression du roi Hussein de Jordanie ou les discours avertissements lancés récemment par des responsables soviétiques.

À l'inverse, attendre et, en attendant, bombarder avec une énergie encore accrue, permet de répondre à des préoccupations d'ordre « intérieur », qui ont selon toute apparence prévalu. Depuis plusieurs jours, un grand nombre d'élus avaient publiquement enjoint le président Bush de ne pas lancer les « boys » à l'attaque tant que l'ennemi restait menaçant. Dès lors que, dès avant le début des hostilités, épargner les vies des soldats américains avait été posé comme un objectif prioritaire par M. Bush lui-même, et dès lors que des pertes significatives ne pouvaient être exclues, le président courait un risque politique certain en ignorant les mises en garde qui venaient d'un peu partout, y compris de ses propres amis républicains.

Parallèlement, prolonger la campagne de bombardements permet de mener à bien un objectif pas tout à fait avoué mais qui est désormais un secret de Polichinelle : mettre l'Irak hors d'état de nuire, et cela pour de nombreuses années, en éliminant non seulement ses armées les plus menaçantes, mais l'essentiel de ses forces armées, et en réduisant dans des proportions considérables son infrastructure économique.

C'est là aussi un but poursuivi par une bonne partie de la classe politique américaine, et nombre de commentateurs ont déjà exprimé le souhait que M. Bush ne s'arrête pas à mi-chemin dans son entreprise, et en tous cas pas avant que le régime de Saddam Hussein ne soit mis à terre. C'est là une entreprise de grande envergure, qui nécessite une très intense « préparation », si on veut, là encore, limiter les pertes du côté allié.

La puissance irakienne a été considérablement entamée

Déjà, selon les indications données par les responsables militaires américains eux-mêmes, la puissance irakienne a été considérablement entamée. Si les estimations chiffrées ne sont livrées qu'avec une parcimonie délicate, le tableau qui se dessine, au fil des briefings du Pentagone, est assez clair : les centres de commandement et de télécommunications, les industries d'armement, les raffineries, les centrales électriques, et un grand nombre de ponts ont été détruits.

L'aviation irakienne a été réduite à l'inactivité, la marine irakienne, et les défenses antiaériennes totalement désorganisées. Sept cent cinquante chars ont été détruits à coup sûr, mais le général Kelly, chef des opérations, a indiqué lundi qu'à son avis le nombre de chars mis hors de combat devrait être largement supérieur, et il a ajouté que les chars qui sont enfouis dans le sable et ne sont pas entretenus ont toutes chances de se détériorer très rapidement. Il a aussi



parlé d'une diminution significative des effectifs (irakiens), et plusieurs autres responsables ont indiqué que l'un des objectifs assignés aux pilotes était désormais l'élimination des troupes ennemies.

Tous ces éléments d'appréciation seraient très bien pu être considérés comme des raisons de passer à l'offensive terrestre, mais c'est une autre logique qui a prévalu : puisque, selon les termes utilisés par M. Bush, la guerre « se passe très bien », il convient de continuer dans la même voie, de multiplier les « sorties » et d'utiliser des moyens de plus en plus efficaces, par exemple des bombes géantes qui dévastent une zone de 100 mètres de diamètre et d'un poids tel que seuls des avions-cargos C-130 peuvent les larguer.

Dans le même temps, les responsables militaires ou civils, continuent à assurer que tout est fait pour limiter les « dommages collatéraux », c'est-à-dire les victimes civiles, mais, même si leurs « bonnes intentions » ne sont pas mises en doute par la presse américaine, l'étendue des destructions et la nature des images venues d'Irak commencent à poser quelques problèmes. Le

porte-parole de la Maison Blanche, M. Fitzwater, a même laissé transparaître une certaine irritation en reconnaissant que Saddam Hussein « marquait des points dans la propagande et dans la guerre des relations publiques » (voir encadré).

En dépit des inquiétudes manifestées par M. Fitzwater, l'opinion américaine ne paraît pas pour l'instant vraiment très préoccupée par cet aspect du problème. L'attention continue à se concentrer sur les risques courus par les soldats américains, tandis que les télévisions poursuivent la diffusion d'une multitude de reportages sur l'attente angoissée des marines dans le désert. Une attente qui, à en croire M. Bush, va encore se prolonger « pendant un certain temps », tandis que l'Irak continuera à recevoir les bombes théoriquement destinées à son président, comme celle que le secrétaire à la défense Dick Cheney avait personnellement « dédiée » avant son retour à Washington : « A Saddam Hussein, avec affection ».

JAN KRAUZE

La guerre, jusqu'où ?

par Jacques de Barrin

QUE sont donc venus faire les États-Unis dans la galère koweïtienne ? La réponse ne mérite pas très longue réflexion : y défendre leurs intérêts et, accessoirement, ceux des pays occidentaux dont ils assurent, de facto, le leadership. Il faudrait être bien naïf pour imaginer que la formidable armée américaine n'ait été mise en branle que pour défendre un émir des sables.

Pas d'intérêt, pas d'action. Ce principe général du droit guide la conduite des individus comme celle des États. Si l'Amérique s'est jetée, à corps (d'armée) perdu, dans la guerre du Golfe, c'est essentiellement pour assurer la sécurité des approvisionnements en pétrole, les siens propres comme ceux du « monde libre ». Si la France maintient des troupes, ici et là, dans son « arrière-cour » africaine et y intervient de temps à autre, c'est pour des raisons qui dépassent, souvent, la protection de ses ressortissants.

Utopie, dans le monde d'aujourd'hui, que la défense au quotidien du droit pour le droit ! Aux yeux des grandes puissances, il n'y a que des situations particulières qui appellent des solutions au coup par coup. Impossible de parler sur le même ton à Saddam Hussein et à Mikhail Gorbachev. Que l'on s'en désole ou non, il n'y a pas moyen d'échapper aux contraintes - et aux désillusions - de cette « réalité ».

La prise en compte de cette réalité n'interdit pas de constater l'appréhension fondamentale très subjective des « intérêts » en cause. Même s'il convient d'accorder crédit au fait que, comme on le dit communément, « l'économie mène le monde », du moins peut-on faire valoir que les intérêts immédiats d'un pays ne recourent pas toujours ses intérêts à moyen et à long terme.

Faut-il nier tout bien-fondé à la guerre du Golfe sous prétexte que les États-Unis et leurs alliés ont eu, en l'engageant, des arrière-pensées durables ? Il n'y a pas d'intentions pures en politique ! Si ce conflit aboutissait, néanmoins, à libérer le Koweït et, au-delà, à jeter les fondements d'un nouvel ordre au Proche-Orient, peut-être n'aurait-il pas été inutile.

Deux logiques s'affrontent - et deux seulement - face à cette guerre : la refuser net ou tout faire pour la gagner. Il n'y a pas, en la matière, de demi-mesure comme d'habitude, à l'instar de M. Jean-Pierre Chevènement, l'ancien ministre de la défense, l'avaient imaginé, qui aurait notamment consisté à circonscire la zone des combats au territoire koweïtien. Méritait pour la France de marquer sa « différence » avec les « faucons du Pentagone » et, partant,

de ménager le monde arabo-musulman.

À moins de s'opposer par principe à la guerre en soi, la seule bonne question que l'on est, aujourd'hui, en droit de se poser est de savoir si, avant de déclencher les hostilités, les pays-membres de la coalition anti-irakienne ont épuisé toutes les chances d'éviter l'usage des armes. En revanche, vouloir, pour sauver coûte que coûte la paix, inscrire au compas des profits et pertes la disparition d'un mini-État dont l'indépendance serait historiquement contestable, risquerait de réveiller, dans le monde, d'innombrables ambitions dissimulées derrière de faux bons arguments.

Hors-jeu

Faire la guerre ne signifie pas la faire n'importe comment et, le cas échéant, aussi aisément que l'adversaire. Cela veut dire que l'on tente naturellement de limiter les pertes civiles mais aussi que l'on se refuse à priori à utiliser des armes non conventionnelles. Même s'il peut être de bonne tactique de n'en rien laisser croire à son adversaire.

Libérer le Koweït, un point c'est tout ? Paradoxalement, la logique de paix veut aussi que Saddam Hussein soit mis hors-jeu. Il n'aura pas fallu moins de quarante-cinq ans à l'Europe pour sortir de la guerre froide et retrouver son unité. Il faut bien composer avec Staline et ses successeurs, et supporter, notamment, la tragédie mise au pas de la Hongrie en 1956 et celle de la Tchécoslovaquie en 1968. Qu'en aurait-il été si, en 1945, Hitler était sorti vivant de son bunker berlinois, et sans avoir à payer ses crimes ?

Peut-on raisonnablement croire qu'après avoir reçu la « formidable réplique » militaire que lui promettent les États-Unis, Saddam Hussein en revienne à de meilleurs sentiments, que ce « fauteur de guerre » qui avait mis sur pied la quatrième armée du monde, renonce à ses rêves de grandeur ? La création d'un ordre nouveau au Proche-Orient est déjà si problématique, dans la mesure où elle est, pour partie, entre les mains de puissances locales, qu'il ne serait pas avisé de compliquer les choses en offrant au dictateur de Bagdad de siéger autour du tapis vert.

Entre les Rambo et les Saladin il y aura peut-être place, un jour, au Proche-Orient, pour des sages. Mais le monde arabe aura besoin de temps pour comprendre qu'il s'est fourvoyé, que Saddam Hussein n'est pas l'homme qui convenait pour le guérir de ses frustrations.

Nouveau voyage de M. Pierre Joxe en Arabie saoudite

Le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, a prévu de se rendre pour quarante-huit heures, jeudi 14 et vendredi 15 février, en Arabie saoudite pour y rencontrer des unités de l'armée de terre du dispositif « Daguet » qu'il n'avait pas eu l'occasion de voir lors de son premier séjour de trente-six heures, au début de la semaine dernière.

Il a précisé que cette seconde visite serait plus spécialement consacrée à des formations responsables de la logistique et de la santé.

M. Joxe aura eu, au préalable, des entretiens, mardi 12 février à Washington, avec son homologue américain, M. Dick Cheney, qui rentre lui-même d'une tournée en Arabie saoudite.

Davantage d'hélicoptères à la disposition des journalistes

Plusieurs éditeurs de journaux conduits par M. Jean Miot, président du Syndicat de la presse parisienne et directeur délégué du Figaro, ont discuté lundi 11 février avec M. Pierre Joxe, ministre de la défense, des problèmes que rencontrent les journalistes dans leur couverture de la guerre du Golfe. Dans une lettre récente à M. Joxe, M. Miot avait regretté « qu'à aucun moment les organismes de presse n'aient été partie prenante ni même consultés » pour l'élaboration du protocole d'accord du SIRPA.

M. Joxe a répondu à ces doléances en mettant des hélicoptères supplémentaires à la disposition des journalistes afin de leur permettre de se rendre sur le front. Ces nouveaux moyens devraient assurer aux envoyés spéciaux des occasions plus fréquentes de reportage et permettre aux journalistes

de la presse quotidienne régionale et des magazines d'être mieux associés à ces sorties. C'est aux journalistes et non aux autorités militaires qu'incombera l'organisation des roulements des reporters au sein des pools. Selon M. Miot, les rencontres avec les militaires revenant du front seraient facilitées. Le ministre considère cependant, qu'en cas de combats terrestres, il ne doit pas y avoir de journalistes en première ligne en raison du risque chimique.

Enfin, le ministre de l'intérieur a noté qu'il n'y aura ni censure, ni filtrage des articles mais que les responsables de l'information devaient s'imposer deux « limites » : « la sécurité militaire et la dignité humaine ».

Les sergents recruteurs de Times Square

L'élan patriotique qui soulève l'Amérique ne se traduit pas forcément dans la réalité des centres de recrutement. A New-York notamment, où la rigueur des critères de sélection écarte bien des candidats.

NEW-YORK

de notre correspondant

« L'armée peut vous aider dans votre carrière », « Faites-vous rembourser votre prêt-à-porter par l'armée » : les innombrables rubans jaunes et les rangées de benêttes étoilées témoignent de la poussée de patriotisme que connaissent les États-Unis, mais dans les centres de recrutement de l'armée, le message reste très prosaïque. Comme si le conflit du Golfe n'était qu'un facteur nouveau à prendre en compte, certes, mais sans plus. L'essentiel étant de bien sélectionner, sans passion - comme avant le 2 août - les futurs militaires de carrière, ou de réserve, plutôt que d'arrêter à tour de bras des va-t-en-guerre dont il sera difficile de se débarrasser, après-coup.

« Quand quelqu'un entre toi pour s'engager dans l'armée, c'est une décision importante. Alors, je ne force pas le marin... Je m'efforce de fournir au candidat toutes les explications dont il a besoin. On se voit, on se téléphone. Mais la décision lui appartient », explique le sergent Thurman McGhee, responsable de l'enrôlement des futurs soldats destinés à l'armée de terre au centre de recrutement de Times Square, au cœur de Broadway. Comme ses trois collègues de l'US Navy, de l'US Air Force et du prestigieux corps des marines, il attend le « client ».

A New-York, pas besoin d'aller le traquer dans les écoles comme

à Los Angeles où la mafia, excédée par le harcèlement des militaires, a cassé de vendre au Pentagone les listes de ses étudiants, à raison de 3 cents (15 centimes) par adresse, une méthode couramment pratiquée aux États-Unis où la conscription n'a brièvement existé que dans des périodes exceptionnelles, notamment au plus fort de la guerre du Vietnam (l'enrôlement basé sur le volontariat est en vigueur depuis 1973). Pas question, non plus de « faire les mallas », ces centres commerciaux où les sergents recruteurs promettent leurs expositions itinérantes, démonstrations de tanks à l'appui.

Erreurs de marketing

En revanche, les trente-cinq centres de recrutement disséminés sur l'ensemble de l'agglomération new-yorkaise continuent à prospecter intensément par téléphone, non sans quelques erreurs de marketing, témoin cet ancien réserviste, aujourd'hui âgé de cinquante-sept ans, et qui a dû décliner une offre pour aller servir au plus vite dans les engins amphibies appelés à reconquérir le Koweït.

« Les critères de recrutement sont très précis », affirme le sergent McGhee. « Il faut avoir la nationalité américaine, ou la « carte verte » qui prouve qu'on est résident aux États-Unis, aimer son pays, répondre à des exigences de taille, de poids, avoir entre dix-sept et vingt-six ans pour prétendre au service actif, jusqu'à trente-quatre ans pour les réservistes, avoir achevé ses études secondaires et disposer d'un casier judiciaire vierge, ne pas être porteur de maladies contagieuses et... un temps, « ne pas être homosexuel ».

Les quatre responsables de l'enrôlement - tous noirs, à l'exception de « l'aviateur » - en conviennent : « Plus de 90 % des candidats sont éliminés pratiquement d'office, beaucoup d'autres après les examens d'aptitude mentale et médicale ».

Ceux qui sont finalement admis se voient promettre « une solde, trois repas par jour, un lit et... l'air conditionné ». Nantis de 700 dollars par mois en tout début de carrière (un salaire qui atteindra environ 27 000 dollars par an au bout d'une dizaine d'années, et deux fois plus pour un officier), ils font grossir les rangs des 2,1 millions de soldats d'active ou rejoignent les 1,7 million de réservistes, dont une large partie (66 %) sont originaires des États du Sud, traditionnellement plus « militaristes » et où se trouvent d'ailleurs de nombreuses installations militaires.

Certains sont mariés, pères ou mères de famille et on imagine aisément leurs sentiments au moment de rejoindre leur affectation. La majorité des recrutés, toutefois, sont encore célibataires. « Ils sont préoccupés, c'est vrai, mais pas effrayés. Ils ont conscience de faire leur devoir », assure Thurman, avant d'être interrompu par le téléphone. « C'est Janie, elle est venue la semaine dernière. Une fille de dix-neuf ans, originaire du Montana et qui habite White Plains, au nord de New-York. Elle est intéressée par la formation que peut lui offrir l'armée. Mais elle veut surtout servir son pays. Elle vient d'avoir ses résultats médicaux. Sans problèmes... »

Une bonne nouvelle pour le sergent McGhee, qui améliore - et féminise - son recrutement. Ces derniers mois, son bilan n'était guère brillant : aucune candidature retenue en juin, pas

d'avantage en juillet ni en août, ensuite, trois à quatre par mois seulement jusqu'à la fin décembre.

Un objectif de 10 000 recrues par mois

Dans ces conditions, il n'est guère étonnant que l'US Army ait un mal fou à atteindre ses objectifs de 10 000 recrues par mois. Heureusement, depuis la mi-janvier le matraquage télévisuel sur les exploits des forces américaines semble susciter des vocations. Du coup, les listes de Thurman s'allongent : cinq volontaires en janvier et sans doute six d'ici à fin février. Dont une femme.

Jerry, lui, hésite encore après être passé à la toise. Il a dix-neuf ans et demi et il était venu à la « recruiting station » avec l'espoir de figurer enfin dans les rangs des réservistes. Espoir déçu car il a déjà raté trois fois l'examen. Originaire de Trinidad, habitant Brooklyn, ce jeune Noir dont le père est militaire de carrière et qui occupe un petit boulot dans une entreprise d'informatique, reste songeur. « Bien sûr, 105 dollars par mois, lorsqu'on est réserviste, pour un week-end d'entraînement, n'importe où aux États-Unis et quinze jours complémentaires pendant l'été, c'est pas terrible, mais j'ai envie de voir du pays. Et puis, j'aime bien l'armée. Même en temps de guerre ? Le Walkman constamment vissé sur les oreilles, il se dandine d'un pied sur l'autre, vaguement songeur. « Ouais, c'est sûr... Mais, d'ici là ce que je parle, elle sera finie depuis longtemps. »

SERGE MARTI

كلنا من أصل

هكذا من الأصل

Opus & Maffie



Compaq
lance le premier
ordinateur de bureau
qui est un ordinateur
portatif...

u'ou?

Le monde d'aujourd'hui...
est un monde...
qui change...
à chaque instant...
et qui nous oblige...
à nous adapter...
à ces nouvelles...
exigences...
de la vie...
moderne...
et de la...
technologie...
d'aujourd'hui...

Nous-jou

La guerre...
est une...
réalité...
qui nous...
confronte...
à la...
violence...
et à la...
mort...
et qui nous...
oblige...
à nous...
adapter...
à ces...
nouvelles...
exigences...
de la...
vie...
moderne...
et de la...
technologie...
d'aujourd'hui...

Le monde...
est un...
monde...
qui change...
à chaque...
instant...
et qui nous...
oblige...
à nous...
adapter...
à ces...
nouvelles...
exigences...
de la...
vie...
moderne...
et de la...
technologie...
d'aujourd'hui...

Le monde...
est un...
monde...
qui change...
à chaque...
instant...
et qui nous...
oblige...
à nous...
adapter...
à ces...
nouvelles...
exigences...
de la...
vie...
moderne...
et de la...
technologie...
d'aujourd'hui...

Le monde...
est un...
monde...
qui change...
à chaque...
instant...
et qui nous...
oblige...
à nous...
adapter...
à ces...
nouvelles...
exigences...
de la...
vie...
moderne...
et de la...
technologie...
d'aujourd'hui...

Pierre Joxe
dite

Le monde...
est un...
monde...
qui change...
à chaque...
instant...
et qui nous...
oblige...
à nous...
adapter...
à ces...
nouvelles...
exigences...
de la...
vie...
moderne...
et de la...
technologie...
d'aujourd'hui...

Le monde...
est un...
monde...
qui change...
à chaque...
instant...
et qui nous...
oblige...
à nous...
adapter...
à ces...
nouvelles...
exigences...
de la...
vie...
moderne...
et de la...
technologie...
d'aujourd'hui...

optères
journalistes

Le monde...
est un...
monde...
qui change...
à chaque...
instant...
et qui nous...
oblige...
à nous...
adapter...
à ces...
nouvelles...
exigences...
de la...
vie...
moderne...
et de la...
technologie...
d'aujourd'hui...

LA GUERRE DU GOLFE

Les conséquences du conflit

Washington estime que l'URSS se fait prendre au jeu de la propagande irakienne

La Maison Blanche s'est déclarée, lundi 11 février, «troublée» par les commentaires du président soviétique Mikhaïl Gorbatchev sur les pertes civiles occasionnées par les bombardements alliés en Irak, estimant à cette occasion que l'URSS se fait prendre au jeu de la propagande irakienne.

«L'un des aspects malheureux des commentaires du président soviétique est qu'ils montrent que Saddam Hussein a un impact», a déclaré le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater. «C'est troublant parce qu'il est clair que l'un des ses objectifs principaux est de tenter de montrer que les États-Unis attaquent

les civils et non les forces armées (irakiennes), alors que ce n'est pas le cas», a ajouté M. Fitzwater.

M. Gorbatchev avait, samedi, pris l'exemple des pertes civiles occasionnées par les bombardements alliés en Irak pour estimer que la coalition courait le danger d'aller au-delà du mandat de l'ONU.

«C'est dans la propagande et la guerre des relations publiques que Saddam marque des points», a conclu M. Fitzwater en laissant entendre que la presse américaine se laissait également prendre au jeu. M. Fitzwater a souligné qu'il y avait «bien entendu» des dégâts collatéraux, mais il a assuré qu'ils n'étaient pas très importants. — (AFP.)

Selon «Libération»

Des conversations en russe ont été interceptées sur les fréquences militaires irakiennes

Les alliés ont intercepté de multiples conversations en russe sur les fréquences militaires irakiennes, depuis dimanche 10 février, indique l'envoyé spécial de Libération à Ryad dans son édition du 12 février.

Selon le quotidien, cette information, classée jusqu'à présent «secret défense», a été confirmée par plusieurs officiers d'état-major de différentes nationalités ainsi que par des diplomates occidentaux à Ryad.

Ces sources, qui ont requis l'anonymat, doutent que les conversations en question puissent être le fait d'Irakien russophones : elles émaneraient donc de Soviétiques présents au sein des forces armées irakiennes et conversent entre eux. Leur teneur, ainsi que les réseaux utilisés, «laissent en outre supposer qu'il s'agit de personnel de rang élevé», indique le journal.

La présence soviétique pourrait être «relativement large, répartie dans les unités, directement sur le terrain», dans la mesure où les appels

ne s'échangent pas seulement au niveau des corps d'armée ou des divisions, mais parfois même entre différents bataillons irakiens.

«On peut éventuellement penser qu'il s'agit d'experts ayant refusé de rentrer dans leur patrie, et qui, achetés à prix d'or, travailleraient comme mercenaires pour les Irakiens indiquant dimanche, à Libération, une source militaire occidentale, mais compte tenu de ce que nous savons sur l'armée soviétique et des renseignements tirés des communications interceptées, cela semble peu plausible».

Selon cette même source, «les experts en question doivent aider à la maintenance du matériel militaire-les avions Mig, comme les Scud. Mais ils devraient également être fort utiles pour aider l'Irak à réparer les centres et les réseaux de communications, fortement endommagés par les bombardements».

La France a proposé à Bahrein une «stratégie» anti-marée noire

L'offre du gouvernement français d'apporter son aide à tout pays du Golfe qui le souhaiterait pour lutter contre la marée noire n'a pas rencontré beaucoup d'échos. L'Arabie saoudite a fait savoir qu'elle préfère le matériel aux experts, déjà nombreux sur place. Seuls Bahrein, le Qatar et les Émirats arabes unis, qui se trouvent en deuxième ligne par rapport à la pollution, ont fait connaître leur accord pour l'envoi d'experts français.

C'est pourquoi la mission de M. Michel Mousel, directeur de l'eau, de la prévention des pollutions et des risques au ministère de l'Environnement, s'est limitée à l'Etat de Bahrein — le plus menacé actuellement — d'où il est rentré dimanche 10 février après cinq jours sur place. Les deux experts du CEDRE (Centre de documentation, de recherches et d'expérimentations sur les pollutions accidentelles des eaux) ont prolongé leur séjour, mais sont attendus incessamment à Brest.

N'ayant pu se rendre sur le littoral actuellement pollué en Arabie saoudite, ni survoler la zone, réservée aux vols militaires, la mission française n'a pu que faire le tour de l'île de Bahrein pour repérer les sites vulnérables et définir les moyens de les protéger. M. Mousel a remis au gouvernement de Bahrein un «rapport sur la stratégie» à suivre et un bilan sur le matériel nécessaire.

«La marée noire longe toujours les côtes de l'Arabie saoudite», a précisé M. Mousel, lundi 11 février, à Paris, et l'on peut espérer qu'elle restera bloquée au fond du golfe de Dawad-Daghl. Si tel est le cas, l'usine de dessalement de Jubail serait épargnée, ainsi que les émirats plus au sud.

Chefs-d'œuvre en péril

Le patrimoine archéologique et historique de l'Irak est d'une grande richesse. Peut-il être menacé par les combats en cours ?

A Bagdad, le Musée national d'archéologie est situé au cœur de la ville. Pratiquement en face de la gare centrale. Un tapis de bombes mal «détouré» et c'est fait de ses trésors. Ces dernières années, il a pu s'agrandir et compte maintenant une trentaine de salles qui renferment près de quatre-vingt mille pièces, estime-t-on. Cinq ou six mille ans d'histoire sont concentrés ici et l'établissement ne cesse de s'enrichir : c'est là qu'aboutissent presque toutes les découvertes importantes faites sur le territoire irakien. En 1988, le contenu des tombes de princesses royales, trouvées sur le site néo-assyrien de Nimrud, est venu garnir de nouvelles vitrines. Certains estiment que ces collections auraient pu être évacuées vers des abris sûrs. «Je doute qu'elles aient pu être entièrement démantées», note Jean-Louis Huot qui fouille à Larsa, au sud du pays, depuis quinze ans et dirige la délégation archéologique française en Irak. Certaines pièces pèsent jusqu'à 35 tonnes. Toutes ont été arrachées du sol où elles étaient enfouies.

Si Saddam Hussein invoque souvent les noms de Nabuchodonosor (environ 605-562 av. J.-C.) et de Saladin (1138-1193), qu'il présente comme ses lointains prédécesseurs, les vestiges laissés debout par ces deux souverains ne sont pas très nombreux en Irak. Le pays eut à subir deux terribles invasions mongoles (Hulagu Khan en 1258 et Tamerlan à l'extrême fin du quatorzième siècle) qui détruisirent notamment Bagdad de fond en comble. Enfin, les matériaux utilisés de temps immémoriaux pour la construction, la brique crue ou cuite, se délitent vite, lorsqu'ils ne sont pas entretenus, sous les effets de l'érosion et des crues du Tigre et de l'Euphrate, qui sont à l'origine de la fortune de ce bassin, l'un des berceaux de l'humanité.

Des sites recouverts de terre

Depuis le septième millénaire avant notre ère, sur les rives de ces fleuves, prolifèrent un nombre impressionnant de civilisations. Toutes ont laissé des traces qu'il s'agit seulement d'exhumer : cités-États sumériennes, royaumes babyloniens et assyriens, empires achéménides, séleucides, parthes, sassanides, bien sûr, arabe (c'est le deuxième empire millénaire, marque le début du bassin mésopotamien en tant que producteur de richesses).

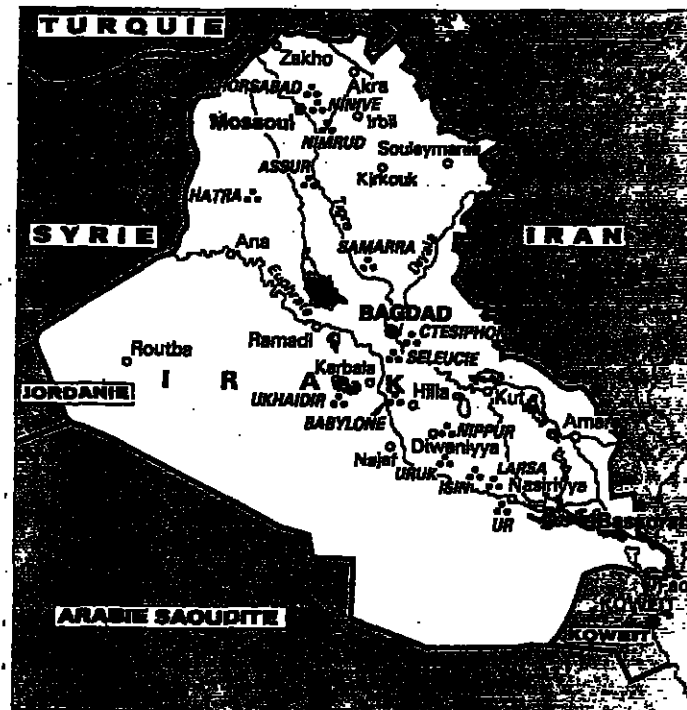
Il faudra attendre la découverte du pétrole et la fin de la domination turque, après la première guerre mondiale, pour qu'il sorte de sa léthargie. Et que l'Irak devienne peu à peu cette «puissance régionale», soucieuse de son histoire comme des trésors de son passé. Aujourd'hui, il n'est même pas sûr que la menace ne plane pas seulement sur les musées, où sont engravés la mémoire de ce carrefour essentiel de la planète — l'écriture y fut inventée. Les zones archéologiques et les monuments historiques sont sou-

vent situés à proximité immédiate de sites stratégiques (bases militaires, aéroports, usines). Là encore les «dérangements» peuvent être dramatiques pour les éléments du patrimoine irakien.

«Il faut distinguer deux sortes de sites», explique Jean-Louis Huot. Les monuments, peu nombreux en Irak, mais très fragiles, comme le palais de Ctesiphon avec sa célèbre voûte ou la mosquée de Samarra avec son minaret en spirale du neuvième siècle. Il y a également le site d'Uruk (deuxième-millénaire avant notre ère), aussi impressionnant que celui de Palmyre ou le château médiéval de Uchaidir, près de la ville sainte de Kerbela. Il y a aussi quelques monuments islamiques de premier ordre à Mossoul et à Samarra, villes où sont concentrées des bases militaires aériennes ainsi que des usines d'armement ou de produits chimiques. Bagdad, qui n'est pas une très belle ville, compte une intéressante école coranique (Mustansiryeh) et un palais abasside.

«Il existe aussi des vestiges moins spectaculaires, mais qui n'en sont pas moins riches. Ils ont l'aspect de vagues collines, qui peuvent avoir une trentaine de mètres de hauteur — les tells — amas de briques retournées ou limon originel et qui s'étendent souvent sur des surfaces énormes : le site de Babylone couvre 900 hectares, celui d'Uruk 550 hectares, celui de Ninive, en face de Mossoul, près de 700 hectares et le site de Nimrod, à l'ouest de Mossoul, couvre 1 000 hectares. Bien sûr, ils sont loin d'être tous explorés. Ces sites ne courent pas de grands risques, d'autant qu'une réglementation avisée oblige à recouvrir de terre, après leur examen, les ruines dégagées. En l'absence de techniques efficaces, on ne peut assurer autrement leur protection en vue d'une restauration éventuelle».

Des restaurations qui sont faites parcimonieusement. Sauf à Babylone, où les vestiges de l'ancien palais de Nabuchodonosor sont encore nettement visibles. C'est là que Saddam Hussein faisait procéder à des restaurations-reconstitu-



sence de techniques efficaces, on ne peut assurer autrement leur protection en vue d'une restauration éventuelle».

Des restaurations qui sont faites parcimonieusement. Sauf à Babylone, où les vestiges de l'ancien palais de Nabuchodonosor sont encore nettement visibles. C'est là que Saddam Hussein faisait procéder à des restaurations-reconstitu-

EMMANUEL DE ROUX

En Israël, les derniers tirs de Scud relancent la polémique sur les mesures de défense civile

Le débat a rebondi avec les deux dernières attaques de missiles irakiens contre Israël, dans la nuit du lundi 11 au mardi 12 février. Pourquoi les Israéliens doivent-ils continuer à s'enfermer dans des pièces isolées contre une éventuelle agression chimique, alors que tous les missiles qui ont été tirés à présent visés étaient à charge conventionnelle ?

JERUSALEM

de notre correspondant

Ancien chef du gouvernement et ancien ministre de la Défense, ex-chef d'état-major et expert militaire parmi les plus réputés du pays, le travailliste Itzhak Rabin a déclaré qu'il ne s'installait plus dans la fameuse pièce «anti-gaz» devant équiper tout appartement mais descendait, à chaque alerte, dans l'abri anti-aérien de son immeuble. Comme il n'est apparemment pas le seul à penser ainsi, le ministre à la tête du ministère de la Défense, le général Dan Shomron, s'est rendu sur les lieux. Le missile s'est écrasé à quelques mètres d'une maison qui a été totalement détruite par le choc et le souffle de l'engin. Devant une population hébétée et des enfants en bas âge encore pris de tremblements, le général Shom-

ron a répété : «Le choix n'est pas entre la pièce isolée et l'abri anti-aérien. Le choix est entre la pièce isolée et une situation où une bonne partie de la population serait surprise en train de courir vers les abris».

Sept personnes ont été blessées lors de cette troisième salve dirigée contre Israël. Elle avait été précédée, lundi vers 19 heures, d'un premier tir sur la région de Tel-Aviv. Un Scud était allé s'écraser dans un champ sans faire de victime ni provoquer de dégâts matériels. Entre les deux attaques, une fausse alerte, vers 23 heures, avait, de nouveau, éprouvé les nerfs de la population.

ALAIN FRACHON

Cette reprise des bombardements, à un rythme rappelant le début de la guerre, a ravivé les pires craintes du gouvernement. Aucun responsable israélien ne minimise le «travail» accompli par l'aviation alliée : bombardements et patrouilles aériennes incessantes au-dessus de H-2 et H-3, les sites de lancement dans l'ouest de l'Irak. Mais le résultat est là. Il suffit que des nuages s'accumulent sur «Scudnavia» — sur-nom donné ici à H-2 et H-3 — pour que les Irakiens prennent le risque de préparer à nouveau leurs fusées en plein jour, puis, la nuit venue, d'ordonner la mise à feu.

Les télévisions américaines face à une hémorragie publicitaire

Les annonceurs n'aiment pas la guerre

Si les téléspectateurs apprécient l'effort déployé par les télévisions pour couvrir le conflit et suivent avec assiduité bulletins d'informations et magazines, les annonceurs, eux, négligent cette audience et boudent les écrans publicitaires. Les «networks» se trouvent donc, pour la première fois, écartelés entre le désir de leur public et la logique de leur financement.

La chaîne NBC vient d'annoncer que la guerre lui a déjà coûté 36 millions de dollars si l'on tient compte des frais de couverture et du manque à gagner publicitaire. Résolue à ne pas sacrifier le budget de l'information, la direction de la chaîne a demandé à tous les autres services de revoir à la baisse le budget de l'année et de procéder, le cas échéant, à des compressions de personnel. CBS refuse de donner des indications

chiffres sur ses pertes, mais les observateurs estiment qu'elles auraient atteint 15 millions de dollars dès la première semaine de conflit. La chaîne a décidé de réduire sensiblement son dispositif dans le Golfe.

Les entreprises américaines, déjà ébranlées par la récession économique, refusent en effet de passer leurs publicités dans les programmes d'informations consacrés à la guerre. «Les spots de pub sont pleins de musique et de bonheur, explique un responsable d'une agence new-yorkaise. Cela ne fait pas bon ménage avec des images de guerre, de soldats blessés ou tués, de parents en larmes. Imaginez ce que donnerait un spot pour une crème de beauté juste après une séquence sur une victime de la guerre chimique.» Les fortes audiences réalisées par les magazines ou les «spéciaux» sur le conflit ne parviennent pas à convaincre les annonceurs.

Selon le New York Times, les chaînes ont tout essayé pour rassurer

les annonceurs. CBS a proposé d'insérer les spots publicitaires à l'intérieur de séquences spéciales consacrées non plus aux nouvelles du front mais aux reportages sur le soutien des Américains à leurs soldats et à leur président. Le département des études de la chaîne a même financé un sondage démontrant que les spots diffusés à l'intérieur des bulletins d'informations n'étaient l'objet d'aucun rejet du public. En vain : les entreprises américaines fuient non seulement les images de la guerre mais aussi toute allusion à celle-ci.

Même le face-à-face de Peter Jennings, présentateur vedette d'ABC, le 26 janvier, avec des groupes d'enfants l'interrogeant sur la guerre en a subi les douloureuses conséquences. Cet événement médiatique, commenté par toute la presse, a attiré beaucoup plus de spectateurs que les traditionnels dessins animés du samedi matin, mais il s'est vu totalement déserté par les annonceurs.

JEAN-FRANÇOIS LACAN

3615 NEUBAUER
+ un grand jeu !

8 au 18 février : Dix jours champions !

NEUBAUER vous propose
votre **PEUGEOT Superéquipée**
(tous types, série spéciale NEUBAUER)

Alarme, poste radio et toit ouvrant
GRATUITS !

NEUBAUER
PEUGEOT

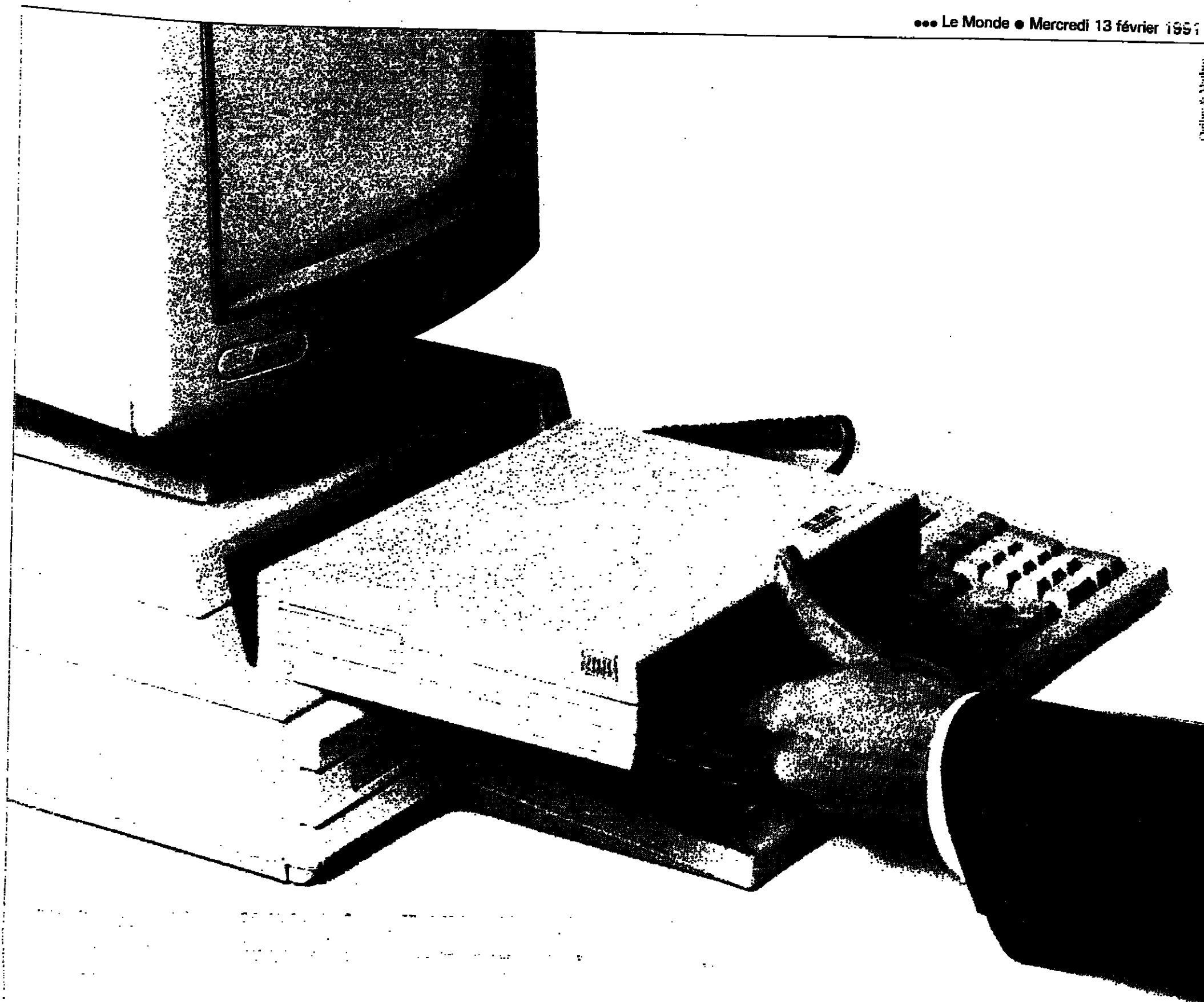
• 4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.86.54.34
• 8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.16.68
• 23, bd des Batignolles 75008 PARIS ☎42.93.53.52
• 227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

هذا من الأصل

هكذا من الأصل

... Le Monde • Mercredi 13 février 1991 • 3

Ogilvy & Mather



...qui est un ordinateur de bureau. Au secours!

Il y avait les ordinateurs portatifs et il y avait les ordinateurs de bureau. Maintenant, c'est un ordinateur unique: le nouvel ordinateur COMPAQ, dans sa version extractible, n'est pas plus grand qu'un bloc note ce qui ne l'empêche pas d'être surpuissant. Il ne vous gênera pas, dans les avions, sur les chantiers, chez vos clients. Et dès que vous rentrerez chez vous ou à votre bureau, vous le glisserez dans le socle d'extension de bureau. Là, il deviendra un vrai grand ordinateur de bureau, avec le confort d'un ordinateur de bureau. Et il en profitera pour se recharger en énergie.

Pour repartir, il suffit d'extraire la version portable, d'où son nom d'ordinateur extractible. C'est tout simple.

C'est tout simple mais il fallait être COMPAQ pour inventer et produire la 3^e génération d'ordinateurs, les portatifs extractibles de bureau. Attendez ceux qui suivent. Ceux qui ont l'habitude de nous suivre en portatif, on les attend au bureau.

Et réciproquement.

COMPAQ

à suivre.

LA GUERRE DU GOLFE

Les tentatives de règlement du conflit

Les démarches diplomatiques se poursuivent, sans grand espoir

Plusieurs démarches diplomatiques se poursuivaient mardi 12 février, sans grand espoir cependant de parvenir à mettre fin aux hostilités, étant donné la détermination réitérée par l'Irak à poursuivre la guerre jusqu'au bout. Radio Bagdad a ainsi affirmé lundi que l'Irak « ne demandera pas de cessez-le-feu au bout d'une ou deux semaines » de combats terrestres et qu'il ne déposera pas les armes « avant la victoire totale sur les agresseurs ».

Le vice-premier ministre irakien, M. Saadoun Hammadi, qui a rencontré lundi le colonel Kadhaï en Libye puis le président Ben Ali à Tunis (voir page 9 l'article de notre correspondant

Michel Deur) a répété, comme la veille à Amman, que son pays avait choisi de combattre, et renouvelé son appel à « boycotter totalement » les pays participant à « l'agression » contre l'Irak.

A Belgrade, les ministres des affaires étrangères de quinze pays membres du Mouvement des non-alignés devaient se réunir mardi. Participent notamment à cette réunion l'Iran, l'Égypte, l'Inde et l'Algérie et une délégation de l'OLP dirigée par Jamal Sourani, membre du comité exécutif de l'organisation. Un émissaire koweïtien est également arrivé lundi à Belgrade. La plupart des délégations sont d'accord sur la nécessité d'évacuation du Koweït par les

troupes irakiennes, mais elles divergent sur d'autres points, notamment celui du retrait des forces alliées dans la région.

Le président égyptien, M. Hosni Moubarak, a pour sa part rappelé les positions de son pays lundi soir, et critiqué « les formules inventées de toutes pièces par les complices » de l'Irak pour arrêter la guerre. « Ceux qui disent vouloir une solution arabe ne veulent en fait aucune solution et leurs pseudo-initiatives sont autant d'artifices », a encore déclaré M. Moubarak. Il a ensuite affirmé que « le président irakien n'a jamais rien fait pour la cause palestinienne », laquelle, estime-t-il,

« n'a jamais subi d'aussi sérieux revers que ceux infligés par les agissements de Saddam Hussein ».

Le Caire doit accueillir dans les jours qui viennent le ministre allemand des affaires étrangères, M. Genscher, et une réunion vendredi des neuf pays arabes membres de la coalition anti-irakienne. De sources diplomatiques au Caire, on a appris lundi que l'Égypte travaillait actuellement en coulisses pour promouvoir l'idée d'un règlement du conflit israélo-arabe après la guerre.

Reçu lundi à Washington par son homologue américain, M. Dick Cheney, puis par le président Bush, le ministre israélien de la défense, M. Moshe

Arens, n'a pas exclu une participation israélienne à la guerre contre l'Irak. Comme pour lui faire écho, M. Velayati, le ministre iranien des affaires étrangères, a réitéré que son pays ne resterait pas neutre si Israël entraînait dans la guerre. M. David Lévy, le chef de la diplomatie israélienne, a eu de son côté avec le secrétaire d'État James Baker une conversation qui portait plutôt sur l'après-guerre. M. Baker aurait notamment défendu l'idée d'une négociation entre Israël et la Syrie sur la démilitarisation de la partie du Golan occupée depuis 1967 par l'armée israélienne. (AFP, AP, Reuters.)

M. John Major à Bonn

Les Britanniques combattent « également pour le compte des Allemands »

déclare le chancelier Kohl

BERLIN

de notre correspondant

La visite à Bonn, lundi 11 février, du nouveau premier ministre britannique, M. John Major, était attendue par les responsables allemands avec l'espoir de voir leurs relations avec Londres retrouver un peu plus de sérénité que du temps de Margaret Thatcher, la « bête noire » du chancelier Kohl. Le défilé de la guerre du Golfe et les très violentes critiques émises en Grande-Bretagne à l'égard de l'attitude de la RFA, accusée de laisser ses alliés se battre à sa place, avaient empêché Bonn ces dernières semaines de concrétiser cet espoir de décongélation.

Le sourire tranquille de « Honest John », comme l'appelle la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, a visiblement

eu un effet rassurant. Sa visite, qui coïncidait avec le départ de M. Hans-Dietrich Genscher, le ministre allemand des affaires étrangères, pour une tournée de trois jours au Proche-Orient, a été en grande partie consacrée à la crise actuelle. M. Major a également profité de sa présence en RFA pour rencontrer les familles des soldats britanniques partis de leurs bases d'Allemagne pour le Golfe. A l'issue des conversations, le chancelier Kohl et le premier ministre britannique ont d'une manière démonstrative réaffirmé leur accord sur les objectifs poursuivis par les alliés dans la guerre contre l'Irak. Le chef du gouvernement allemand a témoigné de sa gratitude pour la contribution des soldats britanniques, qui, a-t-il dit, défendent dans le Golfe le droit des peuples et la paix, « également pour le compte des

Allemands ». La RFA a fourni jusqu'à présent une aide d'à peu près 1 milliard de deutschemarks à l'effort de guerre britannique. La description des relations entre Bonn et Londres pourrait avoir des conséquences sur la politique européenne. Les divergences entre les deux capitales sur l'union monétaire et l'union politique ne pouvaient disparaître en un tour de main. Néanmoins, le chancelier et le premier ministre britannique ont l'un et l'autre estimé que l'on pouvait peut-être trouver des solutions communes pour progresser vers les objectifs fixés. M. Major a fait remarquer à ce propos qu'en politique les décrets étaient souvent le moyen le plus rapide d'arriver au but.

H. de B.

La rentrée universitaire en Égypte a eu lieu sans incidents, mais sous surveillance

LE CAIRE

de notre correspondant

La rentrée universitaire égyptienne s'est déroulée dans le calme. Près de 650 000 étudiants ont réintégré, samedi 9 février, les onze universités du pays, après le congé de la mi-année sans qu'aucun incident important ait été signalé quarante-huit heures après la reprise des cours.

Toutefois, un important dispositif de sécurité avait été déployé autour des établissements. Des dizaines de camions des brigades anti-émeutes étaient garés près des campus. Les gendarmes en uniforme et en civil étaient présents pour parer à toute manifestation contre la guerre du Golfe. L'éventualité de ces rassemblements avait poussé le gouvernement à prolonger de deux semaines les congés qui avaient

commencé avant l'éclatement de la guerre. Les islamistes et la gauche, qui ont marqué leur opposition à la guerre et à l'envoi d'un contingent égyptien en Arabie saoudite, sont influents sur le campus. Le ministère de l'Intérieur avait par ailleurs décidé de suspendre le championnat national de football « pour des raisons de sécurité ».

Interrogé sur le calme qui a jusqu'à présent prévalu sur le campus, un opposant égyptien a estimé qu'il faudra attendre quelques jours avant que la contestation ne s'exprime. Le manque de réactions dans les milieux universitaires était aussi imputable aux arrestations préventives opérées à la veille de la rentrée. Une quarantaine de personnes, dans les rangs islamistes et de gauche, avaient été appréhendées par les autorités à la veille de la rentrée.

Elles seront gardées à vue pour quinze jours au moins, en vertu de la loi d'état d'urgence qui, depuis dix ans, permet à la police d'interpeller quiconque peut « porter atteinte à la sécurité de l'État ».

Une autre explication de ce calme apparent réside sans doute dans l'incapacité des opposants à la guerre à entraîner l'opinion publique. Les chefs du Parti socialiste du travail (islamo-socialiste), du Rassemblement progressiste unioniste (marxiste-nassérien), des Libéraux socialistes et de plusieurs autres petits partis de gauche, avaient appelé à une marche de protestation contre le conflit du Golfe; la manifestation, qui devait se diriger vers le palais présidentiel, jeudi 7 février, n'avait rassemblé qu'une soixantaine de personnes.

ALEXANDRE BUCCIANI

La discrétion de plus de cent millions de musulmans

En Inde, la solidarité islamique s'efface devant l'hindouisme conquérant

NEW-DELHI

de notre correspondant

Alors qu'ils forment la troisième communauté islamique du monde (après l'Indonésie et le Pakistan), les musulmans indiens adoptent une attitude singulièrement modérée et discrète depuis le début de la crise du Golfe.

Dans la plupart des échoppes de Nizamuddin ou de Chandni Chowk, deux des principaux quartiers musulmans de la capitale, des portraits de Saddam Hussein sont là, certes, pour montrer de quel côté penchent les sympathies des quelque cent six millions (1) de musulmans indiens. Le vendredi, Sayed Abdullah Bukhari, l'imam de la Jama Masjid, la grande mosquée de la vieille Delhi, se laisse parfois aller à vitupérer contre les « impérialistes américains » et appelle ses ouailles à témoigner leur solidarité islamique.

Sur les campus des universités musulmanes de Delhi et d'Aligarh, à Lucknow et Bombay, différentes manifestations ont été organisées sur ce même thème, des portraits du président Bush ont été brûlés. Les journaux en ordoire ont souvent doublé leur tirage depuis le début de la guerre, certains, comme *Naidunhya* (Monde nouveau), ont même triplé leur prix de vente au marché noir. Mais la fièvre, qui n'a jamais atteint celle des États musulmans voisins du Pakistan et du Bangladesh, semble déjà presque retombée. Pour des raisons à la fois historiques et conjoncturelles, les adeptes de l'islam, en Inde, préfèrent ne pas trop faire parler d'eux.

Minorité (12,5 % de la population) isolée dans un océan hindou, les musulmans ne se sont toujours pas remis du traumatisme de la partition de l'ancien Empire des Indes, en 1947. Se défilant volontiers comme des « citoyens de seconde zone », ils subissent effectivement un ostracisme dans la société indienne, notamment sur le plan économique. En période électorale, ils sont assidûment courtisés (2), mais les promesses qu'on leur fait sont rarement tenues. Sans véritables chefs et privés d'une partie importante de ses élites par la création du Pakistan (la plupart des intellectuels ont préféré rejoindre l'état islamique en gestation), la com-

munauté musulmane tente de s'intégrer et, la plupart du temps, reste sourde aux appels enflammés du fondamentalisme.

Opposition prudente à la guerre

D'autant que les organisations hindouistes ont le vent en poupe : le BJP (Bharatiya Janata Party, hindouiste de droite) est devenu l'un des grands partis de l'échiquier politique indien depuis les élections générales de novembre 1989 et, dans sa mouvance, des organisations hindouistes extrémistes jusqu'à très minoritaires tiennent le haut du pavé. La vague hindouiste n'a fait que se renforcer à l'occasion de la querelle d'Ayodhya (3), devenue l'un des grands débats nationaux. Cette poli-

mique religieuse a provoqué de nombreuses violences entre hindous et musulmans, et plusieurs centaines de victimes. « Les musulmans sentent bien que cette affaire du Golfe peut se révéler extrêmement dangereuse pour eux », explique M. Akhtarul Wasey, professeur d'études islamiques à la Jama Millia Islamia, l'université musulmane de Delhi. « Ils ne veulent donner aucun prétexte aux extrémistes hindous pour relancer les massacres. Alors, nous nous opposons à la guerre contre Saddam Hussein, mais avec mesure ».

Si beaucoup de musulmans ont écrit à l'ambassade d'Irak pour faire des offres de services et partir au front, la « solidarité islamique » s'arrête assez vite. Depuis que le VHP, l'organisation hindouiste qui mène la campagne d'Ayodhya, a

estimé que Saddam Hussein incarnait « l'intolérance musulmane », les organisations musulmanes, par ailleurs très divisées, ont pris peur.

L'autre communauté...

Le principal chef du comité d'action de la Babri Masjid (BMAC), Sayed Shahabuddin, explique le dilemme de sa communauté : « Les musulmans indiens sont assésés par un environnement qui leur est fondamentalement hostile (les Hindous). Ils ont beaucoup souffert et ont développé un complexe de persécution. La poussée du chauvinisme hindou a accru leur sentiment d'insécurité. Aujourd'hui, nos propres frustrations sont compensées par la bravoure d'un seul personnage, Saddam Hussein, en qui nous

pouvons nous reconnaître dans la religion ».

« Si, personnellement, je suis fier et fier de mes liens avec mon environnement, mon « frère » est, lui, un grand destructeur. Un jour, ce qu'il a fait nous le ferons », voilà ce que se disent les musulmans indiens, ajoute Sayed Shahabuddin. Cet état d'esprit est particulièrement sensible dans la vallée du Cachemire, où la population est en large majorité musulmane et où les organisations extrémistes réclament soit le rattachement de la région au Pakistan, soit la création d'un État cachemiriste indépendant. Là-bas, à Srinagar, l'anti-américanisme et le soutien à la cause indienne sont de rigueur, mais c'est surtout une autre manière de s'opposer à New-Delhi, c'est-à-dire à « l'État hindou ». Alléurs, le mot d'ordre est de ne rien

faire qui pourrait contribuer à jeter de l'huile sur le feu.

Pour le moment, le BJP et ses organisations satellites jouent le jeu de la modération, et la presse, comme elle le fait d'ailleurs depuis l'indépendance, continue à parler de « l'autre communauté ». Il n'y a guère que l'imam Bukhari pour rester fidèle à son registre extrémiste et demander l'envoi de « casques bleus » de l'ONU pour s'interposer entre musulmans et hindous. « Cette guerre, ajoute Sayed Shahabuddin, n'est pas dans les intérêts à long terme des musulmans. Les Hindous disent : « Voyez, les musulmans s'identifient toujours à des étrangers ». Elle élargit encore un peu plus le fossé entre nos deux communautés. Quant à la prétendue « solidarité islamique », cela n'existe pas, c'est un mirage. En fait, si on fait le bilan, nous n'avons aucune raison de soutenir Saddam Hussein, parce que nous perdons sur tous les fronts ».

Sayed Shahabuddin est, bien sûr, isolé lorsqu'il assure que « s'agissant de la seule agression contre le Koweït, la guerre est justifiée ». D'ailleurs, ajoute-t-il, s'ils le pouvaient, tous les musulmans éduqués du monde entier le reconnaîtraient. « Ces intérêts des musulmans indiens se situent notamment sur le plan économique : beaucoup d'entre eux étaient expatriés dans les pays du Golfe où ils espèrent retourner une fois la guerre finie. Parmi les pays qui financent les organisations islamiques indiennes (Arabie saoudite, Libye, Iran et Irak), les Saoudiens sont les plus généreux, ce qui ne facilite pas, de la part des porte-parole de l'islam indien, une condamnation sans appel des « impérialistes ». Après tout, résume Akhtarul Wasey, « nous avons assez avec nos propres problèmes en Inde ».

LAURENT ZECCHINI

Le débat sur le rôle du Japon

Pékin redoute que Tokyo n'enfreigne les dispositions antimilitaristes de la Constitution nippone

La Chine redoute que la guerre du Golfe ne mène Tokyo à enfreindre les dispositions antimilitaristes de la Constitution nippone.

PEKIN

de notre correspondant

Dès avant la guerre du Golfe, la Chine avait dénoncé en termes peu voilés les propositions de réinterprétation de la Constitution japonaise visant à permettre aux forces nippones d'opérer hors du territoire national. Depuis que les hostilités ont commencé, la presse officielle chinoise a redoublé de vigilance. La moindre déclaration publique japonaise est scrutée à la loupe par Pékin qui n'hésite pas à faire état, dans ses journaux, de l'opposition catégorique « du public japonais » envers toute révision constitutionnelle.

La place prédominante du Japon dans l'économie chinoise oblige

Pékin à modérer l'expression publique de ses craintes. Un porte-parole du ministère des affaires étrangères a ainsi appelé fin janvier les autorités japonaises à faire preuve de « prudence sur une question aussi sensible » que l'envoi d'avions militaires pour des missions humanitaires dans le Golfe. Les médias de Pékin reprennent à leur compte tout argument avancé par des personnalités japonaises contre une action anti-constitutionnelle, par exemple le fait que la contribution financière japonaise à l'opération « Tempête du désert » puisse être empêchée par les États-Unis plutôt que l'ONU.

Des preuves en acier du massacre de Nankin

En privé, le langage chinois est plus cru. Il n'est pas question, nous dit en substance un haut responsable de la presse officielle chinoise, de laisser le Japon commettre la moindre infraction aux dispositions de sa loi fondamentale ne ce domaine, « car ce que nous craignons

par-dessus tout est la résurgence du militarisme nippon ». Ce risque paraît constituer une des principales craintes de la Chine quand elle évoque les incertitudes du futur nouvel ordre international.

On peut donc s'attendre à un regain de polémique sino-japonaise à propos des atrocités commises en Chine par les armées nippones durant la seconde guerre mondiale. Ce haut responsable a reconnu que ce n'était pas un hasard si une des publications les plus autorisées de Pékin, la revue *Perspective*, avait envoyé spécialement un journaliste à Berlin afin d'examiner, dans les archives de Potsdam rendues accessibles par la réunification allemande, un document de 190 pages préparé par l'ambassade du III^e Reich en Chine à propos du massacre de Nankin, en décembre 1937.

Le document « confirme de manière irréfutable », selon *Perspective*, les chiffres de 190 000 Chinois tués en masse ou enterrés vivants et 150 000 autres tués individuellement

lors de l'occupation de la capitale nationale chinoise par les armées du Mikado. Ce chiffre, note *Perspective*, avait été avancé par le tribunal militaire international ayant jugé les criminels de guerre japonais après la seconde guerre mondiale. « Depuis un demi-siècle, certains individus au Japon, animés d'intentions masquées, ont émis des doutes sur le massacre de Nankin, allant jusqu'à le qualifier d'invention. Les témoignages figurant dans les archives allemandes fournissent des preuves en acier de ce que les troupes d'agression japonaises ont effectivement perpétré ce massacre », conclut *Perspective*.

Au cours des derniers mois, la Chine a notamment critiqué des parlementaires japonais ayant exprimé des vues révisionnistes en ce domaine. La polémique risque de peser lourd sur les relations entre Pékin et Tokyo dans les prochains mois, dans l'attente d'une visite officielle en Chine du premier ministre M. Toshiki Kaifu.

FRANCIS DERON

(1) Les dernières estimations évaluent la population de l'Inde à huit cent cinquante millions d'habitants, dont 12,5 % de musulmans.

(2) Les musulmans représentent plus de 20 % de l'électorat dans au moins une centaine de circonscriptions électorales.

(3) Ayodhya est le nom d'une petite ville de l'état d'Uttar Pradesh. Une mosquée, la Babri Masjid, a été dédiée par l'ingénieur Babur, en 1528, sur les lieux mêmes où, selon la tradition hindoue, serait né le dieu Rama, et à la suite de la destruction d'un temple hindou.

هَذَا مِنْ أَلَاصل

LA GUERRE DU GOLFE

et les dernières initiatives irakiennes

L'Irak appelle au boycottage du pèlerinage annuel de La Mecque

L'Irak a décidé de boycotter le pèlerinage annuel de La Mecque (le *Hajj*) et « poursuit des contacts avec plusieurs pays en vue d'arriver à une position collective de boycottage de ce pèlerinage », a déclaré lundi 11 février à l'AFP le ministre irakien des Waqf (Biens religieux) et des Affaires religieuses. Le ministre, M. Abdallah Fadel, a précisé que l'attitude de Bagdad visait à protester « contre la présence militaire américano-atlantique sur la terre sacrée de l'Arabie saoudite ».

« Sous l'occupation américaine, les rites du *Hajj* ne peuvent être accomplis, la terre sainte étant occupée par des infidèles », a déclaré le ministre. M. Fadel a en outre condamné la position du gouvernement saoudien, qui, a-t-il affirmé, « n'a pas respecté les textes de l'islam et les sentiments d'un milliard de musulmans en faisant venir des forces américaines et occidentales pour souiller nos lieux sacrés, menacer notre indépendance et nous agresser ».

Dans ce contexte, il a mis au défi les autorités religieuses saoudiennes d'autoriser « des Irakiens, des Arabes ou des musulmans » à visiter « immédiatement les lieux saints » de La Mecque et Médine. « Car nous sommes disposés à nous rendre dans ces lieux mais pour y dénoncer les crimes qui sont perpétrés [contre le monde arabo-musulman] et les violations des textes de l'islam », a-t-il poursuivi. Le pèlerinage doit commencer le 21 juin.

M. Primakov à Bagdad

Selon la radio de Bagdad, une réunion a regroupé mardi les principaux responsables irakiens autour de M. Saddam Hussein. Étaient notamment présents à cette réunion, le vice-président du conseil de commandement de la révolution – la plus haute instance du pays – M. Ezzat Ibrahim, le premier vice-premier ministre M. Taha Yassine Ramadan, le président du Parlement, M. Saadi Mahdi Saleh, le ministre de l'information,



M. Latif Nassif Jassem et le ministre de l'Industrie et de l'Industrialisation militaire, M. Hussein Kamel Hassan.

Une équipe de la télévision algérienne avait été autorisée à filmer pour la première fois la précédente réunion du même genre et en a diffusé des images lundi soir. Cette équipe a été la seule, avec celle de CNN, à pouvoir rester en permanence en Irak depuis le début de la guerre.

Arrivé lundi à Bagdad, l'ambassadeur personnel de M. Gorbatchev, M. Evgueni Primakov, devait être reçu mardi par M. Saddam Hussein.

M. Primakov n'est pas porteur d'une « initiative ou d'un programme » particulier, mais ses entretiens permettront d'évoquer notamment « les garanties de non-punition » de l'Irak en cas de retrait de ses troupes du Koweït, a-t-on précisé lundi de source officielle soviétique.

Enfin, un émissaire chinois est attendu prochainement, a-t-on indiqué de sources diplomatiques arabes concordantes à Bagdad. On ignore s'il s'agit de M. Yang Fuchang, le vice-ministre chinois des Affaires étrangères qui devait entamer mardi une tournée au Proche-Orient.

TUNIS

de notre correspondant

Même si elles se gardent de la reconnaissance, les autorités n'ont certainement pas apprécié la manière dont le vice-premier ministre irakien, M. Saadoun Hammadi, s'est adressé par-dessus leur tête à l'opinion, lors de la brève visite qu'il a effectuée, lundi 11 février, à Tunis, avant de se rendre à Alger.

La conférence de presse que l'envoyé de Saddam Hussein a tenue, après avoir rencontré le président Ben Ali, avait à l'évidence pour objet d'enflammer un peu plus une rue qu'il sait déjà largement acquise à la cause qu'il est venu plaider au Maghreb. Manque de chance, la presse tunisienne a choisi de passer sous silence ces « appels au peuple » du dirigeant irakien.

« Nous appelons les gouvernements arabes à laisser les énergies populaires exploser dans la rue pour exprimer leur sentiment, rejeter les résolutions du Conseil de sécurité et s'élever contre le nouvel ordre dominant et hégémonique que veulent instaurer les États-Unis », a pourtant déclaré sans ambages M. Hammadi, précisant qu'il avait tenu ce langage au chef de l'État. Il n'a toutefois pas expliqué quelle avait été la réponse de celui-ci, dont le souci, depuis le début de la guerre, est de maintenir coûte que coûte l'ordre et le calme dans le pays.

Le vice-premier ministre irakien n'a pas non plus indiqué l'accueil que M. Ben Ali a réservé à sa demande de « boycottage total » des États-Unis, du Royaume-Uni, de la France, de l'Italie, de l'Égypte et de l'Arabie saoudite. Pour les dirigeants tunisiens, laisse-t-on entendre dans les cercles informés, la question ne se pose même pas, non seulement du fait des impé-

tifs économiques, mais aussi pour des raisons politiques : être solidaire du peuple irakien et dénoncer la guerre dont il est victime est une chose, s'aligner sur le régime de Bagdad après l'invasion du Koweït – condamnée en son temps – en est une autre.

Les « mensonges » américains

M. Hammadi a laissé entendre que l'Irak pourrait aussi rompre avec les autres pays de la coalition, car « il ne serait pas normal ni raisonnable que nous entretenions des relations avec ceux qui participent aussi à l'agression féroce menée contre nous ».

Il a, par ailleurs, évité de se prononcer nettement sur l'initiative des pays de l'Union du Maghreb arabe pour un cessez-le-feu, qui doit être examinée mercredi par le Conseil de sécurité.

Il a cependant souligné : « Si une quelconque partie, ou l'agresseur, demandait un cessez-le-feu sans condition préalable, nous étudierions la proposition et prendrions les décisions qu'il convient ».

M. Hammadi a répété que l'Irak soutient le plan arabe de paix, « à condition que les États-Unis s'éloignent de la région », rappelant que

ce sont ces derniers, avec « leurs mensonges et leur hypocrisie », qui empêchent, depuis le début de la crise, un règlement arabe.

Tout au long de sa conférence de presse, le vice-premier ministre irakien s'en est pris presque exclusivement aux États-Unis et n'a pas dit un mot de l'Arabie saoudite, qui pour appeler au boycottage du prochain pèlerinage de La Mecque. « Il n'est pas normal, a-t-il dit, que des pèlerins se rendent dans les lieux saints occupés par les Américains et en terre sainte foulée par les mécréants. Nous n'en faisons pas une obligation, mais nous croyons juste de recommander de ne pas aller, cette année, en pèlerinage. » (Voir ci-contre).

M. Hammadi a aussi longuement évoqué les pertes civiles – ressenties avec une grande émotion par tous les Tunisiens – et les destructions occasionnées par les forces de la coalition, qui, en fait, « cherchent à détruire un pays arabe fort, pour mieux dominer le monde arabe et les richesses arabes ».

Il s'est dit persuadé que l'Irak, « qui est dans une situation excellente », vaincra « grâce à sa détermination et à son attachement profond à l'islam » et que « les agresseurs paieront, tôt ou tard, le prix de leurs forfaits ».

MICHEL DEURÉ

Deux pilotes jordaniens exécutés, près d'Amman, pour espionnage. – Deux pilotes de l'armée de l'air jordanienne ont été exécutés pour espionnage en faveur d'Israël, a annoncé mardi 12 février l'agence officielle jordanienne Petra. « La peine de mort a été infligée aux pilotes de l'armée de l'air Ali Abdoul Hafiz Abdoul Hafiz et Ahmed Mohammed Ahmed, convaincus en cour martiale du crime d'espionnage pour l'ennemi israélien », écrit Petra. Les deux hommes ont été exécutés le 3 février à la prison de Swaka, à 15 kilomètres au sud d'Amman. (Reuter.)

Le Monde ÉDITIONS

GOLFE

clefs pour une guerre annoncée

Alexis Granch, Dominique Vidal

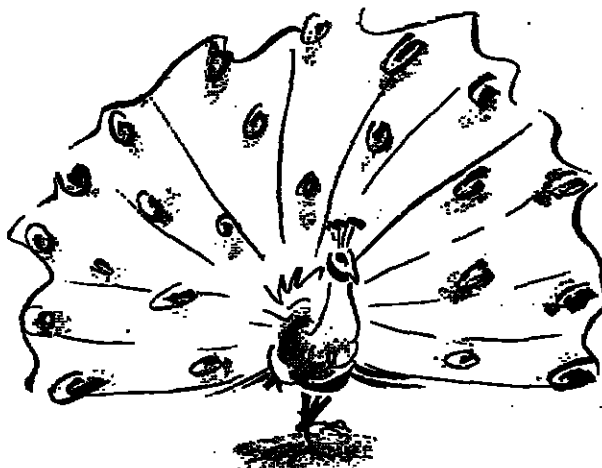
VENTE EN LIBRAIRIE

En distribuant APPLE & COMPAQ, KA va vous éviter quelques prises de bec...



Avec ceux qui veulent vous enfermer dans un seul système.

Chez KA, vous profitez de l'objectivité et du professionnalisme d'un spécialiste des systèmes Apple et Compaq.



Avec ceux qui promettent plus qu'ils ne tiennent.

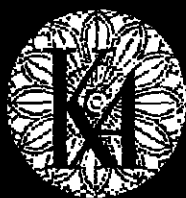
Chez KA, vous avez une équipe de vrais professionnels en réseaux locaux Novell.



Avec ceux qui sont très attirés par votre argent.

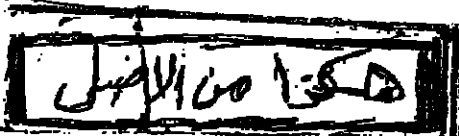
Chez KA, vous bénéficiez des prix d'un des meilleurs spécialistes Apple et Compaq.

KA, c'est aussi 18 techniciens permanents, un département "formation" et une "hot line" pour tous vos problèmes de maintenance et de logiciels.



L'INFORMATIQUE DOUCE
spécialiste Apple & Compaq

13 RUE MAGELLAN 75008 PARIS
TEL : 01 47 72 72 30 FAX : 01 47 20 31 20
SAVAZ CAPITAL DE 12 000 000 F
OUVERT DE LUNDI AU
VENDREDI DE 10H À 18H
PARKING GEORGES V



LA GUERRE DU GOLFE

Les répercussions du conflit

Un seul des attentats commis dans le monde depuis le 17 janvier aurait été « commandité » par Bagdad selon le département d'Etat

Trois intellectuels débattent à Paris

L'inventaire d'un désastre

Difficile – impossible ? – dialogue entre deux visions de la guerre du Golfe, de sa signification, de ses conséquences. Plus qu'un débat, les interventions conjuguées de trois intellectuels, Cornelius Castoriadis, Alain Touraine et Pierre Vidal-Naquet, lundi 11 février, à la Maison des sciences de l'homme, à Paris, et les arguments de leurs contradicteurs auront constitué l'inventaire d'un vrai désastre culturel et politique.

Deux visions... Ce n'est pas que le philosophe-psychanalyste Castoriadis, le sociologue Touraine ou l'historien Vidal-Naquet fassent chorus pour décrire et questionner à l'identique les événements. Ni pour proposer de leur côté une conception uniforme. Au contraire. Quand Alain Touraine voit, dans l'embrasement du Golfe, l'effet dérivé d'une « troisième vague de totalitarisme » qui frapperait l'Irak en cette fin de vingtième siècle – comme les incendies des fascismes et des léninismes atteignent d'abord d'autres contrées, – Cornelius Castoriadis lit un autre symptôme : « Le monde musulman retombe sur l'imaginaire religieux parce qu'il n'a pas eu, depuis dix siècles, de lui-même la force de s'en dégarer. »

« Quelle est la nature du régime de Saddam Hussein ? » s'interrogeait d'autre part Pierre Vidal-Naquet. « S'agit-il d'un Nasser ? L'expédition en cours est-elle un super-Suez ? Ou bien Saddam Hussein est-il un Bismarck qui veut unifier le monde

arabe par des moyens qui englobent la guerre ? (...) Il ne s'agit ni d'un Nasser ni d'un Bismarck, mais d'un régime de type hitlérien dont l'expansionnisme est partie intégrante. »

Robespierrière dans l'âme (« Les peuples n'aiment pas les missionnaires armés »), Cornelius Castoriadis n'est pas du tout convaincu que la nature du régime de Saddam Hussein justifie en soi l'intervention des coalisés. « Le seul argument est un argument d'opportunité politique : si on laissait une puissance telle faire ce qu'elle veut dans la région, alors se créerait dans le Moyen-Orient une poudrière infiniment plus dangereuse que celle qui existe. » Pour celui qui fut jadis le cofondateur de Socialisme et Barbarie, l'essentiel est de toute façon ailleurs, dans « ce dont on n'aperçoit pas la profondeur historique : la haine et le ressentiment de tout le monde musulman à l'égard de l'Occident vont devenir insurmontables et seules pour un ou cinq ans. »

Demi-silence et total mutisme

Point d'accord entre les trois intervenants : les Palestiniens et leur cause sont d'ores et déjà les grands perdants du conflit. « Les seuls », affirme même Cornelius Castoriadis. De même, le coup porté à la laïcisation, à la sécularisation encore embryonnaire du monde arabo-musulman paraît à tous tristement décisif. A combien de pays de la région pourrait en effet s'appliquer la description d'Alain Touraine : « On a affaire – et cela conditionne tout le reste – à un type de régime dont la logique interne implacable

est une logique non d'adaptation au monde extérieur, mais de fermeture, d'accentuation du contrôle et de la répression. »

Deux visions... Les réactions, passionnelles, stéréotypées ou érudites d'étudiants algériens ou iraniens, entre autres, présents dans la salle, ont montré que les regards intellectuels occidentaux sur le conflit en cours ne sont pas entièrement exportables. Toute comparaison même vague du régime de Saddam Hussein avec l'hitlérisme révèle des esprits non occidentaux, qui la trouvent au mieux déplacée. Opposer, comme cela fut fait, le « demi-silence » des intellectuels français à ce qui serait un total mutisme de leurs homologues musulmans n'entraîne pas moins de contestation : « Nous parlons beaucoup plus que nous écrivons. L'information pour nous est orale et informelle. »

Mais, plus profondément, la rencontre de la Maison des sciences de l'homme laissait l'impression qu'un fossé difficilement franchissable sépare les Occidentaux, même abîmés dans les contradictions du politique, mais détachés par les siècles de la sphère religieuse, de ceux qui convoquent, avec plus ou moins de sincérité, mais vivent de l'intérieur, en toute familiarité, l'intrication complète du politique et du religieux. En ce sens, décrier ou brocarder la brusque volte-face d'un Saddam Hussein, champion du laïcisme qui soudain se découvre un tempérament de chef politico-religieux, n'a peut-être d'autre intérêt que celui, involontaire, de révéler la profondeur tragique de ce fossé. MICHEL KAJMAN

Explosion dans l'île Saint-Louis

Dans l'île Saint-Louis à Paris, une explosion d'origine criminelle a provoqué, vers 0 h 35 dans la nuit du lundi 11 au mardi 12 février, de légers dégâts matériels. Pourvu d'une machine lente et, selon les experts de la préfecture de police, d'un volume de 150 à 200 grammes, l'engin était placé contre le portail du garage de l'immeuble situé au 24, quai de Béthune. Le bas du portail a été endommagé tandis que quelques vitres étaient brisées aux alentours. L'enquête a été confiée à la Section anti-terroriste (SAT) de la brigade criminelle de la police judiciaire.

Au 24, quai de Béthune (4^e arrondissement), réside notamment M^{me} Claude Pempidou, veuve de l'ancien président de la République Georges Pompidou. L'attentat n'avait pas été revendiqué en fin de matinée mardi. Les enquêteurs s'interrogent sur une inscription à la craie relevée non loin de là – « USA busherie casher » – dont ils cherchent à savoir quand elle a été réalisée.

Trois ouvriers maghrébins écartés des zones sensibles de la centrale nucléaire de Bugey

L'application du plan Vigipirate semble entraîner une discrimination à l'encontre de travailleurs maghrébins. Selon des associations immigrées, reçues par le Parti socialiste le 24 janvier, des sociétés de nettoyage auraient interdit certaines tâches « sensibles » à leurs employés d'origine arabe. A la centrale nucléaire de Bugey (Ain), trois ouvriers maghrébins ont été écartés des zones sensibles depuis le début des hostilités dans le Golfe.

BOURG-EN-BRESSE

de notre correspondant

Employés de la société Onett, une société de nettoyage industrielle travaillant pour le compte d'Electricité de France, trois ouvriers maghrébins ont été écartés des zones sensibles du Centre de production d'Electricité (CPN) de Bugey. A la demande de la direction du CPN, les trois ouvriers, qui n'ont plus accès aux aires contrôlées des tranches en fonctionnement, ont été provisoirement transférés dans d'autres secteurs. Avec le renforcement des contrôles et la limitation des accès et des transits internes, cette mesure est une application des règles de sécurité édictées dans le cadre du plan Vigipirate.

L'information a été rendue publique par le syndicat CGT du CPN-Bugey, qui, dans un communiqué, dénonce des « mesures discriminatoires injustifiées », parle de « sanction qui s'inscrit, hélas, dans la montée de l'intolérance, de la xénophobie et du racisme » et accuse la direction de « pratiquer hypocritement des interdits professionnels ». Les responsables de la centrale nucléaire souhaitent relativiser la portée de « recommandations verbales faites aux sociétés sous-traitantes » qui s'inscriraient dans le droit fil des directives émanant tant de la hiérarchie d'EDF que du ministère de l'In-

au démantèlement d'un réseau irakien venu de Bangkok, en Thaïlande (le Monde du 1^{er} février).

La plupart de ces attentats ont eu lieu en Turquie, en Grèce, au Liban et au Pérou. Le département d'Etat a d'ailleurs demandé, lundi 11 février, à une partie de personnel diplomatique américain de Lima (Pérou) de rentrer aux Etats-Unis et d'y rester jusqu'à la fin de la guerre du Golfe.

Depuis le déclenchement des hostilités, le 17 janvier, le Mouvement révolutionnaire péruvien Tupac Amaru (MRTA) a revendiqué onze attentats.

drie. Depuis le déclenchement de la guerre du Golfe, la sécurité des centrales nucléaires fait partie des « points sensibles de première catégorie » répertoriés par le plan Vigipirate.

« Il ne s'agit que de cas très ponctuels et très limités », assure M. Jean-François Védrine, directeur adjoint du CPN. « On doit faire attention. On serait coupable de ne rien faire. La décision de redéploiement, plutôt neutre et qui évite toute position radicale, ne traumatise personne », ajoute encore M. Védrine. Il précise que les demandes faites aux entreprises ne sont pas dirigées contre les personnels d'origine maghrébine, mais concernent l'ensemble des ouvriers étrangers ayant accès aux zones sensibles des tranches en fonctionnement.

Très gêné par l'étalage public de cette affaire « qui porte préjudice à l'intérêt commercial de l'entreprise », la société Onett dénonce « la manipulation antiraciste » par le CGT tout en confirmant, non sans une certaine irritation, la demande faite par la direction du CPN-Bugey. Toutefois, selon son haut responsable à la requête l'anonymat, mais dont les déclarations ne semblent pas tout à fait corroborer celles de M. Védrine, elle ne s'appliquerait pas au personnel actuellement employé – qui travaillerait « sans discrimination, en fonction de ses compétences et de ses qualifications » – mais uniquement à la main-d'œuvre supplémentaire, recrutée par la société dans le cadre du surcroît de travail provoqué par la révision décalée de la tranche numéro cinq.

En effet, d'ici à trois semaines, le site du CPN va accueillir près de 2 800 personnes, soit 1 300 de plus que l'effectif habituel. Même si elle ne touche pas a priori l'accès aux zones sensibles des tranches en fonctionnement, cette main-d'œuvre supplémentaire inquiéterait les responsables de la centrale dans la situation actuelle.

LAURENT GUIGON

« Le recours à la force n'est pas toujours illégitime » déclare le cardinal Lustiger

Tout en se déclarant « choqué par le grand bruit de la guerre-spectacle », le cardinal Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris, a affirmé, mardi 12 février à Europe 1, que « le recours à la guerre n'était pas toujours illégitime » et qu'il pouvait s'agir d'un cas extrême.

Mgr Lustiger a également condamné l'éventuel emploi d'armes non conventionnelles dans le conflit du Golfe. L'archevêque de Paris a ainsi estimé qu'en répondant « à quelqu'un qui emploie des armes non conventionnelles prosrites par les accords internationaux avec les

Précision. – A la suite du compte-rendu, dans le Monde du 7 février, d'une ordonnance de référé à l'encontre du mensuel d'extrême droite le Choc du mois (février), pour un « dossier » intitulé « Les juifs ont-ils poussé la guerre ? », M. Patrice Boizeau, directeur de cette publication, nous prie de préciser que l'expression « provocation manifeste à la haine à l'encontre des juifs et, dans le contexte actuel, menace immédiate

DIAGONALES

Hussonnet et Regimbert dirigeaient la Sorbonne occupée, en mai 1968. Depuis lors, le « dir-com » Hussonnet a fait fortune dans la manipulation capitaliste qu'il vomissait ; et Regimbert, plus pataud, ne désespère pas de dresser, contre cette manipulation, des lycéens de banlieue. Chaque mois, les deux anciens complices font, de leur dialogue de sourds, un déjeuner...

RENDEZ-VOUS était pris, en ce début de février, dans une brasserie proche de la Sorbonne. Regimbert était le premier, une fois de plus. N'ayant jamais eu sa photo dans un journal, on le faisait attendre en vitrine : « comme les putes d'Amsterdam », pensait-il, car son manque d'ambition l'avait laissé libre de se moquer de lui-même.

En guesant la XM à chauffeur et deux téléphones d'Hussonnet, Regimbert feuilletait un hebdomadaire oublié sur un guéridon. Il était distrait de sa lecture par un couple voisin, qui sortait d'un colloque, rue d'Ulm, sur « Qu'est-ce qu'avoir commencé un roman ? ». Cet « avoir commencé » avait le don de réjouir Regimbert, dans il ne savait quel coin de son ironie. Pour savourer davantage le thème de ce séminaire de pointe, il faillit murmurer, dans son perchoir : « Et cela, en pleine crise du Golfe ! »

Il s'en abstint, se souvenant de démagogie. Ses voisins n'articulaient plus aucune pensée. Victimes du caquetage ambiant, malgré leur érudition présumée, ils n'échangeaient que des sons vides : « c'est vrai que », « concrètement », « tout à fait ». Les volières du Jardin des plantes produisent plus de signaux, se dit Regimbert.

Chauvin de la « chose écrite », il ouvrit l'hebdomadaire. Des intellectuels parlaient du Moyen-Orient. Ils sortaient, enfin, du silence qu'on leur reprochait tant. Mis en humeur joueuse par les premières neiges, Regimbert s'arrêta aux photographies des interviewés.

Il se souvint du temps de ses études où Barthes – tiens : il fut mortellement blessé par une voiture tout près de là ! – où Barthes s'indignait que les députés affichassent leur bobine sur les panneaux électoraux ; démocratie n'est pas bordel, disait-il. Ensuite, Barthes avait consenti à se laisser représenter : il avait même joué dans un film. Rien ne s'écroule comme la résistance des purs à la mise en image. A part Michaux, Char, Gracq et Beckett, les écrivains et penseurs les plus retirés avaient tous cédé.

Si Regimbert avait accédé à l'enseignement supérieur ou au CNRS, qu'il tolérât et encourageait la galéjade, il aurait proposé un « travail » sur l'évolution du « look » des intellectuels depuis la guerre. Après le style

Le Golfe m'inquiète

aventurier – Camus-Bogart en gabardine, Melraux décoiffé par le vent des hélices – étaient venus la période « studio Harcourt », avec contre-jour dans les cheveux ; puis, en même temps que la mode des résidences secondaires, le genre pipe et velours côtelé, sur fond de poutres apparentes.

Les portraits réunis par l'hebdomadaire à propos du Golfe attestaient la victoire de la « nouvelle philosophie » en matière vestimentaire. Toutes opinions confondues, les penseurs interrogés avaient troqué le pull rustique à la Giono pour la chemise tannée balnéaire, avec toutes les nuances de popeline, de teintes, pastel et de rayures. La question du débouillage s'était substituée aux dialectiques caduques de la guerre froide. Fallait-il ouvrir un, deux ou trois boutons ? Sur un torse bronzé ou blême ? Dégager le cou ? Les regards paraissaient absorbés par ces nouvelles problématiques qui, elles au moins, n'engendraient pas le goulag...

La question de la crasse ne se posait plus. Attribut fier de la pensée négative, elle avait cédé au matraquage des produits de lessive. Tous ces cols d'intellos encore raidis par le repassage mais doux à la peau rappelaient ceux des mères de famille proprement dont le bonheur de vivre éclate, à la télé, entre deux rangées de draps qui sèchent.

Regimbert allait préparer un couplet sur le rôle des essoufflements dans la pensée-sort de la fin du siècle, quand la XM d'Hussonnet vint stationner sur le trottoir, forte de ses coupe-files. Hussonnet obtint une table, d'un claquement de doigts. Il avait son air noirâtre.

« TERRIBLE cette guerre ! » hasarda Regimbert, dont le premier mouvement était toujours d'entrer dans le tourment des autres.

« C'est pas la question ! bougonna Hussonnet. Regimbert crut à propos d'essayer sa tirade sur les chemises des « penseurs Soupline ».

« Tu as du temps à perdre, ronchonna Hussonnet.

Regimbert risqua une de ses remarques obsessionnelles sur l'aplatissement du langage contemporain.

« Quand nous ne dirons plus que : « c'est vrai que », « absolument » et « tout à fait », qu'est-ce qu'il se passera ? implora-t-il avec

une espèce de sanglot dans la voix, qui le surprit lui-même.

« Tu en es là, s'esclaffa Hussonnet, qui avait commandé un gratin dauphinois, et ajouta : « Et pis merde ! », en se palpant un début de ventripotence rebelle aux validités de régime.

« Et les euphémismes mariaux ? hasarda Regimbert, tu as vu ? « Traiter un objectif », comme on traite une maladie, fallait oser !

« Tu t'amuses à ça ? grincha Hussonnet, la bouche pleine.

Regimbert mit beaucoup d'espoir dans une anecdote dite de « fraîcheur ».

« Un de mes élèves, ce matin, s'est plaint que les jeunes connaissent mieux les ESPÈCES d'avions de guerre que les MODÈLES d'oiseaux. Formidable aliénation, non ?

« Quoi, « formidable aliénation » ? rila Hussonnet.

« Eh bien, mais il était victime, le gosse, de ce qu'il dénonçait : ESPÈCE se dit pour les bêtes, et MODÈLE pour le matériel, non ?

« Et après ? explosa Hussonnet.

Regimbert battit en retraite. Le déjeuner était fichu. La guerre gâchait tout, même les conversations d'amis.

« Pas marrant, tout ça, concéda Regimbert, qui avait horreur de contrarier les gens, surtout par inadvertance, et qui pensait hélas, le retour du consensus. C'est idiot, je sais, de dire : « Le Golfe m'inquiète », ça rappelle « La Chine m'inquiète » dont se moquait Proust ; mais c'est vrai qu'on ne dort plus pareil, qu'on n'aime plus de la même façon, les principes et les nerfs battent la breloque... Et les pertes en amitiés arabes ? Et les civils, combien y en a-t-il au tapis ? Tu as une idée ? A quand l'offensive terrestre ?

Hussonnet exécuta un café, un faux, et l'addition.

« Où vas-tu comme ça ? s'étonna Regimbert.

« Une table ronde à la télé sur l'après-guerre, lâcha Hussonnet. Alors, tu comprends, la sémantique de prof attendr...

« Tout à fait, admit Regimbert, qui venait déjà de lâcher un « c'est vrai que » (l'aviez-vous remarqué ?) et pour qui ce « tout à fait », aperçu trop tard, sonnait comme une défaite en rase campagne.

Les pneus de la XM crissèrent, comme dans les romans où les pneus crissent.

« Un second café, commanda Regimbert.

« Un vrai ? demanda le garçon.

« Absolument », dit Regimbert, vaincu.

هَذَا مِنْ الْأَصْلِ

LA GUERRE DU GOLFE

et les réactions en France

M. Barre s'affirme solidaire de la politique de M. Mitterrand

Invité, lundi 11 février, de « L'heure de vérité » sur Antenne 2, M. Raymond Barre a affirmé sa pleine solidarité avec la politique de M. François Mitterrand dans le Golfe, en approuvant notamment le refus du chef de l'Etat de recourir aux armes non conventionnelles.

« Les opérations dans lesquelles la France se trouve engagée, a expliqué l'ancien premier ministre, ne peuvent pas être considérées indépendamment de considérations morales et de considérations politiques. Nous sommes contre l'usage des armes chimiques et biologiques. Il vaut mieux le dire. Si M. Saddam Hussein décide de les uti-

liser, il sera possible d'y répondre avec les moyens considérables que la coalition alliée a accumulés (...).

Quant à l'arme nucléaire, la doctrine de la France a toujours été que les armes stratégiques et tactiques étaient utilisées pour la défense du sanctuaire national et des intérêts vitaux de la France. Je ne vois pas, du point de vue de la doctrine, comment nos intérêts vitaux sont engagés à l'heure actuelle (...). Il est important de ne pas utiliser cette arme, en particulier lorsqu'il s'agit d'éviter des conséquences politiques et psychologiques qui seraient très graves, notamment à l'égard des communautés musulmanes. M. Barre a souligné que l'objectif de la France dans ce conflit consiste à « libérer le Koweït »

et à organiser, ensuite, « la sécurité collective dans la région du Golfe », impliquant « la sécurité d'Israël », le règlement « du problème palestinien » et « du problème du Liban ».

M. Barre souhaite que la France prenne « l'initiative de demander à ses partenaires européens de mettre sur la table un projet de contrôle des armements dans cette région, et de contrôler de la vente des armements ». Personnellement, M. Barre a confessé n'éprouver « ni regrets ni remords » au sujet des ventes d'armes à l'Irak du temps de son passage à Matignon. « Les accords qui ont été passés l'ont été avant que je ne devienne premier ministre, et j'ai exécuté ces accords dans des conditions telles qu'il n'y ait de danger pour per-

sonne et, d'abord, pour Israël (...). Nous n'avons pas été seuls à vendre des armes. (...) Rappelez-vous qu'à ce moment-là, la guerre froide existait, que l'Irak cherchait à trouver une voie nouvelle entre l'Union soviétique et les Etats-Unis et que l'Irak voulait trouver un partenaire qui respecte son indépendance. Il y avait là un intérêt qui n'était pas simplement mercantile. Il y avait là, aussi, un intérêt politique (...). Je n'ai qu'un regret : c'est qu'en 1981, et cela concerne les gouvernements de tendances différentes qui étaient là, nous n'avons pas, dès le début du conflit avec l'Irak, appliqué l'embargo sur les armes livrées aux nations du champ de bataille. »

Revenant à la scène intérieure, M. Barre a affirmé la nécessité de « la cohésion nationale » derrière le président de la République. « La France est engagée, a-t-il dit, dans une redoutable partie, qui n'est pas simplement une partie militaire, mais qui est, également, une partie diplomatique (...). Toutes les fois que la France veut affirmer ses intérêts et faire triompher certains principes, elle est exposée à beaucoup de critiques. Alors, je crois que nous devons apporter au gouvernement français, qui défend les intérêts de la France, et aux forces françaises, qui portent l'honneur de la France, notre soutien sans ces critiques, sans ces railleries, parfois, qui ne sont pas à la mesure des enjeux. »

MM. Joxe et Dumas au Parlement. — M. Pierre Joxe, ministre de la Défense, sera entendu, mercredi 13 février, par la commission de la défense de l'Assemblée nationale, puis par la commission sénatoriale des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. Le même jour, le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, sera reçu à l'Assemblée nationale par la commission des affaires étrangères, ouverte, pour la circonstance, à l'ensemble des députés intéressés.

M. Pasqua : la polémique sur la dissuasion est « sans fondement »

M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, s'est démarqué, mardi 12 février, de M. Jacques Chirac en déclarant, sur France-Inter, que la polémique sur la dissuasion est « sans fondement » et en jugeant prématuré le débat sur l'après-guerre du Golfe. « Il n'est pas inutile de commencer à réfléchir à l'après-guerre, estime-t-il, mais « il n'est peut-être pas utile de commencer à en parler ».

Observant qu'il n'y a « aucune réserve, ni de la part de M. Valéry Giscard d'Estaing ni de celle de M. Jacques Chirac » sur l'intervention de la France dans le Golfe, M. Pasqua a qualifié de « sans fondement » la polémique sur la dissuasion provoquée par les déclarations de M. François Mitterrand, selon lesquelles la France n'aurait pas recouru aux armes non conventionnelles.

M. Galland : « les limites du consensus ». — Le président du Parti radical, M. Yves Galland, a déclaré, lundi 11 février, que « l'action diplomatique et militaire de la France donne le sentiment d'un cha-cha-cha, seule danse dans laquelle on fait des pas frénétiques en avant et en arrière avant de retourner sur soi-même ». Estimant que le « consensus » sur le Golfe a « des limites », M. Galland a qualifié de « faute » le fait que le chef de l'Etat n'ait pas changé de ministre de la Défense dès le début d'août dernier, et d'« angélisme » son rejet d'une utilisation des armes non-conventionnelles.

M. Queyranne (PS) : « polémique déplacée et inutile ». — M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS, a déclaré, lundi 11 février, que M. Jacques Chirac avait engagé une « polémique déplacée et inutile » en critiquant les propos du président de la République sur le non-emploi par la France des armes chimiques ou nucléaires dans le Golfe. « Se lancer dans une polémique au moment où les circonstances requièrent l'unité des Français, cela paraît de la petite politique », a déclaré M. Queyranne.

Le Front national dénonce l'« escalade » des alliés. — Au terme de la réunion de son bureau politique, lundi 11 février, à Paris, le Front national « regrette l'escalade de la violence » de la « coalition animée par les Etats-Unis » et

il « condamne à l'avance le recours aux moyens chimiques, biologiques ou nucléaires ».

Manifestation pacifiste de l'Appel des 75 à Paris. — Les pacifistes de l'Appel des 75 organisent, mercredi 13 février à 18 h 30, un rassemblement place de la République à Paris, a indiqué, lundi 11 février, M. Denis Langlois, animateur de ce groupe, qui s'affirme prêt à « descendre immédiatement dans la rue en direction de l'Elysée si l'offensive terrestre est déclenchée ». « Nous avons déjà montré que les interdictions du préfet de police ne nous empêchaient pas d'exprimer notre colère et notre refus de la guerre, a-t-il déclaré. Il y a des circonstances où il faut braver les interdictions, parce que le combat est légitime. »

Débat de SOS-Racisme sur la guerre. — SOS-Racisme organise un débat public sur la guerre du Golfe, mercredi 13 février, à 20 h 30, au 4, boulevard de la Villette (Paris 10^e). « Quelles que soient les divergences sur le conflit, le dialogue doit l'emporter sur l'invective, la raison doit l'emporter sur les passions ou la haine », indique l'association anti-raciste. MM. Harlem Désir, président de SOS-Racisme, Eric Ghebali, secrétaire général, Salem Kacel, adjoint au maire de Roubaix, Albert Mallet, directeur de Radio-Shalom, Abdel Aïssou, rédacteur en chef de Radio-Beur, doivent participer à ce débat.

Synthèse

par Daniel Carton

Si, sur la foi des sondages, les Français reconnaissent à M. Barre une indéniable originalité, ils sont plus que perplexes sur son positionnement politique. M. Barre semble en éprouver un certain plaisir. Il peut être rassuré : sa prestation de lundi soir à « L'heure de vérité » n'aura guère contribué à modifier ces troubles impressions. On peut même se demander si ce plaisir, affiché à l'envi par l'ancien premier ministre, relève vraiment d'un complexe et secret cult politique, visant toujours, pour de prochains lendemains, à l'édification d'une « synthèse républicaine » avec le pouvoir. Ou si, tout bêtement, il ne s'agit que d'un travers psychologique amusant, égayé par une propension masochiste à se singulariser quoi qu'il advienne.

Pour en rester à la première hypothèse, on constate que M. Barre éprouve de plus en plus de difficulté à faire la synthèse... avec lui-même. L'ancien premier ministre paraît, en

effet, avoir en poche deux discours, modifiables au gré des événements et traduisant sa difficulté à conserver une audience à droite tout en se préservant sur la gauche. Dans *Faits et arguments* de février (le Monde du 6 février), il n'avait pas de mots assez durs pour dénoncer la politique étrangère de la France, dont il écrivait qu'elle manque d'une « vision claire et cohérente » et qu'elle emprunte « les hindouïsmes de fuite ». « L'indécision tout entière, dénonçait-il encore, donne le sentiment de temporiser, de ruser avec les difficultés, de contourner les obstacles, de ménager, de différer, et tout cela en fonction des sondages. »

Mis à part quelques piques sur les dépenses de l'Etat, la Sécurité sociale, M. Barre a parlé, lundi soir, tout autrement qu'il n'écrivait la semaine dernière. Rien à redire sur la politique de M. Mitterrand dans le Golfe, y compris sur son refus d'employer les armes non convention-

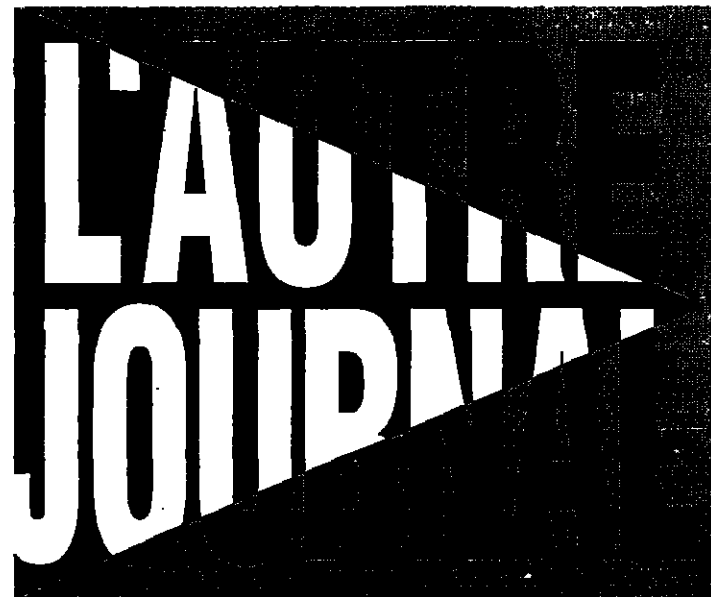
nelles, qui met en émoi le RPR et l'UDF (ces deux formations se retrouvaient mardi pour en débattre encore). Rien à redire, non plus, sur la gestion des affaires économiques du pays, M. Barre poussant le zèle républicain jusqu'à exhorter les patrons à ne point sombrer dans la « sinistrose », comme l'avait fait, le 7 février, le chef de l'Etat.

M. Barre invoque aujourd'hui l'intérêt supérieur du pays, revendique la cohésion nationale et, citant Tocqueville, affirme qu'il convient de « ne jamais traiter les affaires du dehors en fonction des affaires du dedans ». On voudrait le croire et oublier que entre ses écrits de la semaine dernière et son discours à la télévision, MM. Chirac et Giscard d'Estaing avaient tenu des propos moins approbateurs envers M. Mitterrand. Ceci peut, en effet, expliquer cela, mais ce serait revenir à la seconde hypothèse.

La guerre.

Quelles guerres?

« Nous ne serons plus jamais en paix, nous entrerons dans l'interminable avant-guerre de la dernière guerre. » Michel Butel, page 3 « Je sens une invitation à la destruction terminale. » Robert Kramer, page 10 « Cette guerre ne ressemble à aucune autre. » Un Israélien, page 22 « Quand on écoute les radios françaises, ça nous dégoûte. » Khalid de Lyon, page 54 « Les va-t-en-guerre ne sont donc pas nécessairement des patriotes. » Alain Joxe, page 66 « Le fait est que Bush voulait un pétrole moins cher. » Jay Levin, page 77 « Le régime de Saddam a brisé les liens de la société civile. » Samir al-Khalil, page 92 « Le 3 août 1990, la France a raté sa chance historique de faire une médiation. » Jacques Berque, page 102 « Cette guerre est une guerre totale sur tous les plans. » Claude Choussy, page 110 « Jamais nous n'avons été aussi actifs en France. » André Azoulay, page 118 « Que dira désormais un Palestinien ? » Elias Sanbar, page 127



N°9 L'Autre Journal.
Autre chose à dire.

EUROPE

Réunion du pacte de Varsovie
le 25 février pour liquider ses structures militaires

Les ministres de la défense et des affaires étrangères du Pacte de Varsovie se réuniront à Budapest le 25 février pour dissoudre l'organisation militaire de l'alliance, a annoncé mardi 12 février le premier ministre hongrois M. József Antall. Citant un message du président Gorbatchev, il a précisé que le but de la réunion sera de démanteler l'organisation militaire du pacte d'ici le 1^{er} avril.

Une date que M. Mikhail Gorbatchev avait acceptée la veille, avait-on annoncé officiellement, lundi 11 février, à Prague. Le chef de l'Etat soviétique a ainsi renoncé à retarder une décision qui ne fera qu'entériner

un état de fait. L'état-major commun sous direction soviétique n'étant plus actif depuis l'effondrement du mur de Berlin et le retrait en cours des troupes soviétiques à l'est.

Un message en ce sens a été remis lundi à Prague par l'ambassadeur d'URSS en Tchécoslovaquie, M. Boris Pankine, au président tchécoslovaque, M. Václav Havel. M. Gorbatchev s'est par ailleurs prononcé pour une rapide réunion du comité politique consultatif du pacte, « avant la fin février », au niveau des ministres des affaires étrangères et de la défense afin de préparer cette liquidation.

Prévue à l'origine au niveau des chefs d'Etat ou de gouvernement en octobre dernier, cette réunion avait été à plusieurs reprises repoussée par Moscou. Mais l'URSS était soumise depuis plusieurs semaines à une pression des cinq autres membres du pacte, désireux de respecter le calendrier adopté en juin 1990 lors du dernier sommet de l'alliance des pays de l'Est.

Une rencontre des présidents polonais, hongrois et tchécoslovaques doit justement se tenir vendredi à Visehrad, en Hongrie. Planifiée avant la nouvelle initiative de M. Gorbatchev, cette réunion devait, entre

autres, permettre d'adopter une attitude commune face à l'Union soviétique dans le processus de démantèlement du pacte.

Le but de la Tchécoslovaquie — qui détient le secrétariat général de l'alliance — et des autres pays de l'Est est de quitter le pacte de Varsovie dans le cadre d'un processus négocié avec l'URSS.

La dissolution des structures militaires doit précéder la liquidation de la structure politique de l'alliance, qui, selon Prague, doit intervenir au plus tard en mars 1992, à l'occasion de la conférence d'Helsinki II. — (AFP)

URSS

Incertitudes

Suite de la première page.

Cette retraite signifie, à tout le moins, le gel de la perestroïka, pour ne rien dire de la glasnost, l'instauration d'une économie de réquisition en lieu et place de celle du marché, l'insistance quotidienne sur le respect de la loi et de l'ordre, la normalisation des pays baltes par un usage à l'échelle de la force, l'encouragement de sentiments pan-slaves qui ne sont pas contradictoires, loin de là, avec un retour sur l'avant-scène du Parti communiste, de l'armée, du KGB et d'autres polices.

Il faudrait être bien naïf pour croire qu'une telle normalisation ne va pas affecter, à plus ou moins long terme, le nouveau cours qui avait été imposé à la politique étrangère soviétique par M. Chevardnadze, avec la bénédiction de M. Gorbatchev. L'offensive, en fait, bat son plein, même si les partisans de l'internationalisme et de l'antioccidentalisme d'antan sont contraints d'agir par petites touches, par allusions, par ricaneries : la figure emblématique d'un Gorbatchev au-delà des frontières de l'Union soviétique est encore un atout qu'il ne faut pas gaspiller. Mieux vaut détourner et saboter sa politique étrangère que lui faire perdre ouvertement la face.

Les indices de sabotages et de réticences n'en abondent pas moins. Le plus grave concerne la mauvaise volonté avec laquelle les militaires appliquent le traité sur la réduction des forces conventionnelles en Europe (CFCE) conclu il y a moins de trois mois. La plupart des experts sont aujourd'hui persuadés que les Soviétiques trichent abondamment pour réduire dans les statistiques leurs forces réelles. Ils utilisent deux méthodes.

La première est bien connue, puisque les Soviétiques ne s'en sont pas cachés : elle a consisté à transférer à l'est de l'Oural, avant la signature du traité mais aussi pendant sa négociation et sans doute après sa signature, nombre d'équipements — blindés, missiles, etc. — qui échappent ainsi à toute prise en compte et donc à la destruction puisque l'accord CFCE ne couvre que la partie occidentale de l'URSS. La seconde « astuce » est encore plus cavalière : c'est ainsi que

les militaires soviétiques ont transféré récemment trois divisions blindées (soit plus d'un million de chars) sous le contrôle des gardes-côtes, sachant pertinemment que le traité ne couvrait pas les forces navales.

Les Occidentaux se retrouvent ainsi dans une situation particulièrement délicate. Ils ne pourront avoir une idée claire de la panoplie soviétique présente en Russie occidentale que grâce aux vérifications *in situ* prévues par l'accord CFCE. Mais ils ne pourront procéder à ces vérifications qu'à l'après ratification du traité, c'est-à-dire après l'acceptation des statistiques officielles soviétiques, qu'ils estiment largement minorées. D'où la possibilité de voir la ratification de l'accord repoussée aux calendes grecques si un accord sur les données soviétiques n'est pas conclu d'ici le 17 février, soit quatre-vingt-dix jours après la signature de l'accord de Vienne. Les négociations ont repris à ce sujet lundi 11 février dans la capitale autrichienne. Ce contentieux, dont les Américains, tout comme les Français, préfèrent ne pas trop parler à ce stade tant ils ont salué en son temps l'importance de l'accord CFCE, a compliqué dans la décision — purement technique — d'élaborer et d'entourer d'un feu artistique — de reporter *in die* le sommet Bush-Gorbatchev initialement prévu à Moscou du 11 au 13 février.

Un rapatriement sans gloire

Autre raison, sur laquelle Washington n'insiste pas trop non plus : les difficultés techniques soulevées par les experts militaires soviétiques dans la mise au point de l'accord sur la réduction des armements stratégiques (START). On voit mal, de toute façon, comment ce dernier accord pourrait être signé si les Occidentaux nourrissent des soupçons à l'égard des militaires soviétiques au point de refuser de ratifier le texte portant réduction des armements conventionnels. Soupçons encouragés par M. Chevardnadze lui-même : peu avant sa démission du ministère des affaires étrangères, il aurait confié à M. James Baker, son *alter ego* américain, qu'il se méfiait des militaires soviétiques et que ceux-ci cherchaient

à tricher dans l'application des accords CAFE. M. Chevardnadze, il est vrai, était la bête noire des milieux qui, aujourd'hui, tiennent le haut du pavé à Moscou. Ce non-russe, soupçonné sans doute à juste titre de complaisance pour les nationalistes périphériques, leur a servi de bouc émissaire pour la « perte » de l'Europe de l'Est, particulièrement mal vécue par les centaines de milliers de soldats et d'officiers de l'armée rouge contraints à un rapatriement sans gloire, mais surtout sans confort.

Difficile, cependant, de revenir sur les engagements de retrait des ex-pays frères. Tout au plus est-il possible de tracer les pieds au maximum, de marchander le plus possible, de faire un temps la sourde oreille, comme en Pologne. Le dossier du Golfe a paru autrement exploitable aux nouveaux « alliés » de M. Gorbatchev pour tenter d'imposer leur marque. C'est ce à quoi ils s'employaient en coulisses, dans leur presse et lors des réunions du Parti communiste, accusant de plus en plus ouvertement M. Gorbatchev de « trahison » à l'égard des Etats-Unis, s'interrogeant sur la « destruction » de l'Irak par la coalition et le « déassement » des résolutions du Conseil de sécurité.

Rares sont ceux, cependant, qui craignent un renversement d'alliance. L'Union soviétique a trop besoin de la « compréhension » des Occidentaux dans l'affaire baïte et, d'une manière plus générale, dans le retour du Kremlin à l'autoritarisme, pour se permettre une volte-face. Surtout si la guerre ne s'éternise pas. Nul doute cependant qu'elle le fasse, elle aussi, sur l'après guerre pour retrouver à la table de négociation une influence régionale passablement érodée depuis le mois d'août et se poser alors en défenseur de l'ancien allié irakien.

Les petits « gestes » de M. Gorbatchev, l'envoi de ses émissaires à Bagdad et à Téhéran, n'ont d'autre but que de préparer le rétablissement d'une politique arabe demain tout en écartant aujourd'hui une incertitude chez les membres occidentaux de la coalition pour éviter ce que l'on dénonce de nouveau à Moscou comme autant d'« ingérences intérieures ». L'exercice est délicat. M. Gorbatchev y excelle mieux qu'à réformer la société soviétique. Mais les dérapages ne sont pas à exclure tant est instable l'édifice du pouvoir à Moscou.

JACQUES AMALRIC

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : devant la Cour suprême de Johannesburg

M^{me} Winnie Mandela
a plaidé non coupable

A Johannesburg, où le procès de M^{me} Winnie Mandela a repris mardi 12 février, le procureur a annoncé que deux des trois principaux témoins à charge, impressionnés par le kidnapping dont a été victime le troisième, dimanche soir, pourraient être « trop effrayés pour déposer à la barre ».

D'autre part, la police a dispersé, lundi, dans une cité de banlieue, une manifestation destinée à dénoncer les rafles massives de la semaine dernière. Quelque 500 personnes ont été arrêtées. Dans la province du Natal, le bilan de l'embuscade tendue, dimanche soir, contre deux cars qui transportaient des militants du mouvement zoulou Inkatha s'est alourdi : selon une source proche de la police, il s'élèverait à dix-sept morts et onze blessés, dont certains grièvement.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Le procès de M^{me} Winnie Mandela, inculpée d'enlèvement et de « coups et blessures avec préméditation », qui a repris lundi 11 février le jour même du premier anniversaire de la libération de son époux, n'en est plus à un rebondissement près. L'un des témoins à charge, M. Gabriel Telo Melkwe, a été enlevé dans la nuit de dimanche à lundi, à la résidence de l'Eglise méthodiste de Soweto (nos dernières éditions du 12 février). Avant que l'audience ne soit renvoyée à mardi matin, le procureur général, M. Jan Swanepoel, a annoncé qu'il ne pourrait pas poursuivre l'accusation tant que la vie des témoins serait en danger.

Lors de la première audience, lundi 4 février, le juge s'était interrogé sur l'éventualité de reporter le procès. Quatre des huit accusés, en effet, se sont évaporés dans la nature, dans le courant du mois de janvier. Finalement, il a pris la décision de poursuivre après que le libellé de l'acte d'accusation ait été changé. Mais, dans un coup de théâtre dont le procès anti-apartheid est fier, le *Sunday Times* a consacré sa « une » dimanche 10 février, à M. Katiza Cebekhulu, l'un des quatre coaccusés manquant à l'appel du tribunal.

Sous le titre en gros caractères, « Le bouffon de la cour », M. Cebekhulu est photographié sur les marches menant à la Cour suprême. « Je voulais juste écouter et voir ce qui se passe », a confié au journal le jeune homme, pourvu sous le coup d'un mandat d'arrêt. La police, qui se sent un peu ridiculisée dans l'histoire, s'est déclarée « choquée et consternée » par l'attitude du *Sunday Times*, qui n'a pas tenu compte « des appels à l'aide répétés aux citoyens responsables pour aider à maintenir la loi et l'ordre ».

Au milieu de cette avalanche

d'événements, M^{me} Winnie Mandela, comme ses trois coaccusés, a plaidé non coupable, lundi matin, à la reprise de l'audience, pour chacun des chefs d'inculpation. M^{me} Mandela a été la seule à expliquer sa décision, s'adressant directement au juge en anglais et en respectant le jargon juridique. M^{me} Mandela a déclaré avoir été contactée par M^{me} Xoliswa Falati (elle aussi dans le box des accusés) au mois de décembre 1988, cette dernière s'inquiétant des relations homosexuelles que le révérend Paul Verryn avait entretenues avec quelques jeunes, dans sa résidence. M^{me} Mandela aurait alors demandé à M^{me} Falati d'amener ces jeunes chez elle. Elle aurait ensuite emmené M. Katiza Cebekhulu consulter le docteur Abu Baker Arvat — assassiné depuis — lequel aurait recommandé au jeune homme les soins d'un psychologue.

Quelque temps plus tard, le 29 décembre, le jour même où les enlèvements et agressions physiques auraient été perpétrés, M^{me} Winnie Mandela, selon ses dires, se serait rendue à Brandford pour s'informer de plusieurs projets sociaux. Elle serait restée à Soweto le 31 décembre pour entendre M^{me} Falati lui expliquer qu'en son absence, en compagnie de M. Jerry Richardson — qui sera, par la suite, condamné à mort pour le meurtre du jeune Stombie Seipei, enlevé de chez le révérend Verryn, — elle avait emmené chez elle quatre adolescents, afin d'éviter la diffusion des pratiques homosexuelles au sein de la jeunesse. « Je n'ai agressé personne. Personne n'a été agressé en ma présence et je ne suis complice d'aucune agression », a conclu M^{me} Mandela.

Le procureur général, après avoir rappelé qu'il ne s'agissait pas d'un procès politique mais d'une affaire de droit commun, a annoncé qu'il évoquerait bientôt, devant la Cour, d'autres affaires d'enlèvements survenues en 1988, impliquant M^{me} Mandela.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

Le repentir
de M. Pik Botha

Le ministre des affaires étrangères, M. Pik Botha, s'est livré, dans une interview à la BBC diffusée mardi 12 février, à un vibrant repentir concernant l'apartheid : « Accorder des droits et des privilèges sur la base de caractéristiques physiques équivalait vraiment à un péché contre Dieu, parce qu'il nous a tous créés », a-t-il notamment déclaré. « Bien des mauvaises choses » ont été commises en Afrique du Sud, a-t-il ajouté, avant de confesser : « Nous ne pouvions tout simplement pas poursuivre une politique qui a été un échec, tant sur le plan économique qu'international, et que nous ne pouvions pas justifier moralement. » — (Reuters)

ANGOLA : plusieurs Français évacués d'un centre pétrolier. — Environ quatre-vingt-dix personnes, dont quarante-sept ressortissants étrangers, ont été évacuées par mer d'un centre pétrolier du nord du pays, à la suite d'une attaque des rebelles de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), a rapporté, lundi 11 février, l'agence portugaise Lusa. Parmi les personnes évacuées figurent vingt Français, seize Portugais, neuf Américains et un Canadien travaillant pour des compagnies pétrolières et qui ont pu notamment quitter la ville d'Ambriz, à une centaine de kilomètres au nord de Luanda. — (Reuters)

SOMALIE : aide médicale des Emirats arabes unis. — Un Boeing 737, affrété par le gouvernement des Emirats arabes unis et transportant 3 tonnes de médicaments, est arrivé lundi 11 février à Mogadiscio. La livraison a été prise en charge par une équipe de Médecins sans frontières (MSF), qui travaille sur place. Les combats continuent autour de la capitale entre les différentes factions rebelles, causant de nombreuses victimes parmi les civils. Un franciscain italien, le père Pietro Turati, a été tué par des éléments armés indéterminés, lors d'une fusillade dans le village de Geliba, au sud de Mogadiscio, a-t-on appris lundi, de source diplomatique. — (AFP)

Le Parlement islandais reconnaît l'indépendance de la Lituanie

Le Parlement islandais a été, lundi 11 février, la première Assemblée d'un pays occidental à reconnaître l'indépendance de la Lituanie et à demander au gouvernement de Reykjavik d'établir des contacts de relations diplomatiques avec Vilnius. Cette reconnaissance a été votée par quarante-trois voix contre une et deux abstentions à l'Althing, le plus vieux Parlement du monde, au lendemain de l'annonce des résultats du « sondage » lituanien sur l'indépendance. Avec une participation de 84,4 % et 90,4 % de « oui », 76,38 % des électeurs inscrits se sont prononcés pour l'indépendance de leur République.

Les Etats-Unis ont souhaité lundi que le gouvernement soviétique tienne compte du référendum en Lituanie dans les négociations promises avec cette République balte. « Les référendums menés de façon démocratique sont un des moyens internationalement reconnus d'expression de la volonté populaire », a déclaré le porte-parole du département d'Etat, M^{me} Margaret Tutwiler, qui a souligné que la consultation s'était déroulée en présence d'observateurs étrangers et ne semblait pas avoir été entachée de fraude.

Moscou n'avait toujours pas réagi lundi, et les manœuvres militaires soviétiques, qui devaient débuter dimanche dans les trois Républiques baltes, n'avaient pas été remarquées en Lituanie, a indiqué dans la soirée de lundi un responsable à Vilnius.

D'autre part, le Parlement lituanien a modifié sa loi constitutionnelle, qui affirme désormais que « l'Etat lituanien est une République démocratique indépendante ». Il a aussi voté un « appel aux gouvernements et Parlements » du monde, leur demandant d'établir ou de rétablir des relations diplomatiques avec la Lituanie. Le président Landsbergis a prié Washington en particulier d'adopter une position plus nette sur la question lituanienne. — (AFP, Reuters)

La reprise en main de la télévision par M. Gorbatchev s'accroît

M. Léonid Kravtchenko, considéré à Moscou comme une des figures-clés — en sa qualité de président du Comité d'Etat de la radio-télévision (Gosteleradio) — du virage à droite de M. Mikhail Gorbatchev, a tenté, lundi 11 février lors d'une conférence de presse à Moscou, de convaincre des journalistes incrédules que « la glasnost continue » en URSS.

Un décret du président Gorbatchev avait transformé vendredi la Gosteleradio en « Compagnie de télévision d'Etat soviétique », abolissant ainsi tout contrôle parlementaire sur son président. Ce dernier a reconnu lundi qu'il ne répondait plus de ses responsabilités que devant le seul chef de l'Etat. Cette transformation semble aussi avoir pour priorité de limiter l'accès à l'audiovisuel de la Russie de Boris Eltsine, seule République à ne pas disposer d'un canal télévisé propre. Les autres Républiques qui l'ont voulu ont, de fait, réussi à échapper au contrôle de Moscou.

La télévision de Russie, dont les émissions devaient débuter le 31 mars, n'aura droit qu'à quelques heures sur le deuxième canal de la télévision soviétique et non au canal tout entier, a indiqué M. Kravtchenko.

Il a mis en avant la nécessité d'un « partage équitable » entre les Républiques évitant de recevoir

par décret le contrôle de tous les équipements de la télévision centrale. Il se trouve être, également président du Conseil des radios et télévisions républicaines.

M. Kravtchenko a enfin reconnu avoir refusé que M. Boris Eltsine prononce, vendredi dernier, une allocution télévisée d'une heure, en direct. « La télévision soviétique n'a jamais diffusé d'allocution politique de plus de vingt-six minutes, même du président », a-t-il assuré. M. Eltsine pourrait éventuellement parler pendant une demi-heure sur la première chaîne et en différé. — (AFP, Reuters)

Des « chemises noires » ont manifesté à Leningrad. — Des gardes portant chemises noires et gants de cuir ont encadré dimanche 11 février dans le centre de Leningrad quelque 5 000 communistes conservateurs qui manifestaient contre la politique réformatrice du maire de la ville, M. Anatoli Sobchak. Ces « chemises noires » maintenaient à distance les contre-manifestants et considéraient tout journaliste comme suspect, selon un témoin photographé. Une personne a brûlé un drapeau israélien et un groupe de manifestants, déployant des banderoles pro-irakiennes, a marché sur le consulat des Etats-Unis pour protester contre l'intervention de la coalition alliée dans le Golfe. — (Reuters)

YUGOSLAVIE

Nouveau gouvernement en Serbie

Deux mois après les premières élections libres gagnées par le Parti socialiste serbe (PSS, ex-communiste), fidèle à M. Slobodan Milosevic, le Parlement de Serbie a élu, lundi 11 février, un nouveau gouvernement. Celui-ci comprend dix-neuf ministres et quatre vice-ministres. Ils ont été désignés à main levée, par 182 voix contre 30 et 7 abstentions, en dépit des protestations de l'opposition, qui réclamait un vote secret.

Les responsables de la défense, de l'intérieur et de l'agriculture, respectivement MM. Miodrag Jokic, Radmilo Bogdanovic et Veljko Simin, gardent leurs portefeuilles. M. Dragutin Zelenovic, nouveau premier ministre, a présenté un programme de réformes économiques, qualifié immédiatement d'« incohérent » et de « conservateur » par l'opposition. Un industriel, M. Stanko Cvijan, est chargé au sein du cabinet de suivre les relations avec les Serbes vivant en dehors de la Serbie, en particulier avec la minorité de Croatie. S'estimant « persécutés » par le pouvoir non communiste et nationaliste en place à Zagreb, les Serbes de Croatie (environ 600 000 personnes) avaient proclamé leur autonomie, en octobre de l'année dernière. — (AFP, UPI)

AMÉRIQUES

HAÏTI

Les Etats-Unis débloquent une aide de 82 millions de dollars

Le gouvernement américain a annoncé, lundi 11 février, une aide de 82 millions de dollars pour Haïti en 1991, afin de participer à la « transition vers la démocratie ».

Les projets de l'AID portent sur la santé et la nutrition, mais aussi sur le développement du secteur privé industriel et agricole, seuls moyens de soutenir la démocratie naissante. Par ailleurs, l'armée haïtienne a annoncé, lundi 11 février, que huit officiers de haut rang — six généraux

et deux colonels — avaient été admis à la retraite à la demande du président Jean-Bertrand Aristide. Dans le même esprit de remaniement, des sources informées précisent que l'armée a accepté de mettre fin à la fusion des activités militaires et policières qui existait jusqu'alors. Egalement au programme, la réorganisation de la police haïtienne se fera avec l'aide d'un groupe de policiers français attendu prochainement à Port-au-Prince. — (AFP, Reuters)

ARGENTINE : arrestation d'un des chefs du cartel de Medellín. — M. Nagnib Ricardo Pabon Jatter, considéré comme un gros bonnet du cartel de Medellín, a été arrêté à Buenos Aires, en même temps que cinq Argentins, un Brésilien et un autre Colombien, a annoncé, lundi 11 février, le juge fédéral Daniel Piotti. Cette opération antidroge, baptisée « Viento Norte », a permis la saisie de 122 kilos de cocaïne pure, soit la deuxième prise de drogue en quantité, dans l'histoire récente de l'Argentine. — (AFP)

هكذا من الأصل

ASIE

JAPON

Bataille de vedettes pour le gouvernorat de Tokyo

L'ancien journaliste et membre de la direction de la chaîne nationale NHK, M. Hisanori Isomura, est devenu, jeudi 7 février, le candidat officiel de l'alliance entre libéraux-démocrates (PLD), bouddhistes (Komeito) et sociaux-démocrates (PSD) pour le poste de gouverneur de Tokyo.

TOKYO

de notre correspondant

Les élections, qui auront lieu en avril prochain, s'annoncent serrées : M. Isomura aura pour adversaires le gouverneur sortant, M. Suzuki, soutenu par les sections locales des trois partis formant la coalition majoritaire en rébellion contre leur direction, un ancien catcheur, M. Antonio Inoki, et un universitaire, M. Shigeo Hatada, présenté par le Parti communiste.

Les socialistes n'ont pas encore choisi leur candidat. A la suite de la défection de M. Naoto Kan, député du petit parti de gauche l'Alliance sociale-démocrate, la rumeur voulait que M. Doi, président du PS, se présente. Cette hypothèse semble écartée.

L'élection du nouveau gouverneur de Tokyo sera la grande bataille politique de 1991. Les vingt-trois arrondissements et les villes nouvelles de l'ouest de la capitale rassemblent plus de douze millions d'habitants (pratiquement la population de l'Australie). Quant au budget de la mégapole japonaise (80 milliards de dollars), il équivaut à celui d'un pays.

En choisissant M. Isomura, l'alliance majoritaire compte sur la popularité de cet ancien journaliste qui présente entre 1974 et 1978 la grande émission d'information du soir sur la chaîne nationale, ce qui lui valut d'être baptisé « Monsieur NHK ». Il devrait notamment mobiliser les voix de l'électorat féminin.

Ancien correspondant à Paris et à Washington, parfaitement anglophone et francophone (après une enfance passée en France), M. Isomura a interrogé pour la télévision nipponne la plupart des grandes personnalités du monde.

Son adversaire Antonio Inoki est aussi un talent (littéralement : un « talent », c'est-à-dire une vedette des médias). Ayant formé le Parti pour la paix et les sports, cet ancien catcheur, né au Brésil et âgé de quarante-sept ans, que l'on vit des années durant à la télévision incarner la « justice » sur les rings, est devenu sénateur en juillet 1989. M. Inoki, qui bénéficie d'une sympathie certaine dans le public, a contribué à la libération des otages japonais retenus en Irak.

Antipathie notoire

Depuis qu'un présentateur de radio puis de télévision, M. Taru Myata, lança la mode dans les années 60 en devenant sénateur, nombreuses sont les vedettes des médias qui font une carrière politique. C'est ainsi une ancienne actrice, membre du Sénat, M. Saito, qui dirige l'Agence pour l'environnement.

Choisir une vedette est en général une garantie de succès pour un parti. Surtout dans des élections comme celles de la capitale, qui ne mobilisent généralement guère les citoyens depuis qu'est retombée la grande vague des « maires » de gauche des années 70, qui porta au pouvoir à Tokyo le gouverneur socialiste Ryokichi Minobe.

L'antipathie notoire entre MM. Isomura et Inoki, à la suite de l'« outrage » qu'infligea le journaliste au catcheur lorsqu'il qualifia de « farce » son combat-spectacle de 1978 avec le champion du monde de boxe Muhammad Ali, ajoutera du sel à la bataille pour la mairie de Tokyo. Quant au règlement de comptes entre l'octogénaire gouverneur sortant et la direction du PLD, qui a cherché à l'évincer de cette élection, il promet l'un de ces grands débâcles qui jettent une lumière crue sur quelques scandales — dont ceux, vraisemblablement, auxquels a donné lieu la construction du nouveau bâtiment de la municipalité de Tokyo, dans le quartier de Shinjuku.

Tenace, M. Suzuki ne compte pas lâcher la ville qu'il gouverne depuis 1979. La rivalité Isomura-Inoki pourrait le servir. Mais cette bataille des vedettes, dans laquelle M. Isomura paraît avoir un solide avantage, risque néanmoins de faire passer au second plan les problèmes (logements, déchets, transports), dont la gravité est à la mesure du gigantisme de Tokyo.

PHILIPPE PONS

CHINE : selon une revue

M. Deng Xiaoping aurait menacé d'envoyer des troupes à Hongkong en cas de troubles

PÉKIN

de notre correspondant

M. Deng Xiaoping a-t-il vraiment menacé Hongkong d'envoyer l'armée communiste en cas de troubles ? Si le discours que lui prête la revue de Hongkong *Grand Angle*, assez favorable à Pékin, est authentique, le patriarche âgé de quatre-vingt-six ans a lancé un retentissant pavé dans la mare, au moment où la rétrocession de la colonie britannique à la Chine traverse une période houleuse.

S'adressant à des membres de la direction active au début de l'année, M. Deng aurait jeté l'anathème sur le lobby libéral de Hongkong : « Il est exclu que ces gens s'emparent de postes-clés dans le (futur) gouvernement de la région administrative spéciale, puisqu'ils

brûlent la Constitution chinoise ». Le mois dernier, des manifestants avaient mis le feu, devant l'ambassade officielle de Pékin à Hongkong, à des exemplaires de la Constitution du continent communiste, en signe de protestation contre les procès politiques intentés à des meneurs du mouvement contestataire de 1989.

Le geste est peu représentatif : les manifestations pro-démocratiques de Hongkong sont réduites ces temps-ci, par rapport à la vague d'indignation qui avait secoué l'écrasement du Printemps de Pékin par l'armée voici vingt mois. Mais il est assez insultant pour que M. Deng, à en croire *Grand Angle*, envisage le pire : si les libéraux de Hongkong « créent des troubles, il faut que le gouvernement (britannique) de Hongkong

mette le hola. S'il s'y produit une rébellion grave, il faut que le gouvernement central (communiste) envoie des troupes », aurait-il ajouté. Dernière injonction : « Que les gens de Hongkong n'aient aucune illusion. C'est la Chine qui dicte ses prédictions et impose ses préparatifs. » Et cette Chine restera socialiste « à la génération suivante, et à la quatrième génération » suivant celle qui s'éteint.

Il est possible que cette fuite ait été organisée par l'un ou l'autre des clans qui s'affrontent à Pékin, dans le but d'accroître le malaise à Hongkong. Elle s'inscrit en tout cas dans une stratégie visant à intimider la population de la colonie britannique qui, en septembre prochain, élira pour la première fois une partie de la chambre législative locale.

Pour M. Deng, l'inventeur de la formule « un pays deux systèmes » qui promettait à Hongkong de pouvoir continuer à pratiquer sans ingérence de Pékin son régime capitaliste, c'est le signe d'un échec personnel. N'était-ce pas lui qui, au moment de prendre sa retraite officielle, en novembre 1989, songeait sans doute à Mao Zedong, avait mis en garde ses héritiers contre les effets du grand âge sur le jugement politique : « Ma tête est encore en place, mais je risque de commencer à préférer des propos aberrants ? »

FRANCIS DERON

Deux dissidents du printemps de Pékin ont été condamnés à treize ans de prison

PÉKIN

de notre correspondant

Le procès des quatre intellectuels considérés par le régime comme les instigateurs de l'agitation de 1989 s'est conclu, mardi 12 février, par un verdict de sentences allant de la réclusion à la peine perpétuelle.

Deux d'entre eux, MM. Chen Ziming et Wang Juntao, anciens directeur et rédacteur en chef de *l'Hebdomadaire économique*, ont été condamnés à treize ans de prison pour avoir mis sur pied des « organisations illégales », s'être livrés à des « activités de conspiration visant à renverser le gouvernement », et avoir « organisé et dirigé l'insurrection et l'attaque des troupes » chargées d'instaurer la loi martiale dans les dernières journées de l'agitation pékinoise.

Il est précisé que ni l'un ni l'autre n'ont montré « de signe de

repentir » en détention, ce qui explique les sentences, les plus lourdes à ce jour prononcées à l'encontre de participants au tragique printemps de Pékin.

M. Liu Gang, un apprenti-chercheur en physique de l'université de Pékin (Beide), âgé de vingt-neuf ans, a été condamné à six ans de prison après avoir « reconnu ses crimes », quoique ceux-ci fussent également considérés comme « graves ». M. Chen Xiaoping, un spécialiste de droit constitutionnel d'une trentaine d'années, pour lequel la menace d'une sentence lourde avait été brandie, a été exempté de peine pour s'être constitué prisonnier lors de la répression et s'être « repenti » depuis.

F. D.

MALAISIE

Des réfugiés vietnamiens protestent contre les rapatriements forcés

Un Vietnamien réfugié dans le camp de l'île de Pulau-Bidong, en Malaisie, s'est donné la mort en décembre, et deux autres ont tenté de le faire, après avoir appris qu'ils devaient retourner dans leur pays, ont indiqué des réfugiés lundi 11 février.

Un mouvement de protestation, mené par une trentaine de personnes qui ont organisé des sit-in et fait la grève de la faim, est né en novembre dans ce camp de treize mille réfugiés, lorsqu'une partie d'entre eux s'est vu attribuer le statut de réfugié économique, qui équivaut à un retour — volontaire ou forcé — au Vietnam.

La Malaisie est devenue l'an dernier le premier pays d'Asie du Sud-Est à négocier directement avec Hanoï le rapatriement des boat-people. A ce jour, 317 Vietnamiens réfugiés en Malaisie ont été rapatriés de leur plein gré, sous l'égide du programme de l'ONU. Kuala-Lumpur envisage de fermer le camp de Pulau-Bidong, éventuellement dès le mois d'avril. — (UPI.)

LE LIVRE DU JOUR MARABOUT

Or Fitzhugh
Dodson

Tout se joue avant 6 ans

Le best-seller mondial de l'éducation

POLITIQUE

A propos du projet de construction d'un métro à Bordeaux Les socialistes prennent leurs distances avec M. Chaban-Delmas

BORDEAUX

de notre correspondante

Le dossier du métro de Bordeaux donne actuellement l'occasion aux socialistes de prendre leurs distances avec M. Jacques Chaban-Delmas. Les socialistes et M. Chaban-Delmas partagent la responsabilité de l'écroulement de la communauté urbaine de Bordeaux (CUB). Le PS demande « le report de la réalisation du réseau du métro » et avance un argument de poids : les finances communales pourrissent-elles supporter en même temps le coût de trois gros investissements, un nouveau système de traitement des ordures ménagères, un pont sur la Garonne et un réseau VAL ? Or, aux yeux du PS, « les deux premiers dossiers sont urgents et prioritaires ».

L'avant-projet détaillé du métro devait être examiné le 15 février par la communauté urbaine. Le dossier est renvoyé au mieux à la séance de mars. M. Chaban-Delmas ne devrait pas prendre le risque d'un scrutin dont le résultat est incertain. Deux voix auxquelles tient sa majorité, celles de

M. Michel Duchêne (Verts) et de M. Noël Mamère, porte-parole de Génération écologie, lui feraient défaut. Ces deux élus ont clairement annoncé qu'ils étaient hostiles à l'avant-projet détaillé.

Jusqu'alors le consensus était de mise à la communauté urbaine, émanation des vingt-sept communes de l'agglomération bordelaise. Depuis 1989 le PS cogère cet ensemble avec la droite. Jusqu'en décembre 1990, M. Chaban-Delmas disposait d'une majorité de 62 voix sur 120. M. Chaban-Delmas préside l'assemblée et M. Michel Sainte-Marie, député et maire socialiste de Mérignac, en est le premier vice-président. Cet équilibre a été ébranlé au mois de décembre 1990 alors que l'affaire des Girondins de Bordeaux affaiblissait M. Chaban-Delmas.

Le changement d'attitude des socialistes est largement dû aux élus qui siègent également au conseil municipal de Bordeaux, dont M. Chaban-Delmas est le maire. Ceux-ci font valoir qu'ils ne peuvent pas s'opposer à M. Chaban-Delmas à Bordeaux et le soutenir à la communauté urbaine.

GINETTE DE MATHA

Création d'un comité Laïcité-République. — Le Grand Orient de France, qui avait organisé, les 20 et 21 octobre dernier, les Assises internationales de la laïcité, est à l'origine de la création, lundi 11 février, du comité Laïcité-République, qui réunit des personnalités comme MM. Pierre Bergé, Arézi Dahmani, Régis Debray et Max Gallo. M. Claude Nicolet, membre de l'Institut, qui en est le président, et Patrick Kessel, collaborateur de M. André Laignel, qui en est le secrétaire général, le comité Laïcité-République se présente

comme un « comité de vigilance », qui entend « mettre le hola à certaines revendications irréconciliables » des Eglises et lutter contre un phénomène de « communautarisation » de la société, incompatible avec l'idée même de république.

Le comité, pour mieux définir une laïcité souvent « molle et imprécise », devrait jouer le rôle d'un laboratoire de recherche ayant également vocation à « s'engager dans le réel » pour défendre les libertés inaliénables et l'école laïque.

Le maire de Biarritz pourrait provoquer de nouvelles élections municipales

BIARRITZ

de notre correspondant

M. Bernard Marie, maire (RPR) de Biarritz, va-t-il trouver une issue à la crise qui paralyse depuis trois mois et demi la municipalité ? Lundi 11 février, les seize conseillers restés fidèles au maire, minoritaire au sein de son conseil municipal depuis la défection de neuf élus UDF, ont annoncé leur intention « de lui remettre leur mandat, en nombre suffisant pour lui permettre de proposer, dès qu'il le voudra, la dissolution du conseil municipal et de nouvelles élections ».

Le mariage de raison entre le maire RPR et ses conseillers UDF avait été rompu le 26 octobre dernier (*Le Monde* du 12 décembre 1990). Au cours d'une séance du conseil municipal, M. Didier Borotra, premier adjoint (CDS), et huit de ses collègues avaient rejoint l'opposition socialiste et nationale, à la suite de désaccords sur d'importants programmes immobiliers — dont le remplacement de l'ancien casino municipal par un hôtel-casino de luxe — entrepris par M. Marie, qui avait été mis en minorité par dix-huit voix contre dix-sept.

Le maire a tenté de retarder l'échéance électorale, tout en essayant vainement de récupérer dans la coalition adverse, hétéroclite, la voix qui lui faisait défaut. S'il est parvenu à conserver ses délégations, il n'a pu, le 8 février, faire adopter son budget. En le repoussant, ses adversaires ont mis, de fait, Biarritz sous la tutelle de la chambre régionale des comptes. M. Marie, âgé de soixante-trois ans, semble refuser, aujourd'hui, cette situation. Il devrait prochainement constater la démission d'un tiers des membres du conseil municipal, qui entraîne l'organisation de nouvelles élections.

Ph. E.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télax : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-80-30-10
Télax : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie
du « Monde »,
12, rue de Valenciennes
94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 27 347
ISSN : 0193-2037

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-25-33

Le Monde PUBLICITE

André Fontaine, président
Françoise Hugot, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télax : MONDPUB 206 136 F
Télécopieur : 45-55-94-70. Société filiale
du journal Le Monde et Regie Presse SA

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composés : 36-15 - TAPAS LEMONDE
ou 36-15 - TAPAS LM

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-80-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	408 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 408 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse détaillés ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

SOCIÉTÉ

L'Europe perturbée par les intempéries

Si le froid hivernal a quelque peu relâché son emprise, la neige et le verglas continuent de perturber considérablement les activités dans toute l'Europe. En France même, la circulation reste très difficile dans toute la moitié nord du pays. L'autoroute Metz-Nancy a été coupée, lundi 11 février, en Moselle et les cols vosgiens sont interdits sans équipements spéciaux. En Ile-et-Vilaine, le ramassage scolaire

a été suspendu en raison de l'état des routes secondaires fréquentées par les cars. Beaucoup d'écoliers étaient déjà en vacances à quarante-huit heures des congés de février.

Dans les Alpes, où les compétitions sportives ont dû être annulées, l'abondance des chutes de neige et un certain redoux ont provoqué de nombreuses avalanches. Mais elles n'ont pas fait de victimes. La secousse sism-

que ressentie lundi après-midi dans la région de Briançon - de magnitude 4 sur l'échelle de Richter - n'a pas non plus provoqué de dégâts. Ce sont les sans-abri et les mal-logés qui ont le plus souffert de la vague de froid. Onze personnes ont trouvé la mort en France au cours des dernières quarante-huit heures, victimes du gel, d'incendies ou d'asphyxies provoqués par des chauffages défectueux.

Fièvre de la glace aux Pays-Bas

Les Néerlandais, ravis, retrouvent le patinage sur leurs canaux gelés

AMSTERDAM

de notre correspondant

Les uns ne font que des ronds bésants sur la patinoire de fortune qu'est devenue la pièce d'eau de leur quartier. D'autres partent en randonnée sur les canaux gelés. Certains - les moins nombreux mais les plus aguerris - disputent d'invasibles patinoires virtuelles, des combinaisons aérodynamiques, se propulsant sur la glace couleur d'acier avec d'agiles balancements de chevilles. Avec la chute du mercure, la fièvre de la glace a saisi les Néerlandais. Au lieu de se terrer dans leurs intérieurs propres et douillet, ils chassent leurs patins et se précipitent en masse au grand air.

Depuis une douzaine de jours que les températures sont nettement inférieures à zéro degré, les Pays-Bas se fondent à nouveau dans leur image d'Épinet : moulins à vent, végétation givrée, rivières, lacs et canaux étançonnés. Les Néerlandais, habitués à la glace, ont en action sur le lac d'IJssel, alors que les écluses gélées bloquent le trafic sur certains axes navigables. Les Néerlandais étaient privés de ce spectacle depuis quatre ans, et leur bulimie de patinage est proportionnelle au sévage endur.

Dans les champs aussi

La vague de froid, pourtant, est relativement modeste. « En 1963, on roulait en voiture sur les Neiges gelées », se souvient une mère de famille de Deventer. Cette même année, des marcheurs intrépides avaient traversé la mer des Wadden prise par les glaces pour rallier l'île septentrionale de Schiermonnikoog. Dimanche dernier, une expédition similaire a dû rebrousse chemin à quelques milles du hâvre. Mais pouvoir patiner en plein centre-ville

comme à Utrecht ou à Amsterdam - où le Keizersgracht est spécialement entretenu par la municipalité - est un plaisir auquel peu de cit-



dins résistent. On glisse aussi dans les champs : des paysans avisés les avaient abondamment inondés avant les premiers gels. Une clôture, des projectiles : une palomine s'improvisait, à laquelle ne manque même pas la grêle ou l'on acquitte le droit d'entrée!

A La Haye, c'est sur le bassin qui clapote d'habitude sous les fenêtres du ministre-président, de ses services et du Sénat que l'on peut s'exercer. La tentation était visiblement trop grande pour le ministre des affaires sociales, M. Bert De Vries : samedi, au sortir d'un conseil des ministres extraordinaire, il a passé un collant, un coupe-vent et un bonnet, et on l'a vu sortir une

paire de patins de sa voiture de fonction. Moins téméraires, le premier ministre, chrétien-démocrate, M. Ruud Lubbers, et le ministre des

né sur la glace? Sur leurs patins, les Néerlandais se débordent », explique-t-il. Qu'il n'y ait (presque) plus un cours d'eau vit et les Pays-Bas, en effet, sortent de leurs gonds. La presse publie tous les jours des listes de randonnées et de compétitions : il n'y a pas que les retraités pour s'y inscrire. Jan Kerssens par exemple, expert-comptable dans une banque d'Amsterdam, prend des jours de congé. Nombre d'écoles, la semaine dernière, ont organisé des après-midi de patinage, parfois sanctionnés par la délivrance de diplômes : la fédération ad hoc, après quatre années d'hibernation forcée, ne sait plus aujourd'hui où donner de la lame!

La «course des courses»

Qui voulait téléphoner jeudi à un organisme tel que le Centre d'exportation des oignons de tulipe pouvait s'attendre à dire que le personnel était sur la glace. Vendredi, les fonctionnaires de l'université de Groningue avaient leur après-midi libre (et payé) pour participer à un championnat organisé en toute hâte. « D'habitude, rien ne se fait aux Pays-Bas sans que l'on parle et que l'on discute à l'aide d'un micro », mais lorsque l'on s'agit de patinage, on sait improviser », remarque Jo Van Apeldoorn.

Pour intense qu'elle soit, la fièvre froide des Néerlandais est loin d'avoir atteint son paroxysme. Ce serait le cas si le gel persistait et s'intensifiait au point de permettre l'organisation de la Course des onze villes. Un parcours de deux cents kilomètres de glace d'un mètre quinze centimètres d'épaisseur entre onze localités de la Frise, dans le nord-est du pays. La «course des courses» n'a connu depuis 1909 que quatorze éditions, mais elle est une légende vivante : 16 999 Néerlandais y ont pris part en 1986, et ils seraient au moins autant cette année. L'événement n'a rien de comparable dans le monde : ni la finale du Superbowl, aux États-Unis, ni les Jeux olympiques ne sont, comme la Course des onze villes, simultanément une abomination physique et un don du ciel.

Pour l'heure, les dieux de la météorologie sont les maîtres du suspense : de probable la semaine dernière, la course est devenue hypothétique avec un début de redoux. Dans l'attente d'un si bel événement, les Néerlandais vivent en harmonie avec la nature en patientant aussi souvent que possible. Au cas où cet hiver serait le dernier...

CHRISTIAN CHARTIER

ÉDUCATION

M. Jean-Claude Legrand président de l'université Paris-VI

M. Jean-Claude Legrand, professeur de médecine, a été élu, le 6 février, président de l'université Pierre - et - Marie - Curie (Paris-VI). Il a recueilli 95 voix sur 114 votants dès le premier tour de scrutin. M. Legrand succède à M. Michel Garnier, dont le mandat arrive à expiration et qui est chargé de mission pour la mise en place de la nouvelle université de Saint-Quentin-Versailles.

[Né le 17 mars 1932 à Langres (Haute-Marne), M. Jean-Claude Legrand est docteur en médecine, agrégé de biochimie médicale, biologiste des hôpitaux. Il a effectué la plus grande partie de sa carrière à la Faculté de médecine Pitié-Salpêtrière dont il fut le doyen de 1979 à 1990. Il était, depuis un an, premier vice-président de l'université Paris-VI.]

o Fermeture de classes dans les écoles parisiennes. - La grève lancée, lundi 11 février, par le Syndicat national des instituteurs (SNI-PEGC) dans les écoles primaires parisiennes a été suivie par environ 40 % des personnels selon le recteur de Paris. Les instituteurs parisiens protestent contre le projet de fermeture de 143 classes envisagé par le rectorat pour la rentrée 1991. Le ministère de l'Éducation nationale a déjà décidé de supprimer 50 postes d'instituteurs pour la prochaine rentrée. Ces décisions, précise-t-on au rectorat, font suite à l'importante baisse démographique qui affecte la capitale : il y avait, en 1990, 3 430 élèves en moins à Paris alors qu'on s'attendait à une baisse de 428 élèves. En outre, le taux d'encadrement dans les écoles parisiennes serait plutôt meilleur que celui de la moyenne nationale : 28,34 élèves par classe en maternelle, 24,7 en primaire.

JUSTICE

Simone Weber devant les assises de Meurthe-et-Moselle

Rumeurs sur un disparu

La procès de Simone Weber évoque un immense puzzle dont certaines pièces seraient identiques et pourraient trouver leur place à différents endroits. Ainsi l'hypothèse de l'empoisonnement de son second mari, Marcel Fhard, trouve sa copie conforme dans le dossier concernant l'assassinat de Bernard Hettier.

NANCY

de notre envoyé spécial

« Depuis 1982, les yeux de Bernard Hettier étaient fixés sur le regard d'une personne inconnue. Celle qui parle ainsi lundi 11 février n'est pas un témoin. Elle n'a pas prêté serment car c'est M^{me} Georgette Hettier, une sœur du disparu qui dépose, donc en tant que partie civile. Pour elle et sa famille, dès le 22 juin 1986, jour de la disparition de Bernard Hettier, il n'y a eu aucun doute. Ils sont allés directement chez Simone Weber et ils ont visité la maison. Cette forme de perquisition à laquelle M^{me} Weber ne s'est pas opposée, s'est poursuivie ensuite par la visite de l'appartement de sa sœur, Madeleine, puis ils sont allés fouiller la maison de Rosières-aux-Salines. Leur conviction était faite : « Nous pensions trouver notre frère assassiné dans un lit, drogué ». D'ailleurs, leurs précédentes recherches les avaient préparés à cette éventualité : « Les voisins nous avaient dit qu'il était pour ainsi dire mort. Ils s'en doutaient », souligne Georgette Hettier, qui ajoute : « Mme Weber n'était pas dans son état normal. Ses yeux étaient hagards. Il y avait plein de médicaments autour d'elle. Elle était très méchante, elle ne nous a pas offert de café. »

« Il était encore tout drogué »

Georgette Hettier est convaincue que son frère était régulièrement intoxiqué par Simone Weber. « J'étais au courant de ses problèmes. Au mois d'août, elle avait insisté pour qu'il boive son café. Par la suite il m'a dit qu'avant de prendre son bain il était tombé et s'était réveillé avec une plaie à la tête. Son bain avait coulé pendant vingt-quatre heures. » Un collègue de travail de Bernard Hettier avait aussi remarqué qu'il paraissait « drogué » le lendemain d'un jour férié.

M^{me} Mireille Hel, soixante-quatre ans, une voisine, est encore plus formelle : « Figurez-vous que chaque fois qu'elle venait, elle lui donnait quelque chose. Un jour il a eu un accident. Il était encore tout drogué. » Comme M^{me} Hel avait dit qu'elle a « une petite dent » contre M^{me} Weber, le président Nicolas Picaud lui rappelle qu'elle a prêté serment. Mais la

septuagenaire est prête à jurer une deuxième fois si c'est nécessaire. D'ailleurs elle ajoute : « On se doutait bien qu'un jour il arriverait quelque chose. Mes voisins vous en diront autant que moi. »

Ce propos intéresse un avocat de la défense, M^{me} François Robinet, qui demande ingénument : « Vos voisins détestent M^{me} Weber autant que vous ? » Sans hésiter, M^{me} Hel répond avec emphase : « Oh oui ». En plaçant une scène strictement semblable dans le film *Témoin à charge*, Billy Wilder faisait dire à Charles Laughton qui jouait le rôle d'un avocat portant monocle : « Votre candeur est rafraîchissante... » Pour sa part M^{me} Robinet a préféré se rassembler avec un sourire satisfait.

Aux yeux de la défense ces rumeurs de drogue placées dans le café de Bernard Hettier ne sont pas de véritables charges. Le président Picaud avait lui-même fait remarquer à un témoin qu'un homme travaillant de nuit et « courant la guilledou » avec différentes maîtresses pouvait légitimement présenter quelques signes de fatigue sans avoir besoin d'être « drogué » aux somnifères. M^{me} Weber adopte donc cette argumentation : « Ça tombe à une époque où il était très pris dans le circuit de ses maîtresses. Bernard était très fatigué par son travail. Pour moi, qu'il dorme plus ne me semble pas anormal. »

Pour la première fois depuis quelques jours Simone Weber paraît très à l'aise. Il n'est plus question de sacs-poubelle transportés la nuit et elle semble avoir oublié le témoignage de son cousin, M. Roger Lapiere, qui a raconté comment elle l'avait chargé de téléphoner à plusieurs personnes pour faire croire que M. Hettier n'avait pas disparu. Aussi, elle raille les témoins trop passionnés : « On dit : elle l'a coupé en rondelles. Elle l'a drogué. On raconte n'importe quoi ! » Mais M^{me} Weber précise, magnanime : « Est-ce que je peux en vouloir à ces gens auxquels on a raconté des histoires... ? »

Pourtant M^{me} Weber est restée silencieuse lorsque Georgette Hettier a quitté la ton passionnée d'une femme frappée dans sa chair pour chercher à comprendre : « Les proches de Bernard Hettier sont des femmes. J'admets qu'une femme puisse tuer un homme. Mais je ne vois pas une femme découper un homme à la tronçonneuse. Pour moi Simone Weber n'a pas pu commettre ce crime toute seule. »

MAURICE PEYROT

La grande misère de British Rail sous la neige

LONDRES

de notre correspondant

British Rail vient de fournir une explication étonnante au fait que la moitié des trains ne circulent plus depuis cinq jours : la neige est trop poudreuse. « Nous avons un problème particulier avec ce type de neige, très fine et très poudreuse, qui perce toutes les protections installées sur nos locomotives », explique M. Terry Worral, directeur de l'exploitation des chemins de fer britanniques. Ce n'est pas la quantité de neige qui est en cause, c'est sa texture.

La pire s'est produite à la veille du week-end, lorsque la plupart des locomotives électriques toutes neuves mises en service par British Rail ont été paralysées par cette neige trop fine qui pénètre partout. « Dans certains cas, les moteurs ont été fortement endommagés. Il faut les déposer et les remplacer. Nous avons été tout simplement dépassés par le nombre de pannes », poursuit M. Worral. Les moteurs ne sont pas seuls en cause. Des aiguillages ont gelé. Les portières coulissantes de nombreux wagons aussi.

Un peu moins de la moitié des trains ont circulé, lundi 11 février, et l'ensemble du service était qualifié de « squelettique » par les responsables de British Rail eux-mêmes. Une bonne partie du Kent n'était plus desservie. Les trains de banlieue arrivaient ou n'arrivaient pas, dans le chaos le plus complet. Il était ainsi totalement impossible d'aller à Wimbledon, où résident cependant de nombreux employés qui se rendent tous les jours dans la capitale. Beau-

coup de banlieusards qui habitent loin ont préféré rester chez eux. La plus étonnante était que certaines lignes de métro totalement souterraines étaient touchées elles aussi.

Le stoïcisme et le civisme des Néerlandais face à ce type d'événement se sont de nouveau manifestés. Les gens faisaient la queue en bon ordre en attendant d'hypothétiques autobus. Ils évacuaient les stations de métro lorsque cela leur était demandé. A plusieurs reprises, les grilles de certaines stations du centre ont tout simplement été fermées parce qu'il y avait trop de monde et que les passagers risquaient de tomber des quais.

Ce chaos provoqué par les intempéries, venant après les graves accidents de ces deux dernières années, pose cependant à nouveau la question des investissements et du rôle de l'Etat. M^{me} Thatcher estimait que les provinciaux n'avaient pas à subventionner le métro londonien, et que ceux qui n'utilisent que leurs voitures n'avaient pas à payer, par le biais des impôts, pour ceux qui prennent le train. Le résultat est un réseau ferroviaire et un système de transports en commun dans la capitale qui ont une quinzaine d'années de retard sur ceux du continent. « British Rail est paralysé par le mauvais temps, alors que les autres pays européens sont capables de faire face », remarquait lundi M. Bob Dunn, président (conservateur) de la commission parlementaire des transports.

DOMINIQUE DHOMBRES

EN BREF

o Le docteur Jean-François Lacroix rejoint le cabinet de M. Bruno Durieux. - Ancien directeur général adjoint de la santé en 1980 et 1981, le docteur Jean-François Lacroix, professeur de santé publique et d'économie de la santé à la faculté de médecine de Créteil, ancien collaborateur du Monde, est nommé conseiller technique au cabinet de M. Bruno Durieux, ministre chargé de la santé. Il aura en charge les problèmes de prévention, de santé publique et de communication.

o M. Jean Kahn (CRIF) proteste contre un voyage à Auschwitz de militants anti-avortement. - M. Jean Kahn, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), a fait part, lundi 11 février, de son « indignation » en apprenant qu'une délégation de l'Union nationale pour l'Europe chrétienne, « mouvement lié à l'Eglise intégriste, qui compte parmi ses sponsors des députés du Front national français et belge », se rendrait à Auschwitz du 28 mars au 1^{er} avril pour, selon les organisateurs, « stopper le génocide de l'avortement ».

o Un CRS condamné à trois mois de prison pour avoir menacé un

contrôleur de la SNCF. - Un sous-brigadier des Compagnies républicaines de sécurité a été condamné, vendredi 8 février, par la cour d'appel de Poitiers (Vienne) à six mois de prison, dont trois ferme, pour avoir menacé de son arme de service un contrôleur de la SNCF, qui l'avait surpris en première classe avec un billet de seconde. Jean-Robert Meur, alors en poste à la CRS 19 de La Rochelle (Charente-Maritime) et aujourd'hui à Besançon (Doubs), avait été contrôlé le 30 septembre 1989 à Niort (Deux-Sèvres) alors qu'il dormait dans un wagon de première classe. Après s'être emporté contre le contrôleur, l'insultant copieusement, il avait brusquement brandi son arme de service au moment où l'agent lui remettait le procès-verbal. Arrêté peu après par la police, le CRS présentait un taux d'alcoolémie de 2,12 g.

o Un militant présumé d'Iparretarrak inculpé et écroué. - Un militant présumé du mouvement nationaliste basque Iparretarrak, M. Xavier Manterola, trente-deux ans, chauffeur de car, a été inculpé lundi 11 février de tentative de destruction par explosifs, associa-

tion de malfaiteurs et infractions en relation avec une entreprise terroriste, par M. Jean-Louis Bruguère, juge d'instruction au tribunal de Paris, et écroué.

o Escroquerie à la charité. - Sept responsables de l'association humanitaire ACIAD-Orphelins du monde, dont son président, M. Arrick Delouys, qui a été écroué, viennent d'être inculpés par M^{me} Marie-Paule Moracchini, juge d'instruction à Paris, à la suite d'une escroquerie à la charité portant sur la seule année 1989 sur un décompte de 4 millions de francs. La collecte des fonds pour cette association, dont le but est d'aider au patronage des orphelins du tiers-monde, était assurée par une agence de promotion, DBS-COD. Mais 10 % seulement des sommes recueillies étaient reversées aux enfants, la plus grande partie alimentant notamment les fonds propres du directeur de l'agence, M. Léo Amar, qui a également été écroué.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
ARTS
Le Monde et SPECTACLES

SCIENCES • MEDECINE

Les bactéries de la mort

De quelles armes biologiques dispose l'Irak ? Quelles mesures préventives doit-on prendre ? Les experts en sont réduits aux hypothèses

A l'époque - on était en novembre 1984 - l'information était quasiment passée inaperçue. Deux contrebandiers qui tentaient d'introduire clandestinement au Canada des germes de botulisme et de tétanos avaient été arrêtés à la frontière. Les tonnes avaient été obtenues auprès d'un laboratoire privé du Maryland habilité à fournir des micro-organismes aux centres de recherche. Selon le FBI, il y en avait suffisamment pour contaminer une ville entière. Un homme utilisant une fausse identité avait passé commande, par téléphone, d'une première livraison de microbes, qui avait été retirée par un inconnu à Buffalo. Un mois plus tard, une deuxième commande avait été passée, toujours sous le même nom d'emprunt, et les deux contrebandiers, de nationalité canadienne, avaient été interpellés alors qu'ils se faisaient remettre le colis.

Combien de « livraisons » du même type ont eu lieu ces dernières années, et surtout combien d'entre elles étaient destinées à l'Irak ? Depuis des mois, les services de renseignement occidentaux traquent toutes les filières de contrebande de manière à établir la nature et le volume d'armes biologiques en possession de l'Irak aujourd'hui. Les seules informations officielles dont on dispose proviennent d'un rapport de la CIA dévoilé le 28 septembre dernier par M. Les Aspin, président de la commission des forces armées à la Chambre des représentants. Selon cette étude, l'Irak aurait réussi à concevoir un tel armement et en détient un stock de « volume convenable ». La mise au point de telles armes est suffisamment avancée, indiquait M. William H. Webster, le directeur de la CIA, et elles deviendront menaçantes dès 1991.

Le barrage des secrets

Selon M. Aspin, ces armes biologiques pourraient être lancées à partir de bombes ou de missiles à courte portée, et « peut-être » par des missiles Scud. Ces informations contredisaient les informations données jusqu'alors par les officiels irakiens, selon lesquels leur pays ne possédait pas d'armes biologiques. Recevant en avril 1990 une délégation de sénateurs américains conduite par le démocrate Bob Dole, le président Saddam Hussein avait même déclaré : « Nous n'avons pas d'armes biologiques. Mais nous avons des armes chimiques. »

Toujours selon les experts américains, la principale usine d'armes biologiques irakienne est située à Salman-Pak, à environ 30 kilomètres au sud-est de Bagdad. Concernant la nature de ces armes, la seule indication fournie, semble-t-il, dans le rapport de la CIA concernerait le charbon (il s'agit d'une maladie infectieuse de type septicémie provoquée par l'introduction dans l'organisme d'un microbe appelé bactérie charbonneuse ou *bacillus anthracis*). D'autres sources font état également d'armes biologiques préparées à partir de toxines botuliques.

A vrai dire - on le comprend d'ailleurs aisément - il est extrêmement difficile d'obtenir des informations fiables et recoupées sur la panoplie d'armes biologiques que posséderait l'Irak. Les services de renseignement n'auraient aucun intérêt à laisser filtrer des données qui ne manqueraient pas, une fois rendues publiques, de créer un véritable climat de psychose tant parmi les militaires que dans les opinions publiques. Sans compter que de telles indications seraient également utiles aux Irakiens.

Toutefois une récente affaire survenue il y a quelques jours aux Etats-Unis montre combien les militaires américains prennent au sérieux la menace biologique. Vendredi 11 janvier, devant le tribunal d'instance du

district de Columbia, avait lieu un procès opposant un militaire américain stationné en Arabie saoudite à l'administration militaire américaine. Ce militaire restait anonyme accusé, par la voix de son avocat, les autorités fédérales d'avoir permis l'administration de médicaments et de vaccins non encore officiellement autorisés aux soldats en vue de les protéger contre d'éventuelles utilisations d'armes chimiques ou biologiques par l'armée irakienne. « Il ne s'agit pas pour nous de priver les militaires de produits efficaces pour la préservation de leur santé », devait déclarer à cette occasion M. Sidney Wolfe, directeur du Public Citizen Health Research Group, au cours d'une conférence de presse, mais simplement de nous assurer que ces produits leur soient administrés en toute connaissance de cause, après avoir reçu leur consentement éclairé.

Le département de la défense préféra s'abstenir de toute réaction, laissant la Food and Drug Administration (FDA) préciser que le consentement des militaires n'était pas justifié en temps de guerre. « Il s'agit là, déclara un porte-parole de la FDA, M. Jeffrey Nesbit, d'une tentative indigne destinée à mettre en cause

l'unité de l'armée et du pays en laissant croire que nous ne nous soucions pas de la santé de nos soldats. » « Le Pentagone ne peut pas se permettre d'autoriser les militaires à refuser de pareils traitements dans la mesure où il n'en existe pas d'autres », ajouta-t-il.

Un document officiel en date du 21 décembre indiquait d'ailleurs que demander son consentement à chaque militaire « n'était pas faisable ». « Si la vie d'un soldat est en jeu à la suite, par exemple, de l'utilisation de gaz neurotoxiques, il n'est pas acceptable, d'un strict point de vue militaire, de demander en pareilles circonstances aux militaires quelles sont leurs préférences en matière thérapeutique ou préventive. » Quant au cas, ne commenta-t-il la FDA, ni le Pentagone n'ont accepté de communiquer la liste des vaccins administrés aux troupes américaines en vue de la guerre du Golfe. Et ce, même si la plainte déposée devant le tribunal de Washington concernait l'utilisation de trois produits encore non autorisés, parmi lesquels le vaccin contre le botulisme.

Même si certaines sources génétiquement bien informées font état d'une possible vaccination des militaires américains et anglais contre le botulisme et le charbon (sans parler bien

sûr des vaccins contre le choléra, la fièvre jaune, la typhoïde et l'hépatite B couramment pratiqués dès lors que l'on se rend dans les pays à forte endémie), il est impossible d'obtenir la moindre confirmation officielle sur la nature des traitements préventifs administrés. On sait seulement que les militaires anglais ont été vaccinés contre la peste, mais essentiellement parce qu'il semble aux médecins britanniques que toutes les conditions épidémiologiques sont réunies au Koweït (du fait de l'insécurité qu'ont engendrée le blocus et les bombardements) pour qu'apparaisse une épidémie de ce type (le Monde du 6 février). Pour ce qui est des militaires français, on doit se contenter des affirmations du service de santé des armées selon lesquelles « toutes les mesures adaptées ont été prises ». Au total, les Français auraient été vaccinés contre « une dizaine de maladies » (y compris au moyen d'immunoglobulines spécifiques). En outre, on confirme que d'importantes quantités de sérum anti-botulisme et de médicaments actifs contre le charbon ont été stockés en Arabie saoudite.

Autre point de désaccord entre experts, qu'ils soient scientifiques ou militaires : Saddam Hussein osera-t-il employer de telles armes ? Certains pensent qu'il reculera devant le risque d'effets « boomerang » auquel expose leur maniement extrêmement diffi-

cile. Il suffirait en effet que les vents soufflent en sens contraire pour que les énormes quantités de germes déversés se retournent contre les troupes irakiennes. En outre, il y a fort à parier que la riposte des armées alliées serait, en pareilles circonstances, particulièrement dévastatrice.

En définitive, ce que redoutent le plus les experts, c'est l'utilisation d'armes biologiques non pas sur le terrain, au Koweït ou en Arabie saoudite, mais sous la forme d'actions terroristes. Il suffirait pour cela de contaminer, par exemple, les voies d'approvisionnement en eau, les bouches d'aération des transports en commun ou les systèmes de climatisation d'immeubles de bureaux ou de grands hôtels avec des souches de virus ou de bactéries pour non seulement provoquer la mort de nombreuses personnes, mais également susciter de véritables réactions de panique au sein des populations civiles.

En annonçant, par avance et sans apporter la moindre preuve, que ses Scud ont une « capacité nucléaire, chimique et biologique », Saddam Hussein cherche visiblement à donner à cette guerre un tour encore plus dramatique. Mais personne aujourd'hui ne se risquerait à aller plus loin dans l'analyse et à faire la part entre ce qui relève du bluff, de la dissuasion et de la menace véritable.

FRANCK NOUCHI

Lacunes d'une convention

Etablie en 1972 et ratifiée à ce jour par cent treize pays (la France s'y est ralliée en 1984), la Convention de Genève sur l'interdiction des armes « bactériologiques et à toxines » est entrée en vigueur en 1975. Quinze ans plus tard, aucun Etat ne conteste la nécessité de cet engagement international. Mais le paradoxe du génie génétique complice singulièrement le contrôle de sa bonne application, et rend son efficacité de plus en plus aléatoire.

Principale lacune du traité de Genève : il n'impose l'existence d'aucun organisme de contrôle international - mesure qui, avec la création en 1957 de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA, Vienne), a permis de trouver un « code de bonne conduite » dans le domaine nucléaire. En ce qui concerne les armes biologiques, la Convention de 1972 ne prévoit, en cas de doute, que des consultations des différents Etats. Le recours au Conseil de sécurité des Nations unies reste également possible. Voir, en dernière issue, une demande auprès du secrétaire général de l'ONU, qui peut alors mettre en œuvre une enquête.

Mais qu'espérer d'une telle enquête quand la plupart des spécialistes, compte tenu des similitudes existant dans ce

secteur entre recherche civile et militaire, estiment les inspections sur place quasiment inutiles ? Les armes biologiques « traditionnelles » ont elles-mêmes démontré à quel point il était difficile d'obtenir avec certitude le non-respect du droit international. L'exemple le plus célèbre en est l'épidémie de charbon survenue en 1979 dans la ville de Sverdlovsk, en URSS. Les Etats-Unis alléguèrent une fuite du centre de guerre bactériologique situé dans la région, mais la violation de la Convention ne put jamais être prouvée - les Soviétiques affirmant, de leur côté, que l'épidémie avait été déclenchée par une distribution de viande contaminée.

A mesure que les techniques du génie génétique se banalisent, à mesure que diminue la taille des installations nécessaires aux productions issues des biotechnologies, la Convention de 1972 risque de voir progressivement son utilité réduite à une peau de chagrin. Pour rendre le droit international plus efficace, il ne reste guère, dans ce domaine, qu'à miser sur un échange accru d'informations au sein de la communauté scientifique. Une politique d'ouverture qui limitera assurément les risques, sans pour autant les éliminer complètement.

Ca. V.

L'enfer des biotechnologies

Le génie génétique devrait permettre de fabriquer des armes biologiques de seconde génération, contre lesquelles l'opposant ne disposera d'aucune parade efficace

En 1929, Fleming découvrait la pénicilline. Avec le développement des antibiotiques, cette avancée de la microbiologie allait sauver des milliers de vies humaines durant la dernière guerre mondiale. Mais la foudroyante percée des biotechnologies, en cette fin de siècle, a également ouvert la boîte de Pandore. Virtuellement, elle permet aujourd'hui de fabriquer des armes biologiques de « seconde génération », dont la portée et le pouvoir de destruction sont encore incalculables.

Et si la Convention de 1972 sur les armes biologiques interdit « la mise au point, la fabrication et le stockage d'agents bactériologiques et toxiques », « prescrit la destruction des stocks déjà existants », elle ne suffit pas pour autant à empêcher que soient menés dans ce domaine, par de nombreux pays, des programmes de recherche militaire clandestine.

Qu'il s'agisse d'agents viraux, de toxines naturelles (celle du botulisme figure parmi les plus dangereuses du monde) ou de bactéries, tel le bacille de la tularémie ou l'agent du charbon, les armes biologiques se sont démultipliées dès les années 60. Pour la plupart mortelles, elles ne retiennent cependant, au plan militaire, qu'un intérêt limité. Au point que la Convention de 1972 sur les armes biologiques, tout en interdisant la réalisation, la production et le stockage d'armes biologiques, ne prévoyait à leur encontre aucune réelle mesure de contrôle.

Limitée, en premier lieu, par leur relative inadaptabilité militaire. Soumis aux aléas des vents, aux caprices des cours d'eau, l'emploi d'agents biologiques mortels sous forme d'aérosols présente l'inconvénient supplémentaire d'infecter une région pendant plusieurs années.

Les Britanniques en ont fait la triste expérience lors de leurs essais de guerre bactériologique. En 1942, ils répandaient sur l'île de Grimard, au large des côtes d'Écosse, d'importantes quantités de l'agent responsable du charbon, le redoutable *Bacillus anthracis*. Un demi-siècle plus tard, du fait de l'exceptionnelle résistance de cet agent infectieux, l'île reste contaminée à l'isolement. Elle commence tout juste, depuis 1986, à être décontaminée.

Des vaccins tout terrain

Deuxième facteur entravant l'usage de cet arsenal biologique : on dispose aujourd'hui de vaccins ou d'antidotes efficaces contre la plupart des agents infectieux susceptibles d'être employés à des fins militaires.

Accompagné au cours de la dernière décennie, les progrès foudroyants du génie génétique rendent en revanche la menace des armes biologiques de demain beaucoup plus grave qu'il n'y paraissait jusqu'alors. Théoriquement, les biologistes - civils ou militaires - peuvent désormais identifier et manipuler n'importe quel gène appartenant à un organisme vivant. Une menace soulève dès 1986 par la Défense Intelligence Agency américaine, qui affirmait

que « des programmes de recherche concernant les armes biologiques se développent dans les cinq ans à venir dans plusieurs pays - incluant ceux du tiers-monde ».

En recombinant entre eux divers fragments d'ADN (acide désoxyribonucléique, support de l'hérédité), on peut envisager la mise au point d'agents infectieux de seconde génération. Une bactérie inoffensive sur laquelle serait greffé le gène d'une toxine spécifique deviendrait ainsi une arme mortelle, hautement reproductible et résistante aux antibiotiques. En combinant manipulations génétiques et ingénierie des protéines, de nouvelles toxines peuvent également être imaginées, pour lesquelles l'opposant ne disposerait d'aucun vaccin efficace et contre lesquelles les forces attaquantes auraient été préalablement protégées par des vaccins.

A ces scénarios de moins en moins futuristes s'ajoutent les progrès enregistrés, ces dernières années, dans les techniques de microencapsulation, aujourd'hui parfaitement maîtrisées par les industries cosmétiques. En protégeant les agents infectieux contre les agressions naturelles (ultraviolets notamment), ces enveloppes de plastique augmentent considérablement la stabilité des armes biologiques durant leur transport et leur stockage.

Plus inquiétant encore : la mise au point de ces armes peut être réalisée, théoriquement, dans n'importe quel laboratoire de biologie moléculaire. Il suffit pour cela de disposer d'une bonne équipe scientifique et technique, sans que des moyens

exorbitants ou de vastes installations ne soient nécessaires. C'est dire les difficultés que rencontrent, dans ce domaine, les éventuelles tentatives de contrôle internationales.

Rien, en effet, ne ressemble plus à une manipulation génétique qu'une autre manipulation génétique. Rien ne s'apparente plus aux recherches nécessaires à la mise au point d'armes biologiques que certaines recherches prophylactiques ou industrielles. Isolier les gènes pathogènes d'un virus, par exemple, permet tout aussi bien de fabriquer contre lui de nouveaux vaccins que d'augmenter sa virulence. Et les recherches menées en agronomie pour remplacer les produits chimiques destinés à lutter contre les insectes et les rongeurs par des agents biologiques seraient, elles aussi, facilement détournables à des fins militaires.

La principale pierre d'achoppement au respect du traité international tient ainsi aux difficultés de contrôle auxquelles sont confrontés les spécialistes, dans un domaine où la frontière entre recherche civile et militaire se révèle extrêmement mince. Dans la pratique, les avancées des recherches militaires en matière d'armes biologiques restent donc difficiles à diagnostiquer.

Seule certitude : riches de promesses médicales, alimentaires ou industrielles, les biotechnologies peuvent également engendrer de terribles armes de guerre ou de sabotage. Avec des conséquences incalculables, susceptibles de toucher à terme l'humanité tout entière.

CATHERINE VINCENT

Conférence/débat

Dans le cadre de l'exposition

VIVE L'EAU

samedi 16 février à 15h

«Une nouvelle loi sur l'eau ?»

avec Guy Malandain, député des Yvelines,

René Delouée, agence financière de bassin

Seine-Normandie,

François Barlier, Assemblée permanente des

chambres d'agriculture,

René Loyau, Fédération nationale des syndicats

d'exploitants agricoles,

et Jean-Jacques Ayzac, Fédération française du

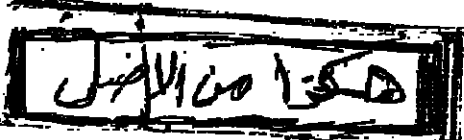
tourisme fluvial

Animation : Anne-Marie Pieux-Gilède,

«UFC-Que Choisir ?»

(accès libre)

cité des Sciences et de l'Industrie
30, avenue Corentin Cariou 75019 Paris. Métro Porte de la Villette
Informations : (1) 40 05 80 00



SCIENCES • MÉDECINE

POINT DE VUE

Mères porteuses, l'espoir abusé

par le professeur René Soulayrol

CERTAINS aujourd'hui se félicitent de la récente décision d'un dur d'appel autorisant la création d'une association en faveur des mères porteuses. Certes, la cour a statué, sans doute sur la forme, sur le bien-fondé de l'existence juridique d'une telle association, mais qu'en est-il du fond, qui demeure toujours aussi contestable aux yeux de ces spécialistes de la relation mère-enfant que sont les pédiopsychiatres ?

Comment peut-on encore défendre la conception d'une mère donneuse impliquant l'engagement d'un tiers humain dans une grossesse qui ne peut être réduite à un contrat stérile ? N'est-il pas choquant de considérer ce « tiers procréateur » comme un « simple chaînon de la machinerie cellulaire de la procréation » ?

Comment comparer le long et subtil portage de neuf mois d'un bébé dans le ventre de l'épouse d'un donneur anonyme et affectueux, si peu concerné par le déroulement de la grossesse, de la cour desquels la mère, quelles que soient ses intentions premières sur sa grossesse en forme de refus, va se voir transformer par les interactions qui vont se nouer entre elle et un bébé qui s'impose toujours davantage comme une personne bien avant qu'il ne naisse.

On finit à penser que l'idéal d'une mère donneuse pourrait être, pour réussir l'adoption qui va couronner le terme de sa grossesse, de se détourner de toute attention à son bébé, de refuser toute réponse aux signaux de vie qu'il lui lance, de se détourner de tout imaginaire sur l'enfant à venir, de refouler en elle tous les fantasmes de maternité et d'idéal d'enfant qui ont structuré, au féminin, l'organisation psychologique de la petite fille qu'elle a été avant même qu'elle ne soit en âge de procréer.

Un contrat pipé

De telles mères existent, mais elles appartiennent à une catégorie de pathologie grave de la personnalité, et comment pourrait-on vouloir leur infliger l'expérience d'une pratique aussi dépersonnalisante et mortifère ? Le plus souvent, d'ailleurs, non averties que l'on ne peut jouer impunément avec les sources de la vie, deviennent, sous l'influence même de leur gestation, des mères ordinaires, avec toutes les sensations, perceptions, imaginations, idéalisations, transformations psychiques et corporelles.

Que dire lorsqu'on leur impose, par fidélité à la parole donnée ou par respect d'un contrat pipé qui ne stipule pas ces changements fondamentaux, d'abandonner leur enfant après l'ultime et déchirante épreuve et preuve d'amour de l'accouchement ? Pour elles, la fête est finie alors que les lampions s'allument chez les autres. Elles se retrouvent seules, le ventre plat et les seins gonflés, l'esprit vide d'un imaginaire avorté. Que l'on ne s'étonne pas alors qu'elles aient présenté des dépressions graves, qui mettent en jeu non seulement leur propre équilibre psychique, mais celui de toute leur famille, lorsqu'elles constatent le présumé succès d'un engagement dont elles n'ont pas mesuré l'impact.

Pensons aussi à ces mères qui, dans une ultime résistance à l'abandon, veulent garder un enfant que leur dispute un couple préparé à le recevoir et qui n'a pas envisagé ce risque éminemment frustrant... Rien n'est idyllique non plus du côté des parents receveurs, qui véhiculent une longue histoire semée d'humiliations et de blessures et qui ne sont pas arrivés à cette décision sans une angoisse dont il faut se défendre

souvent par l'obligation farouche de maintenir la toute-puissance d'avoir eu un bébé à tout prix, y compris le prix de cet investissement mégalomane.

Le père quant à lui, pourtant donneur de semence, est mal à l'aise et peut, du fait de sa participation future à ce projet, se sentir exclu aussi bien de l'affrontement de deux concurrentes féminines que de la fusion homosexuelle qui a fait faire à ces deux femmes le même bébé... Peut-on l'empêcher de fantasmer sur la vraie mère de son enfant, chassée et écartée de la maison comme l'étaient ces servantes engrossées par le seigneur ? Peut-on lui demander de bannir tout amour de son acte fécondant ? Et s'il n'en était pas ainsi, dans quelle autre rivalité et quelles autres frustrations la mère receveuse pourrait-elle se voir engagée ?

Quant à l'enfant ainsi porté, donné et reçu, il a subi l'escamotage d'une mère primitive qui resta la partenaire privilégiée de ses premières expériences de pensée et de caractère. Substitution d'autant plus malhonnête qu'elle est convenue entre les deux parties qui ne se sont guère préoccupées de ce qu'il en pensera plus tard. Ne va-t-il pas être victime de ce paradoxe qui rend parfois si hargneux les enfants adoptés : celui d'idéaliser l'objet perdu, qui l'a pourtant abandonné, tout en projetant la rançon de cet abandon sur celle qu'il peut toujours considérer comme une ravisseuse et qui, de ce fait, s'insère entre lui et la quête ambivalente de sa vraie mère. Et quelle confiance au peut-il avoir en son vrai père, lui aussi complice de cet enlèvement ?

Faute d'un nombre suffisant de sujets, d'un recul appréciable, et surtout, par respect de ces familles sensibilisées et de ces enfants fragiles, nous sommes empêchés d'étudier scientifiquement leur avenir psychologique. Géignons seulement que peseront sur eux les effets de projections spécifiques venues de leurs père et mère, chargées d'une angoisse que masque l'hyperprotection, tandis qu'aux-mêmes seront le théâtre de productions fantasmatiques concernant leurs objets parentaux. Auront-ils la capacité d'apprivoiser, au sein d'une famille lucide, ces forces contradictoires ?

Mais plutôt que de jouer les Casandre au petit pied sur le projet d'une vie familiale mal engagée par la stérilité d'un couple, demandons aux médecins qui d'un cœur léger proposent de tels espoirs à court terme de réfléchir à l'avenir de ceux qu'ils entraînent dans leur système simpliste, mais aussi à l'avenir de leur devoir médical envers les hommes. Notre pouvoir médical ne doit pas nous masquer les limites et donc l'humilité de notre rôle, qui nous est rappelé par l'indéfectibilité de la mort. L'acceptation de celle-ci et son aménagement sont des actes éminemment humains comme doit l'être aussi l'acceptation d'une maladie mentale, d'un handicap ou d'une stérilité. Il est difficile de penser que l'homme moderne, par sa toute-puissance scientifique, puisse vivre sans se soumettre aux limites de la condition humaine. Ou bien alors, si l'on veut passer outre et penser que l'on peut infléchir son destin, que l'on soit prêt à payer le prix de ces transgressions dans la clandestinité, la honte ou la culpabilité, mais que l'on ne demande pas à une société humaine de nous en absoudre ou de les enterrer.

► René Soulayrol est professeur en psychiatrie de l'enfant à la faculté de médecine de Marseille et chef de service de pédopsychiatrie. Il est aussi président de la Société française de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent.

Les projets de cargos ou d'avions hypersoniques, capables d'atteindre cinq fois la vitesse du son, ne manquent pas. La France, bien placée dans la compétition, ne doit pas se laisser distancer

La course aux Mach



L'avion à grande vitesse, tel que l'imagine l'Aérospatiale.

DEPUIS longtemps, la France joue en Europe les premiers rôles dans les domaines spatial et aéronautique. Les succès techniques et commerciaux des programmes européens Ariane et Airbus, dont elle fut l'initiateur, en témoignent. Tout comme ceux, plus discrets, accomplis dans le secteur de l'armement, et plus particulièrement dans celui des missiles. Cette position confortable et souvent jalonnée par l'industrie aéronautique française n'est pas pour autant garantie. Dans la plupart des pays industrialisés en effet, les responsables des programmes spatiaux et aéronautiques s'interrogent sur ce que seront les engins de transport de demain. Des véhicules plus performants, plus économiques et surtout capables de croiser à des vitesses hypersoniques, supérieures à Mach 5 et donc bien au-delà des Mach 2,2 qu'atteint pourtant un avion comme Concorde.

Même si le supersonique franco-britannique n'a pas été un modèle de succès commercial, les experts estiment que l'avancement des moyens de transport hypersoniques qui lui succéderont est inéluctable. En conséquence, il apparaît nécessaire de se lancer dès maintenant dans l'étude des moteurs avancés, qui permettront de les faire voler mais aussi de propulser les missiles et les lanceurs de demain.

C'est du moins ce qu'ont souligné une étude commandée en avril 1989 par le ministère de la recherche et de la technologie et conduite par l'Onera, l'Aérospatiale, Dassault Aviation, la Snecma et la Société européenne de propulsion et un rapport demandé par la Délégation générale à l'équipement. Ces documents ont été remis récemment aux ministères et organismes concernés. Le conflit du Golfe a malheureusement retardé une décision attendue dans le courant février, mais qui, estiment les spécialistes, n'interviendra probablement pas avant deux ou trois mois.

Cette recherche, dont on espère qu'elle débouchera vers 2010 et donnera lieu à des applications jusqu'en 2050, ne date pas d'aujourd'hui. Dès la fin de la deuxième guerre mondiale, d'importants travaux ont été lancés sur ce thème. Ils se sont poursuivis jusqu'au début des années 70, et c'est au cours de cette période que la France a obtenu quelques-uns de ses plus beaux lauriers. Avec d'abord le fameux Griffon Nord-Aviation, appareil qui combinait les vertus du turboréacteur et du statoréacteur (1), et permit à André Turcat d'atteindre dès 1953 la vitesse de Mach 2,2. Puis avec les engins Vega et Statall, construits respectivement par Nord-Aviation et l'Onera, qui filèrent à Mach 4 et Mach 5 en 1963 et 1964. Si de telles performances sont aujourd'hui oubliées, elles relèvent cependant d'un savoir-faire de la France, qui, si l'on en croit les spécialistes, la situera au deuxième rang, derrière les Etats-Unis, pour ce qui est de la compétence, de la maîtrise et de la puissance industrielle dans le domaine du vol hypersonique.

Deux avions fusées : Sanger et Hotol

Mais avoir une position enviable est une chose ; la conserver en est une autre. Et il suffit de passer en revue les projets des grands pays industrialisés sur les systèmes de propulsion avancés pour se convaincre que la France ne manque pas de concurrents.

Les Etats-Unis font aujourd'hui figure d'épouvantail. Cela n'étonnera personne. Mais l'ampleur des moyens qu'ils mettent en œuvre incite à réfléchir. Les Américains ont en effet l'intention de développer un avion expérimental, le X-30, qui décollerait horizontalement depuis une piste standard et serait propulsé à une vitesse supérieure à Mach 5 - jusqu'à Mach 14 peut-être - par un moteur hypersonique consommant l'oxygène de l'air, comme les moteurs d'avion actuels.

L'objectif ultime de cet ambitieux programme serait de fabriquer, à partir du X-30, un véhicule mono-étage (SSTO) pouvant atteindre la vitesse de Mach 25, compatible avec une stationnement de l'engin en orbite basse. On conçoit l'intérêt d'un tel engin, qui, s'il ne se peut rivaliser avec le couple qui constituera bientôt le lanceur européen Ariane-5 et l'avion spatial Hermes, pourrait bien, demain, tailler de sévères croupions aux lanceurs de satellites conventionnels, dont la charge utile en orbite basse ne dépasserait pas 10 tonnes.

Danger commercial donc, mais aussi danger technologique. Au travers de cet engin, c'est bien sûr la maîtrise de la propulsion hypersonique nécessaire aux futurs missiles et avions qui est en jeu. Mais c'est aussi celle de l'aérodynamique (vols en deçà et au-delà de Mach 10) et des matériaux nouveaux de leur structure. Lorsqu'on sait que cinq firmes conduites par le Rockwell International (2), le constructeur de la

navette spatiale américaine, sont déjà au travail, et qu'à la fin du mois de septembre 1989 le gouvernement et l'industrie américains avaient déjà dépensé 800 millions de dollars sur le X-30, on mesure mieux le défi qui vient d'être lancé avec ce programme de 6 milliards de dollars baptisé NASP (National Aero-Space Plane). D'autant que c'est en 1993 que doit être prise la décision de construire un ou deux X-30.

Comment s'étonner, dans ces conditions, que l'Allemagne, la Grande-Bretagne et le Japon se soient aussi lancés dans l'aventure ? Dès 1988, l'Allemagne, sur une base apparemment plus politique que technique et économique, a lancé l'idée d'un système de transport spatial à deux étages (Sanger), dont le premier, réutilisable, décollerait et atterrirait comme n'importe quel avion. Le second, propulsé comme Ariane par un moteur cryogénique (hydrogène et oxygène liquides), se serait appelé Horus dans sa version entièrement récupérable et piloté et Cargus dans sa version consommable.

220 millions de deutschemarks ont d'ailleurs été investis dans ce programme par le ministère allemand de la recherche et de la technologie (BMFT). Mais la sous-estimation de

certaines difficultés techniques relatives à la séparation à grande vitesse des deux étages de l'engin a conduit, semble-t-il, à réviser à la baisse ce programme, qui avait été proposé à l'Agence spatiale européenne pour succéder à Ariane-5 après 2006. Désormais, les Allemands se contenteraient du développement d'un démonstrateur expérimental volant à Mach 5 surnommé Hytex.

De son côté, la Grande-Bretagne, par l'intermédiaire de son industrie, a tenté de vendre le projet d'un « lanceur » décollant comme un avion grâce à un chariot (Hotol), et capable d'atteindre de grandes vitesses au moyen d'un mystérieux et très secret moteur brûlant l'oxygène de l'air jusqu'à Mach 5, et, au-delà, consommant celui qu'il aurait embarqué dans ses réservoirs pour se mettre en orbite.

Cet ambitieux projet serait cependant au point mort. Mais il ne faut pas sous-estimer les Britanniques, qui pourraient bien participer avec les Français au développement d'un nouveau missile aéroporté, l'ASMP, dont la vitesse approcherait de l'hypersonique. Pas plus qu'il ne faut négliger les intentions des Japonais, soucieux, semble-t-il, de trouver des partenaires

dans ce domaine à haute valeur technologique.

Quant à l'effort français, qui représente-t-il face aux 8 milliards de francs qui ont été dépensés entre 1986 et 1989 par les Américains pour le NASP, aux 400 millions de francs de Sanger, aux 33 millions de Hotol ou aux quelques 30 millions des Japonais ? Les moyens consacrés ne sont pas si ridicules que cela, puisque au cours de la même période quelque 250 millions de francs de crédits tant civils que militaires ont été engagés. Mais les pouvoirs publics semblent considérer aujourd'hui qu'il faut aller plus loin pour ne pas prendre de retard et se donner, par exemple, des moyens équivalant à ceux de nos concurrents dans le domaine des futurs lanceurs à propulsion combinée comme les Sanger et autres Hotol ou NASP.

Le gouvernement devrait donc, logiquement, décider du lancement d'un programme de recherche et de technologie hypersoniques de quatre ans visant à étudier et expérimenter au sol un système de propulsion avancée (supersonique) destiné à équiper un lanceur spatial ; conforter et développer les capacités françaises dans ce domaine ; évaluer enfin les programmes hypersoniques étrangers. Programme ambitieux, dont on peut se demander, compte tenu des difficultés et des enjeux techniques et financiers qu'il sous-entend, s'il ne doit pas être un marchepied solide vers une coopération internationale.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) Contrairement au turboréacteur qui équipe les avions actuels et est d'une construction relativement complexe, le statoréacteur est un moteur assez simple dans son principe. Pas besoin de soufflantes, de turbines pour comprimer l'air à l'entrée de la machine. La vitesse du véhicule suffit, ce qui fait que le statoréacteur n'est qu'un simple tube dans lequel on brûle du carburant. Mais le système a ses revers car il ne fonctionne qu'à partir de Mach 1 pour un statoréacteur classique et de Mach 6 pour un statoréacteur à combustion supersonique, ce qui nécessite l'emploi d'un turboréacteur pour amener le véhicule à la vitesse requise.

(2) McDonnell Douglas, General Dynamics, Rockwell et Fiat & Willys.



mercredi 13 mars

jeudi 14 mars

Colloque "Science, Pouvoir, Citoyen" les 13 et 14 mars 1991 à 19h30

Le développement actuel des sciences et des techniques bouleverse tous les modes de penser et de vivre des citoyens, ouvrant ainsi des horizons aussi angoissants qu'excitants. Les hommes politiques doivent tenter de maîtriser ces transformations sans pour autant limiter la liberté d'investigation des scientifiques. Quant aux citoyens, il faut qu'ils puissent continuer à peser sur les décisions qui engagent l'avenir de la collectivité. Tels sont quelques-uns des thèmes abordés au cours du colloque.

Chaque séance est animée par Françoise Ballanger de la cité et Jean-Marie Dupont du Monde. Des questions seront posées au public qui votera pour exprimer son opinion. Daniel Boy de la Fondation nationale des Sciences politiques, commentera l'ensemble des réponses.

Le citoyen face à la science

Progrès et limites de la connaissance scientifique. Dominique Lecourt : le « créationnisme » américain face au darwinisme. Etienne-Emile Baulieu : contraception et christianisme. Mohammed Larbi Bouguerra : la science et l'islam dans les pays en développement. Alain Cirou : peut-on attendre de l'astrologie qu'elle produise des connaissances nouvelles ? Jean-Marie Besson : d'une pratique traditionnelle à une technique scientifique, l'acupuncture.

Les politiques face à la science

Jean-Yves Le Déaut : l'information scientifique des élus en France et à l'étranger. Martine Alain Régault : les médias - formation, information, déformation, désinformation. Maurice Arvorny : l'utilisation de l'énergie solaire - espoirs, désillusions, bévues. Ichtsaque Rasool : l'effet de serre.

Le citoyen entre politique et science

Louis Galois : la Défense reste-t-elle aujourd'hui le moteur essentiel de la recherche ? Pierre Papon : la liberté de la recherche est-elle limitée par ses modes de financement ? Jean-François Augereau : le cas "Superphénix". François Gros : l'appel aux citoyens pour le financement de la recherche médicale. Roy Gibson : opinion publique et développement des techniques spatiales.

Les scientifiques dans le monde d'aujourd'hui

Philippe Lazar : la responsabilité du scientifique - questions d'éthique et de politique. Jacques Lesourme : les scientifiques sont-ils appelés à prendre le relais des "grands intellectuels" vis-à-vis de la société ?

SC

Bulletin d'inscription à renvoyer à l'adresse ci-contre à l'attention de Marie-Pierre Hermann (colloque S.P.C.)

Nom

Prénom

adresse

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lesourme, gérant directeur de la publication
Bruno Frappet, directeur de la rédaction
Jacques Guille, directeur de la gestion
Manuel Luebert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Ferenzi, Philippe Herremann, Jacques-François Simon
Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beauve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-85-25-26
Télécopieur : 40-85-25-99

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : 40-80-30-10

هنا من الاصل

هكذا من الأصل

Le public aime le privé



Photo: V. Weller - Agence Rapho

Le 12 juillet dernier, Sophie a été hospitalisée dans une clinique. Tous les examens nécessaires ont été faits : le scanner, les radios, les analyses, et Sophie a été soignée avec attention et vigilance. Mais ça c'est normal. Et puis, la nuit, sa maman était à ses côtés. Enfin, il y a eu le traitement qui n'aurait jamais vu le jour sans une extraordinaire collaboration de tous les professionnels de la santé. Tout cela, aujourd'hui, Sophie l'a oublié, mais ses parents s'en souviennent. Ils savent pourquoi le public aime le privé.

Il existe aujourd'hui en France un système de santé que le monde entier nous envie. En asphyxiant par des contraintes nouvelles les établissements privés, le gouvernement met en péril la qualité des soins. Cela, les Français n'en veulent pas, parce que le public aime le privé. Si vous voulez conserver votre liberté de choix, demandez et signez, dans votre clinique, la carte postale au Président de la République.

**L'Hospitalisation privée
et les professions de santé:
La santé en liberté**

FIEHP : Fédération Intersyndicale des Etablissements d'Hospitalisation Privée / UHP : Union Hospitalière Privée

SCIENCES • MEDECINE

Opérés d'un jour

La chirurgie ambulatoire, qui permet au patient de ne rester que quelques heures à l'hôpital, est-elle appelée à se développer en France ?

AUX Etats-Unis, la chirurgie ambulatoire s'est développée sur un terrain favorable. La prise en charge des dépenses de santé, avec un système très répandu de remboursement forfaitaire suivant le type d'intervention indépendamment de la durée de l'hospitalisation, se prêtait au développement de cette pratique. Marginale avant les années 60, elle a connu par la suite un essor considérable dû principalement aux progrès de l'anesthésie et à des facteurs économiques. La règle selon laquelle un patient doit rester hospitalisé à la suite d'une intervention s'est assouplie. Dans les années 80, on comptait environ six cents centres américains spécialisés dans ce type de chirurgie qui effectuaient un million d'opérations chaque année. Et, selon les estimations, près de 40 % de la chirurgie pratiquée dans les structures hospitalières se faisaient en ambulatoire en 1989.

En France, cette pratique s'est véritablement organisée de façon structurée après le vote de la loi Veil sur l'interruption volontaire de grossesse en 1975. Les patientes ont pu ainsi subir dans la journée une IVG puis rentrer chez elles. Compte tenu de certaines précautions, la chirurgie ambulatoire, qui s'applique à de multiples indications, devait pouvoir connaître un très grand avenir dans notre pays, estime le professeur Geneviève Barrier, spécialiste d'anesthésie et de réanimation (hôpital Necker-Enfants malades, Paris).

Des actes chirurgicaux relativement mineurs, une anesthésie de courte durée n'excédant pas une heure trente, un sujet en bonne santé ou avec une maladie générale modérée constituent des conditions préalables à ce type d'interventions. Une fois l'indication chirurgicale posée, c'est de la maîtrise de l'anesthésie et notamment du réveil qui dépend principalement la chirurgie ambulatoire. De nouveaux produits anesthésiques de courte durée ont facilité, surtout au cours de la dernière décennie, la prise en charge du réveil. Le propofol, le midazolam, les curares et les morphiniques d'action courte ont permis d'obtenir un réveil plus rapide.

En France, des recommandations spécifiques ont été élaborées en 1989 par la Société française d'anesthésie et de réanimation. « D'une façon générale, cette pratique se déroule dans des structures qui du point de vue de l'anesthésie doivent être équivalentes à un équipement de réanimation classique. On donne au patient la même sécurité sans lui faire perdre la moindre chance, explique le professeur André Liensan, spécialiste d'anesthésie et de réanimation (hôpital Saint-Antoine, Paris). Une déviation de l'anesthésie ambulatoire serait de la pratiquer dans un cabinet qui n'offre pas structurellement les mêmes garanties de sécurité qu'un hôpital ».

Tout le monde ne peut être candidat à ce type de chirurgie. La

sélection des patients, qui repose sur des critères sociaux et médicaux, est une étape importante de ce processus. Une personne non motivée, sans accompagnement, qui n'a pas chez elle des conditions de confort au moins équivalentes à celles de l'hôpital, qui souffre, ou encore ne dispose pas d'un téléphone à proximité, ne devrait pas être acceptée. Les personnes âgées et les enfants doivent faire l'objet d'attentions particulières. Le nouveau-né est exclu de la chirurgie ambulatoire tandis que le nourrisson, sous certaines conditions, peut être candidat. « Cette technique s'applique particulièrement intéressante pour les nourrissons élevés au sein en permettant de ne pas interrompre leur alimentation. Elle permet à l'enfant, opéré d'un phimosis ou d'une petite hernie, d'éviter une infection hospitalière qui peut avoir des conséquences très graves », considère le professeur Barrier.

Le suivi au sortir de l'hôpital : capital

Les indications chirurgicales sont multiples et concernent tous les secteurs. On peut extraire pêle-mêle d'une liste indicative parue dans la revue *Actuar*, numéro 14, la chirurgie des varices, les hernies inguinales, l'ablation de matériel orthopédique, la prothèse articulaire de doigt, la lithotripsie vésicale, la cataracte avec ou sans implant, le polype nasol, etc. Ce type de chirurgie se pratique dans une structure hospitalière avec des lits ou une zone particulière dévolue à l'ambulatoire, et, exceptionnellement, en France, dans une structure autonome, ouverte uniquement le jour. « Dans ce dernier cas, une convention avec un établissement public ou privé doit permettre d'assurer une hospitalisation du malade en cas de nécessité, sans aucun préjudice pour lui », signale le docteur Alain Bénichou, médecin anesthésiste-réanimateur (clinique Sainte-Marthe, Angoulême).

Le suivi, au sortir de l'hôpital, est capital dans ce type de chirurgie. C'est là que peuvent apparaître des accidents qui imposent d'avoir mis en place des relais pour assurer la prise en charge éventuelle de l'opéré. « En cas d'accident, la question que nous posons est de savoir quelles étaient les possibilités de recours offertes au malade à sa sortie », prévient M^{me} Dominique Thouverin, maître de conférences à la faculté de droit de l'université Lyon-III, spécialisée dans les problèmes de la santé.

Actuellement, la maîtrise de la chirurgie ambulatoire fait partie des préoccupations inscrites dans le projet de réforme hospitalière. Ce système, qui aurait pu permettre à la sécurité sociale de faire des économies en limitant la durée d'hospitalisation, est venu se surajouter ces dernières années aux interventions traditionnelles, principalement dans le secteur privé, soulignent les pou-

voirs publics. Face à un vide juridique, des établissements de soins privés ont développé ce type d'activité « sans autorisation de capacité » et demandé « le remboursement des frais de salle d'opération (FSO) correspondant à ces interventions », peut-on lire dans une circulaire du 26 novembre 1990 émanant du directeur de la Caisse nationale de l'assurance-maladie. « La Caisse nationale, consciente des difficultés résultant d'un dispositif juridique complexe, de l'importance croissante des dépenses liées à la chirurgie ambulatoire (+117 % de 1985 à 1989), +63 % des dépenses de FSO de 1985 à 1989), de l'absence de maîtrise actuelle des capacités correspondantes, de la méconnaissance de l'activité effectivement recouverte par ce terme générique, de l'absence de définition des moyens de surveillance (locaux, personnel) et des critères de sélection et de suivi des patients, de la nécessité d'appliquer un mode de tarification adapté (...), a émis une réflexion sur ce sujet », qui devrait déboucher sur une convention-type particulière, peut-on y lire.

Actuellement, les pouvoirs publics réfléchissent à un système d'autorisation de la chirurgie ambulatoire qui en fasse une véritable alternative à la chirurgie traditionnelle. Le projet de loi de réforme hospitalière, qui sera présenté au printemps à l'Assemblée nationale, donne le cadre général de ce régime d'autorisation. Les établissements qui comportaient des structures de soins alternatives à l'hospitalisation avant le 1^{er} janvier 1989 seront autorisés à poursuivre cette activité, « à condition d'en faire la déclaration au représentant de l'Etat ». Les autres devront déposer une demande d'autorisation. « Nous souhaitons que cette chirurgie se développe dans le public et qu'elle ne soit pas l'appanage du privé, mais dans un système de régulation de l'offre de soins notamment par l'intermédiaire du forfait de salle d'opération », remarque-t-on au ministère de la santé.

En ce qui concerne les formes mêmes que prendra cette autorisation, « on peut imaginer un système lié à une suppression corrélative de lits dans le privé comme dans le public. Dans certaines zones excédentaires, cela pourrait servir à accorder un lit d'ambulatoire pour supprimer deux lits classiques ». Une formule qui devrait entraîner de vives réactions de la part des responsables de l'hospitalisation privée dont la logique de développement n'est pas forcément compatible avec celle de la maîtrise des dépenses de santé. « Cette suppression corrélative de lits va donner à réfléchir, notamment dans les cliniques qui fonctionnent au maximum de leurs capacités », explique le docteur Bénichou. On risque d'aller ainsi vers une suppression de la chirurgie ambulatoire ».

MARTINE LARONCHE

BIBLIOGRAPHIE

Gobeur de mouches

MOUCHES, criquets, fourmis, cigales, chenilles, termites et autres grillons ne sont pas associés à des rêves gastronomiques. Du moins dans nos civilisations occidentales et urbaines. Pourtant, si l'on en croit le livre de Bruno Comby, *Délicieux insectes*, ces innombrables bestioles constitueraient la réserve de protéines dont l'humanité a déjà tant besoin et qui lui manqueront de plus en plus. Mieux encore, de très nombreuses espèces d'insectes, bien accommodées au gré à la poêle, en cocotte, en terrine, donnent des plats tout à fait délicieux et ayant des qualités nutritives dépassant, et de loin, celles des viandes de bœuf, de mouton, de porc ou de poulet.

« L'idée de manger des insectes paraît un peu étonnante dans une civilisation où l'on n'en mange pas », Bruno Comby en convient, mais il fait tout de suite remarquer que les habitudes alimentaires diffèrent à l'extrême, non seulement d'un continent à l'autre, mais aussi d'une province à l'autre d'un même pays, et que dans ce domaine on considère très vite que l'« autre » est vraiment bizarre,

pour ne pas dire complètement fou. C'est cette dernière opinion qu'avait manifesté dans l'esprit un Indonésien de Java que nous avons vu goûter un camembert bien fait pour la première fois de sa vie. Et aussi récemment pour la dernière fois, à en juger par l'expression de son visage à la fois effarée et dégoûtée. Tout comme la quasi-totalité des Français seraient effarés et dégoûtés de devoir accepter des fourmis aux îles Trobriand (Papouasie-Nouvelle-Guinée) ou en Australie, des mouches en Ouganda, des chenilles de papillon de nuit en Afrique du Sud.

Bruno Comby appuie son plaidoyer pour la consommation des insectes par des chiffres-massues. La teneur des insectes en protéines (50 % à 75 % chez les criquets et sauterelles, 63 % chez les larves de mouche, 46 % chez les termites) est sans comparaison avec celle de « nos » viandes habituelles (23 % chez le poulet, 17 % chez le bœuf, 17 % chez le porc ou le mouton). Les insectes sociaux (criquets, fourmis ou termites par exemple) vivent en colonies rassemblant des dizaines de milliers, des millions, ou même des milliards d'individus. Ainsi, un grand essaim de criquets

peut comprendre 400 milliards d'individus, soit près de 10 000 tonnes de protéines. En outre, la classe des insectes comprend des centaines de milliers d'espèces dont très probablement une minorité est comestible. Mais les insectes sont très prolifiques et leur cycle de reproduction est souvent très court. Et ils sont de petite taille. Toutes particularités qui favoriseraient la multiplication d'élevages à haut rendement.

Bruno Comby ne manque pas de donner des conseils pratiques sur le choix des insectes, sur les façons de les accommoder. Lui-même les mange ni cuits ni assaisonnés, ce qui lui permet de découvrir « le véritable goût des insectes ». Mais, écrit-il, « pour vos premières tentatives, je vous conseille de manger les insectes cuisinés ou assaisonnés ». En outre, il ne faut pas oublier que, « comme pour toutes les bonnes choses, manger une certaine quantité d'insectes est bienfait, manger trop d'insectes est nuisible ». En d'autres termes, il faut éviter de se donner une indigestion de protéines d'insectes...

YVONNE REBEYROL

► *Délicieux insectes*, de Bruno Comby. Edité par les éditions Jouvence, 156 pages, 33 francs.

COMMUNICATION

Le CSA part en guerre contre Christophe Dechavanne

Les « sages » et la « télévision poubelle »

La cassette de l'émission fait le tour des « sages ». Mais le Conseil supérieur de l'audiovisuel ne devrait pas, cette fois, se gendarmiser. Lors de son dernier « Ciel mon mardi », Christophe Dechavanne s'est contenté d'une froude bien anodine. Les trois lettres « C.S.A. » se sont inscrites un instant au milieu d'un décor de graffiti, en compagnie de quelques mots grossiers. Le générique de fin, parodiant Jacques Séguéla, a diffusé ce « message personnel » : « Ne dites pas à ma mère que je travaille avec Dechavanne, elle me croit au CSA ». Pas de quoi fouter un chat. Pour cette fois.

Car, semaine après semaine, « Ciel mon mardi » reste dans le colimateur des « sages ». En décembre dernier, le CSA s'indigne de propos tenus à l'encontre de la famille royale de Belgique et exprime sa « vive désapprobation » à l'égard de TF 1. M. Patrick Le Lay. Dans sa lettre, le Conseil recense ses griefs : la diffusion d'extraits de films pornographiques, un débat ridiculisant la communauté belge, des échanges de coups en direct, des invités faisant

l'apologie du vol, des propos outragés sur les anciens combattants, la citation de l'abbé Pierre dans un débat sur les maisons closes et l'intrusion de grévistes sur le plateau. Une liste à la Prévert à laquelle le CSA ajoute, depuis, le refus, gratuitement provocateur, d'un appelé en uniforme de rejoindre le Golfe puisque seuls les militaires de métier sont au front.

Le 1^{er} février dernier, la mise en demeure est publiée au *Journal officiel*, exigeant de TF 1 le respect de « la dignité humaine » par « Ciel mon mardi ». Des lignes qui font désormais peser une épée de Damoclès sur l'émission, tout nouveau dérapage pouvant être suivi d'une saisine du Conseil d'Etat. Sanctions - lourdes - à la clé. « Après les propos dont l'abbé Pierre a été victime, nous avons écrit, explique un responsable du Conseil, après l'intrusion des grévistes de la SFP sur le plateau, nous avons convoqué le vice-PDG de la Une, Etienne Mougeotte. Rien n'y fait car rien ne sert de discuter avec TF 1. Il faut sanctionner ».

Interrogé, Christophe Dechavanne s'en tire par une piroquette et

joue les bravaches. « D'abord, j'interdis à ma famille de regarder une émission aussi dangereuse. Ensuite, je ne change rien ». Mais l'animateur accuse le coup. Choqué, semble-t-il, de la vigueur des termes employés au *Journal officiel*. « Je fais cette émission en toute sincérité. Elle me ressemble un peu. Comment pourrais-je croire un seul instant que je ne respecte pas la dignité de la personne humaine ? »

Mais là où Dechavanne voit chahut, imprévu, happenings confus mais inventifs, violents sans doute mais pas plus que la vie, les « sages » ne voient, eux, qu'une caricature de cette nouvelle « télévision-poubelle ». flattant les instincts les plus bas, répandant la vie crétons voire coloniales sur la vie privée des personnalités. Le tabou des tabous. Le CSA veut en finir, prêt, semble-t-il, à affronter l'incompréhension ou la colère des trois ou quatre millions de téléspectateurs fidèles à « Ciel mon mardi » chaque semaine.

P.-A. G.

En association avec l'ancien directeur de la Tribune

Le groupe canadien Hollinger étudie le lancement en France d'un quotidien

Le groupe Hollinger présidé par M. Conrad Black étudie à nouveau la création en France d'un quotidien d'informations générales haut de gamme du matin. Il y a deux ans, le groupe de presse canadien s'était intéressé au projet de lancement du quotidien à dominante économique *24 Heures* de M. Tom Sebestyen, ancien directeur général de l'Express, entré depuis au groupe Hersant. Aujourd'hui, le groupe Hollinger est en « pré-négociations » avec M. Philippe Labarde, qui vient de quitter son poste de directeur de la rédaction de la Tribune de l'Expansion (le Monde du 8 février).

« J'ai des contacts avec le groupe Hollinger », confirme Philippe Labarde, mais qui sont fondés pour l'instant sur des débats de échanges de lettres. L'idée est de créer un quotidien « haut de gamme », généraliste mais avec une forte dominante européenne et économique. Hollinger s'intéresse à la France, mais son intérêt est surtout lié à l'Europe de 93 : d'ailleurs le groupe est déjà pré-

sent en Grande-Bretagne et en Espagne.

L'ancien directeur de la rédaction de la Tribune est actuellement en quête d'autres actionnaires pouvant participer à un tour de table de 250 millions de francs, somme nécessaire selon lui au lancement du titre. Si le projet se concrétise, le quotidien devrait voir le jour en février 92. Le groupe Hollinger n'a pas encore défini la hauteur de sa participation financière au projet. « De nombreux groupes français qui s'y intéressent verraient d'un mauvais oeil un journal dont les capitaux seraient à majorité canadienne », prévient Philippe Labarde. De surcroît, Conrad Black et moi sommes loin de partager les mêmes orientations : c'est de tout cela dont nous discutons ».

Il est vrai que le dirigeant du groupe Hollinger s'est forgé une image de patron de presse de choc par ses OPA fracassantes sur les journaux et par sa manière de mettre au pas les rédactions. Ce fils

d'un riche brasseur canadien qui témoigne d'une passion francophile, a d'abord renfloué une chaîne de petits journaux canadiens, grâce à une gestion rigoureuse passant par des compressions de personnel. Il a ensuite pris le contrôle du *Daily Telegraph*, quotidien conservateur britannique, qu'il a remis à flot en usant de méthodes identiques puis des trois journaux québécois du groupe Unimédia et du prestigieux magazine de Toronto *Saturday Night*, avant de s'emparer du *Jerusalem Post* au nez et à la barbe de Robert Maxwell. Depuis l'arrivée au pouvoir de Conrad Black, il y a dix-huit mois, la ligne éditoriale du quotidien en langue anglaise de Jérusalem s'est durcie et ses commentaires reflètent exclusivement les positions de la droite israélienne. Et plusieurs grèves suivies de licenciements ont, depuis, émaillé la vie du quotidien.

Y.-M. L.

RFI s'associe au magazine « Glasnost » pour lancer une radio à Moscou

Radio France Internationale (RFI) et le mensuel soviétique *Glasnost* projettent de lancer ensemble une station de radio indépendante à Moscou. Cette radio, qui prendrait le nom du magazine, serait essentiellement consacrée à l'information, et constituerait une alternative aux stations dépendantes de Gostelradio, l'organe de tutelle de la radio-télévision soviétique. RFI apporterait son aide pour l'installation technique de la station et la formation du personnel. Sa régie se chargerait également de collecter des messages de publicité.

Pour M. Sergueï Grigoriants, rédacteur en chef de *Glasnost*, l'aventure de la radio est avant tout un moyen supplémentaire pour défendre la liberté de la presse mise à mal en URSS. « La direction du pays prend les journalistes pour ses ennemis directs, dit-il. La répression contre la presse indépendante devient systématique et l'audiovisuel fait l'objet d'une vraie reprise en main. Toutes les émissions qui bénéficiaient d'une certaine indépendance ont tout à fait été supprimées. Mais les journalistes qui ont goûté un jour à la liberté ne voudront jamais revenir à l'époque Brejnev ». La date de lancement des programmes de Radio *Glasnost* n'a pas encore été fixée, même si la radio assure bénéficier d'une autorisation d'émettre à Moscou sur ondes moyennes. Un second projet alliant les mêmes partenaires pourrait plus tard voir le jour à Tallin, en Estonie.

ANNICK COLJEAN

► *Délicieux insectes*, de Bruno Comby. Edité par les éditions Jouvence, 156 pages, 33 francs.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du vendredi 8 février :

UN DÉCRET
N° 91-145 du 7 février 1991 modifiant le décret n° 64-217 du 10 mars 1964 relatif aux maîtres contractuels et agréés des établissements d'enseignement privés sous contrat.

DES ARRÊTÉS
Du 1^{er} février 1991 portant déclaration de vacance d'emplois de maîtres contractuels des universités-praticiens hospitaliers offerts à la mutation et au recrutement au titre de l'année 1991 et fixant les modalités de candidature.

UN ARRÊTÉ
Du 1^{er} février 1991 portant

déclaration de vacance d'emplois de professeurs des universités-praticiens hospitaliers offerts à la mutation et au recrutement au titre de l'année 1991 et fixant les modalités de candidature.

Sont publiés au *Journal officiel* du samedi 9 février :
DES DÉCRETS
N° 91-150 du 7 février 1991 pris pour l'application du deuxième alinéa de l'article 1649 A du code général des impôts relatif à l'obligation de déclarer les comptes détenus à l'étranger.
N° 91-152 du 7 février 1991 relatif aux attributions notariales des agents diplomatiques et consulaires.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5455

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

HORIZONTALEMENT
I. Absence de lumière. - II. Faire revivre. En avant. - III. Fait partir. Donne des couleurs. - IV. Terminé des cours. - V. Haricot rouge. Exposé au câlin. - VI. Quelqu'un qui se fit désirer. - VII. Partie d'un massif. - VIII. Donnons un certain ton. Conjonction. - IX. Telle une mauvaise humeur. Vite étranger. - X. Epouse la fille d'un roi. Des « nuages » pouvant s'y former. - XI. Écarté du dialogue.

VERTICALEMENT
1. De quoi entendre des voix. - 2. Un mauvais moment à passer. Pro-

Solution du problème n° 5454
Horizontalement
I. Epargner. - II. Savarin. - III. Tragédien. - IV. Ille. Glu. - V. Me. Fémur. - VI. Amer. Cadi. - VII. Tôt. Murée. - VIII. En. Suri. - IX. Ute. Nique. - X. Trieur. - XI. Sude. Sein.

Verticalement
1. Estimateurs. - 2. Parlement. - 3. Aval. Et. Été. - 4. Rage. Rd. - 5. Gré. Muni. - 6. Nid. Ecuries. - 7. Enigmatique. - 8. Elude. Uri. - 9. Anurie.

GUY BROUTY

مكتبة من الأدب

CULTURE

CINÉMA

Une femme dangereuse

« Misery », de Rob Reiner est une comédie menée avec virtuosité qui fait découvrir une grande actrice, Kathy Bates

Le huis clos entre un bourreau et sa victime, les soins étouffants d'une femme trop dévouée qui tient enfin un homme à sa merci : pour avoir été souvent utilisée, dans le drame ou le burlesque, la situation n'en a pas perdu sa solide efficacité. Encore faut-il que les moindres péripéties de l'intrigue soient fermement agencées, que le suspense soit maintenu sans laisser le temps de s'attarder sur les invraisemblances : toutes choses que Rob Reiner sait très bien faire et qu'il a parfaitement réussies dans son film *Misery*. On croit à tout, on rit, on a peur.

On a peur pour James Caan, auteur de best-sellers populaires qui, lassé de devoir continuer à inventer les mésaventures débilitantes de son héros, *Misery*, décide de la faire mourir. Après avoir écrit le mot « fin » sur le dernier chapitre, fumé une cigarette et dégusté une coupe de champagne, il range son manuscrit dans sa voiture et s'en va. Chemin - de montagne - faisant, il est pris dans une tempête de neige et c'est l'accident.

Il est recueilli par une femme pas vraiment jolie, Kathy Bates, qui habite seule un chalet. Elle le sauve. « Fervente admiratrice », dès qu'elle sait qu'il s'agit de lui, elle l'extase. Mais voilà qu'elle lit le manuscrit, et la fée se métamorphose en sorcière. Elle ne veut pas que meure *Misery*. James Caan comprend qu'elle a des bottes de foin dangereuses. Il tente de l'assommer, finit d'être touché par son charme, et surtout gagné du temps en faisant rendre *Misery* et en écrivant la suite de ses aventures. Dès qu'il aura terminé, Kathy Bates le tuera, il le sait. Suspense.

Un suspense sans répit : le scénario de William Goldman s'inspire de Stephen King, décidément dénominateur virtuel. Rob Reiner tire, lui aussi en virtuose, les ficelles de la comédie. Il tire un parti maximal de l'isolement au milieu des neiges, de l'enfermement dans la maison bour-



Kathy Bates, James Caan : le bourreau et sa victime

geoise décorée « vieille fille », où le téléphone n'est qu'un accessoire pour faire semblant : tout est là. Le film a le ton de la désinvolture, et même de la dérision, infiltré par l'inquiétude de ce que cachent tant de bonnes manières et de banalité. Puis, brusquement, déboule, incontrôlable et mortelle, la furie - ainsi la scène du souper fin aux bougies avec disque de Libera.

On rit, naturellement, parce que Rob Reiner porte sur les personnages principaux et secondaires - le couple du vieux shérif et sa femme, ou Laureen Bacall, impeccable éditrice sophistiquée - un regard amusé. Ce sont des stéréotypes, dessinés avec un humour incisif qui les décale, les rend vaguement insolites, pas assez pour virer au fantastique, juste assez pour éveiller un doute.

Tant d'habileté touche au grand art, car en plus on y croit. Grâce aux comédiens qui entrent dans le jeu et le distillent superbement. L'idée

épatante est d'avoir pris James Caan, acteur physique et remuant, pour incarner ce grand type blessé, incapable de marcher, ligoté dans un lit ou un fauteuil. Il paraît tellement contraint que ça lui apporte une densité inhabituelle. Et enfin, il y a Kathy Bates. Actrice de théâtre - elle a jusqu'à présent tenu des petits rôles au cinéma - elle sait construire la continuité d'un personnage et d'une scène.

Elle est remarquable. Elle s'est fait une tête à la fois antipathique et touchante, un corps à la fois mou et athlétique. On croit vraiment qu'elle est capable de casser les os de James Caan, de dévorer ses ruses, et aussi qu'elle veut se faire aimer, qu'elle souffre. Elle compose un personnage affolant, ridicule, pathétique, odieux, passe insensiblement de l'un à l'autre, même le jeu, même James Caan, même le film.

A voir les récentes héroïnes américaines, de Angelica Huston (*Les Années*) à Kathy Bates (*Pretty Woman*) à Mia Farrow (*Alien*) de l'autre - et entre autres - on se dit que les femmes retrouvent les beaux rôles perdus pendant les machistes années 80.

COLETTE GODARD

THÉÂTRE

Rires sans éclats

Trois spectacles des scènes privées parisiennes ont l'ambition de faire rire. Dur, trop dur métier

De nombreux théâtres parisiens ont décidé d'afficher, en ce début d'année, des spectacles à faire rire, malgré tout. En haut de deux de ces affiches, on retrouve les noms de trois des principaux artisans des belles heures du Splendid : Martin Lamotte, qui a écrit, mis en scène et interprété le *Crépuscule des lâches*, au Théâtre de la Porte-Saint-Martin ; Christian Clavier et Marie-Anne Chazel, qui tiennent les deux rôles principaux de *la Dame de chez Maxim's*, de Feydeau, dans la mise en scène de Bernard Murat au Théâtre Marigny.

Sur une troisième affiche, celle de *Rumeurs*, de Neil Simon, au Théâtre du Palais-Royal, un quatuor d'acteurs tient la vedette, formé par Jean Poirat, qui signe aussi l'adaptation, Pierre Mondy, qui a réalisé la mise en scène, et un corps au-dessous, comme disent les typographes, Eva Darlan et Claire Nadeau.

Premier spectacle - échec patent - celui du *Crépuscule des lâches*. Comment Martin Lamotte a-t-il pu imaginer qu'un texte aussi « fragile » que le sien, une mise en scène aussi téne et surtout des décors aussi cheap que ceux de Dominique André pourraient habiter l'immense - et malheureusement décati - Théâtre de la Porte-Saint-Martin ?

Il a écrit trop vite une comédie qui ne retrouve qu'une fois l'heure la saveur et l'esprit du Splendid. Il l'a confiée à des comédiens qui, à l'exception de Véronique Genest et, dans un second rôle, de Pierre Chevalier, jouent de ficelles dépassées, de convenances maladroites, flirte à tous moments avec la ringardise, de sorte que l'on croirait assister à une pochade d'attardés.

Cette histoire de l'errance de quatre cuisiniers d'une ville de la Manche, embarqués malgré eux, en 1941, dans un tour du monde de la guerre et de ses lâchetés, ne paraît pas un instant capable de toucher un quelconque public. Du moins l'espère-t-on, comme on espère retrouver très vite Martin Lamotte tel qu'en lui-même on l'a aimé : drôle.

Deuxième spectacle, un cran au-dessus, *la Dame de chez Maxim's*. Il y a, bien sûr, le texte de Feydeau, merveille d'orfèvrerie comique, machine à délier comme on en a peu écrit pour le théâtre, galerie de personnages épatants qui sont autant d'archétypes de l'impécuniosité de la bonne société, l'un des sommets incontestables du vaudeville. Il faut à sa réussite, en premier lieu, des comédiens qui osent tout et, surtout, acceptent d'assumer toutes les faiblesses, les balourdises, les invraisemblances de leurs personnages, que l'auteur se plait à détailler avec la jouissance sadique du caricaturiste.

Christian Clavier avait beaucoup de ça, il y a deux ans, dans un autre Feydeau, *Un fil à la patte*. Il s'est décidé, cette fois-ci, à entrer de plain-pied dans son personnage - un médecin volage entraîné, après une nuit d'ivresse, dans une cascade de quiproquos drôlatiques - et, réussit, en de nombreux endroits, des moments de comédie à la Groucho Marx.

D'autant que, dans une distribution qui laisse beaucoup à désirer,

il donne la réplique à deux comédiennes justes et folles à ravir. Il y a la Môme Crevette, de Marie-Anne Chazel, sortie d'une gravure d'époque, intacte dans son physique canaille, sa voix gouailleuse, son essence imparfaitement populaire et charmante. Il y a la M^{me} Petypont de Catherine Rich, qui donne à son rôle de bourgeoise mystique et hallucinée une puissance, une violence, un mystère incroyables.

Malheureusement, un trio d'acteurs en grande forme ne suffit pas à la réussite d'un spectacle. Une nouvelle fois, il faut regretter ici les parrains du théâtre en scène, Bernard Murat, qui se contente, comme à l'habitude, de nouer et de dénouer les ficelles du boulevard, sans génie, sans grâce.

Bonne humeur racharde

Le meilleur pour la fin : bien que *Rumeurs* ne soit pas exempt de nombreux défauts dont le plus part des théâtres privés parisiens devraient, sans frais mais avec un peu d'imagination, se défaire - un décor tocard de François de Lamoignon, des robes de Balenciaga et des costumes de Christian Dior sans attrait, une ribambelle de seconds rôles distribués par-dessus la jambe -, il reste, comme le confiait Jean Poirat (*le Monde* du 7 février), que Neil Simon sait mettre en œuvre de redoutables machines à rire, surtout quand elles sont adaptées avec autant de bonne humeur racharde.

La scène se passe à Montfort-l'Amaury, commune « rurale » de l'Ouest parisien, peuplée, essentiellement le dimanche, par tout ce que la capitale compte de gens qu'on ne veut plus jamais rencontrer : disons, pour résumer, de bourgeois qui se regardent vivre, comme on dirait qu'ils s'écourent par...

Ceux de *Rumeurs* appartiennent, en l'occurrence, à un parti politique à la veille de son congrès, déshabillés par les rivalités de personnes et par la grogne des jeunes loups ; suivez le regard de Neil Simon/Jean Poirat. Tout ce beau monde s'inquiète de l'effet, qui pourrait être déplorable, de la balle que vient de se coller dans le lobe de l'oreille le président du parti en question.

Foisonnant de « bons mots »

PHOTO

Donation du photographe Marcel Bovis. - Le photographe Marcel Bovis vient de faire don à l'Etat de vingt mille négatifs pris entre 1925 et les années 80, ainsi que de diapositives couleurs, de tirages noir et blanc, de documents originaux (correspondance, manuscrits, publications) et de maquettes de livres. Auteur de plusieurs ouvrages dont *150 ans de photographie française*, Marcel Bovis, quatre-vingt-sept ans, est un photographe-illustrateur dont l'œuvre fait une large place à l'architecture en France, à Paris et à l'Algérie. Cette donation complète celles des photographes Jacques-Henri Lartigue, Willy Ronis, André Kertész, François Kollar et René Jacques.

Fernandel vivant

Sur la vie, sur la carrière, sur les films de Fernandel, Jacques Lorcey est incollable. Sa passion pour l'acteur - qui fut « l'idole de son enfance » et qui, par la suite, a été bien connu - dure depuis quarante ans et l'a amené à collectionner revues, articles, documents, à recueillir tout ce qui concernait l'homme et le comédien.

En 1981, Jacques Lorcey avait déjà publié un gros volume qui était la bio-filmographie la plus complète de Fernandel (1). L'ouvrage que publient aujourd'hui les éditions Ramsay s'intitule toujours *Fernandel* et repose sur la même documentation, mais il est d'un ton et d'un style nouveaux, plus dynamique peut-être. A la fresque d'une existence a succédé le portrait : chaleureux, exact, vivant, comme si le modèle s'était trouvé très près du « peintre », s'y trouvait encore. C'est une approche plus humaine, à l'intention - car le temps passe si vite - d'un autre public, qui aurait à redécouvrir Fernandel, sous l'éclairage du temps présent. Jacques Lorcey a renouvelé également l'iconographie et il a détaillé tous les films (et il y en a !) avec des résumés, dans la deuxième partie de son livre. On sera surpris par la liste des dix meilleurs.

J. S.

(1) Editions PAC, coll. « Têtes d'affiche »
► Fernandel, biographie, Ramsay Cinéma, 312 p., ill., 150 F.

o Festival International Henri Langlois. - Le premier « Festival International Henri Langlois de Tours, cinéma et télévision », s'est ouvert le 11 février, autour de deux thèmes : « L'histoire cinématographique d'un pays » et « Les grands reportages sur l'aventure humaine ». Le Festival présentera, en outre, une sélection de onze films restaurés de la Cinémathèque française de 1895 à 1935. Jusqu'au 17 février, les productions de vingt-trois pays dont l'URSS, le Brésil, l'Australie, la Colombie, la Yougoslavie, la Bulgarie, la Turquie, le Sénégal, l'Égypte et l'Afrique du Sud seront présentées.

JUSQU'AU 16 FÉV. 20H30
LE MAGICIEN
PRODIGEUX
CALDERON
MISE EN SCÈNE
JACQUES NICHTET
LOC. 42 74 22 77
2 PL. DU CHATELET PARIS 4^e

PIANO
Mardi 5 Mars 1991
ALFRED
BRENDEL
RECITAL MOZART
Mercredi 20 Mars 1991
RADU LUPU
BRAHMS - MOZART - SCHUMANN
PLYEL 45 61 06 30

FÉVRIER
91
Concerts Radio France
DE VIVE VOIX
Samedi 16 - 20 h 30
Studio 103 de Radio France
Delussy - Ravel - Fauré
Schmidt - Milhaud - Auric
Chœur de Radio France
ORCHESTRE PHILHARMONIQUE DE RADIO FRANCE
Samedi 23 - 20 h 30
Châtelet
D'Indy - Saint-Saëns - Chausson
Piano : Jean-Philippe Colard
Direction : Marek Janowski
AMERICA
ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE
Jeudi 21 - 20 h 30
Théâtre des Champs-Élysées
Drachmann - Grieg - Ives
Direction : Zoltan Pesko
Vendredi 22 - 20 h 30
Théâtre des Champs-Élysées
Carler
Piano : Charles Rosen
Violoncelle : David Robertson
ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE
Samedi 23 - 20 h 30
Théâtre des Champs-Élysées
Feldman - Crumb - Ives
Direction : David Robertson
LOCATION
Radio France 42 30 23 08
Théâtre des Champs-Élysées 47 20 36 37

ENSEMBLE INTER CONTEMPORAIN
PENSÉE MUSICALE ET TRANSMISSION
En coproduction avec le Châtelet et l'IRCAM
Bernd Alois Zimmermann
Sonate pour violon
Earle Brown
Hodograph I
Tannis Xenakis
Nemes Aloha
Karlheinz Stockhausen
Refrain
Olivier Messiaen
Ile de feu 2
Paul Méfano
Involutions
Alain Louvier
Études pour agrès, extraits
Gilbert Amy
En trio
Pierre Boulez
Sonatine
SOLISTES DE L'ENSEMBLE INTERCONTEMPORAIN
Dimanche 17 février
Châtelet - 16h
40 28 28 40 - TARIF UNIQUE : 55 F
SOLISTES DE L'ENSEMBLE INTERCONTEMPORAIN
Dimanche 24 février
Châtelet - 16h

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS
PRO MUSICIS
A la découverte des grands talents de la jeune génération
Doreen DeFeis
Soprano
Olivier MAITIS
Piano
SCARLATTI
MOZART, BRAHMS
STRAUSS, FAURÉ...
REINHART
Basse
Olivier ROBERTI
Piano
LEONARDI
MOZART
SCHUBERT
Solistes de l'ENSEMBLE INTERCONTEMPORAIN
KERNAS, BROWN
STOCKHAUSEN
Carl Philipp Emanuel BACH
RÉSURRECTION et ASCENSION du CHRIST
Orchestra of the Age of Enlightenment
Chœurs du Collegium Vocale et de la Chapelle Royale
Dir. : Philippe HERREWEGHE
Avec le soutien de COSECOM et de la FONDATION FRANCE TELECOM
Orchestre philharmonique de RADIO-FRANCE
Dir. : Mikael JANOWSKI
JANOWSKI
C'ROY, SAINT-SAËNS
CHAUSSON
Solistes de l'ENSEMBLE INTERCONTEMPORAIN
MESSIAEN
BOULEZ, AMY

CULTURE

MUSIQUES

Sophistication brésilienne

Teca Calazans revient à Paris
et chante Pixinguinha

De retour au Brésil après dix ans passés en France, la chanteuse Teca Calazans revient à Paris avec son ancien compagnon d'exil parisien, Ricardo Vilas, passé à la variété sympathique, elle analysait la situation : le Brésil versait dans l'électrification rock, et la France, comme toujours, n'avait d'yeux que pour la samba et la bossa-nova. Grâce au travail d'un groupe de jeunes musiciens de Rio, Camarata Carioca, Teca Calazans se replonge alors dans les délices de la musique dite « semi-érudite », à la croisée des chansons des faubourgs et d'harmonies très sophistiquées, entre Villa-Lobos et Noel Rosa. Un courant où se recrutent la plupart des compositeurs de *choro*, genre musical très particulier au Brésil, où les mélodies sont déviées, puis brodées, sur une trame rythmique puissante. Joué au piano, à la flûte, au cavaquinho (petite guitare au son aigu), le *choro* (de *chorar*, pleurer) a fait les belles heures du Brésil jusqu'à la fin des années 40.

Après un disque et un spectacle consacrés aux chansons d'Heitor Villa-Lobos (*Le Monde* du 27 février 1990), Teca Calazans s'attaque à un autre monument de la culture musicale brésilienne, Pixinguinha, flûtiste, un Noir de Rio, né en 1898, mort en février 1973 dans l'église Nossa Senhora da Paz d'Ipanema, alors qu'il assistait à un baptême. Pour beaucoup, Pixinguinha n'est aujourd'hui pas mort, il est le compositeur brésilien le plus original, le plus talentueux de la première moitié du siècle.

Sa carrière professionnelle commence dans la capitale brésilienne en 1918. Les cinémas, vidés par la grippe espagnole fulgurante, ont besoin d'attractions pour attirer le

public. Pixinguinha, qui a déjà un disque à son actif, y jouera donc de la flûte avec son groupe, Otto Batatas, avant d'aller distraire les salons chics de Rio, puis d'entamer une tournée mondiale, qui le fera rester six mois à Paris, au cabaret Shéhérazade, apprendre le fox-trot, et peaufiner ses talents d'arrangeur.

Pixinguinha ne chantait pas, il ne maniait pas les mots avec autant d'art que les notes, mais d'autres mirent ensuite des paroles sensibles sur ses délicates mélodies : João de Barro (sur *Carinhoso*), Benedito Lacerda (*Vou Vivendo*), Henrique Belo de Carvalho (*De mal a pior*), et plus récemment Paulo César Pinheiro (*Ingenuo*) et Vinícius de Moraes (*Lamento, Mundo Melhor*). Teca Calazans a fait une relecture personnelle d'une dizaine de ces chansons, hymnes à l'amour et au destin, après en avoir comparé les versions successives, chantées ou instrumentales. L'album (*Pixinguinha*, Paizão/NTI) leur est entièrement consacré. Le récit et le jeu des reprises du spectacle de l'an passé (*Tecendo o capô de Villa-Lobos* et *Ferreira Gullard*), des sambas urbaines de Paulinho da Viola et de Noel Rosa, et *Que reste-t-il de nos amours* de Charles Trenet, décident de venir en vogue au Brésil-João Gilberto vient d'en enregistrer une version époustouflante pour son prochain disque. Malgré des arrangements parfois un peu froids, Teca Calazans, avec quatre musiciens talentueux (guitare, flûte, cavaquinho et violoncelle) a parfaitement su préserver l'unité du style de tous ces compositeurs, populaires, mais raffinés.

VÉRONIQUE MORTAGNE
► Au Sauter des Halles, du mercredi au samedi à 22 h 30, jusqu'au 23 février.

ARTS

Sculptures au sol

Deux sculpteurs, Rabinowitch et Kirilj
envahissent l'espace pour lui donner un sens

Ce serait peu dire que David Rabinowitch, quarante-huit ans, natif de Toronto, ne jouit pas en France de la réputation que devrait lui valoir sa sculpture. En une dizaine de pièces des années 60 et 70 et autant de dessins, il démontre sa maîtrise des formes dans l'espace. « Espace » doit du reste à l'entendre de plusieurs façons : celui de la galerie ou du musée, où ses constructions de fer admirablement montées se disposent comme autant d'auteurs environnés de vide. C'est encore l'espace terrestre, tel qu'un physicien le définit, champ d'attraction où s'exerce la gravitation, où les verticales s'obtiennent par la chute des corps dans l'air et le cercle par l'orbite d'une sphère. Qu'une des œuvres se veuille un hommage à Newton est fort légitime, car cet art difficile se fonde sur la science.

Espace stellaire enfin : deux sculptures, les plus singulières de l'exposition, ont l'aspect d'épaisses plaques de fonte posées sur le sol. Rien de pesant en elles cependant : découpées en ellipses et orbites concentriques, crues de cupules rondes qui suggèrent autant de planètes, noires du noir du ciel, elles relèvent de la cosmogonie bien plus que du minimalisme auquel il serait trop sommaire de les réduire. Les dessins relèvent d'une inspiration identique, entre astronomie et sacré.

La sculpture d'Alain Kirilj, Français établi à New-York, n'occupe pas une position très différente, entre

signes religieux et géométrie. Il nomme *Commandement* des ensembles nombreux de pièces forgées aux formes simples, croix, stèles, disques, cylindres, disques incomplets, qu'il dispose au sol comme les pièces d'un jeu d'échecs symbolique. Le premier *Commandement* a été exécuté en 1980, le deuxième l'an dernier (1). Il se compose de dix-huit éléments de fer greffé et corrodé par la pluie, très sobres, très sombres, d'une éloquence grave, solennelle presque, dont l'artiste était peu coutumier jusqu'ici, lui préférant les vertus de la légèreté et du modèle tournant. Dans l'époque présente, une sculpture si noblement sévère prend plus de force encore et justifie son titre. Elle commande en effet méditation et silence, dont l'usage se perd.

PHILIPPE DAGEN

(1) Un *Grand Commandement blanc* du même artiste est installé dans le jardin des Tuileries, derrière des haies et des palissades qui empêchent de le voir. Le jardin va être rénové. Le sort des sculptures qui sont installées n'est pas réglé. Or celle-ci a été conçue pour cet emplacement précis. Qu'en adviendra-t-il ?

► David Rabinowitch, galerie Renos Xippas, 108, rue Vieille-du-Temple, 75003 Paris. Tél. : 40-27-05-55. Jusqu'au 20 mars.

► Alain Kirilj, galerie Daniel Templeton, Impasse Beaubourg, 75001 Paris. Tél. : 42-72-14-10. Jusqu'au 9 mars.

THEATRE

NANTERRE

AMANDIERS

LA DAME DE CHEZ MAXIM

Feydeau-Françon

19 janvier-22 février 1991

Tél. 47 21 18 81 ou 3 FNAC

AGENDA

CARNET DU Monde

Naissances

— Christophe et Caroline COMPAGNON-DEBUCHY, partagent avec Capucine et Thibault la joie d'annoncer la naissance de Henri, le 7 février 1991, à Villeneuve-d'Ascq.

Décès

— Le directeur Et le personnel de l'École européenne d'Uccle, ont la tristesse de faire part du décès de

Yves BOUREL, professeur, survenu le 8 février 1991, à Bruxelles.

«... Seuls les hommes peuvent transformer et enrichir les choses que les institutions transmettent ensuite aux générations suivantes. » Jean Monnet

— M^{me} Georges Canat, ses enfants, Françoise et David, M. et M^{me} Maurice Canat, son frère, sa sœur, tous ses parents et amis, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Georges CANAT, survenu le 8 février 1991.

La cérémonie d'adieu aura lieu en l'église Saint-Jacques du Haut-Pas, 252, rue Saint-Jacques, Paris-5^e, jeudi 14 février, à 11 heures.

— Aix-en-Provence.

M^{me} Georges Cottureau, née Simone Lebret, a la douleur de faire part du décès de son époux,

Georges COTTUREAU, avocat national honoraire près les cours d'appel, avocat honoraire près la cour d'appel d'Aix-en-Provence, chevalier de la Légion d'honneur.

Les obsèques auront lieu le jeudi 14 février 1991, à 10 h 15, en l'église de Saint-Marc-Jaumegarde. Inhumation au cimetière de Saint-Marc-Jaumegarde.

Cet avis tient lieu de faire part.

— Marianne Cuzin, son épouse, Dinah et Jacky Talbot et leurs enfants, Emmanuel Cuzin et sa fille, Dan et Annie Cuzin et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Abram CUZIN, survenu le 4 février 1991, dans sa soixante-dix-huitième année.

Les obsèques ont eu lieu le 6 février. La famille, profondément touchée par toutes les marques de sympathie témoignées à cette occasion, remercie très sincèrement les nombreuses personnes qui se sont associées à son grand chagrin.

11, rue du Pressoir, 75020 Paris.

— Christiane Dehlinger, son épouse, Robert David, son beau-père, Anne Dehlinger, Catherine et Jean-François, Gaëlle, Manuel, Pierre Arragán, Dan et Michel Spitzer et leurs enfants, Jessamine et Jean-Jacques Romero de Avila et leurs enfants, ses enfants, petits-enfants, nièces et neveux, font part du décès de

Jacques DEHLINGER, conseiller-maire à la Cour des comptes, officier de l'Ordre national du Mérite, chef de cabinet du secrétaire d'Etat à la fonction publique puis du ministre de la consommation (1981-1982), ancien député national du Parti socialiste, survenu, le 7 février 1991, à Paris.

L'inhumation a eu lieu dans le caveau de famille, à Favierville-Crestain (Eure), dans la plus stricte intimité.

83, rue du 11-Novembre-1918, 94700 Maisons-Alfort.

— Philippe ISORNI, médecin-chef honoraire, nous a quittés le 20 janvier 1991.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité à Villers-sur-Mer (Calvados).

50 ter, avenue de Saint-Cloud, 78000 Versailles.

— Le Père **Christophe Jean DUMONT**, dominicain, archimandrite, chevalier de la Légion d'honneur, est entré dans la lumière du Seigneur, le 11 février 1991, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Ses funérailles seront célébrées, le jeudi 14 février, à 10 h 30, en l'église conventuelle de l'Annonciation, 222, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris-8^e.

De la part Du Père prieur provincial de la province dominicaine de France, Du Père prieur et des religieux du couvent de l'Annonciation, De M^{me} Maurice Dumont, sa belle-sœur et de ses enfants, De la famille Devény, ses neveux et nièces,

— Le docteur Michel Blanc, et sa famille, font part du décès de

M^{me} Marie Gabrielle DURAND, survenue le 5 février 1991, dans sa quatre-vingt-douzième année, à Tunis.

Les funérailles ont eu lieu le vendredi 8 février, en l'église Jeanne-d'Arc, et l'inhumation au cimetière du Sordet, à Tunis.

Requiescat in pace.

2, rue d'Oran, 69001 Lyon.

— Simone Farber, son épouse, Maxime et Marie Farber, son fils, Yann Farber, son petit-fils, ont la grande tristesse de faire part du décès de

Jankiel FARBER, engagé volontaire en 1939, résistant FTP-MOI, survenu à Paris, le 8 février 1991, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, et rappelant la mémoire de

Chaja FARBER-GUTWILIK et **Rosa FARBER**, assassinées à Auschwitz en 1942.

Les obsèques ont lieu, le mercredi 13 février 1991, au cimetière parisien de Pantin, à 15 h 45.

Ni fleurs ni couronnes.

13, boulevard Beaumarchais, 75004 Paris.

(Né le 31 mai 1908 à Krasik (Pologne), communiste dès l'âge de quinze ans, Jankiel Farber avait quitté son pays natal en 1925 et séjourna cinq ans en Belgique, avant d'arriver, en 1930, en France. Membre de la CGTU et de la section de la main-d'œuvre immigrée (MOI) du Parti communiste, marié, père de deux enfants, il s'engagea en 1933 dans l'armée française, dont il fut démissionnaire en juillet 1940. Il entra ensuite dans la Résistance, à Paris, au sein des Francs-Tireurs et partisans-MOI, dirigés notamment par Mikhaïl Manouchine. Sa femme et ses fils sont arrivés lors de la rafle du 16 juillet 1942 et furent déportés à Auschwitz. Jankiel Farber avait témoigné sur ses années de guerre dans *Des « terroristes » à la retraite*, film de Mezon, dont la programmation sur Antenne 2, en 1985, avait provoqué une polémique avec la direction communale.)

— M^{me} Jean-Louis Ferré, son épouse, M^{me} veuve Jean Laloum-Ferré, sa fille, M. et M^{me} Thierry Clarissou-Birde, Cyril Laloum, ses petits-enfants, Théo Clarissou, son arrière-petit-fils, M^{me} veuve Paul Vincent, sa sœur, M. et M^{me} Robert Bourgeois, ses beau-frère et belle-sœur, ses neveux, nièces, petits-neveux, petites-nièces, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Louis FERRÉ, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 11 février 1991 à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

L'inhumation dans la sépulture de famille au cimetière de Galluis (Yvelines) aura lieu le mercredi 13 février, à 10 h 15.

18 bis, rue des Bois, 78490 Galluis.

— La famille, l'Institut théologique orthodoxe, Et la paroisse Saint-Serge font part du décès du Protosphyryte

Alexis KNAZIEFF.

Le service religieux aura lieu le jeudi 14 février 1991, à 8 heures, en l'église Saint-Serge, 93, rue de Crimée, à Paris-19^e.

(Le Père Alexis Knazieff, recteur de l'Institut de théologie orthodoxe Saint-Serge de Paris, est décédé, le vendredi 8 février, à Paris, à l'âge de soixante-deux ans. Avant d'être élu au poste de directeur général, il est en 1913 à Bakou et installé en France depuis 1943, le Père Knazieff avait publié, en tant que spécialiste de l'Ancien Testament, de nombreux travaux académiques, de métaphysique et de théologie biblique.)

— M^{me} Françoise Berge et ses enfants, M. et M^{me} Pierre Guiffien, leurs enfants et petits-enfants, M. Sylvain Guiffien, M^{me} veuve Yves Guiffien, Les familles Azema, Berton, Cossa, Dorin, Delorier, Maigret, parents et alliés, font part du décès de

M^{me} Geneviève GUILLIEN, administrateur civil honoraire, chevalier de la Légion d'honneur, officier des Palmes académiques, survenue à Angoulême, dans sa quatre-vingt-neufième année, le 10 février 1991.

Et vous prie d'associer son souvenir à celui de son époux,

Raymond GUILLIEN, professeur honoraire à la faculté de droit de Lyon, décédé à Vaulx (Charente), le 28 avril 1980.

Les obsèques auront lieu à Vaulx le 13 février.

Vaulx, 16500 Tourriers. Mes Valdesse, 83350 Le Beausset. 6, villa Faucheur, 79020 Paris. 3, rue de Verdun, 69500 Bron. 12, rue André-Thauriet, 92340 Bourg-la-Reine.

— Jean-Baptiste Luciani, Jérôme, Pierre, François, M^{me} Paul Weil, M^{me} Marie Luciani, Bernard et Monica Weil et leurs enfants, Jean-Pierre et Danièle Weil et leurs enfants, Claude et Jean-Louis Turpin et leurs enfants, Francis et Dominique Luciani et leurs enfants, Anny et Jean-Pierre Nause et leurs enfants, Ses oncles, tantes, cousins, cousines, Les familles parentes et alliées, Ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

Marianne LUCIANI, née Weil, survenue le 10 février 1991.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Symphorien de Versailles, le jeudi 14 février, à 10 h 30.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

9, avenue de la Tranquillité, 87, avenue de Saint-Cloud, 78000 Versailles. Albertace (Haute-Corse).

— M^{me} Edouard Timbal-Duciaux de Martin, sa mère, M^{me} Yves Timbal-Duciaux de Martin, née Nicole Brunet, son épouse, Béatrice et Bertrand, ses enfants, M. et M^{me} Jean Dumas et leurs enfants, M. et M^{me} Philippe Timbal-Duciaux de Martin et leurs enfants, M. et M^{me} Jacques Timbal-Duciaux de Martin et leurs enfants, M. Claude Timbal-Duciaux de Martin, ses frères, sœur et neveux, Le colonel Bismes, son beau-père, Les familles Boret, Palaysy et Timbal-Duciaux de Martin, ont la douleur de faire part du décès de

médecin-chef des services Yves TIMBAL-DUCIAUX de MARTIN, professeur agrégé du Val-de-Grâce, officier de la Légion d'honneur, survenu à l'hôpital d'instruction des armées du Val-de-Grâce, le 9 février 1991, muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église du Val-de-Grâce, le jeudi 14 février, à 14 heures.

Priz pour lui.

Ni fleurs ni couronnes.

Vous pouvez manifester votre sympathie par un don au profit de la recherche médicale sur le cancer.

Cet avis tient lieu de faire-part.

5, square Denis-Papin, 78330 Fontenay-le-Fleury.

— Mercredi 13 février 1991, à 20 h 30, au Cercle amical, 52, rue René-Boulanger, Paris-10^e. Réunion organisée par le Cercle amical et le Mouvement socialiste juif sur le thème : « L'immigration juive russe en Israël », avec la participation de Meïor Weintraub, journaliste, et de Wladimir Spino, animateur de Radio communautaire-Judaïque FM.

— M^{me} Anne-Marie SIBILLAT, M. et M^{me} Gilbert Amégau et leurs enfants, ont l'immense douleur de faire part du décès de

M. Jacques SIBILLAT, leur fils, frère et oncle, survenu à Paris, le 9 février 1991, à l'âge de quarante-sept ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 14 février, à 10 h 30, au cimetière funéraire de Grammont, suivie de l'inhumation au cimetière Saint-Lazare de Montpellier (Hérault).

Ni fleurs ni couronnes.

Des dons peuvent être envoyés à l'ARC, 94800 Villejuif.

« Prépare-toi à la rencontre de ton Dieu. » AMOS IV-12.

— M. et M^{me} Christian Gérard, et toute la famille, remercient toutes celles et tous ceux qui, par leurs témoignages de sympathie, les ont aidés à supporter leur deuil après la cruelle disparition de

Robert GÉRARD, 72, avenue des Sciences, 93370 Montfermeil.

Avis de messe

— La Fédération de l'ennobissement textile (anciennement Fédération teinture et apprêts), a la douleur de faire part du décès, le 2 février 1991, de son ancien secrétaire général,

M. Pierre JOUAS.

Ses obsèques ont été célébrées dans le Midi, et une messe à sa mémoire aura lieu le samedi 16 février, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame d'Espérance, 2-4, rue du Commandant-Lamy, Paris-11^e.

— Une messe sera célébrée le jeudi 14 février 1991, à 12 heures, en l'église paroissiale, 263 bis, rue Saint-Honoré, Paris-1^e, à l'intention de

Yves MONESTIER, décédé le 21 janvier.

Messes anniversaires

— Pour le premier anniversaire du décès de

M. Pierre DAMBEZA, une messe sera célébrée à son intention, le vendredi 15 février 1991, à 18 h 30, à la crypte de l'église Saint-Charles-de-Moncau, 22 bis, rue Legendre, Paris-17^e.

Anniversaires

— Ce mercredi des Cendres marque le deuxième anniversaire de la disparition de

Richard ROUD, écrivain américain de cinéma, directeur exécutif du New York Film Festival qu'il fonda en 1963 et dirigea pendant vingt-cinq saisons consécutives, chevalier de la Légion d'honneur, chevalier des Arts et Lettres, décédé à Nîmes, le 13 février 1989.

« La cendre est le pain que je mange. » Ps. 102 (101), 10

Jean-Yves Mock, Paris.

Communications diverses

— « L'Europe de 1992 : quelles institutions, quelle politique, quelle défense ? » Le Club 92 organise, sur ce thème, le vendredi 15 février 1991, à 19 h 30, à l'hôtel Pullman de Lyon-Perrache, un dîner-débat avec : Jean-Pierre Cot, président du groupe socialiste au Parlement européen ; Bernard Cohen-Hadad, secrétaire général du Club 92 ; Gilbert Comte, écrivain et journaliste ; Stéphane Hessel, ambassadeur de France ; Bertrand Renouvin, de la Nouvelle Action royaliste. Inscriptions : Club 92. Téléphone : (1) 42-40-22-58 et 78-94-14-73.

— Mercredi 13 février 1991, à 20 h 30, au Cercle amical, 52, rue René-Boulanger, Paris-10^e. Réunion organisée par le Cercle amical et le Mouvement socialiste juif sur le thème : « L'immigration juive russe en Israël », avec la participation de Meïor Weintraub, journaliste, et de Wladimir Spino, animateur de Radio communautaire-Judaïque FM.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

هذا من الأصل

Semaine du mercredi 13 au mardi 19 février

En vente chez votre marchand de journaux

1. 2. 3.

هذا من البلاد

ÉCONOMIE

Les conséquences de la guerre du Golfe

BILLET

Chères cliniques privées

Longtemps considérées comme plus économes que les hôpitaux publics, les cliniques privées participent aujourd'hui pour une part non négligeable au déficit de l'assurance-maladie. Selon le dernier rapport de la Commission des comptes de la Sécurité sociale, leurs dépenses (350 milliards de francs) devraient croître de 8,8 % cette année, après une progression de 8,2 % en 1990 (contre 4,2 % et 7,7 % pour l'hôpital).

A la recherche de 8 à 10 milliards d'économies, le gouvernement vient de limiter le forfait de la Sécurité sociale (dont le budget a augmenté de 13,8 % l'an dernier) et d'introduire des conventions à durée déterminée avec l'assurance-maladie. Or, estiment la FIEHP et l'UHP, qui regroupent les 1 500 cliniques privées, ces dispositions sont « arbitraires et absurdes ». Lundi 11 février, elles ont lancé une campagne de sensibilisation contre ce qu'elles considèrent comme une remise en cause de « la liberté de choix du malade et de l'indépendance du praticien ».

En assurant que « la qualité des soins ne pourra se maintenir », en évoquant une « diminution du nombre d'opérations » et l'apparition de « files d'attente », les cliniques privées succombent aux vieux démons de la dramatisation. Alors qu'elles acceptent le principe d'une « réelle maîtrise médicalisée des dépenses de santé », elles ne présentent pas encore de contre-propositions et tentent d'esquiver les problèmes de fond en assurant que « l'attaque des pouvoirs publics est essentiellement politique ».

L'argument selon lequel le secteur privé, par sa nature, est simplement victime de son succès n'est guère recevable. L'en passe, le nombre de ses journées d'hospitalisation a baissé de 0,4 % jusqu'à juin et augmenté de 3,4 % au cours du second semestre, alors que les dépenses progressaient de plus de 8 %.

Grâce à la « Sécu », pourtant décriée, se faire soigner dans une clinique privée est à la portée de pratiquement tous les Français. Pour que continue à vivre cette remarquable spécificité hexagonale, il faut que le secteur libéral prenne enfin conscience qu'il doit réellement s'impliquer dans la maîtrise des dépenses de santé. C'est-à-dire accepter certaines contraintes. Tout récemment, la Fédération des biologistes de France ne vient-elle pas de franchir le Rubicon en proposant que l'activité de la profession soit régulée en fonction d'une enveloppe de dépenses, négociée avec les caisses d'assurance maladie ?

J.-M. N.

Les Etats-Unis prévoient un recours accru aux forages pétroliers

Conséquence de la crise du Golfe, l'administration Bush travaille à l'élaboration d'un nouveau plan énergétique, qui devrait être soumis au Congrès d'ici à la fin du mois de février. Les Etats-Unis prévoient essentiellement un recours accru aux forages pétroliers, mais peu de mesures destinées à limiter la consommation de l'énergie.

NEW-YORK

de notre correspondant

« Les Etats-Unis n'ont pas de politique énergétique », s'exclame M. Murray Weidenbaum, dans le quotidien USA Today. Et alors... Nous n'avons pas non plus de politique du vêtement pour dame, du réfrigérateur ou du soda. Nous pratiquons simplement la politique du marché. Et ça fonctionne ! A ce titre, l'ancien conseiller économique de l'administration Reagan a tout lieu d'être satisfait. Le nouveau plan, préparé par le secrétaire américain à l'énergie et qui doit être soumis au Congrès avant la fin de février, se contente de reconduire le mécanisme actuel (et ses insuffisances) en se gardant bien de mettre en place un véritable programme d'économies d'énergie. En cela, le président américain ne fait que suivre l'absence de politique qui a caractérisé les mandats successifs de MM. Ford, Carter et Reagan depuis le premier choc pétrolier de 1973.

Troisième producteur mondial de pétrole (derrière l'URSS et l'Arabie saoudite) avec un peu plus de 7 millions de barils/jour, les Etats-Unis vont accroître les forages pour satisfaire la demande. D'après les premières indications, le président Bush ne reviendrait pas sur l'interdiction faite en juin 1990 de délivrer de nouveaux permis sur cer-

taines zones de Bristol-Bay (Alaska) et au large des côtes de Floride et de Caroline du Nord. En revanche, le ministre de l'Intérieur accorderait de nouvelles concessions au large de la côte est (du New-Jersey à la Géorgie), sur la partie de la zone protégée de l'Alaska, dite Arctic National Wildlife Refuge, une région qui vit encore le traumatisme de la catastrophe de l'Exxon Valdez, en 1989, et de sa gigantesque marée noire. Une proposition qui a reçu l'aval du gouverneur local, M. Walter Hickel.

Relancer le nucléaire

Ainsi, le pétrole, qui représente 40 % des sources d'énergie de l'économie américaine (surtout destiné aux transports), conserverait un rôle de premier plan, le but étant simplement de réduire un peu la dépendance à l'égard des importations, qui assurent actuellement environ 50 % des besoins. Au passage, l'administration a écarté les deux propositions qui auraient permis, à terme, de réduire la consommation d'essence : relever la taxe à la pompe et renforcer les normes fédérales visant à réduire la consommation des nouveaux moteurs de voitures. Côté gaz naturel, qui fournit 22 % des besoins, les importations et exportations ne seraient plus soumises à l'approbation des autorités fédérales et les contraintes liées à la protection de l'environnement concernant le tracé des gazoducs seraient assouplies.

Dans le même esprit, la liberté d'action consentie aux Etats, pour bloquer le stockage de déchets radioactifs sur leur territoire, sera amoindrie. Une mesure qui intervient au moment où le département de l'énergie a fait savoir qu'il reculait de un ou deux ans la décision à prendre sur l'usine de traitement de

Hanford (Etat de Washington), où sont entreposés le résultat de dizaines d'années de production d'énergie nucléaire. A ce sujet, l'administration prévoit de relancer la construction de centrales nucléaires en simplifiant les longues procédures d'audit et les dispositions administratives diverses qui, allées aux conséquences de l'accident de Three-Mile-Island (en 1979), ont pratiquement bloqué la production d'énergie nucléaire à son niveau actuel : 7 % de la production totale.

Par comparaison, les mesures de conservation apparaissent singulièrement timides. Le département de l'énergie se borne à recommander, pour l'essentiel, l'utilisation de fioul pour les véhicules légers et quelques allègements fiscaux à la fois pour les compagnies d'électricité (qui pourront déduire les rabais qu'elles consentent à leurs clients lorsqu'ils utilisent des appareils consommant moins) et pour les producteurs d'énergies renouvelables (à partir du soleil, de l'eau et du vent). Réduites à la portion congrue, les quelques mesures visant à limiter la consommation ne font pas le poids face à la priorité assignée à la production. Au grand dam des écologistes qui, tels les dirigeants de l'association Sierra Club, se disent indignés du peu de place fait aux propositions en faveur des énergies renouvelables face à des mesures « qui vont détruire encore davantage l'environnement ». Mais la grande satisfaction des compagnies pétrolières qui, ARCO en tête, se félicitent de « ces mesures très positives, non seulement pour l'industrie, mais aussi pour le consommateur ».

Un concert de louanges auquel les lobbies nucléaire et automobile, qui ont échappé au renforcement des contraintes fédérales, ne vont pas manquer de s'associer.

SERGE MARTI

Les compagnies aériennes du monde entier licencient

La chute spectaculaire de la demande de transport fait décoller les avions à vide et provoque des pertes de recettes considérables pour les compagnies aériennes. Celles-ci ont, dans un premier temps, ajusté leur programme de vols en réduisant les fréquences, en fermant des dessertes et en utilisant des appareils plus petits.

Le conflit du Golfe et les craintes d'actes de terrorisme prolongent les effets de cette récession, les transporteurs prennent des mesures beaucoup plus dracونيennes et s'apprêtent à réduire leurs dépenses de personnels, en général avec l'assentiment des syndicats.

Persuader les passagers de reprendre l'avion

C'est ainsi que British Airways, qui emploie 52 000 salariés, a confirmé son plan de suppression de 4 600 emplois par départs volontaires et retraites anticipées, ainsi qu'à la mise en chômage partiel de 2 000 salariés, qui percevront la moitié de leur salaire. Iberia a prévu de mettre en chômage partiel 10 % de ses 28 000 salariés. USAir, qui avait déjà licencié 3 600 employés au cours de l'été 1990, annonce maintenant la suppression de 3 585 emplois. La presse belge estime que Sabena ne pourra éviter 1 000 à 2 000 suppressions d'emplois sur 12 500.

D'autre part, les compagnies commencent à faire de la « réclame » pour persuader les passagers de reprendre l'avion. Depuis trois jours, on assiste à un tintamarre médiatique initié par les directions commerciales, qui publient des rabais plus alléchants les uns que les autres... et passablement trompeurs, puisque les baisses annoncées ne correspondent qu'à des tarifs promotionnels

normaux en saison creuse. British Airways clame une réduction de 33 % sur l'Atlantique nord, aussitôt portée par Lufthansa à 40 %. PanAm et TWA promettent de faire aussi bien.

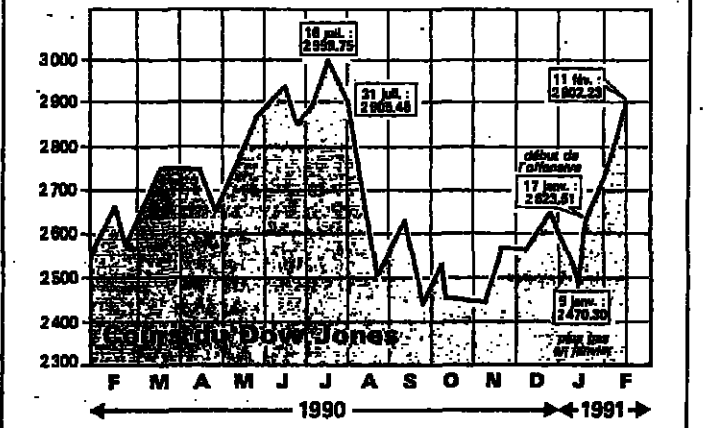
Ces tarifs sont assortis de conditions de validité et de paiement qui les rendent assez contraignants et, comme les compagnies ne sont pas inconscientes au point de se livrer au jeu dangereux de la cavalerie, les rabais ne portent que sur un nombre limité de sièges par avion.

Air France, qui depuis plusieurs semaines avait publié ses habituelles promotions hivernales sur quatre destinations européennes ainsi que sur New-York et Miami, n'a pas tort de faire valoir que son billet aller-retour vers New-York s'établit à 600 dollars, alors que Lufthansa offre Francfort-New-York (certes plus long) pour 680 dollars.

Al. F.

La compagnie aérienne polonaise Lot sera privatisée. Le gouvernement de Varsovie a donné son accord à la privatisation de la compagnie aérienne polonaise Lot. Cette transformation nécessitera l'abandon du statut spécial datant de l'imposition de la loi martiale en 1981 et la transformation de Lot en « société du Trésor public ». La Lot a transporté en 1990 2,2 millions de passagers et assure des liaisons régulières avec quarante-quatre villes dans trente-six pays. La privatisation devrait l'aider à renouveler sa flotte d'appareils soviétiques, les gourdmands en carburant, alors qu'elle affronte comme ses consœurs occidentales une chute sévère de trafic.

Wall Street revient à son niveau d'avant l'invasion du Koweït



Depuis le déclenchement des hostilités, dans la nuit du 16 au 17 janvier, les marchés boursiers mondiaux ont retrouvé l'optimisme. Les opérateurs anticipent déjà la fin de la guerre et de la récession américaine. Mardi 12 février, la Bourse de Tokyo a encore progressé de 2,6 %. Le mouvement de hausse est mené par la Bourse de New-York.

En repassant au-dessus de la barre des 2 900 points lundi 11 février, l'indice Dow Jones a retrouvé son niveau du 31 juillet 1990, avant l'invasion du Koweït par l'Irak. Ce coup de force avait d'abord provoqué une chute des marchés financiers. Tombée au plus bas le 9 janvier, la place new-yorkaise était toutefois celle ayant le mieux résisté, l'indice Dow Jones perdant alors 15 % par rapport à son niveau de fin juillet. Depuis le début de la guerre, le 17 janvier, la Bourse ne cesse de monter. En moins d'un mois, elle a gagné 15,8 %.

Les banques centrales tentent de stopper la baisse du dollar

La chute du dollar n'est pas encore enrayée. Mardi 12 février, plusieurs banques centrales sont intervenues dans la matinée sur les marchés des changes pour soutenir le cours de la monnaie américaine. Mardi, à l'ouverture, le dollar s'échangeait à Paris à 4,93 F, contre 4,9540 F la veille à la cotation officielle, et encore plus de 5 F au début du mois. Les interventions des banques centrales l'ont fait cependant remonter à 4,9585 F au fixing. A Francfort, le billet vert, descendu à son plus bas niveau historique contre le mark, à 1,4450 DM, est remonté aussi au fixing à 1,4593 F.

Les marchés des changes ont vivement réagi aux déclarations du vice-président de la Banque fédérale allemande, M. Helmut Schlesinger, selon lesquelles les interventions des instituts d'émission étaient limitées dans leur ampleur, et sans effet à long terme sur le taux de change.

L'affaiblissement du dollar provoque un raffermissement du cours du mark contre les principales devises. A Paris, la monnaie allemande valait mardi 3,41 F contre 3,4085 F lundi à la cotation officielle.

M. Rocard annonce 12 milliards de francs d'économies budgétaires

C'est finalement 12 milliards de francs que les différents ministères devront économiser sur les crédits qui leur avaient été alloués dans le budget de 1991, voté en décembre par le Parlement. Tous les membres du gouvernement - à l'exception du ministre de la Défense - ont reçu, lundi 11 février, une lettre de M. Michel Rocard leur demandant ce nouvel effort de réduction de leurs dépenses.

Cet effort porte sur 5 % des dépenses ordinaires et 10 % des crédits d'équipement (autorisations de programmes et crédits de paiements correspondants). Mais les crédits affectés aux traitements des fonctionnaires, qui représentent grosso modo 40 % d'un budget de 1 280 milliards de francs, ne sont pas touchés par les mesures d'économies.

Ne sont pas non plus concernés les crédits « évaluatifs » c'est-à-dire les intérêts de la dette publique (150 milliards de francs), les restes servis aux anciens combattants, les crédits affectés au chômage, soit au total 250 à 300 milliards de francs.

Un deuxième plan dans un mois ou deux

M. Pierre Bérégovoy avait proposé un plan d'économies de 20 milliards de francs en deux fois. Cette idée semble avoir été à peu près retenue par Matignon, ce qui rend possible un deuxième train d'économies de 8 milliards dans un mois ou deux, tout dépendant du rythme des rentrées fiscales, qui sont elles-mêmes fonction de la croissance économique.

Si MM. Rocard et Bérégovoy n'avaient pas décidé des économies, il est plus que probable que le déficit budgétaire aurait recommencé à augmenter, les recettes fiscales rentrant mal. Mais si un deuxième train d'économies devait être décidé, il serait difficile de ne pas toucher cette fois aux mesures salariales catégorielles.

Les déboires du numéro un de la distribution américaine

Sears Roebuck supprime 33 000 emplois

Sears Roebuck, premier groupe de distribution américain, a annoncé lundi 11 février la suppression de 33 000 emplois d'ici à la fin de l'année (au lieu de 24 000 annoncés précédemment), ainsi qu'une chute de ses bénéfices à la fois au quatrième trimestre 1990 (-37,1 %) et pour l'ensemble de l'an dernier (-40,3 %). Le programme de suppression d'emplois touche uniquement les activités de distribution (Sears Merchandise Group), qui emploient actuellement 206 000 salariés. La distribution représente près de 60 % du chiffre d'affaires total du groupe, qui a également des activités dans les assurances, les services financiers et l'immobilier.

Sears est victime, comme ses concurrents, d'un ralentissement des ventes lié à la récession (le Monde du 12 février) mais aussi à la concurrence des groupes de discount comme Wal-Mart ou K-Mart. En 1990, les ventes de Sears Merchandise Group ont progressé seulement de 1,2 % à 31,9 milliards de dollars (158 milliards de francs) et le bénéfice net a chuté de 36,2 % à 412,6 millions (un peu plus de 2 milliards de francs). Pour l'ensemble du groupe, le bénéfice net consolidé a plongé de 40,3 % à 902,2 millions de dollars (un peu plus de 4 milliards de francs) et le chiffre d'affaires annuel a crû de 4 % à 55,97 milliards (277 milliards de francs). (AFP.)

PÉTROLE ↑

Prix du baril de pétrole brut (en dollars)	Variation par rapport à la veille
WTI (West Texas Intermediate), à New York à la cote	22,47 + 0,57
Brent à Londres l'ouverture	20,70 + 0,19
Source : Arbitrages pétroliers France	

A Londres, comme à New-York la veille, les cours du pétrole ont été tirés à la hausse par l'envolée des prix du gazole, qui se poursuit en raison du froid. La publication lundi de l'état des stocks européens de brut et de produits raffinés a révélé en effet une baisse significative des stocks sur ce produit, alors que le niveau des réserves en brut ont, elles, augmenté.

eslsca

3^e CYCLE SPÉCIALISÉ

"INGÉNIERIE FINANCIÈRE"

Formation professionnelle de haut niveau aux montages d'opérations de haut de bilan et de financements spéciaux.

Évaluation d'entreprise, Fusions-acquisitions, LMO, OPA... De la politique financière aux opérations spécifiques.

Pédagogie et corps professoral : Spécialistes experts et entreprises partenaires. Renseignements et inscriptions : Philippe GINSBERG

ÉCOLE SUPÉRIEURE LIBRE DES SCIENCES COMMERCIALES APPLIQUÉES

Fondée en 1949 - reconnue par l'Etat

1, rue Bougainville - 75007 PARIS Tél. : (1) 45 51 32 59

Les forains victimes du conflit

« La profession foraine est actuellement sinistrée » à cause de la guerre du Golfe et enregistrera un manque à gagner de 15 % sur l'année, a déclaré, vendredi 8 février, le président de la commission intersyndicale des professionnels de la fête foraine, M. Charles Mangold.

M. Mangold considère que l'annulation d'une vingtaine de carnivals et de fêtes en février et en mars est « un coup de grâce » porté à la profession, après les « difficultés croissantes » rencontrées auprès des maires pour organiser leurs fêtes depuis quelques années. L'intersyndicale qui représente les 50 000 familles foraines de la métropole, a alerté les pouvoirs publics et souhaite être reçu par M. François Doublin, ministre du commerce et de l'artisanat.

ÉCONOMIE

AFFAIRES

Projet de fusion
entre Suez
et la Compagnie
La Hénin

Les conseils d'administration de la Compagnie La Hénin (CLH) et de Suez, qui se réuniront respectivement le 12 et le 13 février, devraient entériner le projet de fusion-absorption de CLH par sa société mère. Suez détient, aux côtés d'institutionnels (Caisse des dépôts, UAP, Crédit foncier) et du public, 44 % de CLH, holding qui regroupe des actifs dans l'immobilier (détenus par une filiale à 49 %, la Compagnie foncière immobilière, CFI) et dans l'agroalimentaire (détenus directement par CLH : Domaines Cordier, Salins du Midi, Européenne de gastronomie). Après une perte de 71 millions de francs en 1989, CLH pourrait annoncer un déficit d'environ 200 millions pour 1990.

L'absorption de CLH par Suez devrait être le prétexte à une vaste restructuration du pôle immobilier de Suez, dont les activités dans ce secteur sont éparpillées chez Victoire, ISM SA, Société générale de Belgique et Indosuez. Cette dernière vient d'ailleurs de racheter à M. Dominique Bouillon, promoteur immobilier, les 63 % qu'il possédait dans la Société financière des Champs-Élysées. Celle-ci est actionnaire de la Société foncière des Champs-Élysées, dans laquelle Indosuez détient 33 % et qui a racheté en avril 1990 le siège des Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP) pour 2,8 milliards de francs, prix jugé prohibitif.

SOCIAL

Avec 46,53 % des suffrages

La CGT perd la majorité au comité central
d'entreprise de Renault

La CGT a perdu la majorité absolue aux dernières élections professionnelles chez Renault. En obtenant 46,53 % des suffrages à l'issue du dernier cycle d'élections pour le renouvellement des 150 comités d'établissement du groupe, cycle qui s'est déroulé du 1^{er} janvier 1989 au 31 décembre 1990, la centrale cégétiste perd plus de 4 points par rapport au précédent scrutin, où elle avait recueilli 51 % des voix. Les autres syndicats représentés obtiennent respectivement : CFDT, 24,17 % des voix, FO, 12,39 %, CFE-CGC, 10,90 %, CFTC, 2,86 %.

autres syndicats, 0,27 % et divers candidats indépendants, 2,84 %.

Cette baisse d'audience de la CGT au niveau du groupe était prévisible dès le mois de décembre dernier, à l'issue des résultats des comités d'établissement de la région Renault proprement dite, de RVI et de la Française de mécanique, qui ont vu la CGT passer en dessous de la barre des 50 % de suffrages exprimés (le Monde du 15 décembre 1990).

La CGT devrait maintenant être mise en minorité au sein des deux principales instances représenta-

tives, le comité de groupe et le comité central d'entreprise. Des négociations sont, selon un responsable de la CFDT, actuellement en cours entre les quatre autres syndicats représentés (CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC) afin de conclure « une alliance » pour « mettre en place une alternance entre les syndicats démocratiques et gérer le comité de groupe et le comité central d'entreprise dans le sens de tous les salariés ». Le prochain comité central d'entreprise devait se réunir le 21 février.

V. D.

L'ASSEDIC du Val-de-Marne poursuit en diffamation
une association d'aide aux chômeurs

« Certains d'entre nous, à bout, ont mis fin à leurs jours : récemment Jean-Pierre, d'Arcueil, et Dégivier, de Vincennes. Que ceux qui portent une part de responsabilité de la main non tendue, des cœurs secs et inhumains soient ici dénoncés. » Ces deux phrases sont parues en octobre 1989 dans un tract, où l'Association pour l'emploi, l'information et la solidarité (APEIS), très proche du PCF et qui revendique sept mille adhérents (15 % des chômeurs indemnisés du Val-de-Marne), s'adressait au personnel de l'ASSEDIC de ce département.

Elles ont valu à son président, M. Richard Dethy, d'être poursuivi pour diffamation par l'ASSEDIC du Val-de-Marne. Celui-ci comparait le 6 février devant la douzième chambre correctionnelle du tribunal de Créteil et le délibéré

sera rendu le 6 mars. L'ASSEDIC lui réclame 100 000 francs de dommages et intérêts.

L'APEIS reproche également la sous-utilisation du fonds social destiné à venir au secours des personnes en difficulté et de refuser le droit à l'accompagnement des chômeurs qui le désirent par toute personne de leur choix, lors de leurs rendez-vous avec elle pour faire valoir leurs droits.

Le professeur Albert Jacquard, conseiller scientifique à l'Institut national des études démographiques, statisticiens et génétiques, pourrait à son tour être poursuivi. Le 1^{er} décembre dernier, sur France-Inter, il déclarait que les personnes en fin de droit « au fond du désespoir » n'avaient plus le choix qu'entre se suicider ou tout casser.

F. G.

INDUSTRIE

Conjoncture moins faste
pour le secteur papetier français

Selon des chiffres publiés par la Copace (Confédération française des papiers carton et cellulose), le marché français du papier carton ne devrait croître que de 3 % en 1991 après deux années de croissance exceptionnelle (5,3 % en 1989 et 4,4 % en 1990).

Le ralentissement de la croissance mondiale commence à faire sentir ses effets sur un secteur qui s'estimait jusqu'à présent préservé. Preuve de cette confiance : quatre nouvelles machines ont été mises en route en 1990.

Neuf autres devraient être installées d'ici à 1993 si les projets annoncés sont effectivement réalisés. Sur la période 1990-1993, pas moins de 17 milliards de francs devraient être ainsi investis dans le secteur papetier en France.

Ces investissements massifs réalisés dans l'Hexagone par des groupes à capitaux étrangers devraient favoriser le rétablissement d'une balance commerciale papier carton dont le déficit, en hausse constante, a atteint 15,3

milliards de francs l'an passé. Le ralentissement de la consommation intérieure de papier carton risque cependant de faire apparaître des problèmes aigus de surproduction.

Des phénomènes d'engorgement sont déjà perceptibles ponctuellement cette année dans le domaine du papier journal. La situation des producteurs de pâte à papier s'avère plus préoccupante du fait à la fois d'un change défavorable et d'un déstockage massif des utilisateurs à partir du second semestre 1990, entraînant les prix dans une chute précipitée.

Sur l'ensemble de 1990, la production française de pâte à papier a reculé de 3,2 % après avoir enregistré une progression de 3,7 % en 1989 et de 4,7 % en 1988. Les prévisions pour 1991 sont incertaines. Le marché de la pâte pourrait être assaini avec la fermeture très probable de nombreux sites scandinaves.

C. M.

Les écrans
du futur

Suite de la première page

Grâce à des mémoires, il peut même restituer ces images avec une finesse inégalée, en « doublant » le nombre de lignes visibles. Bref, avec un écran de 93 centimètres de diagonale, des systèmes de recadrage d'image au format désiré, d'incrustation dans l'image, et cinq haut-parleurs pour rendre la qualité du son numérique stéréo permis par le D2 MAC, le Space System intègre un maximum d'innovations. Son prix (35 000 francs) est en conséquence le réservé à une clientèle aisée. Sa production dans l'usine allemande de Villigen ne devrait d'ailleurs pas dépasser 1 000 unités par mois au début.

Pourtant, Thomson Consumer Electronics (TCE) mise gros sur cette gamme de téléviseurs, appelée à s'écarter et à baisser en prix avec l'arrivée de grandes séries. Car c'est le dernier maillon qui manquait dans la chaîne de diffusion en D2 MAC seize neuvièmes, cette norme intermédiaire qui prépare l'avènement du HD MAC au-delà de 1995.

Un concept,
un produit

« C'est un pas décisif, nous avions un concept, nous avons maintenant un produit », a d'ailleurs indiqué le ministre de l'industrie, M. Roger Fauroux, en félicitant les industriels. Et M. Fauroux de rappeler que l'heure n'est pas à l'attentisme : la « politique des supports » qui accompagne celle des matériels est au rendez-vous, avec des satellites comme TDF ou TV Sat, des réseaux câblés bientôt aptes à transmettre le D2 MAC en France et en Allemagne, et des essais de diffusion terrestre dans cette norme.

Reste encore à stimuler l'offre de programmes, pour l'instant bien timide : Canal Plus et La Sept limiteront au départ leur diffusion en seize neuvièmes à quelques films, Antenne 2 allant un peu plus loin sur son canal satellite.

Mais ce bémol n'entame en rien la confiance de Thomson et des ministères concernés dans le bien-fondé de leur stratégie vers la TVHD. Ni les déboires des satellites ni les rapports sur le développement des technologies numériques aux États-Unis (le Monde du 12 février) ne sont de nature à l'inciter. « Le D2 MAC a dix ans devant lui, avec des atouts d'image et de son qu'il est seul à offrir pour longtemps », résume un conseiller ministériel. « Les premiers produits grand public de télévision numérique apparaitront en l'an 2000... si tout se passe bien. De plus, nous ne sommes pas absents du numérique, puisque les deux tiers des dépenses de recherche engagées par Thomson et Philips sur la TVHD (20 milliards de francs en cinq ans, dont 3 milliards de crédits d'études de l'Etat) sont indépendantes des normes, car elles portent sur les technologies de base. »

M. Bernard Isantier, PDG de Thomson Consumer Electronics, en est lui aussi convaincu : « Le D2 MAC est la seule possibilité d'apporter aujourd'hui au consommateur des atouts évidents de qualité d'image et de son. Le format seize neuvièmes va s'imposer dans les années à venir et constituer la moitié des ventes de téléviseurs en Europe en l'an 2000. » Avec le Space System, Thomson entend ainsi préparer le futur et consolider son image de haute technologie. Même s'il doit, dans l'immédiat, vivre avec les marges plus réduites des téléviseurs actuels.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le groupe Lyonnaise des Eaux-Dumez vient de procéder à une nouvelle organisation de ses deux pôles principaux ainsi qu'à un réaménagement des responsabilités.

1 - SERVICES

Pour le pôle services - eau, énergie-chaleur, propreté, services funéraires, communication, santé, loisirs :

M. René COULOMB, Président directeur général d'UFINER et de sa filiale COFRETH (pôle énergie-chaleur), sera nommé Directeur général de LYONNAISE DES EAUX - DUMEZ, Directeur de l'Eau.

M. Jean-Paul PAUFIQUE, précédemment Directeur du Développement de DUMEZ, sera nommé Président directeur général d'UFINER et de COFRETH en remplacement de M. René COULOMB.

2 - AMÉNAGEMENT ET CONSTRUCTION

Pour le pôle aménagement et construction, il est créé une société holding DUMEZ qui contrôle deux grandes filiales opérationnelles : DUMEZ INTERNATIONAL et DUMEZ CONSTRUCTION.

M. Jean-Paul PARAYRE, Vice-Président directeur général de LYONNAISE DES EAUX - DUMEZ, est Président directeur général de DUMEZ et Président directeur général de DUMEZ CONSTRUCTION.

M. André KAMEL, conseiller du Président de LYONNAISE DES EAUX - DUMEZ, Vice-Président directeur général de DUMEZ, est Président directeur général de DUMEZ INTERNATIONAL.

M. Bernard CABARET, Directeur général de LYONNAISE DES EAUX - DUMEZ, Directeur de l'Eau, sera nommé Vice-Président directeur général de DUMEZ, délégué à la construction. Il est rappelé que MM. François HERVELIN et Jean HEISER sont Vice-Présidents directeurs généraux de DUMEZ CONSTRUCTION.

3 - COMITÉ EXÉCUTIF DU GROUPE LYONNAISE DES EAUX - DUMEZ

M. Jérôme MONOD, Président du Comité Exécutif auquel participent déjà MM. Jean-Paul PARAYRE, Vice-Président et Guy de PANAFIEU, Administrateur directeur général du groupe, a décidé d'y faire siéger MM. André KAMEL et Bernard CABARET.

L'ensemble de ces mesures d'organisation du groupe a pour objet de resserrer son commandement.

Après l'annonce de la fusion en juillet 1990, la définition de la stratégie et des objectifs en septembre 1990, les premières opérations d'investissement et de désinvestissement en janvier 1991, les décisions qui sont annoncées aujourd'hui visent à mettre le nouveau groupe en état d'atteindre son objectif fondamental : assurer à ses clients le meilleur service dans le domaine de la construction et de l'aménagement des villes ainsi que dans la gestion de l'environnement.

DROIT DES SOCIÉTÉS,
L'EUROPE RESTE À FAIRE

Aujourd'hui, le marché des entreprises c'est l'Europe. Une Europe où dans un domaine vital, celui du droit des sociétés, chaque pays a conservé son propre droit. Une situation complexe, difficile à maîtriser.

Il existe un recueil à feuillets mobiles, le "Droit des Sociétés dans les pays de la CEE", dans la collection JUPITER, qui apporte une réponse à toutes les questions qu'on doit se poser.

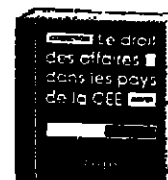
Pays par pays, il présente en 7 volumes les textes de loi, leur traduction, des études et commentaires, régulièrement actualisés.

Le "Droit des Sociétés Jupiter" : un outil unique qui bénéficie des 30 ans d'expérience des droits nationaux européens de la collection JUPITER, éditée par LGDJ.

Actuellement et jusqu'au 28 février 1991, vous pouvez bénéficier d'un tarif préférentiel.

Pour toute information, appelez le (1) 43 35 01 67 ou écrivez à : LGDJ - 26, rue Vercingétorix 75014

"Droit des Sociétés Jupiter"
Maîtriser les Droits nationaux
pour conquérir l'Europe



LGDJ
26, rue Vercingétorix
75014 Paris

هذا من الأصل

ÉCONOMIE

Pour faciliter le financement de leur développement

Le gouvernement australien va privatiser ses deux compagnies aériennes d'ici à 1992

Les transports aériens en Australie sont en train de vivre un véritable bouleversement avec le programme de déréglementation lancé par le gouvernement travailliste de M. Bob Hawke pour ouvrir le marché intérieur à de nouveaux concurrents et privatiser les deux compagnies publiques, Australian Airlines et Qantas.

CANBERRA
de notre correspondant
dans le Pacifique sud

La guerre des prix a commencé dans les transports aériens australiens, brutale et sans concession. Certaines réductions de tarifs approchent les 60 %. Au beau milieu de l'été austral, le public pouvait difficilement rester de marbre face à des avances aussi alléchantes. Le nombre de passagers au quatrième trimestre a enregistré une hausse de 18 % par rapport à la même période de 1988, une progression même de 86 % sur les lignes Sydney-Melbourne-Perth. C'est peu dire que le ciel australien se recompose.

Tels sont les premiers effets du programme de déréglementation lancé par le gouvernement de Canberra. Depuis le 31 octobre, la fameuse « politique des deux compagnies aériennes » datant de 1952, consistant à réserver le marché à la société publique Australian Airlines et à sa concurrente privée Ansett, a été enterrée. La compagnie Com-

pass, troisième larron, s'est engouffrée sans tarder dans la brèche : forte pour l'heure de deux Airbus A-300, elle a fait une entrée en lice spectaculaire sur le triangle Sydney-Melbourne-Perth.

Mais la volonté de réformes affichée par les travaillistes ne s'arrête pas là. Tout aussi ambitieux est le train de privatisations de 100 % d'Australian Airlines (liaisons domestiques) et de 49 % de Qantas (liaisons internationales) actuellement à l'étude dans les ministères. Le gouvernement s'est résigné à un tel recours au secteur privé face à l'accumulation d'énormes besoins de financement, notamment pour Qantas. Dopé par son dynamisme de ces dernières années - son chiffre d'affaires a plus que doublé entre 1984 et 1989 - la compagnie publique s'est lancée dans un vaste programme d'expansion qui devrait l'amener à doubler sa flotte d'ici la fin de la décennie. La facture s'annonce lourde : 6 milliards de dollars australiens (25 milliards de francs) à l'échéance de 1995. Les besoins d'Australian Airlines, eux, sont plus modestes - 1,6 milliard de dollars (6,5 milliards de francs) - mais en cette période de rigueur budgétaire, l'Etat n'est pas davantage disposé à payer.

Le gouvernement de Bob Hawke s'est laissé d'autant plus facilement convaincre de vendre ces « bijoux » que le discours sur l'internationalisation de l'économie australienne est devenu son nouveau credo. Vingt et une compagnie australienne par son chiffre d'affaires, Qantas n'est pas tout à fait de taille à ferrail-

liser seule avec les géants américains, européens et japonais.

D'où le projet d'ouvrir le capital, non seulement à des privés nationaux, mais aussi à des intérêts étrangers, à hauteur de 35 % pour Qantas et de 40 % pour Australian Airlines. Aucune décision n'a encore été formellement prise quant aux futurs actionnaires, mais des noms comme British Airways ou Lufthansa circulent avec insistance. Une fois le « noyau dur » constitué dans le courant de cette année, le gouvernement fera ensuite appel au public. Le montage financier devrait être bouclé début 1992.

Une déréglementation biaisée

Le paysage des transports aériens en Australie s'apprête donc à vivre des bouleversements majeurs. Mais la transition reste contrôlée, le gouvernement préservant un certain nombre de garde-fous afin d'éviter de déstabiliser les transporteurs en place. Tel est le cas de la sacro-sainte règle de la séparation du marché international et du marché intérieur, en vertu de laquelle une compagnie estampillée « internationale » - qu'il s'agisse de Qantas ou d'un étranger - n'a pas le droit de transporter des passagers sur le sol australien.

Cette question est particulièrement sensible dans les relations entre l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Arguant du fait que la compagnie privée australienne Ansett a été autorisée à opérer sur le marché néo-zélandais, Wellington exige de

Canberra la réciprocité, c'est-à-dire la possibilité pour Air New-Zealand de s'introduire sur les lignes australiennes. Le gouvernement de Bob Hawke s'y refuse pour l'instant, se retranchant derrière l'accord de libre-échange signé entre les deux pays et dont les transports aériens sont exclus.

Le second obstacle de fait à une déréglementation brutale du marché intérieur est plus technique : il s'agit de l'accès aux terminaux d'aéroports. Australian Airlines et Ansett s'y sont taillé une position de monopole. Compass, le nouvel arrivant, se trouve aujourd'hui dans l'obligation de leur en sous-louer l'accès. Certains professionnels estiment que l'actuelle déréglementation restera biaisée tant que ce monopole ne sera pas battu en brèche.

Enfin, le troisième handicap est d'ordre conjoncturel. La récession et l'augmentation des prix du carburant, qui vont déjà se traduire par des licenciements chez les compagnies existantes, dissuadent les concurrents potentiels d'entrer en scène. Si Compass a réussi à faire ses preuves, longue est la liste des candidats inhibés par la conjoncture : Transcontinental, Capitol ou Southern-Cross. De toute façon, assurent les observateurs, ces condamnés de la déréglementation n'auraient pas eu les reins assez solides même dans un contexte économique plus favorable. La déréglementation, rappellent-ils, c'est l'ouverture du marché, mais c'est aussi la purge.

FREDÉRIC BOBIN

Dans un pays à croissance démographique très forte

1,8 million d'agents participent au recensement de la population indienne

Les Indiens disent volontiers qu'il s'agit du « plus grand exercice administratif du monde ». Entre le 9 février et le 28 mars, environ 1,8 million d'agents participent au recensement de la population en se rendant dans les 600 000 villages et 4 689 villes de l'Inde. Le précédent record de mobilisation bureaucratique était détenu par la Chine qui, pour le recensement de 1982, avait utilisé les services de 6,3 millions de travailleurs.

NEW-DELHI
de notre correspondant

Les premières estimations du recensement réalisé en Inde seront disponibles vers le 25 mars, mais il

faudra attendre 1995 pour recueillir la manne de toutes les informations collectées. Ce délai pourrait cependant être allongé si l'on se réfère aux désastres précédents de 1981, dont les résultats globaux n'avaient été connus qu'en 1987.

La principale question concerne, bien entendu, la croissance démographique. Les experts estiment qu'au 1^{er} mars 1991, date de référence, l'Inde comptera entre 837 millions et 865 millions d'habitants, contre 685,2 millions en 1981 et 548,2 en 1971. Ils savent déjà que l'estimation du taux de croissance de la population (2,1 % par an, contre 1,3 % en Chine) sera délicate. Le recensement devrait confirmer que, comme le dit un éminent démographe indien, le professeur Ashish Bose, les efforts de régulation des naissances « ont été un échec ». Si la Chine plafonne largement en l'été prochain (1,133 milliard d'individus), au rythme actuel l'Inde la devancera à l'horizon 2040. Ce recensement, le

treizième depuis 1872, va, de plus, apporter une foule de renseignements sur l'évolution des habitudes sociales, économiques et culturelles de la population indienne. Il soulignera, notamment, l'industrialisation croissante des campagnes et le gonflement sans répit des grandes métropoles (9,2 millions d'habitants à Calcutta, 8,2 millions à Bombay). Les questionnaires, qui devront être remplis par chaque chef de famille, portent sur : le niveau d'éducation et de scolarité ; le niveau de vie, avec des questions sur le type de matériel utilisé pour la construction de la maison ; l'énergie disponible pour cuire la nourriture ; les dispositions en matière d'hygiène, etc. Le gouvernement dispose, ainsi, d'informations sur la manière dont les mentalités évoluent, par exemple à propos du travail des femmes.

Selon le recensement de 1981, la participation de celles-ci aux activités économiques ne représentait que 19,7 % de l'ensemble. Mais ce chif-

fre, en raison du poids des habitudes patriarcales de la société indienne, est systématiquement sous-estimé. Les Indiens sont plutôt fiers de la fiabilité de leurs méthodes de recensement, dont ils estiment la marge d'erreur à 1,5 %. Il n'est cependant pas exclu que les résultats soient faussés par des considérations ethniques et linguistiques, et les résultats se traduisent notamment en termes de subventions gouvernementales et de quotas administratifs. En outre, dans une société à 97 % musulmane, il est difficile aux fonctionnaires chargés du recensement de questionner les femmes, et le nombre d'enfants de sexe féminin est la plupart du temps minoré.

Le recensement organisé dans l'Union indienne représente une charge financière importante, de l'ordre de 3 milliards de roupies (plus de 900 millions de francs). Ce coût inclut les salaires versés aux démarcateurs - lesquels sont souvent des instituteurs et professeurs, qui reçoivent une rémunération de 325 roupies (98 francs), celui des dépenses administratives, comme le papier (8 000 tonnes) utilisé pour les questionnaires, enfin le fonctionnement des ordinateurs qui traitent toutes les données.

LAURENT ZECCHINI

PUBLICATION JUDICIAIRE

Par jugement en date du 15 février 1990, le Tribunal de Grande Instance de Paris a prononcé le jugement suivant à l'encontre de la société JEAN-CHARLES DE CASTELBAJAC SA :
- déclare les interventions recevables des ayants droit de JOAN MIRO disposant des droits patrimoniaux et moraux sur ses œuvres, et de l'ASSOCIATION POUR LA DÉFENSE DE L'ŒUVRE DE JOAN MIRO dite ADOM ;
- valide la saisie contrefaçon d'un manteau qui comportait une reproduction de l'œuvre de JOAN MIRO sans l'autorisation des demandeurs et dit que JEAN-CHARLES DE CASTELBAJAC SA a commis des actes de contrefaçon ;
- ordonne la cessation de la fabrication et de la diffusion dudit manteau et condamne la société JEAN-CHARLES DE CASTELBAJAC SA à payer aux requérants, à titre de dommages et intérêts, une somme de 80 000 F et 8 000 F au titre de l'article 700 du nouveau code de procédure civile ;
- autorise les sus-nommés à titre de dommages et intérêts à faire publier le présent dispositif par extrait ou rémément.

Thyssen invite:

Assemblée générale de nos actionnaires

Thyssen Aktiengesellschaft
Jeudi, 21 mars 1991, 10.00 heures
Mercator-Halle, König-Heinrich-Platz, Duisburg

L'ORDRE DU JOUR

1. Présentation du bilan, du bilan du groupe, ainsi que des rapports de gestion combinés de Thyssen Aktiengesellschaft et du groupe sur l'exercice 1989/90, y compris le rapport du conseil d'administration

Délibération à prendre sur l'affectation du résultat

Il est proposé de distribuer un dividende de DM 10,- et un bonus d'anniversaire de DM 1,- par action d'une valeur nominale de DM 50,-

2. Délibération à prendre sur le quitus au directeur et au conseil d'administration

3. Election du commissaire aux comptes

4. Election des membres du conseil d'administration

5. Délibération à prendre sur le renouvellement du capital autorisé ainsi que de la modification des statuts

Tous les actionnaires sont habilités à participer à l'assemblée générale ou à s'y faire représenter.

En France, les actionnaires désireux d'assister à cette assemblée ou de s'y faire représenter devront immobiliser leurs actions avant le 14 mars 1991 chez L'Européenne de Banque, 21, rue Laffitte, 75009 Paris, ou faire notifier à celle-ci, avant la même date, l'immobilisation de leurs titres par leur banque ou leur agent de change.

L'Européenne de Banque délivrera des cartes d'admission à l'assemblée aux actionnaires qui en feront la demande.

Düsseldorf, février 1991

Le Directoire



THYSSEN AKTIENGESELLSCHAFT

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ

ARRÊTÉ DU MAIRE

OBJET : ENQUÊTE PUBLIQUE PRÉALABLE AU DÉCLASSEMENT ET À L'ALIÉNATION PARTIELS DE LA VOIE COMMUNALE

Allée des Tamaris

Le député-maire de la commune de LA BAULE-ESCOUBLAC,

VU le projet ci-dessus désigné,

VU les plans de situation et parcellaire,

VU le projet de plan d'aménagement de zone de la ZAC du centre ville, avenue de Gaulle, sur la commune de LA BAULE-ESCOUBLAC,

VU l'ordonnance n° 59-115 du 7 janvier 1959 relative à la voirie des collectivités locales,

VU le décret n° 76-790 du 20 août 1976 fixant les modalités de l'enquête publique à l'aliénation des voies communales,

VU la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement,

VU le décret n° 85-452 du 23 avril 1985,

VU la délibération en date du 2 février 1991 relative à l'enquête publique préalable au déclassement et à l'aliénation partiels de la voie communale, allée des Tamaris,

ARRÊTÉ

ARTICLE 1^{er} : le projet ci-dessus visé sera soumis à une enquête publique dans les formes prescrites par le décret n° 76-790 du 20 août 1976.

ARTICLE 2 : M. Francis BOUYER, domicilié 30, boulevard Albert-I^{er}, 44600 SAINT-NAZAIRE, ingénieur en chef à la Ville de Saint-Nazaire, en retraite, a été désigné comme commissaire-enquêteur.

ARTICLE 3 : la dite enquête sera ouverte le lundi 25 février 1991 à la mairie de LA BAULE, où les pièces du projet seront déposées pendant quinze jours consécutifs,

du 25 février 1991 au 11 mars 1991 inclus, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures, les samedis 2 et 9 mars, de 9 heures à 12 heures, dimanches et jours fériés exceptés.

M. BOUYER recevra en personne, en mairie :

- le jeudi 28 février 1991, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures,

- le mardi 5 mars 1991, de 9 heures à 12 heures.

ARTICLE 4 : pendant la durée de l'enquête, les observations formulées par le public seront directement consignées sur un registre à feuillets non mobiles spécialement ouvert pour cet objet, et déposé en mairie de LA BAULE-ESCOUBLAC aux services de l'urbanisme (lieu de l'enquête).

Ce registre à feuillets non mobiles sera coté et paraphé par le commissaire-enquêteur.

Elles pourront également être adressées par écrit au domicile du commissaire-enquêteur ou à l'adresse suivante :

M. le commissaire-enquêteur, maire de LA BAULE, 7, avenue des Evens BP 172, 44504 LA BAULE Cedex.

Avec mention :

Enquête publique préalable au déclassement et à l'aliénation partiels de la voie communale, allée des Tamaris.

ARTICLE 5 : le présent arrêté sera avant le 10 février 1991 publié dans la commune par voie d'affichage et tous autres procédés en usage. Il sera inséré dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département, ainsi que dans deux journaux au moins à grand tirage diffusés sur le territoire national, avant le 10 février 1991, soit quinze jours au moins avant le début de l'enquête.

ARTICLE 6 : à l'expiration du délai de quinze jours prévu à l'article 3, soit le lundi 11 février 1991 à 17 heures, le commissaire-enquêteur constatera sur les registres la clôture de l'enquête et disposera d'un délai de trente jours suivant la clôture pour transmettre le dossier et les registres d'enquêtes au député-maire avec son rapport et ses conclusions motivées.

ARTICLE 7 : Le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur seront transmis à M. le préfet de Loire-Atlantique et à M. le sous-préfet de l'arrondissement de SAINT-NAZAIRE.

Toute personne physique ou morale pourra demander communication de ce rapport et de ces conclusions.

ARTICLE 8 : le présent arrêté sera notifié à chacun des propriétaires aspectant les parties concernées de l'allée des Tamaris.

LA BAULE, le 8 février 1991

Pour le député-maire,
le député-maire adjoint délégué.

re moins faste papetier français

Les papeteries de France ont passé la nuit du 12 au 13 février 1991 à voter la loi de dérogation à la loi de 1981 relative à la liberté d'expression de la presse écrite. Cette loi, qui a été adoptée par l'Assemblée nationale, permet aux papeteries de France de continuer à exercer leur activité dans le domaine de la presse écrite, malgré la loi de 1981 qui leur interdisait de le faire.

La loi de 1981 relative à la liberté d'expression de la presse écrite avait imposé aux papeteries de France de se retirer du domaine de la presse écrite. Cette loi a été adoptée par l'Assemblée nationale le 12 février 1991.

La loi de 1981 relative à la liberté d'expression de la presse écrite avait imposé aux papeteries de France de se retirer du domaine de la presse écrite. Cette loi a été adoptée par l'Assemblée nationale le 12 février 1991.

La loi de 1981 relative à la liberté d'expression de la presse écrite avait imposé aux papeteries de France de se retirer du domaine de la presse écrite. Cette loi a été adoptée par l'Assemblée nationale le 12 février 1991.

La loi de 1981 relative à la liberté d'expression de la presse écrite avait imposé aux papeteries de France de se retirer du domaine de la presse écrite. Cette loi a été adoptée par l'Assemblée nationale le 12 février 1991.

La loi de 1981 relative à la liberté d'expression de la presse écrite avait imposé aux papeteries de France de se retirer du domaine de la presse écrite. Cette loi a été adoptée par l'Assemblée nationale le 12 février 1991.

La loi de 1981 relative à la liberté d'expression de la presse écrite avait imposé aux papeteries de France de se retirer du domaine de la presse écrite. Cette loi a été adoptée par l'Assemblée nationale le 12 février 1991.

La loi de 1981 relative à la liberté d'expression de la presse écrite avait imposé aux papeteries de France de se retirer du domaine de la presse écrite. Cette loi a été adoptée par l'Assemblée nationale le 12 février 1991.

La loi de 1981 relative à la liberté d'expression de la presse écrite avait imposé aux papeteries de France de se retirer du domaine de la presse écrite. Cette loi a été adoptée par l'Assemblée nationale le 12 février 1991.

La loi de 1981 relative à la liberté d'expression de la presse écrite avait imposé aux papeteries de France de se retirer du domaine de la presse écrite. Cette loi a été adoptée par l'Assemblée nationale le 12 février 1991.

La loi de 1981 relative à la liberté d'expression de la presse écrite avait imposé aux papeteries de France de se retirer du domaine de la presse écrite. Cette loi a été adoptée par l'Assemblée nationale le 12 février 1991.

La loi de 1981 relative à la liberté d'expression de la presse écrite avait imposé aux papeteries de France de se retirer du domaine de la presse écrite. Cette loi a été adoptée par l'Assemblée nationale le 12 février 1991.

Mercredi 13 février
Jean-François Mayer
directeur commercial
de Learning France

PARIS :

[illegible]

LA BOURSE SUR MINUTE

36-15 **TAPE 2**
44 NOV 68

4718

程明道

▲ 李正世 趙正五

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 12 FÉVRIER

score	VALEURS	Cours précéd.	Précéd. cours	Dernier cours	% +/-	Cours précéd.	VALEURS	Cours précéd.	Précéd. cours	Dernier cours	% +/-	Cours précéd.	VALEURS	Cours précéd.	Précéd. cours	Dernier cours	% +/-	198	Extrême	19A 90	19B	19C	% +/-		
570	C&E S.P.	3816	3780	3800	-0.30	Compt. ext.	212 10	215	212	-0.05	330	1489	215	212	-0.05	330	1489	215	212	-0.05	330	1489	215	212	-0.05
920	B&F T.P.	535	520	530	-0.03	Compt. int.	1140	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01
930	G Lyons T.P.	925	920	930	-0.03	Compt. int.	1140	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01
1220	Nemati T.P.	1265	1265	1265	-0.00	Compt. int.	1140	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01
1400	Shore Nat. T.P.	1428	1420	1410	+3.20	Compt. int.	1140	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01
1410	Thomson T.P.	1428	1420	1410	+3.20	Compt. int.	1140	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01
950	ACQON	678	680	682	-2.00	Compt. int.	1140	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01
950	Air Liquide	665	668	681	-0.80	Compt. int.	1140	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01
1400	Alcan	1420	1420	1420	-1.12	Compt. int.	1140	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01
1400	ALSP	365	368	368	-0.20	Compt. int.	1140	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01
1400	ASST	1028	1040	1040	-1.52	Compt. int.	1140	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01
1400	ASST	1028	1040	1040	-1.52	Compt. int.	1140	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01
1400	ASST	1028	1040	1040	-1.52	Compt. int.	1140	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01
1400	ASST	1028	1040	1040	-1.52	Compt. int.	1140	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01
1400	ASST	1028	1040	1040	-1.52	Compt. int.	1140	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01
1400	ASST	1028	1040	1040	-1.52	Compt. int.	1140	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01
1400	ASST	1028	1040	1040	-1.52	Compt. int.	1140	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01
1400	ASST	1028	1040	1040	-1.52	Compt. int.	1140	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01
1400	ASST	1028	1040	1040	-1.52	Compt. int.	1140	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01
1400	ASST	1028	1040	1040	-1.52	Compt. int.	1140	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01
1400	ASST	1028	1040	1040	-1.52	Compt. int.	1140	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01
1400	ASST	1028	1040	1040	-1.52	Compt. int.	1140	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01
1400	ASST	1028	1040	1040	-1.52	Compt. int.	1140	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01
1400	ASST	1028	1040	1040	-1.52	Compt. int.	1140	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01
1400	ASST	1028	1040	1040	-1.52	Compt. int.	1140	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01
1400	ASST	1028	1040	1040	-1.52	Compt. int.	1140	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01
1400	ASST	1028	1040	1040	-1.52	Compt. int.	1140	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01
1400	ASST	1028	1040	1040	-1.52	Compt. int.	1140	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01
1400	ASST	1028	1040	1040	-1.52	Compt. int.	1140	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01
1400	ASST	1028	1040	1040	-1.52	Compt. int.	1140	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01
1400	ASST	1028	1040	1040	-1.52	Compt. int.	1140	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01
1400	ASST	1028	1040	1040	-1.52	Compt. int.	1140	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01
1400	ASST	1028	1040	1040	-1.52	Compt. int.	1140	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01
1400	ASST	1028	1040	1040	-1.52	Compt. int.	1140	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01
1400	ASST	1028	1040	1040	-1.52	Compt. int.	1140	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01
1400	ASST	1028	1040	1040	-1.52	Compt. int.	1140	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01
1400	ASST	1028	1040	1040	-1.52	Compt. int.	1140	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01
1400	ASST	1028	1040	1040	-1.52	Compt. int.	1140	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01
1400	ASST	1028	1040	1040	-1.52	Compt. int.	1140	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01
1400	ASST	1028	1040	1040	-1.52	Compt. int.	1140	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01
1400	ASST	1028	1040	1040	-1.52	Compt. int.	1140	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01
1400	ASST	1028	1040	1040	-1.52	Compt. int.	1140	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01
1400	ASST	1028	1040	1040	-1.52	Compt. int.	1140	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01
1400	ASST	1028	1040	1040	-1.52	Compt. int.	1140	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01
1400	ASST	1028	1040	1040	-1.52	Compt. int.	1140	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01
1400	ASST	1028	1040	1040	-1.52	Compt. int.	1140	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01
1400	ASST	1028	1040	1040	-1.52	Compt. int.	1140	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01
1400	ASST	1028	1040	1040	-1.52	Compt. int.	1140	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01
1400	ASST	1028	1040	1040	-1.52	Compt. int.	1140	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01
1400	ASST	1028	1040	1040	-1.52	Compt. int.	1140	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01
1400	ASST	1028	1040	1040	-1.52	Compt. int.	1140	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01
1400	ASST	1028	1040	1040	-1.52	Compt. int.	1140	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01	325	1489	1141	1140	-0.01
1400	ASST	1028	1																						

COMPTANT

[illegible]**SICAV** (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission Prévis. incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Prévis. incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Prévis. incl.	Rachet net
Etrangers											
A.E.G.	630	635	A.A.A.	972 24	948 63	Fluor-Carb.	57 85	57 00	Pharm.	986 01	981 81
Alcoa Inc.	281	...	A.B.A.	194 15	198 48	Fluor Carb.	12627 12	12627 12	Palmolive	123 15	113 93
A.M. Alcatraz	...	...	Agropar	721 12	780 00	Fusibel	222 28	229 12	Pom. Gest.	59253 33	59253 33
American Brack.	210	230	Agropar	7230 14	7330 14	Fusibel	30 25	29 25	Prim. Oil	11154 82	11143 88
Atad.	...	...	Agropar	113 63	113 63	Fusibel	776 62	757 68	Prim. Oil	110 55	106 46
Autoswiss	145	...	Agropar	1015 45	986 84	Fusibel	27 50	27 22	Prim. Oil	20575 18	20718 81
Banco Portugal Esp.	508	508	Agf ECU	1046 91	1035 36	Fusibel	10593 16	10593 16	Prim. Oil	1041 78	1041 78
Banco Portugal Esp.	26200	26200	Agf Fonder	111 77	108 04	Fusibel	484 08	481 98	Quartz	120 15	117 22
Can. Pacific	96 10	85	Agf Invest. Stock	103 20	100 68	Fusibel	1284 87	1234 02	Rachet	812 51	788 84
Cylinder Corp.	81	...	Agf Interbancs	121 82	111 15	Gen. Assurances	1312 37	1306 03	Rachet	151 12	154 84
Chlor.	12 40	...	Agf Interbancs	111 15	110 68	Interbancs	154	150 51	Rachet	586 48	591 37
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	111 15	110 68	Interbancs	111 15	111 15	Rachet	113 15	111 15
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	1000 34	1026 54	Rachet	592 89	591 88
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	12228 98	11758 91	Rachet	522 22	522 03
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	478 43	455 47	Rachet	699 59	697 87
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	143 38	142 12	Rachet	183 77	175 33
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	652 28	652 28	Rachet	541 55	541 55
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	154 78	154 78	Rachet	467 77	468 97
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	227 46	227 77	Rachet	13328 80	13276 79
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	256 06	225 48	Rachet	48 72	41 65
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	300 26	290 70	Rachet	186 05	156 15
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	178 22	178 22	Rachet	13272 18	13272 18
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	389 50	371 13	Rachet	1241 50	121 80
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	138 95	132 20	Rachet	698 35	688 03
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	183 70	178 21	Rachet	1051 70	1049 23
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	304 04	310 82	Rachet	625 02	626 02
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	201 00	201 00	Rachet	300 06	300 06
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	112 25	112 25	Rachet	531 46	530 75
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	613 67	597 53	Rachet	508 77	502 48
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	1091 76	1091 76	Rachet	400 76	390 03
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	2806 91	2803 85	Rachet	213 70	209 52
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	48 56	48 56	Rachet	300 82	300 82
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	2801 22	2176 43	Rachet	1067 83	1036 73
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	236 1	236 1	Rachet	315 84	304 42
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	1091 76	1091 76	Rachet	508 77	502 48
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	2806 91	2803 85	Rachet	213 70	209 52
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	48 56	48 56	Rachet	300 82	300 82
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	2801 22	2176 43	Rachet	1067 83	1036 73
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	236 1	236 1	Rachet	315 84	304 42
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	1091 76	1091 76	Rachet	508 77	502 48
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	2806 91	2803 85	Rachet	213 70	209 52
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	48 56	48 56	Rachet	300 82	300 82
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	2801 22	2176 43	Rachet	1067 83	1036 73
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	236 1	236 1	Rachet	315 84	304 42
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	1091 76	1091 76	Rachet	508 77	502 48
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	2806 91	2803 85	Rachet	213 70	209 52
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	48 56	48 56	Rachet	300 82	300 82
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	2801 22	2176 43	Rachet	1067 83	1036 73
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	236 1	236 1	Rachet	315 84	304 42
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	1091 76	1091 76	Rachet	508 77	502 48
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	2806 91	2803 85	Rachet	213 70	209 52
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	48 56	48 56	Rachet	300 82	300 82
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	2801 22	2176 43	Rachet	1067 83	1036 73
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	236 1	236 1	Rachet	315 84	304 42
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	1091 76	1091 76	Rachet	508 77	502 48
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	2806 91	2803 85	Rachet	213 70	209 52
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	48 56	48 56	Rachet	300 82	300 82
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	2801 22	2176 43	Rachet	1067 83	1036 73
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	236 1	236 1	Rachet	315 84	304 42
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	1091 76	1091 76	Rachet	508 77	502 48
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	2806 91	2803 85	Rachet	213 70	209 52
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	48 56	48 56	Rachet	300 82	300 82
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	2801 22	2176 43	Rachet	1067 83	1036 73
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	236 1	236 1	Rachet	315 84	304 42
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	1091 76	1091 76	Rachet	508 77	502 48
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	2806 91	2803 85	Rachet	213 70	209 52
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	48 56	48 56	Rachet	300 82	300 82
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	2801 22	2176 43	Rachet	1067 83	1036 73
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	236 1	236 1	Rachet	315 84	304 42
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	1091 76	1091 76	Rachet	508 77	502 48
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	2806 91	2803 85	Rachet	213 70	209 52
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	48 56	48 56	Rachet	300 82	300 82
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	2801 22	2176 43	Rachet	1067 83	1036 73
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	236 1	236 1	Rachet	315 84	304 42
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	1091 76	1091 76	Rachet	508 77	502 48
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	2806 91	2803 85	Rachet	213 70	209 52
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	48 56	48 56	Rachet	300 82	300 82
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	2801 22	2176 43	Rachet	1067 83	1036 73
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	236 1	236 1	Rachet	315 84	304 42
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	1091 76	1091 76	Rachet	508 77	502 48
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	2806 91	2803 85	Rachet	213 70	209 52
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	48 56	48 56	Rachet	300 82	300 82
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	2801 22	2176 43	Rachet	1067 83	1036 73
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	236 1	236 1	Rachet	315 84	304 42
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	1091 76	1091 76	Rachet	508 77	502 48
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	2806 91	2803 85	Rachet	213 70	209 52
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	48 56	48 56	Rachet	300 82	300 82
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	2801 22	2176 43	Rachet	1067 83	1036 73
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	236 1	236 1	Rachet	315 84	304 42
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	1091 76	1091 76	Rachet	508 77	502 48
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	2806 91	2803 85	Rachet	213 70	209 52
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	48 56	48 56	Rachet	300 82	300 82
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	2801 22	2176 43	Rachet	1067 83	1036 73
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	236 1	236 1	Rachet	315 84	304 42
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	1091 76	1091 76	Rachet	508 77	502 48
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	2806 91	2803 85	Rachet	213 70	209 52
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	48 56	48 56	Rachet	300 82	300 82
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	2801 22	2176 43	Rachet	1067 83	1036 73
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	236 1	236 1	Rachet	315 84	304 42
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	1091 76	1091 76	Rachet	508 77	502 48
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	2806 91	2803 85	Rachet	213 70	209 52
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	48 56	48 56	Rachet	300 82	300 82
Commerzbank	816	...	Agf Interbancs	113 15	111 15	Interbancs	2801 22	2176 43	Rachet	1067 83	1036 73
Commerzbank											

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS prix.	COURS 12/2	COURS des achet.	Ventes
State-Lines (1 unit)	4 954	4 968		
Low	9 999	6 999		
Allegiance (100 dm)	340 650	340 500		
Belgium (100 f)	18 552	18 550		
France (100 f)	302 500	302 300		
Italy (100 lire)	100 676	100 676		
Denmark (100 lire)	4 626	86 510		
Sweden (100 kron)	9 626			
Spain (100 pesetas)	388 650	4 650	4 650	
Portugal (100 esc)	3 182			
Austria (100 sch)	87 030			
Germany (100 m)	57 030			
Netherlands (100 g)	66 442			
Switzerland (100 francs)	5 417			
Canada (100 cent)	3 855			
United States (100 cent)	3 987		3 860	3 660

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES		COURS préc.	COURS 12/2
Or fin (le on barre)	58900	58300	
Or fin (en lingot)	58850	58250	
Napoleon (20 g)	401	401	
Pièces Fr (10 g)	375		
Pièces Suisse (20 g)	410	406	
Pièces Latine (20 g)	356	350	
Souverain	465	470	
Pièces 20 dollars	2280	2250	
Pièces 10 dollars	1380	1400	
Pièces 5 dollars	680		
Pièces 50 pesos	2305	2290	
Pièces 10 pesos	380	380	

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

g : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix exécutant - m : marché continu

Un accord « historique »

Les deux Corées forment des équipes sportives communes

TOKYO

de notre correspondant

Les Corées ont décidé, mardi 12 février, de former une équipe commune pour le championnat du monde de ping-pong, qui aura lieu en avril au Japon, et pour le championnat du monde de football qui se tiendra au Portugal en juin. C'est la première fois que les deux pays parviennent à un tel accord.

Au cours des dernières semaines, les pourparlers réguliers de Panmunjom n'avaient guère donné de résultats en dépit du dialogue ouvert depuis septembre dernier au niveau des premiers ministres. Cet accord constitue donc un pas en avant important. Selon le chef de la délégation sud-coréenne, M. Chang Chung-shuh, il est « historique » et permet d'envisager avec un certain optimisme la prochaine rencontre entre les chefs de gouvernement, qui doit se tenir à Pyongyang, la capitale nord-coréenne, fin février.

Le souci d'ouverture paraît d'autant plus significatif, de la part de la République démocratique de Corée (Nord), que les exercices militaires américano-sud-coréens, « Team Spirit », dénoncés comme d'habitude avec virulence par Pyongyang bien qu'ils soient cette année de moindre ampleur - sont en préparation.

Un compromis a été trouvé sur la sélection et l'entraînement des athlètes ainsi que sur le choix du chef d'équipe. On peut cependant se demander si cet accord de principe pourra se concrétiser lorsqu'il s'agira de régler les détails de la constitution de ces équipes communes.

Ph. P.

La guerre du Golfe

L'action diplomatique de la France est « mal comprise »

affirme l'UPF

Le bureau politique de l'Union pour la France, réuni mardi 12 février à Paris sous la présidence de MM. Giscard d'Estaing et Chirac, a affirmé dans un communiqué « sa solidarité dans l'engagement national, le soutien aux hommes et aux unités qui assurent la participation de la France au combat ».

Le bureau politique veut également témoigner la solidarité de la France vis-à-vis de ses alliés et de ses partenaires européens « dans les démarches futures en direction de la paix ». En conséquence l'UPF s'interdit toute polémique à des fins partisanes. Le communiqué ajoute : « L'UPF marque cependant son étonnement devant l'aspect prématuré de certaines déclarations du président de la République. Dans la guerre, le secret est un atout. Il est aussi un moyen de dissuader l'adversaire d'employer des armes interdites ».

Plusieurs membres de l'UPF ont ensuite rendu compte des voyages qu'ils viennent d'effectuer dans différents pays d'Afrique du Nord ou en Israël. Le communiqué précise : « Ces rencontres ont été dominées par l'impression générale d'une action diplomatique française mal comprise par nos interlocuteurs, qu'ils soient arabes en Afrique du Nord ou au Proche-Orient, ou Israéliens ».

Par ailleurs, l'UPF a condamné « la passivité du gouvernement français devant les événements de Lituanie et le refus de l'Union soviétique de tenir compte des droits légitimes du peuple lituanien ».

A Serre-de-la-Fare

La construction d'un barrage sur la Loire semble compromise

Le projet de barrage de Serre-de-la-Fare, en amont du Puy-en-Velay (Haute-Loire), va-t-il être abandonné ? Tout porte à le croire après la décision du tribunal administratif de Clermont-Ferrand, lundi 11 février, qui annule la déclaration d'utilité publique prise par le préfet le 11 février 1989. Les juges ont donc suivi le commissaire du gouvernement qui, lors de l'audience du tribunal, le 7 février, avait recommandé l'annulation.

Cette annulation de la déclaration d'utilité publique du barrage de Serre-de-la-Fare est fondée sur deux points principaux : premièrement, l'insuffisance de l'enquête publique, que le ministre de l'environnement lui-même, M. Brice Lalonde, avait jugée mal conduite. Il avait demandé à l'association Loire vivante, opposée au barrage, de reprendre l'étude pour lui proposer des solutions alternatives.

Deuxièmement, l'incompétence du préfet de Haute-Loire : pour le tribunal administratif, le barrage de Serre-de-la-Fare « n'est qu'un élément de régulation d'un ensemble d'ouvrages » répartis au long d'un fleuve qui est à cheval sur plusieurs départements. Seule une décision du gouvernement central, donc un décret approuvé en Conseil d'Etat, peut légalement s'appliquer en l'occurrence.

L'EPALA (Etablissement public d'aménagement de la Loire et de ses

affluents), présidée par M. Jean Royer, maire de Tours, a aussitôt fait appel de ce jugement devant le Conseil d'Etat. Un conseil restreint de l'EPALA sera réuni à Orléans vendredi 15 février pour examiner la situation - notamment financière - créée par ce nouveau délai.

Au ministère de l'environnement, on estime que, « hormis l'EPALA, plus personne ne plaide en faveur de la construction du barrage ». Dans ces conditions, on voit donc mal le préfet lancer une nouvelle enquête d'utilité publique. La décision du gouvernement, suspendue pour un an le 7 février 1990 par la volonté de M. Rocard, semble aujourd'hui toute tracée : l'abandon pur et simple du projet.

« Il n'est pas question de nous démobiliser après cette victoire », indique la coordinatrice de Loire vivante, M^{me} Christine Jean. Nous avons le devoir de suivre l'aménagement complet du fleuve. C'est dire que les « Indiens » qui bivouaquent depuis deux ans dans leur cabane de Haute-Loire ne plieront bagage que pour s'installer sur un autre site sensible du programme EPALA. On n'a pas fini de se déchirer sur les bords de Loire (1).

ROGER CANS

(1) La Loire déchirée, par Alexis Bodard, aux éditions de La Nouvelle République (144 p., 150 F.).

Polémique entre le préfet de police et M. Chirac à propos de la sécurité dans les zones piétonnes

Le Conseil de Paris a adopté, lundi 11 février, par 141 voix (RPR et UDF) contre 22 (PS, PC et écologistes) le projet d'aménagement en zone piétonne du quartier Montorgueil-Saint-Devis, dans le 2^e arrondissement (le Monde du 12 février). La sécurité à l'intérieur de ce périmètre a été au centre des débats. Le maire de la capitale a indiqué qu'il envisageait de créer un corps de cinquante agents, ayant le même statut que les surveillants des parcs et jardins.

Après avoir affirmé que « le fait de rendre une voie piétonne ne lui enlève pas son caractère de voie publique », M. Pierre Verbrugghe, préfet de police, a répliqué à M. Chirac : « La nature des missions qu'il est prévu de confier aux agents municipaux, notamment en matière de prévention et de dissuasion, se situe dans le domaine qui est celui de la police. Tout texte non législatif qui investirait institutionnellement un corps d'agents municipaux d'une telle mission, serait susceptible de faire l'objet d'un référé devant les tribunaux administratifs ».

Le représentant du gouvernement précise : « Pour assurer la sécurité dans une zone piétonne de cette importance, le projet de création d'un corps de police est susceptible de faire l'objet d'un référé devant les tribunaux administratifs ».

Cet échange à fleurets moucharisés entre MM. Verbrugghe et Chirac, qui divergent depuis des mois sur les moyens nécessaires à accorder aux gardiens de la paix pour assurer leur mission, relance la question des pouvoirs de police à Paris. Rappelons que le statut de la capitale est le seul à déroger au droit commun. Contrairement à ceux de province, le maire de Paris ne dispose pas, en effet, de pouvoirs de police, qui sont de la compétence de l'Etat. M. Chirac et sa majorité municipale réclament une plus grande liberté dans la conduite des affaires de police, au nom de la sécurité des Parisiens (Le Monde du 13 décembre).

J. P.

La centrale de Mihama aurait rejeté une faible radioactivité dans l'atmosphère

L'incident sérieux qui a affecté, samedi 9 février, le réacteur n° 2 de la centrale nucléaire de 500 mégawatts de Mihama, située près de Kyoto (Le Monde du 12 février), a finalement donné lieu au rejet d'une certaine quantité de gaz radioactifs dans l'atmosphère. Environ 0,134 curie a ainsi été relâché, soit l'équivalent de 8 % des autorisations de rejets annuels de la centrale en fonctionnement normal.

Bien que cet incident ait été, selon la compagnie exploitante Kansai Electric Power Company, parfaitement contrôlé pendant tout son déroulement, force est de constater que, pour la première fois au Japon, le système de refroidissement d'urgence du cœur du réacteur (ECCS) s'est déclenché pour mettre l'installation en sécurité. Cette précision remet en perspective les propos optimistes et grincants de la Kansai, qui estime que les médias européens se sont livrés à une dramatisation dans les commentaires. Que la Kansai le veuille ou non, l'incident de Mihama met l'accent sur l'importance de la maintenance préventive, en particulier sur les générateurs de vapeur dont certains tuyaux - quelques dizaines, voire quelques centaines sur des milliers - se fragilisent sous l'effet des contraintes dont ils sont l'objet et peuvent même se rompre.

J.-F. A.

Un Britannique présidera la Cour internationale de justice

La Cour internationale de justice, ayant son siège à La Haye (Pays-Bas), a élu mardi 12 février à sa présidence Sir Robert Yewdall Jennings. Agé de soixante-dix-sept ans, ce magistrat britannique était depuis 1982 l'un des quinze membres de la Cour. Il succède à M. José María Ruda, qui en assurait la présidence ces trois dernières années. (Reuters.)

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Embauchologie

Je ne sais pas ce qui se passe en ce moment, mais je croise sous les demandes d'emploi. Vous m'appellez, vous m'écrivez : Tu verrais pas quelques choses pour moi ? Je suis diplômé d'HEC... J'ai fait l'école des Chartistes... J'ai passé douze ans à la BNP... J'ai bossé à Orly... J'ai...

Alors ça, votre CV, on s'en fout, mes pauvres chéris ! Vous n'avez pas vu dans *Voici* à quel point, une embauche, aujourd'hui ? A votre date de naissance. Non, pas rapport à votre âge, rapport à votre signe. Feuilletez les petites annonces, ça revient continuellement : Lion, Taureau de préférence, Scorpion s'abstenir. Un conseil : dites qu'en vous déclarant à la mairie votre papa, très ému, s'est trompé d'heure. Personne n'a vérifié auprès de madame votre mère, et si vous êtes Verseau descendant Balance, vous doublez vos chances.

Autres méthodes de recrutement :

Gestique. Ne passez pas le doigt sur vos lèvres : détresse intérieure. Evitez d'agiter les jambes : mauvais contacts. Ne croisez pas les bras en vous calant au fond de votre fauteuil : vulnérabilité. Bougez les

doigts de haut en bas et pas de bas en haut, attention : esprit délié ou borné, c'est selon.

Hématologie. Seul moyen de carner un tempérament, le groupe sanguin. O = équilibre. B = égocentrisme et goût de l'action. A = émotivité. Si c'est votre cas et si vous voulez faire contrôler du ciel, pas la peine de vous déranger.

Numerologie. Chaque lettre de votre nom et de votre prénom correspond à un chiffre précis. On additionne, on divise, on multiplie et on se fonde sur le résultat : 8, vous êtes organisé ; 12, vous êtes sournois ; 14, vous êtes honnête ; 3, vous êtes brouillon, et avec un peu de pot on vous engagera à la Sécu.

Morphopsychologie. Un candidat à l'assurance lourde, la chair épaisse, la nez à la Cyrano et la bouche en tirelire fera un bon commercial. Avant de vous présenter, prenez cinq, six kilos et dormez avec une pince à linge sur le pif pendant un mois, faute de quoi...

Je passe sur la chiromagie, lignes de la main, et sur la voyance extralucide, parce que, là, il s'agit de tests scientifiques n'autorisant aucune tricherie. Mais pour le reste, si vous cherchez du boulot, au boulot !

□ Décès du journaliste Bernard Pasucci. - Le journaliste Bernard Pasucci est décédé, lundi 11 février à Bois-Colombes (Hauts-de-Seine).

[Né le 8 février 1928 à Béziers (Hérault), Bernard Pasucci s'était engagé, à l'âge de dix-sept ans, et avait participé à la campagne d'Alsace, puis à celle d'Allemagne au sein de la 1^{re} Armée française. Blessé, il sera décoré de la Croix de guerre 1940-1945. Il devient correspondant de guerre et est affecté au Service de cinématographie des armées (l'ancêtre de l'actuel ECPA du Fort d'Ivry) pour servir en Indochine, puis en Algérie. En 1961, il entre comme cadreur à l'ancienne ORTF et, à ce titre, il « couvre » la guerre du Vietnam. En 1980, il est blessé à Téhéran, alors qu'il filme les événements liés à la prise d'otages américains en Iran. En 1984, il reçoit le prix du meilleur reportage d'actualité, pour une enquête au Liban.]

Nouvelles Collections

DE LA SIMPLE RETOUCHE

AU PLUS BEAU VÊTEMENT

avec la garantie

d'un grand maître tailleur

COSTUMES MESURE

à partir de 2 490 F

PARTALONS 630 F VESTES 1 660 F

3 000 tissus

Luxueuses draperies

anglaises

Fabrication traditionnelle

TAILLEURS, JUPES, VESTES

MANTEAUX ET PARDESSUS

UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES

LEGRAND Tailleur

27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra

Téléphone : 47-42-70-61

SCIENCE & VIE MICRO

SVM

LE N°1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE

HORS SÉRIE

LOGICIELS PC
LE GUIDE
SVM 1991

Ce numéro hors série de SVM est l'ouvrage de référence des utilisateurs de logiciels pour IBM PC ou compatibles. Traitements de texte, tableaux, gestion de fichiers, mise en page, animation, présentation, éducation, gestion d'entreprise, images de synthèse, réseaux locaux, etc. Tout ce qu'il faut savoir sur les dernières versions des logiciels et tout ce que vous pouvez faire sur votre micro-ordinateur se trouve dans ce guide.

. CAHIER SPÉCIAL PS/1
. TOUS LES LOGICIELS WINDOWS

L'ESSENTIEL

CHRONOLOGIE

Janvier 1991 dans le monde... 2

ÉTRANGER

La guerre du Golfe... 3 à 11

Diagonales

« Le Golfe m'inquiète », par Bertrand Poirot-Delpech... 10

Afrique du Sud

M^{me} Mandela plaide non coupable... 12

POLITIQUE

Conflits

Municipaux

Polémique à Bordeaux et crise à Biarritz... 13

SOCIÉTÉ

Le froid en Europe

Des activités perturbées... 14

Procès Weber

Rumeurs sur un disparu... 14

SCIENCES • MÉDECINE

Les bactéries de la mort

L'enter des biotechnologies

Les lacunes de la Convention de Genève

La course aux Mach

Point de vue : « Mères porteuses, l'espoir abusé », par le professeur René Soulayrol

La chirurgie ambulatoire a-t-elle un avenir ?... 15 à 18

COMMUNICATION

Les recommandations du CSA

Les « sages » partent en guerre contre Christophe Dechavanna... 18

ÉCONOMIE

Les marchés à la hausse

La Bourse de New-York a retrouvé son niveau d'avant le 2 août... 23

La crise du transport aérien

Les compagnies du monde entier licencient... 23

Recensement en Inde

Le deuxième pays de la planète fait ses comptes démographiques... 25

Services

Abonnements... 13

Carnet... 20

Marchés financiers... 26-27

Météorologie... 22

Mots croisés... 18

Radio-Télévision... 22

Spectacles... 21

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE

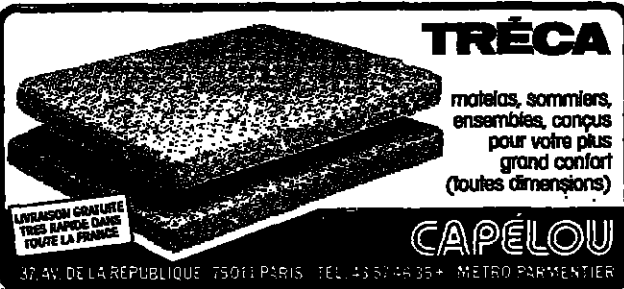
3615 LM

Les annonces classées se trouvent dans le cahier Initiatives

folioté de 1 à XXVIII.

Le numéro du « Monde » daté 12 février 1991

a été tiré à 593 368 exemplaires.



FAITS MAIN TAPIS PERSANS 50% points noués, soldés à

ISFAHAN laine et soie 181 x 107 36.000 F = 18.000 F.
 NAIN laine et soie 192 x 113 23.000 F = 11.500 F.
 FERIZ laine 209 x 145 19.000 F = 9.500 F.
 HAMEDAN laine 197 x 127 5.000 F = 2.500 F.
 HAMEDAN laine 158 x 96 4.000 F = 2.000 F.

MAISON DE L'IRAN
 65, Champs-Élysées (8^e)

سكنى صلاحيه

هكذا من الأصل

Embauchologie

Le monde de l'emploi est en pleine mutation. Les entreprises cherchent des candidats capables de s'adapter à des environnements en constante évolution. Les formations continues sont devenues indispensables pour rester compétitif. Les candidats doivent donc être prêts à apprendre tout au long de leur vie professionnelle. Les entreprises valorisent de plus en plus les compétences transversales, comme la communication, le travail d'équipe et la capacité de résoudre des problèmes. Les technologies de l'information jouent un rôle de plus en plus important dans de nombreux secteurs. Les candidats doivent donc acquérir des compétences techniques spécifiques. Les entreprises recherchent également des personnes ayant une bonne connaissance des langues étrangères, notamment l'anglais. Les candidats doivent donc être ouverts à l'internationalisation. Les entreprises valorisent de plus en plus les personnes ayant une expérience professionnelle. Les candidats doivent donc avoir une bonne connaissance de leur domaine d'activité. Les entreprises recherchent également des personnes ayant une bonne connaissance des marchés financiers. Les candidats doivent donc être capables d'analyser des données financières et de prendre des décisions éclairées. Les entreprises valorisent de plus en plus les personnes ayant une bonne connaissance des technologies de l'information. Les candidats doivent donc être capables d'utiliser des logiciels et des outils informatiques. Les entreprises recherchent également des personnes ayant une bonne connaissance des processus de production. Les candidats doivent donc être capables d'optimiser les processus et de réduire les coûts. Les entreprises valorisent de plus en plus les personnes ayant une bonne connaissance des relations publiques. Les candidats doivent donc être capables de communiquer efficacement avec les clients, les fournisseurs et les partenaires. Les entreprises recherchent également des personnes ayant une bonne connaissance des réglementations. Les candidats doivent donc être capables de comprendre et d'appliquer les lois et les règlements en vigueur. Les entreprises valorisent de plus en plus les personnes ayant une bonne connaissance des cultures étrangères. Les candidats doivent donc être capables de travailler efficacement dans un environnement multiculturel. Les entreprises recherchent également des personnes ayant une bonne connaissance des langues étrangères. Les candidats doivent donc être capables de communiquer dans une ou plusieurs langues étrangères. Les entreprises valorisent de plus en plus les personnes ayant une bonne connaissance des technologies de l'information. Les candidats doivent donc être capables d'utiliser des logiciels et des outils informatiques. Les entreprises recherchent également des personnes ayant une bonne connaissance des processus de production. Les candidats doivent donc être capables d'optimiser les processus et de réduire les coûts. Les entreprises valorisent de plus en plus les personnes ayant une bonne connaissance des relations publiques. Les candidats doivent donc être capables de communiquer efficacement avec les clients, les fournisseurs et les partenaires. Les entreprises recherchent également des personnes ayant une bonne connaissance des réglementations. Les candidats doivent donc être capables de comprendre et d'appliquer les lois et les règlements en vigueur. Les entreprises valorisent de plus en plus les personnes ayant une bonne connaissance des cultures étrangères. Les candidats doivent donc être capables de travailler efficacement dans un environnement multiculturel. Les entreprises recherchent également des personnes ayant une bonne connaissance des langues étrangères. Les candidats doivent donc être capables de communiquer dans une ou plusieurs langues étrangères.

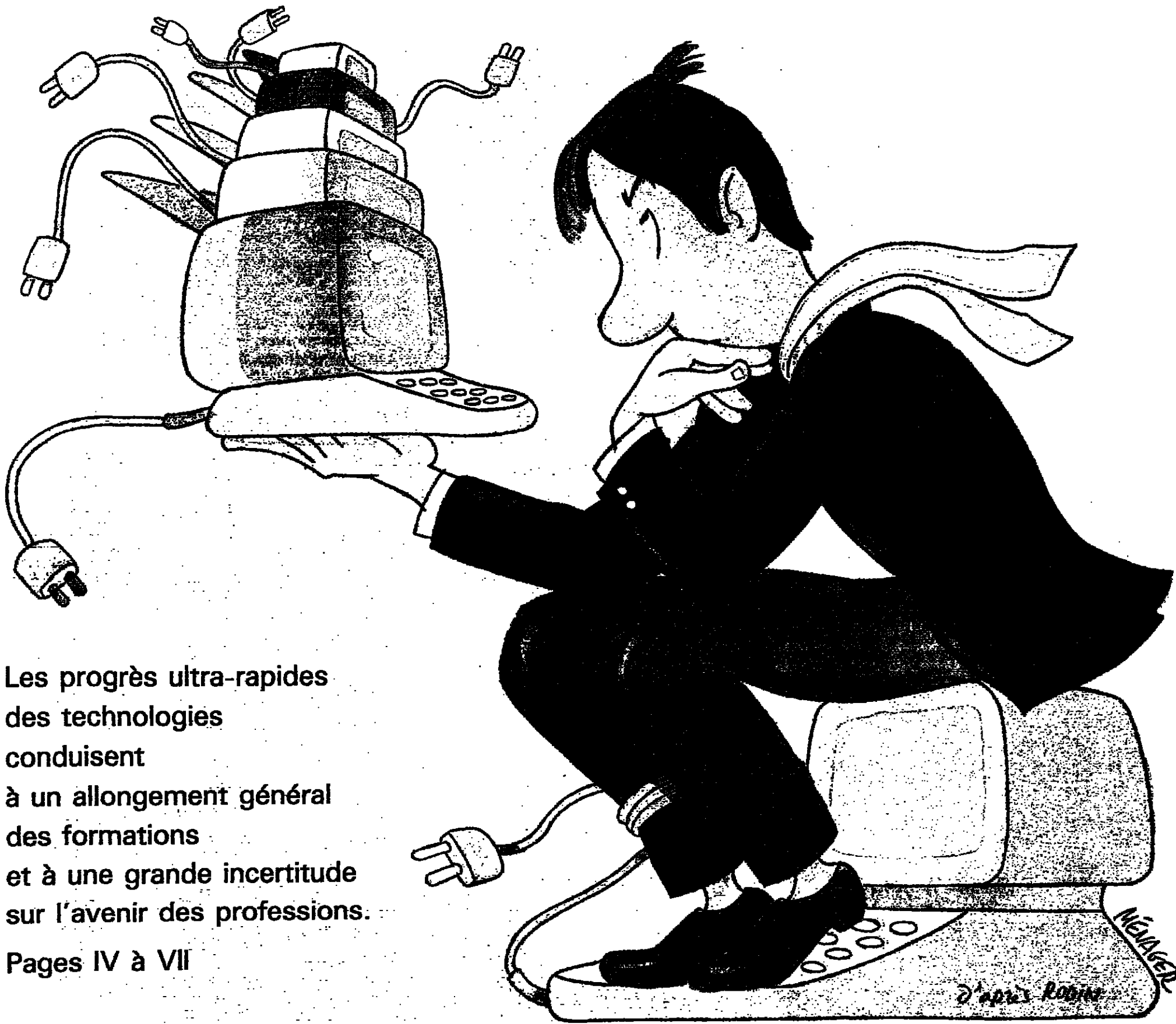
DE LA SIMPLIFICATION
AU PLUS GRAND
COMFORT
A PARTIR DE
100 000 F
Avec la gamme
LEGRAND
MANTIA

Le Monde

INITIATIVES

CAMPUS ♦ EMPLOI

LES MUTATIONS DE L'INFORMATIQUE



Les progrès ultra-rapides
des technologies
conduisent
à un allongement général
des formations
et à une grande incertitude
sur l'avenir des professions.

Pages IV à VII

SOMMAIRE

Grands mariages en grandes écoles

Plus de la moitié des filles
diplômées de grandes écoles
trouvent un de leurs futurs
maris dans les rangs de leur
formation.

OPÉRATION SPÉCIALE : LES MÉTIERS DE L'INFORMATIQUE
21 PAGES D'OFFRES D'EMPLOI

3 JOURS D'EMPLOI DANS « LE MONDE »

LUNDI DATE MARDI	MARDI DATE MARDI	MERCREDI DATE JEUDI
Section C Economie	Section D Economie	Section D Economie
1 ^{er} Week : Dirigeants	1 ^{er} Week : Fonction Commerciale	1 ^{er} Week : CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES
2 ^e Week : Juristes	2 ^e Week : Cadres	2 ^e Week : International
3 ^e Week : Gestion	3 ^e Week : Informatique	
	4 ^e Week : Secteurs Pointe	

ECHOS

Licence de droit
en formation continue

□ L'université de Rennes-I ouvrira, en septembre 1991, à une trentaine de candidats, une licence de droit en formation continue préparée en deux ans. Elle est accessible aux candidats titulaires d'un DEUG de droit ou d'autres DEUG après examen d'entrée, ainsi qu'aux titulaires d'un diplôme de niveau minimum bac + 3 après examen du dossier. Le dépôt des candidatures doit avoir lieu avant le 31 mai.

► Renseignements : service d'éducation permanente, université de Rennes-I. Tél. : 99-63-13-77.

L'université
d'Orléans
se médiatise

□ L'université d'Orléans s'est pourvue, depuis le début de l'année, d'une « borne interactive », qui permet aux étudiants et aux lycéens d'avoir accès à des informations sur les quatre facultés, les IUT d'Orléans et de Bourges et les centres universitaires de Chartres et de Châteauroux : les cursus, les modalités d'inscription, les loyers figurent au menu de cet instrument dont le financement est assuré en partie par les sponsors (GMF, OFUP, Coca-Cola).

► Renseignements : Michel Dion. Tél. : 38-41-71-88.

Une carte
des débouchés

□ Même s'ils ne sont pas tous égaux dans la recherche d'un emploi, les diplômés de deuxième cycle universitaire se placent vite et bien dans leur ensemble. En sélectionnant les principaux résultats de plusieurs enquêtes, notamment du CEREQ (Centre d'études et de recherches sur l'emploi et les qualifications), du BIPE (Bureau d'Informations et de Prévisions Économiques) ou de l'AFEC (Association pour l'emploi des cadres), Sylvère Chirache, secrétaire général du Haut Comité éducation économie (HCEE), établit, dans un dossier clair et concis de La Documentation française, une carte précise des débouchés des différentes formations de l'enseignement supérieur. A consulter par les étudiants incertains sur leur orientation.

► Sylvère Chirache : *L'Avenir des diplômés, collection « Problèmes politiques et sociaux »*, La Documentation française, 26 F.

« Mécavénir »
ou les métiers
de la mécanique

□ La pénurie de main-d'œuvre qualifiée oblige à l'innovation. Parce que les entreprises du secteur connaissent des difficultés de recrutement, la Fédération des industries mécaniques (FIMTM) a voulu créer un nouvel outil d'information pour attirer les jeunes vers ses métiers. Elle s'est donc associée à l'ONISEP et à la direction des lycées et collèges pour élaborer une vidéo, des documents d'information pour les professeurs et pour les jeunes ainsi que des cahiers concernant les formations aux métiers de la mécanique. Appelé « Mécavénir », l'ensemble de ce matériel pourra être utilisé de façon « interactive » par les jeunes en classe de troisième qui pourront ainsi chercher de l'information comprenant des « références crédibles ». D'autre part, les professeurs d'enseignement général, en français et en mathématiques, seront les animateurs de clubs « Mécavénir » constitués pour aller à la recherche d'informations dans le monde économique, sous forme d'enquêtes ou de reportages. Ce nouveau dispositif a été mis en place, de manière expérimentale, dans l'académie de Rouen. Il devrait être ensuite étendu aux académies d'Amiens, de Dijon et de Limoges. L'objectif est bien entendu de faire découvrir un secteur dont les besoins en personnel qualifié à tous les niveaux sont en croissance et pour lesquels on observe des flux d'orientation insuffisants.

TRIBUNE

Les entreprises françaises en quête d'une approche des pays de l'Est

par Dominique Thierry

Qui n'est pas fasciné par la formidable mutation en cours dans les pays de l'Est depuis quinze mois ?
— d'abord en tant qu'hommes ; la qualité intellectuelle et humaine de nouveaux responsables économiques, politiques ou syndicaux marque ceux qui ont eu la chance de les rencontrer : la « jeunesse » de leur regard sur le monde, leur enthousiasme pour reconstruire leur pays en sachant qu'ils n'en récolteront pas les fruits, la simplicité avec laquelle ils racontent ce qu'ils ont vécu pendant les années noires des dictatures, nous rendent humbles et nous font découvrir que, s'ils attendent beaucoup de nous, ils ont aussi beaucoup à nous apporter ;

— ensuite en tant que responsables d'entreprises : l'échec de leur développement serait notre échec, les risques que représenteraient des flux migratoires non maîtrisés sont évidents ; leur réussite économique représenterait pour les entreprises européennes des opportunités de développement considérables.

Mais cette fascination reste bien intellectuelle et on a l'impression que la société française ne sait pas par quel bout prendre le problème. Citons en vrac et de façon directe :

— l'activisme, la dispersion et bien sûr la concurrence larvée des actions publiques et politiques ;

— la tentation évidente d'essayer de plaquer nos propres modèles et de reproduire ce que nous avons très bien su faire avec notre ancien empire colonial ;

— l'attentisme et la frilosité des chefs d'entreprise sur le registre : « Nous ne faisons rien, tant que les règles du jeu ne seront pas stabilisées » ;

— A titre d'exemple, l'échec de la tentative de coopération Skoda-Renault devrait nous interpellier ;

— au moment où les grandes entreprises des pays de l'Est, même encore nationalisées, cherchent leur identité et celle de leurs dirigeants, les seules interventions politiques ne suffisent pas pour abaisser les préventions et donner un gage d'efficacité pour l'avenir ;

— dans bien des cas, même si l'économie française et les entreprises françaises vont mieux, « nous ne ferons pas le poids » pour suivre sur le plan financier la concurrence de la RFA, des USA ou du Japon ; notre différence doit s'exprimer sur d'autres registres que nos seules capacités financières ;

— en particulier, notre pertinence à apporter non seulement des réponses et des appuis en matière de développement économique, mais aussi en matière de reconversion et de gestion sociale des conséquences des restructurations des appareils industriels.

Personne ne peut croire en effet que les

populations de ces pays, demandeuses de résultats immédiats en matière de consommation, pourront accepter un prix exorbitant en matière de chômage et de reconversion, si parallèlement des modes de régulation socio-économique ne sont pas inventés et des moyens importants de communication et d'analyse ne sont pas mis en œuvre pour expliquer que le « prix » que chacun devra payer est le point de passage nécessaire, à travers une génération sacrifiée, de la reconstruction de pays ruinés.

A cet égard, l'ampleur des problèmes à résoudre est encore plus importante que les prévisions les plus pessimistes : « tout à faire sur tout » ; restructurations, création d'un tissu économique de PME-PMI, formation et insertion des jeunes, transports et circuits de distribution, formation de cadres et de gestionnaires, etc.

L'appui à ces pays passe à l'évidence par des programmes publics nationaux et internationaux. Mais il est aussi nécessaire que les entreprises françaises, en tant que telles, prennent rapidement des initiatives pour des actions venant en complément de ces coopérations nationales ou internationales.

C'est de la responsabilité des entreprises que d'aider ces pays à inventer de nouveaux modèles de développement socio-économique, ce d'autant plus que leur problème est de sortir de modèles étatiques et administrés.

Cette responsabilité des entreprises relève de leur intérêt bien compris à moyen terme, à la fois à titre :

— préventif : des crises politiques et sociales de ces pays auraient des répercussions directes sur notre société ;

— commercial : le développement à long terme d'opérations industrielles nécessite la mise en place de réseaux locaux stables et de partenaires familiers ;

— éthique : notre expérience d'un consensus finalement plus solide qu'on ne le dit habituellement, d'une économie mixte et de pratiques socio-économiques équilibrées est à l'évidence un apport immédiat pour ces sociétés à la recherche de leur propre modèle.

Face au formidable défi posé à ces pays d'une transformation rapide, quelques convictions « fortes » :

— il nous paraît exclu que nous imposions des « modèles ou des solutions » ; seuls les acteurs de ces pays pourront identifier et piloter leurs priorités et leurs actions ;

— notre expérience, sous réserve qu'elle ne soit pas plaquée mais réappropriée par nos partenaires, pourra leur faire gagner du temps ;

— nous sommes persuadés que les solu-

tions à inventer seront différentes d'un pays à l'autre, d'une région à l'autre, d'une entreprise à l'autre, mais que ces solutions se situeront toujours sur la « ligne de crête » d'une nécessaire régulation socio-économique.

Par ailleurs, les premières actions engagées avec les pays de l'Est (pour ce qui nous concerne : la Pologne et la Tchécoslovaquie) montrent l'immense besoin, pour les cadres de ces pays, de contacts directs avec des entreprises françaises, en particulier des moyennes entreprises : trois mois de stage bien piloté, sur un schéma en alternance, sont plus efficaces et moins coûteux qu'une formation longue et théorique (il faut bien sûr prendre le terme de cadres au sens large : les cadres d'entreprises, mais aussi les homologues de nos chambres consulaires ou chambres syndicales, les relais locaux, des enseignants...).

Dans la pratique, quelques chefs d'entreprise ont accepté de se mobiliser autour de l'association Développement et emploi et d'E. Pflimlin, président de la Confédération nationale du Crédit mutuel, pour appuyer la création de « centres d'initiation et de transfert » dans les pays de l'Est. Ces « centres » visent :

— à former des responsables des pays concernés, en les aidant ainsi à développer des activités de formation, d'études et de conseil, en tenant compte des enseignements tirés de dix ans de pratiques françaises, sans pour autant les transposer prioritairement dans les trois domaines suivants : les processus de reconversion économique et sociale, la création d'entreprises et la formation de cadres d'entreprises à la modernisation économique et sociale ;

— à créer un courant d'échanges permanents entre ces centres et des entreprises et institutions françaises ;

— à accueillir en France des stagiaires des pays de l'Est dans nos entreprises et institutions pour au moins trois types de publics :

● soit des experts-relais (cf. action en cours avec la Pologne),

● soit des experts « pointus » de telle ou telle question à traiter,

● soit des cadres d'entreprises sur des schémas de formation en alternance.

Souhaitons que de nombreuses entreprises françaises rejoignent cette mobilisation et qu'ainsi nous puissions apporter rapidement à ces pays notre réponse, dans leur intérêt et celui des entreprises françaises.

► Dominique Thierry est délégué général de Développement et emploi.

ECHOS

Bourse interne des cadres
sur Minitel

□ Pour résoudre ses problèmes internes d'information, le groupe Rhône-Poulenc a recours au Minitel. Il utilise ce moyen pour faire connaître à ses six mille cadres les propositions contenues dans la Bourse interne des emplois. Au total, ce sont cent postes qui sont ainsi offerts, dont dix à vingt nouveaux chaque mois.

Quand ils consultent le Minitel, les intéressés peuvent rechercher en fonction du critère « filière », qui permet de sélectionner le type de poste.

Les propositions correspondantes sont affichées, avec un descriptif. S'il veut poursuivre, le cadre contacte ensuite la direction des ressources humaines pour étudier avec elle les possibilités réelles.

Les avantages du système sont multiples. Les informations concernant les postes à pourvoir sont mieux diffusées, les tâches administratives de traitement sont moins nombreuses pour la direction des ressources humaines. La groupe y gagne en transparence, et la mobilité interne s'en trouve accrue. Mais cette procédure, notent les responsables, ne se substitue pas pour autant à la gestion prévisionnelle et concertée des carrières.

Formation à la veille
technologique

□ Le Centre d'actualisation scientifique et technique (CAST), organisme de formation continue, filiale de l'INSA de Lyon, et l'École nationale supérieure des bibliothécaires, également située à Lyon, se sont associés pour mettre en place un cycle de formation consacré à la veille technologique. Sept types de stages sont proposés, destinés aux salariés qui, dans les entreprises, sont chargés de la création et de l'animation d'un réseau de veille technologique.

Depuis que le développement des nouvelles technologies hante les entreprises industrielles, la veille est devenue une préoccupation essentielle, et plus personne ne nie son rôle stratégique.

► CAST, 20, avenue Albert-Einstein, 69621 Villeurbanne Cedex. Tél. : 72-43-84-00.

Coopération : signature
d'une convention
entre Citroën-Rennes
et l'éducation nationale

□ Le 23 janvier, la direction de l'usine Citroën de Rennes et le recteur d'académie ont signé une convention-cadre de coopération. Cette initiative permet à l'éducation nationale de mieux informer les élèves sur les métiers, le fonctionnement de l'entreprise et les perspectives de carrière. Elle facilitera aussi la qualification des enseignants par des stages. Pour l'entreprise, il s'agit d'améliorer la formation de son personnel en vue des évolutions technologiques, d'accroître les qualités pédagogiques des animateurs de son centre de formation et d'étudier puis de mettre au point de nouveaux dispositifs de formation. En outre, et avec l'idée de mieux intégrer le groupe industriel à son environnement, la convention prévoit d'augmenter la participation de salariés de l'usine à des commissions d'étude de sujets, aux corrections des épreuves et aux jurys d'examens.

Livres anciens
sur les
**PROVINCES
DE FRANCE**
2 catalogues par an
Librairie GUÉNÉGAUD
10, rue de l'Odéon
75006 Paris
Tél. : 43-26-07-91

LA LIBRAIRIE DES ÉTUDIANTS

Cette rubrique recense les dernières parutions de livres plus spécialement destinés aux étudiants et aux enseignants.

Molière

par Georges Forestier

« Sous ce tombeau gisent Plante et Ténacité, et cependant le seul Molière y est. » L'épithète de La Fontaine pour Molière résume l'esprit de ce petit livre : l'homme et l'œuvre y apparaissent dans la diversité qu'il prenait soin de cultiver. L'auteur s'intéresse successivement à « l'irrésistible ascension » de Jean-Baptiste Poquelin, aux pratiques et traditions théâtrales de son temps, et à l'univers particulier de ses pièces (système dramatique, forme du comique, personnages, esthétiques du naturel...). A cette synthèse s'ajoute une présentation des principales pièces de Molière, un aperçu de sa postérité, un tableau chronologique et une bibliographie. Dans la même collection vient de paraître Zola, par Colette Becker.

► Bordas, collection « En toutes lettres », 190 pages, 61 F.

Histoires d'un historien,
Kantorowicz

par Alain Bourreau

Un essai sur le grand historien, mort en 1963. L'auteur a tenté de saisir, en dépit du mutisme de Kantorowicz sur de nombreux épisodes

de sa vie, l'itinéraire d'un intellectuel allemand nationaliste, né dans une famille juive de Postdam mais combattant dans les corps francs en 1919, la résistance d'un professeur d'université foncièrement conservateur et néanmoins toujours exclu des institutions, par le nazisme, puis par le machisme aux États-Unis, auquel il refusa de faire allégeance. Alain Bourreau montre l'influence des expériences de Kantorowicz sur la formation de son œuvre d'historien, depuis la biographie fameuse de Frédéric II jusqu'au « monument » que constituent les Deux Corps du roi.

► Gallimard, collection « L'un et l'autre », 173 pages, 55 F.

La Poésie amoureuse
de l'âge baroque (1570-1640)

par Gisèle Mathieu-Castellani

Un spécialiste de la poésie maniériste et baroque, Gisèle Mathieu-Castellani a choisi et annoté les textes de vingt poètes français connus et inconnus, d'Agrippa d'Aubigné à Jean de Sponde, en passant par Béroalde de Verville, Flaminio de Birague ou Marc Papillon. Une introduction rappelle les différences entre l'Éros baroque et l'Éros maniériste. Autre actualité du Livre de poche : une édition commentée d'Antigone de Sophocle, dans la traduction de l'helléniste Paul Mazon.

► Le Livre de poche, collection « Classique », n° 6910, 475 pages.

Les courants
de la psychologie

par Michel Richard

Un voyage didactique à l'intérieur de la psychologie, à la découverte des écoles et des mouvements, depuis les fondateurs, à la fin du dix-neuvième siècle, jusqu'aux nouvelles théories et pratiques, s'adressant aux travailleurs sociaux comme aux étudiants. Trois étapes dans la généalogie : la première est consacrée aux courants fondateurs (phénoménologique, psychanalytique, clinique...), la deuxième à Freud et la dernière à la psychologie génétique et aux théories groupales. A utiliser comme un guide « pratique ».

► Chronique sociale (Lyon)-Vie ouvrière (Bruxelles), collection « Synthèse », 288 p., 138 F.

Dictionnaire
des sciences humaines

par F. Gresle, M. Panoff, M. Perrin

Destiné aux étudiants et à un large public, ce dictionnaire présente l'intérêt de réunir trois disciplines : anthropologie sociale, sociologie, psychologie sociale. A recommander pour sa clarté et sa concision et pour l'excellente bibliographie qui complète l'ensemble.

► Nathan, 390 p., 130 F.
Marianne Rougé

COURRIER

Savoir-vivre

J'ai lu avec étonnement et amusement l'article de Claude Fabert intitulé « On apprend le savoir-vivre ? » dans « le Monde Initiatives » du 9 janvier. J'ai eu en effet l'impression d'y trouver la description de la formation dont je m'occupe à Aix-en-Provence, sous la direction du professeur Roger Establié : le magistère de négociation internationale. Nos étudiants, titulaires d'une licence, (...) y reçoivent un enseignement de haut niveau non seulement en langue et en civilisation de l'aire culturelle qu'ils ont choisie (ce qui correspond bien au souhait de Pierre Noaro : étudier les langues « de façon déterminée, continue, volontariste », mais aussi en économie, droit commercial, droit international, gestion et marketing, et enfin en « négociation internationale », sous forme de séminaires animés par des spécialistes et des praticiens (...). Bien entendu des cours sur la communication sont aussi dispensés pour que nos futurs négociateurs soient à l'aise dans tous les types de discussions qu'ils auront à mener un peu partout dans le monde. Créé en 1985, ce nouveau magistère a déjà formé un certain nombre d'étudiants, qui n'ont pas eu beaucoup de mal à trouver un emploi, qui à la CEE, qui dans une banque spécialisée au Maghreb, qui dans un ministère français très concerné par les problèmes du monde arabe (...).

NOËL DUTRAIT
Maître de conférences
à l'université de Provence.

هذا من الأصل

Grands mariages en grandes écoles

Conséquence de la féminisation des formations : les élites s'aiment davantage entre elles.
Suivant les établissements, de 20 % à 75 % des femmes mariées ont épousé un de leurs condisciples

«**D**es X qui se marient entre eux ? Je crois qu'il y en a beaucoup. C'est bien normal. Quand les élèves arrivent à l'Ecole, ils sont jeunes : dix-neuf à vingt ans. Ils sortent de deux ans de classe préparatoire, ils n'ont pas eu beaucoup de temps pour se consacrer à leur vie sentimentale. Et ils se retrouvent, tout d'un coup, avec beaucoup plus de loisirs, parmi des gens qui ont les mêmes centres d'intérêt... Il n'est pas étonnant que les mariages se multiplient... » Sylvie Metz a une trentaine d'années. Sortie de l'X, il y a six ans, elle a épousé, comme beaucoup de ses camarades, un autre polytechnicien. L'Ecole polytechnicien est sans doute l'une de celles où l'on rencontre le plus fort taux de mariages endogames : dans les promotions 1978 à 1985, 60 % des femmes mariées (répertoriées comme telles dans l'annuaire de l'Ecole) ont choisi un conjoint polytechnicien, avec des pointes à 75 % et 83 % pour les promotions 1980 et 1983... Dans des proportions moindres, on retrouve le même phénomène à Centrale : de 1980 à 1987, 40,6 % des centraliennes mariées vivent le grand amour avec un centralien. A HEC, les filles sont prévenues : « Quand je suis entrée, on m'a dit tout de suite que j'avais de bonnes chances sur trois de me marier avec un HEC », indique une ancienne élève... qui n'a pas failli à la tradition.

Comment justifier cette attirance ? Pour Polytechnique, Sylvie Metz (promotion 1983), comme les responsables d'associations des anciens élèves, l'explique par l'organisation du campus de Palaiseau : « Il est tout à fait possible d'y vivre en circuit fermé, notamment pour les internes. Des dizaines d'activités sont organisées, aussi bien sportives que culturelles, à l'intérieur du campus. »

La vie de l'Ecole est rythmée par toute une série d'activités mondaines, comme le concours hippique, le bal de l'X, le concours de musique classique, ou d'autres plus informelles, comme des soirées dansantes, qui suffisent largement à occuper les soirées d'un étudiant pendant deux ans s'il le souhaite... Cette explication ne paraît pourtant pas suffisante : une autre ancienne élève fait observer que lorsque l'Ecole était à Paris, les étudiants sortaient beaucoup... mais se mariaient autant entre eux. Il est vrai que la comparaison n'est guère significative, car la proportion de femmes était à l'époque très faible (moins de 10 %). La proximité géographique est, malgré tout, un facteur important, comme en témoigne cette réflexion d'un professeur de Normale Sup, Didier G., lui-même ancien normalien : « Les provinciaux se fréquentent beaucoup entre eux. En arrivant à Paris, ils doivent se construire une nouvelle vie sociale, et l'Ecole constitue un lieu de rencontre pri-

vilégié. Les Parisiens, en revanche, fréquentent beaucoup moins l'Ecole. Leur vie sociale est déjà constituée et il n'y a pas la même rupture. » Même si aucune statistique précise ne permet de le confirmer, il est probable que le rôle de l'Ecole dans la rencontre avec le conjoint n'a pas la même importance suivant l'origine géographique des élèves.

CONSANGUINITE SOCIALE. La proximité physique n'est pas toutefois, la seule explication à cette consanguinité. A l'ENA, où les élèves n'ont pas beaucoup de temps de se fréquenter puisqu'ils passent une bonne partie de leur scolarité comme stagiaires en administration, le nombre des mariages entre énarques reste important. « L'explication est simple, indique Christophe D., ancien énarque. Les énarques se marient entre eux, non parce qu'ils sont de la même classe sociale, j'ai le sentiment, en épousant une enseignante, d'avoir formé un couple tout à fait asyn-

que. » Une enquête réalisée en 1984 par Michel Bozon et François Héran, sociologues à l'Institut national d'études démographiques (INED), sur les lieux de rencontre du conjoint (1), montre l'importance que jouent les études supérieures pour les cadres, les professions libérales et les professeurs. On constate que 22 % des hommes chefs d'entreprise ont rencontré leur conjoint sur leur lieu d'études, alors que la moyenne nationale est de 7,5 % et de 2,5 % pour les ouvriers qualifiés et les artisans. La proportion est de 19 % pour les cadres de la fonction publique et les professeurs, de 15 % pour les ingénieurs... et de 16 % pour les instituteurs.

Mais, a contrario, les classes sociales aisées ne considèrent pas les grandes écoles comme le lieu idéal pour faire connaissance. L'universitaire Michel Pinçon, qui a fait une recherche sur le fonctionnement social des familles des grands quartiers parisiens (16^e et 7^e arrondissements, Neuilly) (2), observe que la socialisation de ces enfants privilégiés se fait essentiellement par les « rallies », qui commencent dès l'âge de douze ans et continuent jusqu'au mariage. Les études supérieures, même si elles sont prestigieuses, ne semblent jouer aucun rôle.

Les phénomènes d'endogamie dans les grandes écoles ne sont donc pas systématiques. A Normale, par exemple, Didier G. fait l'observation suivante : « Quand ils se marient entre eux, les normaliens ne choisissent pas n'importe quel conjoint : les futurs professeurs épousent très souvent quelqu'un qui fera le même métier. Je l'ai constaté sur un groupe de quinze personnes, avec lequel j'ai travaillé pendant un an. Les autres se marient souvent avec quelqu'un qui, lui aussi, choisira de ne pas être enseignant ou avec une personne rencontrée en classe préparatoire et qui a fait une autre

NON, NON ON S'EST PAS RENCONTRE A L'ECOLE.



école. » Jean et Catherine, à peine cinquante ans à eux deux, sont le modèle-type de cet assortiment. Ils se sont rencontrés en hypokhagie. Lui a fait Normale ; elle, Sciences-Po. Elle travaille aujourd'hui dans une banque. Lui, dans une société de conseil en organisation.

MAFIA. Ces mariages « inter écoles » sont apparemment assez fréquents. Si l'on pouvait comptabiliser les mariages où les unions libres entre l'ensemble des

élèves sortis des grandes écoles, le chiffre serait sûrement plus élevé que l'addition des mariages internes à chaque établissement. Les passerelles entre écoles sont nombreuses, grâce aux classes préparatoires, aux soirées dansantes communes ou aux écoles d'application pour les polytechniciens. Certains mariages ne sont pas très bien portés : HEC-ingénieur par exemple, ou ingénieur-normalien. En revanche, les alliances Sciences-Po-ENA ou Sciences-Po-

Normale se rencontrent plus fréquemment.

Se créent ainsi d'importants réseaux sociaux à travers les lieux d'éducation : la plupart des ménages ou des femmes interrogées pour cette enquête ne fréquentaient que des couples issus, eux aussi, des grandes écoles. Ce phénomène n'est pas nouveau : toutes les écoles entretiennent des associations d'anciens élèves qui contribuent à former ce que l'on appelle parfois la « mafia » des écoles. L'augmentation de mariages endogames ne risque pas d'atténuer cette tendance, au contraire. « Tous les gens que nous connaissons sortent de Polytechnique », raconte Annick, ancienne X. Nous nous entendons bien, nous avons les mêmes centres d'intérêt. Entre les enfants et le travail, nous n'avons pas énormément de temps à consacrer à la vie sociale. Alors nous ne cherchons pas à rencontrer des gens venant d'autres horizons. »

Logiquement, ce phénomène devrait s'accroître avec les progrès de la féminisation des grandes écoles. Cette évolution augmentera encore l'importance du lieu d'étude dans les rencontres car, dans ce domaine, les « stratégies matrimoniales » ne sont pas les mêmes pour les hommes et pour les femmes. Comme l'explique François de Singly dans son livre *Fortune et infortune de la femme mariée*, la beauté physique permet, pour les jeunes filles, de compenser le handicap de la naissance (3). « On admettra plus facilement un mariage entre un homme de bonne origine sociale et une femme d'origine plus modeste si elle est jolie... » Constat un peu cruel que confirme, crûment, Didier G., ancien normalien. « Il y a quinze ans, l'Ecole normale n'était pas l'endroit idéal pour rencontrer la femme de ses rêves. Les filles étaient binoculaires et boutonneuses. Celles d'HEC, en

revanche, étaient beaucoup plus jolies... »

Enfin, les stratégies de mariage, même si elles ne sont pas identiques, ne sont pas identiques suivant les sexes. « Un homme disposant d'un bon capital sociologique et scolaire ne sera pas freiné dans son ascension professionnelle et sociale par une conjointe moins dotée scolairement, au contraire, poursuit François de Singly. Une femme, en revanche, a beaucoup plus à perdre socialement, si elle épouse un homme d'un niveau scolaire moins élevé. »

Cette généralisation des mariages dans les grandes écoles aura peut-être une conséquence sociologique : la création d'une classe définie davantage par sa formation que par son origine sociale. Il ne faut pas négliger non plus ses conséquences à long terme sur l'image de la femme cadre : beaucoup d'entre elles se plaignent de devoir davantage s'affirmer dans leur milieu professionnel que leurs collègues masculins, et d'avoir plus de chances de réussir en étant édificatrices que mères de famille.

Mais c'est à la génération suivante que les répercussions de l'endogamie sur le recrutement des grandes écoles risquent d'être les plus sensibles. On savait déjà que les fils ou filles d'ingénieurs sont nombreux dans les grandes écoles. Qu'en sera-t-il pour les héritiers d'une double filiation grandes écoles ?

Véronique Boladon
(Zélig)

(1) Michel Bozon et François Héran, Autrement, n°105, *Mariages, mariages*, sous la direction de Brigitte Ouvry-Vial, 1989, éditions Autrement.

(2) Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, *Dans les beaux quartiers*, Seuil, 1989.

(3) François de Singly, *Fortune et infortune de la femme mariée*, Sociologie de la vie conjugale, PUF, 1990.

Remous dans l'exportation des livres universitaires

L'évolution des pays de l'Est a eu des conséquences inattendues dans la promotion de l'édition française dans cette partie de l'Europe

CRÉE en 1984, l'association Livres-échanges s'est sabordée le 31 décembre 1990. Après plus de six années passées à sillonner « les pays à économie planifiée d'Europe, d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie », à promouvoir dans ces pays la culture française, la langue française, mais surtout le livre universitaire français, son président fondateur, Paul Monnet, va pouvoir prendre du recul.

Depuis le 22 janvier, Livrest, comme l'UDEF (Union des éditeurs français), Sciences sociales export et la SPED (chargée de la promotion des éditions et du livre de droit) sont fédérées autour de l'Office de promotion de l'édition française (OPEF), au sein d'une nouvelle association baptisée France Edition-Office de promotion internationale. Si cette structure ne dépend pas directement du ministère de la culture, elle n'en est pas moins clairement sous son égide : la quasi-totalité des 18 millions de francs de son budget est directement issue des fonds de la direction du livre et de la lecture.

REFONTE. Cette restructuration des organismes d'exportation et de promotion du livre français ne se réduit pas à une classique réorganisation de services. Elle constitue une totale refonte de notre système de promotion du livre à l'étranger dans le domaine du livre scolaire et universitaire en particulier. Premier produit culturel France export (pour un chiffre d'affaires de 2,9 milliards de francs en 1989), le livre voit ses ventes constituées, à près de 60 %, par les ouvrages touchant au domaine de l'enseignement.

« Nous voulons seulement mettre sur pied un outil globalement plus performant », explique Florence Touchant, responsable du bureau d'exportation de la direction du livre. La création de France Edition répond en fait directement à une ancienne interrogation de la direction du livre sur l'opportunité de disperser ses

subventions entre de multiples organismes, dont les fonctions, trop souvent, se recoupent, voire se contredisent. Pour les pouvoirs publics, l'objectif de cette fédération, au sein de France Edition, des associations financées par la direction du livre est clairement affiché : réaliser de substantielles économies d'échelle, tout en améliorant l'efficacité de l'ensemble du dispositif.

UN MONSTRE. « Chaque association menait son petit bonhomme de chemin, sans se préoccuper des autres. Désormais, nous allons planifier avec plus de rigueur nos actions de promotion et concentrer nos efforts sur certains objectifs bien définis », explique Pierre-Dominique Parent, ancien directeur de l'OPEF, aujourd'hui à France Edition. Pour les années à venir, le nouvel office prévoit ainsi d'axer en priorité ses actions de promotion vers les pays de l'Est. Ce qui ne laisse pas sans réagir les anciens dirigeants de Livrest, spécialisés dans le secteur.

« Nous perdons toute notre indépendance pour être fondus dans une espèce de monstre, accuse Paul Monnet. Pour pénétrer les marchés des pays de l'Est, les contacts personnels sont primordiaux, auprès des universitaires, des éditeurs... Il faut un travail en profondeur, de tous les instants, que ne pourra pas fournir un office aussi gros. » Mais du côté de France Edition on se défend d'avoir mis sur pied une « armée mexicaine ». Et si personne au sein du nouvel office ne peut effectivement revendiquer un réseau de relations et d'amitiés aussi dense que celui de Christian Echarde, ancien président de Livrest et slavophile fervent, M^{me} Touchant refuse le procès d'intention fait à France Edition : « Livrest avait principalement pour contacts des membres des anciens régimes en place dans ces pays. Désormais, ces interlocuteurs sont un peu dépassés... », réplique-t-elle.

En 1991, France Edition, sous l'impulsion de son président, Bernard Foulon (Hatier), et de ses vice-présidents, parmi lesquels Jean-Pierre Giband (Presses universitaires de France) et Patrick Dubé (Hachette), entend mettre l'accent sur la promotion du livre universitaire, et plus particulièrement des livres d'enseignement du français, de sciences humaines, de médecine et de droit. Le programme 1991 prévoit, entre autres, des expositions dans les salons ou les foires du livre de Leipzig, Varsovie, Singapour, Moscou, Montevideo ou Dakar. De même, France Edition programme des expositions-ventes directement dans certaines universités, à Lublin et à Cracovie (Pologne) notamment.

Si France Edition semble afficher un bel optimisme, il n'en va pas encore de même pour l'ensemble de la profession. « Organiser des foires du livre, des salons, c'est une chose. Vendre des livres en est une autre », explique le président des Presses universitaires de Nancy et de l'Association française des Presses d'université (AFPUP), Jean-Marie Bonnet. Pour lui, le nouvel office mis en place doit encore faire ses preuves : « Si cette nouvelle structure ne fait qu'exercer un désir technocratique d'uniformisation, sans entraîner des ventes de livres supérieures à celles que réalisaient les anciennes associations en place, l'expérience aura été un peu chère. »

Olivier Lucazeau

ECOLE D'INGENIEURS
ENTREZ DANS LE MONDE DES TELECOMS
Concours d'entrée :
27 - 28 - 29 mai 1991
ouvert aux Prépas M, M', P, P', T
Inscription avant le 28 février 1991
INSTITUT NATIONAL DES TELECOMMUNICATIONS
Ecole d'Ingenieurs - Pôce DIR 111 - CM
9 rue Charles Fourier - 91011 EVRY CEDEX
Tél : (1) 60 76 42 15 / 41 11 / 42 10

MS ESCP
MASTERE SPECIALISE MANAGEMENT DES SYSTEMES D'INFORMATION
Spécialisation de haut niveau, en un an, pour maîtriser l'évolution des systèmes d'information et de l'informatique de l'entreprise.
Sélection ouverte aux ingénieurs, DEA, DESS, grandes écoles de gestion ou équivalent.
Dossier de candidature et renseignements auprès d'Annick CHABARDES.
GRUPE ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE PARIS
MASTERS SPECIALISES
79, avenue de la République - 75543 Paris Cedex 11
Tél. : 49.23.21.42

INFORMATIQUE : L'AVENIR EST

On réclame une troisième année pour
Les diplômes de troisième
La complexité croissante des technologies

DE mauvais augures, à la fin des années 80, prédisaient aux techniciens supérieurs en informatique des jours bien sombres. « Il n'y a pratiquement plus de recrutements à un niveau inférieur à bac + 2 et beaucoup moins à un niveau bac + 2 (DUT, BTS ou équivalent) », notait le Syntec Informatique (syndicat professionnel des sociétés de services en ingénierie informatique, SSII en abrégé) dans son Deuxième rapport sur la formation des informaticiens, paru en 1989. Dans les SSII, il est vrai, la part des recrutements à niveau bac+2 avait chuté de 38 % à 22 % entre 1982 et 1987, celle à bac+3 et bac+4 de

40 % à 28 %, tandis que, dans le même temps, la part des embauches à bac+5 et plus était passée de 22 % à 50 %.

Aujourd'hui, il paraît pour le moins hâtif d'en conclure que les quatre principales formations (BTS informatique de gestion, BTS informatique industrielle, DUT informatique, DUT génie électrique et informatique industrielle) n'offrent plus de débouchés. « Un bac+2 bénéficie d'une double année d'expérience est une entrée très sévère, les DUT informatiques ne sont pas si nombreux sur le marché du travail », estime Annie Pierson, consultant du cabinet

conseil en recrutement Ordiss. La pénurie en informaticiens bac+4 et bac+5, réelle, aurait-elle conduit à sous-estimer celle en techniciens supérieurs ? Pierre Delis, délégué général de Syntec, le reconnaît aisément : « Il y a actuellement une pénurie de bac+2. Les diplômés de ces formations peuvent assurer la maintenance de beaucoup de programmes, et les PME/PMI en ont besoin. D'après une étude réalisée par le Syntec l'année dernière, il y a eu une poussée des salaires sur les DUT, ce qui prouve bien qu'on en manque. » Effectivement, les bac+2, et tout particulièrement les titulaires d'un DUT en informatique, dont l'image auprès des entreprises est bonne, ne semblent pas rencontrer de problèmes majeurs pour accéder à l'emploi. Ils ont toutes les chances auprès des PME/PMI, pour lesquelles le salaire d'embauche d'un ingénieur ou d'un diplômé de troisième cycle est bien souvent inaccessible. En outre, les bac+4 et 5 que réclament d'abord les recruteurs, petits et grands, ne sont pas assez nombreux pour satisfaire la demande. Bilan : les départements informatiques des IUT recensent, en moyenne, quatre offres d'emploi par diplômé. Mais Pierre Delis met en garde : « On manque de bac+2 aujourd'hui, mais quel sera leur devenir dans cinq ou dix ans ? »

POUR TIRE CADRE. La question se pose en effet. Nul n'ose plus prédire, si les flux de diplômés en informatique du troisième cycle universitaire et des écoles d'ingénieurs augmentent de façon importante dans les prochaines années, quels seront la nature et le volume des débouchés pour les diplômés des IUT et des STS. Et l'on connaît le malaise qui étreint, déjà, nombre de techniciens supérieurs en informatique après quelques années d'expérience professionnelle. A bac+2, on est rarement embauché par une entreprise avec le statut de cadre. On n'a pas toujours, non plus, de réelles perspectives d'évolution de carrière. Certes, à IBM par exemple, on l'on recrute les bac+2 notamment sur « leur capacité à passer cadre à travers la formation interne », Christian Rondeau, chef de la fonction recrutement et relations universitaires, affirme qu'« à terme, un bac+2 peut avoir une fonction équivalente à un bac+4 ». Il n'en est pas moins certain qu'un analyste-programmeur bac+2 aura, en général, plus de chances de devenir chef de projet dans une grande entreprise qu'un analyste-programmeur bac+2.

Selon la dernière enquête *01 Informatique* sur les salaires des informaticiens, parue dans *01*

Références de mai 1990, le salaire moyen d'un homme analyste programmeur non cadre travaillant dans une entreprise utilisatrice d'informatique s'établissait, l'année dernière, à 131 400 F brut par an (121 700 F pour une femme), à comparer aux 231 000 F que touchait un chef de projet (224 000 F pour une femme). Le salaire d'embauche d'un titulaire d'une MIAE (maîtrise des méthodes informatiques appliquées à la gestion) est d'environ 165 000 F, estime Jean Sainjon, responsable du département informatique, banque, assurance de l'Association pour l'emploi des cadres (APEC). Rien d'étonnant, en conséquence, à ce que des titulaires de BTS et de DUT en informatique tentent de poursuivre des études.

Les diplômés des IUT sont les plus nombreux à le faire. Une étude du CERQ montre que, sur le flux d'entrées des étudiants en IUT de 1983 (toutes spécialités confondues), près d'un diplômé sur deux a poursuivi des études. A l'IUT d'Orsay, près de 45 % des diplômés du département informatique n'entrent pas dans la vie active après l'obtention de leur diplôme. La poursuite d'études par les étudiants titulaires du DUT a beau être « un phénomène dont on connaît très mal », comme le note Christian Forestier, recteur de l'académie de Créteil, dans son rapport *Les IUT 25 ans après leur création*, il est toutefois « vraisemblable qu'il y ait plutôt tendance à augmenter soit directement, soit à l'intérieur même des IUT par l'intermédiaire des formations spécifiques post-DUT, soit dans d'autres établissements d'enseignement supérieur (universités, grandes écoles) ». Remarque confirmée, pour les DUT informatiques, par l'ONISEP, qui assure, dans le numéro de sa revue *Jeune* consacré à l'informatique, que « plus en plus d'étudiants veulent poursuivre leurs études au-delà du DUT. Ils n'y parviennent pas toujours : certaines MIAE, par exemple, estiment qu'ils n'ont pas un niveau suffisant en mathématiques et connaissent déjà une partie du programme informatique proprement dit, si bien qu'ils sont refusés. On estime qu'en gros 30 % de l'effectif global poursuivent leurs études, dont beaucoup en licence et maîtrise d'informatique. »

TROISIÈME ANNÉE D'IUT. Dans certains IUT préparant au DUT informatique, une formation post-DUT d'une année a été mise en place, afin d'apporter une plus grande spécialisation dans un ou plusieurs domaines de pointe. Orsay, par exemple, propose une année consacrée à la conception

assistée par ordinateur, l'intelligence artificielle, les bases de données et les réseaux. Mais sans aboutir à un diplôme national. Les directeurs de départements informatiques sont, pourtant, nombreux à le réclamer ; certains vont même jusqu'à souhaiter la mise en place d'un cursus aboutissant à un diplôme bac+5 et à la reconnaissance d'une qualification d'ingénieur technologue.

Mais la réponse du rapport Forestier à cette revendication est nette : « La finalité des IUT doit être rappelée avec force, à savoir la formation des techniciens supérieurs en deux années après le baccalauréat, ce qui écarte toute politique d'allongement systé-

matique des études ou d'évolution vers la transformation en un premier cycle technologique préparatoire à un second et à un troisième cycle. » Malgré tout, la redéfinition de la place des IUT dans les formations universitaires est à l'ordre du jour, et le recteur Forestier admet que, « au-delà de la mission de formation initiale, on pourrait reconnaître aux IUT une mission « d'accompagnement » des diplômés technologiques de niveau bac+2, soit immédiatement après l'obtention du diplôme, soit dans le cadre des évolutions professionnelles ».

Christine Brésillon
(Zélig)

BTS ou DUT :
ressemblances
et différences

Les sections de techniciens supérieurs (STS) préparent à deux brevets de technicien supérieur en informatique : le BTS informatique de gestion, créé en 1987 à la place du BTS services informatiques, et le BTS informatique industrielle, apparu en 1984, remanié en 1987. Les instituts universitaires de technologie délivrent, eux aussi, deux DUT en informatique : le DUT informatique et le DUT génie électrique et informatique industrielle.

Si la vocation des deux filières est bien la même – former, en deux ans, des techniciens supérieurs titulaires d'un diplôme d'Etat –, celles-ci diffèrent toutefois par le profil des diplômés, le contenu et l'organisation des enseignements, et l'évolution des structures d'accueil. L'obtention du BTS passe par un examen national, celle du DUT par le contrôle continu. Les STS dépendent de la direction des lycées et collèges, les IUT de la direction de l'enseignement supérieur (Desup).

Contrairement à son prédécesseur (le BTS services informatiques) qui comprenait au moins une option orientée vers la fonction exploitation, le BTS informatique de gestion est clairement centré sur les fonctions d'études et de développement de systèmes de traitement de l'information pour des applications de gestion. Le BTS informatique

industrielle, de son côté, forme des techniciens supérieurs spécialistes de l'installation, de la mise en œuvre et de la maintenance des systèmes informatiques en milieu industriel. Assez proche, dans son objectif, du BTS informatique de gestion, le DUT informatique présente toutefois des différences en termes de contenu et d'organisation : destiné à former des informaticiens plus « généralistes », il comprend moins de gestion au sens large, le programme étant axé sur l'analyse et la conception des systèmes d'information, la mise en œuvre des moyens matériels et logiciels d'un système informatique, l'étude des systèmes de gestion des organisations. Il prévoit un stage de dix semaines à la fin de la seconde année. Les deux filières préparent cependant à des fonctions de programmeurs, analystes-programmeurs (voire ingénieurs d'études), techniciens de maintenance notamment. Le DUT génie électrique et informatique industrielle, enfin, comprend un fort enseignement en informatique, mais celui du BTS informatique industrielle. Il forme plutôt des électroniciens ou électrotechniciens que des informaticiens.

Les pionniers
des « filières Decomps »

L'informatique, l'électronique et les télécommunications se taillent la part du lion dans les nouvelles « filières Decomps », qui doivent permettre à des techniciens supérieurs de devenir ingénieurs : cinq des six formations qui, pour la première fois, ont été mises en place à la rentrée 1990 leur sont consacrées. Ainsi, l'ENIC (École nouvelle d'ingénieurs en communication, fruit d'un partenariat réunissant notamment l'Institut national des télécommunications d'Evry, l'université de Lille, France Télécom et la Fédération des industries électriques et électroniques (FIEE) accueille une première promotion spécialisée en technologie de l'information et de la communication. L'université Paris-VI (Pierre-et-Marie-Curie) a mis en place un cursus spécialisé en électronique analogique et micro-onde, avec le soutien de la FIEE et du CIEFOP (Centre de formation professionnelle, filiale de Thomson). Paris-XI (Orsay) accueille, en association avec Paris-X, le CIEFOP et Thomson, une promotion (en formation continue) sur le thème des techniques électroniques analogiques et numériques. Toujours avec le soutien du CIEFOP, mais aussi de la FIEE, du GIFO (Groupement des industries françaises de l'optique) et de Sup Optique, Paris-2 a également ouvert un cursus optique, en formation continue dans un premier temps l'ouverture de la formation initiale est prévue

pour la rentrée 1991).

Enfin, la même université a inauguré, en formation initiale, un cursus en informatique, toujours en partenariat avec le CIEFOP et la FIEE. La première promotion de vingt-trois étudiants est composée, à égalité, de bacheliers F, C et D. Les étudiants suivent, lors du premier semestre, le module d'orientation du DEUG de sciences, assorti d'un enseignement en informatique. Au total, le cursus, précise Didier Fayard, responsable de la filière, dure cinq ans, dont deux en entreprise. Une seconde promotion, en formation continue, devrait être accueillie au printemps 1991 pour suivre un enseignement de 980 heures, suivi d'un stage en entreprise de quatre ou cinq mois. Elle comprendrait une quinzaine de stagiaires, titulaires d'un BTS ou d'un DUT et bénéficiant de cinq à six ans d'expérience professionnelle en moyenne.

Qu'elle soit continue ou initiale, la formation est sanctionnée par un diplôme d'ingénieur de l'université Paris-Sud. « Plus appliquée que les formations classiques », précise Didier Fayard, la « filière Decomps » est destinée à former des informaticiens généralistes. Toutefois, les étudiants suivront deux fois cent vingt heures de spécialisation en fin de cycle.

Ch. B.

STAGES

« Le Monde Initiatives » publie chaque semaine des offres de stages en entreprise pour les étudiants. Les personnes intéressées doivent contacter directement le CDTF, association responsable de ce service, lancé en collaboration avec la MNEF, en téléphonant au 47-35-43-43 ou en s'inscrivant sur Minitel 3615 JOBSTAGE. Les frais annuels d'inscription sont de 149 F.

Les entreprises désireuses de passer des offres sont priées de consulter directement cette association au (1) 47-35-43-43.

Marketing

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 1 500 F + %. Profil : bac + 2. Mission : développement du service par des actions de marketing auprès des sociétés. 14946.

Lieu : Cambes (Anglet). Date : 15 mars. Durée : 4 à 6 mois. Ind. : 5 000 F/an + prorata. Profil : bac + 3 connaissance anglaise et italienne, excellent français. Mission : s'occuper des tâches administratives pour assurer la bonne marche du service ainsi que les activités de marketing relatives aux marchés français et italien. 14947.

Lieu : Paris. Date : février. Durée : 3 mois. Ind. : 1 500 F. Profil : bac + 2.3. Mission : marketing direct, clientèle internationale. 14944.

Lieu : Pantin. Date : immédiat. Durée : 6 mois et +. Ind. : SMIC. Profil : bac + 2. Mission : assistant

de gestion pour le lancement d'une nouvelle division dans la société.

Lieu : Neuilly-sur-Seine. Date : 1^{er} février. Durée : 4 mois, embauche possible. Ind. : SMIC premier mois puis éviction. Profil : bac Mark. Action Co si possible. Mission : démonstration dans l'entreprise sur copieurs couleur dernière génération. Etude dans l'entreprise, préalable à l'exploitation de nouveaux matériels de reprographie. 14942.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : 6 000 F. Profil : bac + 4. Mission : analyse pluriannuelle de résultats de chiffres d'affaires produits/marchés/clients. 14941.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 à 3 mois. Ind. : 3 000 à 6 000 F. Profil : bac + 2. Mission : contacts, librairies, papeteries, gestion formation continue, action de motivation/information, collecte des taxes de financement. 14933.

Commerce

Lieu : Trappes. Date : février. Durée : 5 semaines avec embauche possible. Ind. : 4 000 à 5 000 F. Profil : bac + 1, véhicule souhaité. Mission : acquérir formation de commercial. 15698.

Vente

Lieu : Evry. Date : immédiat. Durée : à déterminer avec embauche possible. Ind. : à convenir. Profil : bac + 3 ou 4, renseignements, vente. Mission : mettre en

œuvre le programme de formation pour les collaborateurs. 16791.

Lieu : Sèvres. Date : immédiat. Durée : 5 mois ou +. Ind. : 5 000 F. Profil : Bac + 2, BTS action Co, connaissance Macintosh. Mission : suivi et prospection commerciale de grands comptes clients. 16788.

Lieu : Villiers-Saint-Frédéric. Date : immédiat. Durée : 6 mois et + avec embauche possible. Ind. : à définir. Profil : bac. Mission : chef de rayon bazar, crèmerie, textile. 16784.

Informatique

Lieu : Morsang-sur-Orge. Date : indéterminée. Durée : à définir, embauche possible. Ind. : à convenir. Profil : bac. Mission : opérateur PAO sur documentaire Rank Xerox. 17893.

Lieu : Ragny. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 4. Mission : application informatique graphique et recherche opérationnelle PC analyse et programmation, optimisation algorithmes PC Windows. 17891.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : indéterminée, possibilité d'embauche. Ind. : à définir. Profil : bac + 5, connaissance de l'anglais, Unix Dos Réseaux. Mission : ingénieur d'un émulateur pour une autre entreprise. 17788.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois, embauche possible. Ind. : 3 000 F + prime. Profil : bac + 5. Mission : développement d'application conseil en réalisation. 17881.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, DUT électronique. Mission : technicien de maintenance en micro-informatique ayant expérience IBM. 17856.

Communication

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : 35 F/heure. Profil : bac + 2 éco gestion droit et langues. Mission : accueil, orientation et information du public d'affaires vers organismes adaptés. 18822.

Électronique

Lieu : Courbevoie. Date : immédiat. Durée : 6 mois et + avec possibilité mi-temps. Ind. : fixe + tickets restaurant. Profil : bac + 1 à 2, BTS électronique. Mission : technicien commercial sédentaire. 20662.

Lieu : Nanterre. Date : immédiat. Durée : 4 à 6 mois. Ind. : 8 000 F brut. Profil : bac + 5. Mission : électronique de puissance, mise au point alimentations, découpage. 20661.

Secrétariat

Lieu : Courbevoie. Date : immédiat. Durée : indéterminée, embauche possible. Ind. : à définir. Profil : bac + 2 BTS secrétariat. Mission : secrétaire de direction. 24779.

Lieu : Paris La Défense. Date : immédiat. Durée : 3 mois, embauche possible. Ind. : 6 000 F.

Profil : bac + 2. Mission : 30 % assistant de direction du département, 70 % assistant aux responsables basés à Paris. 24769.

Lieu : Courbevoie. Date : immédiat. Durée : 6 mois, embauche possible. Ind. : 6 800 F brut. Profil : bac + 2. Mission : correspondant commercial sédentaire, contacts téléphoniques avec clientèle traitement des commandes. 24782.

Lieu : Gennevilliers. Date : immédiat. Durée : 2 à 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 1 à 2 BTS secrétariat. Mission : assistance commerciale, secrétariat commercial. 24783.

Lieu : Gennevilliers. Date : immédiat. Durée : 1 mois, possibilité mi-temps. Ind. : fixe + tickets restaurant. Profil : bac + 1 à 2, BTS secrétariat bureautique. Mission : saisie informatique sur fichiers clients. 24784.

Technologie

Lieu : Boulogne. Date : immédiat. Durée : 5 mois. Ind. : 3 000 F. Profil : bac + 1, BEP électronique ou niveau et connaissances en électricité et alarmes sonar. Mission : travail en atelier et sur site. 22544.

Lieu : Boulogne. Date : mars. Durée : 3 mois. Ind. : 3 000 F. Profil : bac + 3, niveau ingénieur électro, maîtrise oscilloscope. Mission : travail en atelier et site, dépannage, montage et recherche. 22545.

Autres

Lieu : Paris. Date : mars. Durée :

Vous avez une maîtrise de sciences sociales ou humaines, de linguistique, de sciences de la terre ou de biologie, vous souhaitez compléter votre formation avec de l'informatique : vous pouvez poser votre candidature pour faire

un DESS Informatique Double Compétence

• Applications de l'informatique aux sciences sociales

Algorithme, systèmes, programmation logique, bases de données, systèmes experts, industries de la langue.

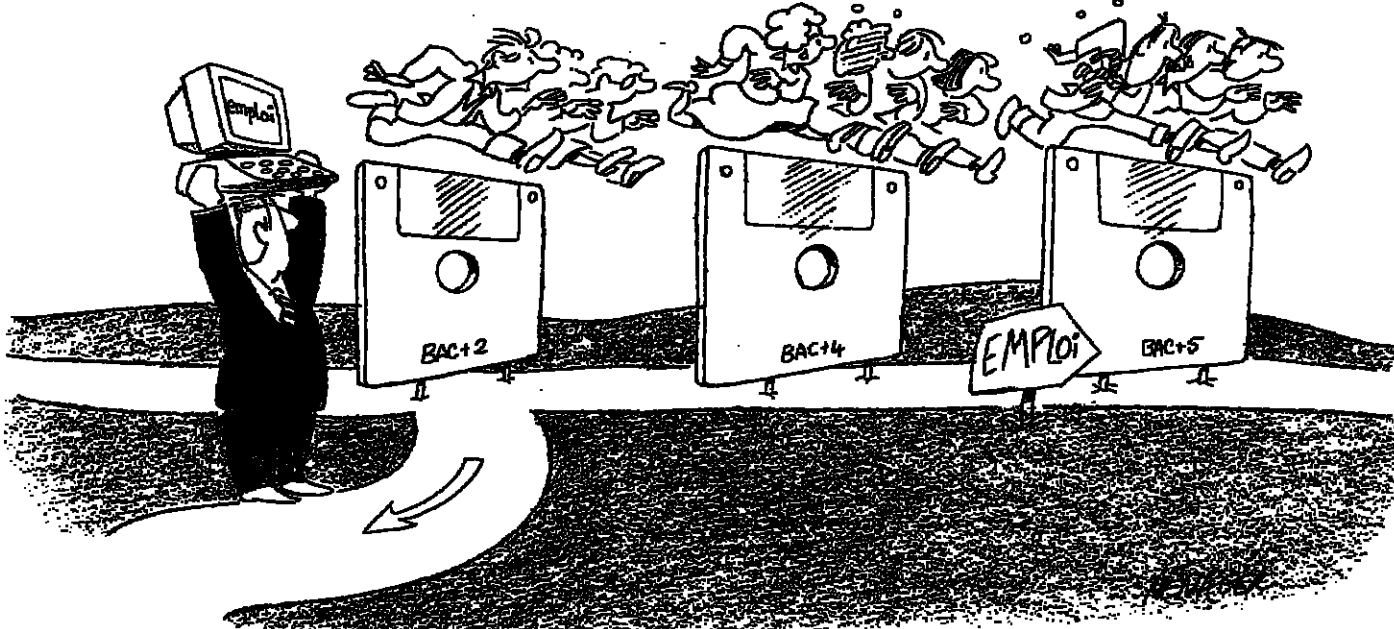
DESS Informatique double compétence
Département ISS, BP 47 A
38040 Grenoble Cedex.

هكذا من الأصل

VENIR EST
une troisième année
les diplômes de troisième
croissance des techniciens

AUX ÉTUDES LONGUES

le DUT, une cinquième pour la MIAGE.
cycle se multiplient...
tend à un allongement des études



Les pionniers
«filiales Decomps»

Depuis l'année 1988, les filiales Decomps ont vu leur nombre passer de 10 à 15. Elles sont toutes des filiales de la Decomps, une entreprise de formation et de conseil. Elles ont toutes une spécialité : la formation des techniciens supérieurs. Elles ont toutes une longue expérience dans ce domaine. Elles ont toutes une équipe de professionnels expérimentés. Elles ont toutes une infrastructure moderne. Elles ont toutes une réputation excellente. Elles ont toutes une politique de développement ambitieuse. Elles ont toutes une vision claire de leur avenir. Elles ont toutes une confiance absolue en leur capacité à réussir. Elles ont toutes une détermination sans faille à atteindre leurs objectifs. Elles ont toutes une passion pour leur travail. Elles ont toutes une éthique irréprochable. Elles ont toutes une culture d'entreprise forte. Elles ont toutes une identité bien définie. Elles ont toutes une personnalité unique. Elles ont toutes une valeur ajoutée incontestable. Elles ont toutes une contribution précieuse à la société. Elles ont toutes une fierté de leur appartenance à la Decomps. Elles ont toutes une conviction profonde que leur avenir est dans la réussite. Elles ont toutes une confiance absolue en leur capacité à réussir. Elles ont toutes une détermination sans faille à atteindre leurs objectifs. Elles ont toutes une passion pour leur travail. Elles ont toutes une éthique irréprochable. Elles ont toutes une culture d'entreprise forte. Elles ont toutes une identité bien définie. Elles ont toutes une personnalité unique. Elles ont toutes une valeur ajoutée incontestable. Elles ont toutes une contribution précieuse à la société. Elles ont toutes une fierté de leur appartenance à la Decomps. Elles ont toutes une conviction profonde que leur avenir est dans la réussite.

La MIAGE plébiscitée par les employeurs

De toutes les formations, c'est celle que les recruteurs préfèrent. Puisque les miagistes sont considérés comme des ingénieurs, pourquoi n'en auraient-ils pas le titre ?

Désormais, les recruteurs le savent : les écoles d'ingénieurs ne sont pas les seules à former des (bons) informaticiens. Les filières à vocation professionnelle se sont multipliées dans les universités (lire ci-dessous), pour le plus grand bien de l'image de marque de celles-ci. Annie Pierson, consultante du cabinet conseil en recrutement Ordis, est formelle : « L'élaboration de la qualité des formations universitaires est très nette depuis la création du DESS. Les DEA et magistères comprennent également de bons enseignements. Et la MIAGE reste « la » bonne formation en informatique. »

De toutes les formations universitaires à l'informatique, la MIAGE (maîtrise des méthodes informatiques appliquées à la gestion) est, en effet, la plus appréciée : « Pendant longtemps, on a pris d'abord un ingénieur de grande école et sinon une MIAGE. Maintenant, on prend indifféremment l'un ou l'autre », affirme Christian Cadet, directeur du cabinet de recrutement CSC. « Le M de MIAGE veut dire méthodes, ce n'est pas pour rien. Il y a beaucoup de MIAGE embauchés par IBM pour les postes de l'informatique interne », confirme Christian Rondeau, chef de la fonction recrutement et relations universitaires d'IBM. Conclusion, par Jean-Denis Rathier, Campus manager du Crédit Lyonnais : « On a toujours apprécié la MIAGE et on l'apprécie toujours. »

UNE STRUCTURE PARTICULIÈRE. Contenu, structure, organisation et système de sélection de la MIAGE sont différents des autres maîtrises, ce qui n'est pas sans effet sur la qualité de l'enseignement qu'on y dispense. La MIAGE, précise-t-on aux étudiants à l'université Paul-Sabatier de Toulouse, « a pour objectif de former des analystes de conception, c'est-à-dire des professionnels de l'informatique capables de comprendre et d'analyser les problèmes de gestion qui leur sont posés par les entreprises et les administrations et de leur apporter les solutions adéquates ». Se préparant en deux années de second cycle, elle est donc bien destinée à former des informaticiens de gestion, analystes-programmeurs ou ingénieurs d'études notamment, et non des gestionnaires initiés à l'informatique. « En 1970, explique Vladimir Mercuroff, professeur à l'université de Paris-Sud, président du département informatique d'Orsay, ancien chargé de mission à l'information nationale, concepteur et instigateur de la MIAGE, il devenait urgent de former des informaticiens de gestion. La MIAGE a été créée sur un modèle s'inspirant d'une

part de l'UT et d'autre part des écoles d'ingénieurs. » Les dix-huit MIAGE réparties sur vingt universités sont donc pilotées par une commission pédagogique nationale (composée pour les trois quarts d'universitaires-informaticiens et pour un quart de représentants d'entreprises informatiques) chargée, rappelle Frank Metras, directeur des enseignements supérieurs, lors des Journées nationales consacrées au vingtième anniversaire des MIAGE, les 30 et 31 mai 1990, « de proposer les grandes lignes du programme, les principes qui régissent l'admission des étudiants, de suivre la mise en place et le fonctionnement de cette maîtrise dans les universités habilitées ». En outre, les MIAGE sont dotées d'un conseil de perfectionnement et d'un directeur des études, caractéristiques qui n'ont pas été accordées aux MST (maîtrises de sciences et techniques), ce que déplore Bertrand Girard de l'Ain, professeur à l'université de Dauphine, dans un document intitulé « Les nouveaux cursus à finalité professionnelle : l'état, les universités et la qualité », annexé au rapport sur l'évaluation des performances pédagogiques des établissements universitaires réalisé par Michel Crozier : « Les avantages du système MIAGE pour l'insertion professionnelle sont évidents : remise en cause régulière des programmes en liaison avec la profession, pourcentage exceptionnel de diplômés par rapport aux admis, réputation nationale du diplôme. Néanmoins, aucun de ces attributs, même le plus évident - le droit à un conseil de perfectionnement propre à la filière - n'a été étendu aux autres maîtrises. »

Préparée soit dans les UFR de sciences, soit dans celles de sciences économiques, la MIAGE est une formation très sélective. Elle est accessible, après examen du dossier, entretiens et, éventuellement, examen de vérification des connaissances et tests, aux titulaires d'un DEUG mention sciences ou, dans certains cas, MASS, ou encore d'un DEUG d'économie. Un nombre réduit de titulaires de DUT informatique ou de GEA (gestion et administration des entreprises) et un nombre encore plus faible de titulaires du BTS informatique de gestion sont admis. À l'université de Paris-Dauphine, par exemple, l'entrée en MIAGE suppose un examen du dossier de candidature, des tests écrits de vérification des connaissances, des tests d'évaluation des aptitudes logiques et des entretiens avec le jury.

Le contrôle des connaissances est soutenu, note-t-on dans la revue *Avenir* consacrée à l'informatique : « En général, il combine contrôle continu et examen. Le passage en deuxième année est soumis à l'obtention d'une moyenne générale ; par exemple, à Paris-Val-de-Marne, il faut 10 sur 20 de moyenne générale, avec 7 sur 20 au minimum dans chaque matière, y compris le stage. Mêmes conditions à Dauphine. A Toulouse, un étudiant doit repasser en deuxième session toute matière dans laquelle il n'a pas obtenu la moyenne. » La délivrance du diplôme, elle aussi, est subordonnée à « l'obtention d'une moyenne générale avec note minimale, aussi bien dans chacune des matières que pour le stage et le projet d'entreprise ». Les notes moyennes exigées en cours d'études ont beau être élevées, le résultat n'en est pas moins satisfaisant. « 90 % des étudiants sortent diplômés », précise Frank Metras.

SUSPENS. Certaines universités, notamment Lille, Lyon et Paris-Dauphine, ont prolongé la MIAGE par un DESS. Montpellier et Clermont-Ferrand ont même mis en place un cursus organisé sur trois ans aboutissant à un diplôme d'ingénieur reconnu par la commission du titre « L'accroissement des connaissances en informatique et la gestion fait qu'il devient de plus en plus difficile d'insérer les enseignants indispensables dans le cadre des 1 400 à 1 600 heures d'enseignement prévues par l'arrêté des MIAGE », expliquait Alain Dussouchay, alors président de la commission pédagogique des MIAGE, lors des Journées nationales de mai 1990, qui estime que « les miagistes sont des ingénieurs de fait qui n'ont pas le titre d'ingénieur mais qui souhaitent l'obtenir ». Une enquête réalisée en 1986 montre que 40 % des miagistes suivent déjà une formation complémentaire d'un an au moins (« Beaucoup de miagistes effectuent ensuite un DESS », confirme Vladimir Mercuroff) et que 80 % estiment que c'est nécessaire. Un rapport, rédigé en 1987 par Jean Vignes pour le ministère de l'Éducation nationale, faisait déjà état de l'urgence de la mise en place d'une troisième année de MIAGE. Dans une note transmise en octobre 1988 au président de la commission du titre d'ingénieur, la commission pédagogique nationale proposait la création d'une école d'ingénieurs devant permettre à une fraction des miagistes l'accès à une cinquième année les conduisant à un titre d'ingénieur.

Le problème posé est « délicat », comme le souligne Frank Metras, directeur des enseignements supérieurs, lors des Journées nationales. « Le ministère de l'Éducation nationale a-t-il vocation à transformer toutes les formations universitaires qui marchent bien en formations d'ingénieurs ? Est-ce la meilleure façon de promouvoir l'université française ? Est-ce la meilleure façon de promouvoir la MIAGE,

Peu de places pour les bacs technologiques

Les sections de techniciens supérieurs et les instituts universitaires de technologie préparant à un diplôme en informatique n'accueillent pas, dans les mêmes proportions, les mêmes bacheliers : les premières font encore une large place aux titulaires des bacs technologiques, alors que les seconds privilégient de plus en plus les titulaires de bacs « généralistes ». Selon les statistiques fournies par l'ONISEP (Office national d'information sur les enseignements et les professions), 26 % des diplômés 1988 du BTS informatique de gestion étaient munis d'un bac G (surtout G 2) et 13 % d'un bac H (baccalauréat de technicien en techniques informatiques) ; près de 77 % des entrants 1988/1989 en sections de techniciens supérieurs préparant au BTS informatique industrielle étaient titulaires d'un bac F, dont 47 % pour le bac F 3 (électrotechnique) et 26 % pour le bac F 2 (électronique). Le DUT génie électrique et informatique industrielle parvient à accueillir, lui aussi, une bonne part d'étudiants issus des filières technologiques (près de 40 %).

BACHELIERS C et D. En revanche, les départements informatiques des IUT acceptent moins de 6 % de bacs F, G et H confondus. Cette discrimination envers les bacheliers technologiques et tertiaires (qui n'est pas l'apanage de l'informatique) est vigoureusement dénoncée par le recteur Christian Forrester dans son rapport « Les IUT vingt-cinq ans après leur création » : « Faut-il rappeler une nouvelle fois, écrit-il, que la vocation naturelle des IUT

était d'accueillir ce public lors de leur mise en place ? Faut-il rappeler qu'à l'origine il était dans certains départements majoritaire ? » Ce sont, désormais, les bacheliers D et C qui constituent la grosse majorité des étudiants des départements informatiques des IUT : ils étaient, à la rentrée 1988-1989, près de 65 %. De là à conclure que le « niveau » du DUT serait devenu supérieur à celui du BTS, il y a un pas que certains recruteurs sont tentés de franchir. Cela, pourtant, « n'est véritablement confirmé par aucune étude sérieuse au niveau des comportements professionnels et des évolutions de carrière, chaque fois que l'on compare des BTS et DUT relevant des mêmes spécialités », affirme Christian Forrester.

Très sélectifs à l'entrée (seulement un candidat sur deux est admis en première année de DUT informatique), les départements informatiques des IUT le sont aussi en cours d'études (plus d'un tiers des étudiants de première année ne passent pas en seconde année) et à la sortie. 60 % des étudiants obtiennent leur diplôme en deux ans et 70 % en trois ans, ce qui est le plus faible taux de réussite de toutes les spécialités dispensées en IUT. Un « échec », estiment certains, pour les bacs généralistes, que l'on aurait mieux fait d'orienter vers des filières universitaires, et pour les bacs technologiques, qui, faute d'avoir été acceptés en IUT, grossissent les rangs des candidats au DEUG avec de faibles chances de succès.

Les filières professionnelles à l'université

PREMIER CYCLE

Le DEUST (diplôme d'études universitaires scientifiques et techniques), créé en 1983, s'obtient, comme le DEUG (diplôme d'études universitaires générales), à l'issue du premier cycle universitaire. Conçu comme une véritable formation professionnelle, permettant l'entrée immédiate dans la vie active, son contenu est défini par chaque université en fonction des réalités économiques de la région. En conséquence, chaque DEUST en informatique présente des spécificités marquées : à Orsay, il est orienté vers l'électronique et la micro-informatique (comportant une large formation technique et pratique dans le domaine de la micro-électronique, des microprocesseurs et des automates programmables) et un DEUST informatique d'organisation et système d'information (destiné à former des analystes-programmeurs).

Le DEUST permet d'entrer en licence et maîtrise, mais donne difficilement accès à une école d'ingénieurs. Une enquête de l'université Paris-Sud sur les diplômés 1988 montre que plus de 43 % des DEUST continuent des études : ceux qui entrent dans le monde du travail sont « techniciens supérieurs ou assistants ingénieurs ».

DEUXIÈME CYCLE. Les MST (maîtrises de sciences et techniques) se préparent en deux ans après un premier cycle. Apparus en 1971, elles sont axées, pour beaucoup d'entre elles, sur l'informatique industrielle (la MIAGE étant axée sur la formation des informaticiens de gestion). Cependant, les universités Rennes-I et Grenoble-I, par exemple, offrent une formation en informatique générale, Paris-III (Sorbonne nouvelle) en informatique et télécommunications, Montpellier en micro-é-

lectronique et conception assistée par ordinateur de systèmes. Seuls cinq magistères assurant une large formation en informatique (répartis sur une douzaine d'universités) étaient accrédités en 1990. Créé en 1985, ce diplôme sanctionne un cursus de trois ans après le premier cycle. Son accès est soumis à une rude sélection. La formation comprend des cours magistraux, des travaux pratiques et dirigés, des séminaires de recherche et des stages. Ainsi, le MMFAI (magistère interuniversitaire de mathématiques fondamentales et appliquées et informatique, organisé par les universités Paris-VI, VII, IX, XI et XIII et par l'École normale supérieure) débute par une « maîtrise » sur quatre semestres, allant de pair avec un début de travail de recherche pouvant aboutir à un DEA. La troisième année est consacrée à la fin du DEA éventuel et à un travail de recherche (pouvant constituer le début d'une thèse) sous des formes variées (stages en laboratoire, en milieu industriel, ou à l'étranger) et donne lieu à la soutenance d'un mémoire.

Le magistère informatique appliquée de l'Île-de-France est organisé par les universités Paris-V, VI et VII et par l'École nationale des ponts et chaussées, pour former des ingénieurs d'études et des chefs de projet en informatique. Le magistère informatique et modélisation (Grenoble-I, Lyon-I et l'École normale supérieure de Lyon) permet aux étudiants de choisir, après un tronc commun, entre une formation plutôt mathématique et une formation plutôt informatique. Rennes-I propose un magistère de modélisation mathématique et méthodes informatiques et Valenciennes une formation très orientée vers l'image. Diplôme d'université, le magistère permet toutefois de poursuivre des études vers le doctorat.

TROISIÈME CYCLE

Le DEA (diplôme d'études approfondies) sanctionne une aptitude à la recherche dans un domaine de pointe en informatique. Le diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS) a une finalité plus professionnelle, son obtention garantissant un niveau d'études équivalent à celui d'un ingénieur de grande école. Il se prépare en un an après un diplôme universitaire de deuxième cycle (maîtrise d'informatique, mais aussi, éventuellement, MST, MIAGE ou diplôme d'ingénieur).

La Société des personnels enseignants et chercheurs en informatique de France (SPECIF) a proposé, dans un rapport établi en 1987, la classification des DESS d'informatique en trois catégories : 1) Les DESS d'informatique générale, où sont approfondis les concepts et techniques de l'informatique fondamentale (Paris-VI, VII et XIII, Aix-Marseille-II, Angers, Bordeaux-I, Chambéry, Lille-I, Nancy-I, Toulouse-I et III, Strasbourg-I, Valenciennes) ; 2) Les DESS d'informatique spécialisée, où sont étudiés les concepts et techniques de l'informatique appliquée à certains secteurs industriels ou apportant une spécialisation dans un domaine particulier du traitement de l'information, telles bases de données ou intelligence artificielle (Paris-V, VI, IX et XII), Besançon, Grenoble-II, Lille-I, Lyon-I, Nancy-I, Nice, Rennes-I, Toulouse-I, Valenciennes) ; 3) Les DESS d'informatique double compétence, dont l'objectif est de fournir une solide formation en informatique à des étudiants issus d'autres filières (Paris-VI, Aix-Marseille-II, Grenoble-I, Lille-I, Nancy-I, Rennes-I).

Ch. B.

INFORMATIQUE : LES INCONNUES DE LA CARRIÈRE

Les entreprises ont beaucoup de mal à trouver des personnels adaptés. Mais elles constatent que les métiers se transforment rapidement et elles s'interrogent sur l'avenir de la profession

A quoi pourra bien ressembler le métier d'informaticien, dans les années à venir ? Après le splendide isolement de la phase d'expansion, dominée par la toute-puissance de la technologie, l'interrogation se fait inquiète. L'âge d'or est peut-être révolu, et l'environnement a changé. Désormais, les constructeurs connaissent la crise et sont bousculés par deux facteurs, la surcapacité de production et l'accélération de la course aux produits nouveaux. Tant et si bien que la perception de l'avenir proche se trouble.

Une chose est sûre, proclame cependant Jean-Christophe Lalanne, responsable du département architecture technique de Sema Group, « plus cela ira et moins les informaticiens seront des informaticiens ». Se banalisant, la professionnalisation ne se fera pas en fonction des seuls critères techniques, mais sur la base d'une double compétence. Pour laisser place au gestionnaire et à l'organisateur, « le profil du généraliste sera de plus en plus prisé », prétend-il.

Si la prévision est juste, cela

signifierait que les informaticiens « de souche » n'auraient plus l'initiative pour l'utilisation de l'informatique, appelée à devenir un produit comme un autre, que chacun modéliserait selon le type d'informations dont il a besoin pour accomplir sa tâche. Et Jean-Christophe Lalanne d'annoncer la fin de la dictature des spécialistes. « Je ne crois pas aux hypertéchniciens dans l'entreprise, dit-il. Dans un domaine qui évolue aussi vite, on n'est pointu que temporairement, parce qu'une spécialité correspond à un besoin à un moment donné. On est un haut technicien sur une branche d'activité ou un produit et, trois ans après, c'est quel qu'un d'autre. »

COMPÉTENCE HUMAINE. Directeur financier de Sema Group, Jeremy Jerram fait lui aussi une analyse qui correspond à cette orientation, appliquée cette fois aux activités futures, en comparant le sort du silicium, dont sont faits les ordinateurs, à celui du carbone, dont sont faits les hommes. Tandis que le coût de la machine - « le silicium » - décroît et entraîne des difficultés pour les industriels de l'informatique, le prix de la

compétence humaine - « le carbone » - augmente, notamment pour la mise au point de logiciels.

A terme, prévoit-il, « et pour la première fois, les services représenteront une plus grande part du chiffre d'affaires de l'industrie informatique que le matériel ». Mais cela aura plusieurs conséquences. Progressivement, les secteurs des logiciels et des services cesseront d'être « sports » par les équipementiers. Ils devront alimenter leur croissance sans autre soutien que leur propre performance. « A ce moment-là, prévient-il, nous assisterons à des tentatives plus énergiques pour réduire le coût du logiciel et, comme c'est une industrie très consommatrice en main-d'œuvre, la productivité deviendra le facteur-clé. » Dès lors, la concurrence se fera sur les prix. On demandera aux techniciens de savoir écrire un logiciel moins cher que celui du concurrent. On exigera d'eux d'être capables de mieux répondre aux demandes des clients, et ensuite de leur fournir les applications les plus économiques.

Egalement théoricien, Gérard Balantian, directeur général de

l'IMI (Institut du management de l'informatique de l'université de Compiègne) envisage plusieurs évolutions qui ne s'opposent pas à ces visions de praticiens. Selon lui, l'informatique est entrée dans l'ère de l'« éclatement » où coexistent plusieurs tendances qui doivent se gérer ensemble, en tenant compte de préoccupations très « utilitaristes ».

On est passé d'une informatique hiérarchisée à une informatique coopérative, et démocratisée ; la normalisation des standards se réalise progressivement au niveau mondial, sous la pression du marché et des consommateurs ; apparaissent les matériels multimédias qui mêlent, par exemple, l'image et le son ; les fonctions d'interface, pour les utilisateurs, nécessitent une excellente ergonomie et une simplification des outils.

CHANGEMENT TOTAL. Dans l'immédiat, en déduisant, ces mouvements appellent à la formation courte de ceux qui veulent pouvoir travailler avec l'informatique, principalement le micro, dans la vie professionnelle quotidienne. La demande correspond alors à une « démarche pratique » qui vise à

éliminer les appréhensions technologiques. Elle provient des individus et des petits groupes. Au stade suivant, dans les grosses entreprises très organisées et en pleine mutation, on ressent le besoin de se restructurer et d'élaborer des projets de groupe mieux adaptés, pour informatiser la production, par exemple. On peut y connaître les risques de licenciements, liés à la performance des matériels, mais on peut aussi y faire appel à la formation continue pour améliorer les compétences. Dans ce cas, le personnel est entraîné dans le meilleur des cas vers des diplômes du troisième cycle. Ensuite, là où l'informatique dominait déjà, il faut faire évoluer les métiers obsolescents (les ex-pupilles, par exemple) et organiser la mue professionnelle pour suivre la révolution technologique.

Gérard Balantian évoque, dans ce cas, les besoins en formation longue. L'opération réclame des structures d'accompagnement relativement lourdes qui pourront être internes, ou interentreprises. Enfin, la conduite de ces trois actions différentes, mais complémentaires, n'empêchera pas

les dirigeants d'entreprise eux-mêmes d'avoir à se pencher sur leur propre implication dans le mouvement en cours. A leur tour, ils devront s'engager dans des stratégies qui viseront à changer les comportements et les mentalités. L'informatique de demain obligera à l'innovation dans ce domaine, sous couvert de « management participatif ». « Là aussi, il faudra de la formation pour réussir le changement total, comme il y a une qualité totale, argumente Gérard Balantian. Les patrons devront développer des politiques de ressources humaines, et s'y identifier. Ils auront à trouver des outils différents et à jouer de caisses de résonance pour déclencher des symboles, pour catalyser le désir d'avancer, d'évoluer. »

« Oublier ce dernier volet reviendrait à compromettre tous les autres », déclare-t-il, convaincu. En somme, l'avenir de l'informatique et de ses métiers passerait par sa réintégration dans une gestion sociale globale. Après des années de développement séparé et exorbitant du droit commun.

Alain Leboube

Les éternelles difficultés de recrutement des SSII

Rémunérations attractives, turn-over élevé. Les sociétés de services et d'ingénierie informatique manquent surtout de cadres expérimentés

«AUCUN apaisement notable. » Cabinets de recrutements, directeurs de ressources humaines des principales sociétés de services et d'ingénierie informatique (SSII) clament encore et toujours leurs difficultés à trouver sur le marché de l'emploi les profils qui leur sont nécessaires. Grandes dévoreuses d'informaticiens (elles en ont recruté environ 15 000 en 1990), les SSII, dont l'activité poursuit son rythme de croissance élevé (de l'ordre de 20 % par an), ont su, grâce aux formations maison qu'elles dispensent de façon quasi industrielle, se constituer des viviers.

Grâce à des rémunérations pour le moins attractives, elles attirent chaque année de forts contingents de bac + 4 ou bac + 5 issus de formations scientifiques qui rejoignent par la suite six à dix mois de baptême informatique. Ces nouvelles recrues comblent immédiatement les déficiences dans un secteur où le turn-over est, de tradition, très élevé (15 % à 20 % en moyenne).

Depuis plusieurs années, des sociétés comme Unilog ou CGI ont ainsi pris coutume d'écumer les promotions d'ingénieurs agronomes, aussitôt mis au fait des arcanes de la programmation. Les médecins recyclés ont actuellement le vent en poupe.

STRATÉGIE DE RATISSAGE. Grâce à cette véritable stratégie de ratissage tous azimuts, le manque parvient tant bien que mal à être pallié pour les cadres débutants. « La situation s'est légèrement améliorée », note-t-on notamment chez Sema Group : les jeunes ingénieurs, quel que soit leur cursus, n'hésitent plus à nous envoyer des candidatures spontanées. » La pénurie reste en revanche criante pour les informaticiens expérimentés. Des spécialistes pointus comme les ingénieurs de réseau (ingénieurs capables de marier de grandes compétences dans l'informatique, la bureautique et les télécommunications) sont impitoyablement chassés.

Les chefs de projet informatique - informaticiens qui ont trois à cinq ans de bouteille, capables d'animer une équipe, de coordonner la conception de tel ou tel logiciel, d'en assurer la commercialisation auprès des éditeurs et de prévoir à l'avance les besoins

des utilisateurs - le sont plus encore. Conséquence : les rémunérations proposées s'envolent. La barre des 300 000 F annuels est allègrement franchie. Engagées volontaires dans cette guerre des rémunérations, les SSII se retrouvent aujourd'hui dans une position délicate. Elles sont contraintes de rogner leurs marges, ne pouvant intégralement répercuter au client le surcoût grandissant du recrutement de leurs chefs de projet informatique.

Faut-il attendre, en raison des dégraissages annoncés chez les constructeurs de matériel informatique, un certain relâchement des tensions ? Telle n'est pas l'opinion des spécialistes. « On a pu croire, au regard des difficultés des constructeurs informatiques, que l'arrivée sur le marché d'informaticiens dont les postes ont été supprimés allait donner du mou et résoudre en partie les problèmes de recrutement des sociétés de services et d'ingénierie informatiques. C'est une fausse idée », note Bernard Broisin Doutaz, spécialiste du recrutement des informaticiens pour le cabinet de conseil en ressources humaines Cleas.

A l'appui de son affirmation, Bernard Broisin Doutaz avance deux raisons : d'une part, les constructeurs informatiques emploient relativement peu d'informaticiens par rapport aux SSII et aux utilisateurs. Ensuite, les informaticiens ainsi débarrassés n'ont pas forcément le profil correspondant aux besoins des sociétés de service qui recherchent avant tout « des jeunes, qui n'ont pas été marqués par l'esprit de tel ou tel constructeur ». Par ailleurs, les informaticiens employés par Bull, IBM, Olivetti, Digital Equipment et autres constructeurs dans leurs départements études et développement sont généralement des spécialistes du hardware (les machines elles-mêmes) tandis que l'activité des SSII est, par nature, axée sur le software (développement de logiciels pour des applications particulières).

Caroline Monnet

A la recherche de non-informaticiens

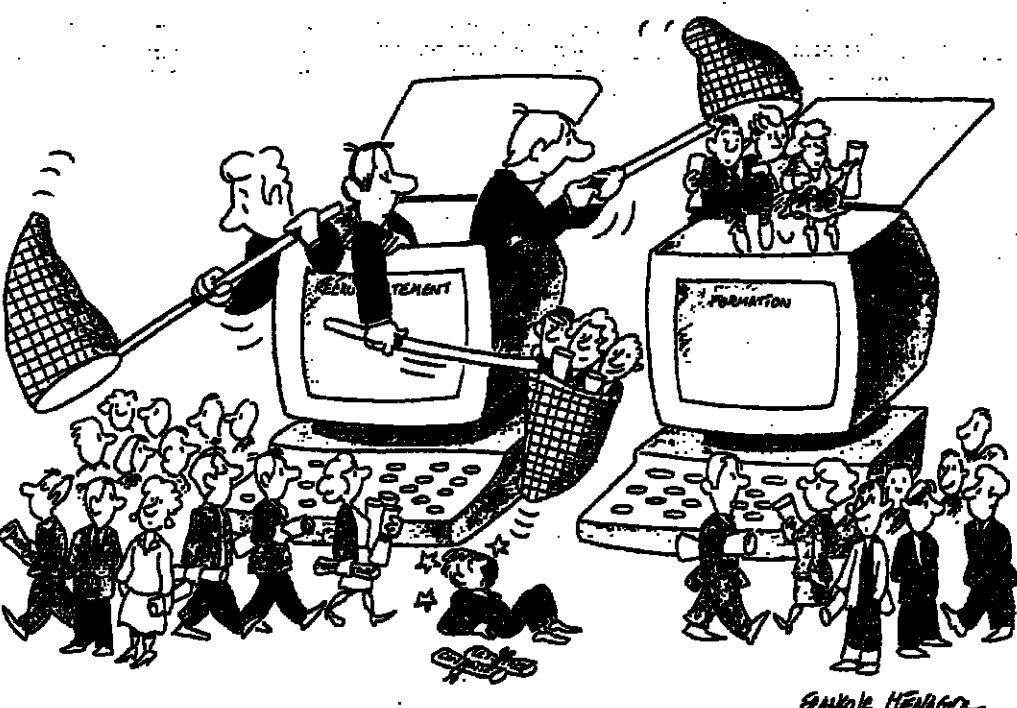
Confrontées à la pénurie, les compagnies n'hésitent plus à recruter des non-spécialistes qu'elles forment dans leurs « écoles »

S I la SSII Unilog reste un cas avec 70 % de son personnel cadre non informaticien de formation, elle n'est plus isolée. Ainsi, la direction informatique des AGF (AGF-SI) s'est lancée sur le même voie depuis 1982. Aujourd'hui, sur les quelque 400 informaticiens qui travaillent à sa direction des études, 40 % à 45 % n'avaient pas la formation requise. Quant à la Sigos, deuxième SSII de France, elle a entrepris de recruter depuis plus de quatre ans des non-informaticiens dans le cadre de contrats de qualification (le Monde du 5 décembre 1990).

La pénurie a poussé les sociétés à élargir leur champ de recrutement, les résultats de l'expérience leur ont confortés dans leur choix. D'abord, ils ont montré qu'il était possible de former en trois ou quatre mois des jeunes gens à l'informatique de gestion (ce qui n'est pas vrai pour l'informatique industrielle). Ensuite, ce type de recrutement a permis de mettre la main sur un personnel de qualité.

« Par ce biais, déclare ainsi Jean-Bernard Oddone, chef du département de formation interne à la Sigos, on embauche des personnes pugnaces qui ont vécu des expériences désagréables. Elles sont superbement bien formées. Elles ont cherché vainement du travail dans leur secteur et sont prêtes à faire des efforts pour se reconvertir. » Ces salariés ont en moyenne deux ans de plus que les jeunes informaticiens que nous recrutons. Ils sont plus mûrs et ce n'est pas négligeable », complète Michel Nakache, directeur d'une agence Sigos. « Ce sont des personnes capables de se remettre en question », ajoute Michel Bouffard, responsable du recrutement à Unilog.

HAUT NIVEAU. Toutefois, ces recrutements s'adressent à des jeunes qui ont une formation de haut niveau. En général, les entreprises recrutent des bac + 5 essentiellement scientifiques (biologistes, chimistes). Plus récemment, elles se sont tournées également vers les gestionnaires (HEC, ESSEC...). Depuis un an, Unilog recrute des médecins ; et quant aux AGF, elles embauchent des juristes depuis juillet 1989. « Compte tenu de la pénurie, explique Dominique Bauf, responsable du recrutement aux AGF-SI, on s'est demandé comment ouvrir plus encore le recrutement. On a essayé avec les



FRANÇOIS HENRIER

juristes. C'était un challenge. Il est réussi. » Sur les dix à quinze juristes embauchés, aucun n'a échoué. « Au démarrage, ils n'ont peut-être un peu plus lents que les autres, admet Dominique Bauf, mais après, cela ne se voit plus. » L'hétérogénéité du recrutement ne poserait-elle aucun problème ? Effectivement non, affirme-t-on aux AGF, à la Sigos et à Unilog où les tests de sélection destinés à vérifier la capacité du candidat à rentrer dans un raisonnement informatique et les entretiens individuels permettant de mieux cerner sa personnalité et ses motivations sont, semble-t-il, d'une grande efficacité. « Compte tenu du coût de la formation - environ 120 000 francs - il n'est pas risqué avec les candidatures », affirme Michel Bouffard, qui reconnaît 1 % d'échecs tandis que Dominique Bauf en recense 4 % depuis 1982.

Creativité, recherche culturelle... les responsables du recrutement se rejoignent pour souligner les avantages d'un recrutement diversifié. « Au sein d'une équipe, le géologue, le chimiste, l'ingénieur des Arts et Métiers... utilisent un langage commun car ils ont suivi le même stage de formation. Mais face à un problème, ils vont réfléchir de façon différente et apporter un panel d'idées dans lequel il sera

facile de trouver la meilleure solution », affirme Michel Bouffard. Sans contester cette analyse, Michel Nakache estime cependant qu'il ne faut pas, parallèlement, « dévaloriser le travail des informaticiens de formation ».

La formation de base des non-informaticiens n'est pas sans répercussions sur leur adaptation au premier poste et, par la suite, sur le déroulement de leur carrière. Ainsi, explique Michel Bouffard, le gestionnaire choisit souvent l'informatique de gestion plus pour la gestion que pour l'informatique. Ce qui l'intéresse, c'est d'être au courant de la gestion de l'entreprise. L'informaticien n'est pour lui qu'un outil. Alors que le scientifique fait souvent le choix de l'informatique avant de faire celui de la gestion.

Le résultat est que le gestionnaire aura peut-être un peu plus de difficultés que le scientifique au cours de ses deux ou trois premières années, qui sont très techniques. Mais il retrouvera une aisance par la suite lorsqu'il passera au stade de l'analyse et de la conception, un domaine d'action plus proche de ses études initiales. Quant aux scientifiques, ils ont plus de chances de privilégier a priori les filières d'expertise pour devenir ingénieurs système ou ingénieurs réseau alors que les gestionnaires se tournent plus

facilement vers le technico-commercial, le management ou vers le conseil.

Les médecins tiennent une place à part dans l'analyse des profils. « Ils ont tendance à compter sur leur savoir, à chercher en eux-mêmes la solution des problèmes, alors que les ingénieurs sont plus habitués à aller chercher à l'extérieur la formation nécessaire, explique Michel Bouffard. Autre difficulté à surmonter, les médecins procèdent par élimination alors qu'en informatique il faut partir directement à la recherche de la solution. En revanche, lorsqu'il s'agit d'effectuer un travail basé sur l'écoute du client et l'analyse de ses besoins, alors là ils peuvent utiliser pleinement leur savoir-faire. »

En fin de compte, médecins, chimistes, biologistes, gestionnaires... se retrouvent tous logés à la même enseigne. Informaticiens, ils sont envoyés sur différents types de missions sans que leur formation de base ait forcément quelque chose à voir avec leur affectation. Car, curieusement, les SSII n'éprouvent pas le besoin d'utiliser leur double compétence.

Catherine Leroy

La revanche des «

«V

La c

S

هكذا من الأصل

LA CARRIÈRE

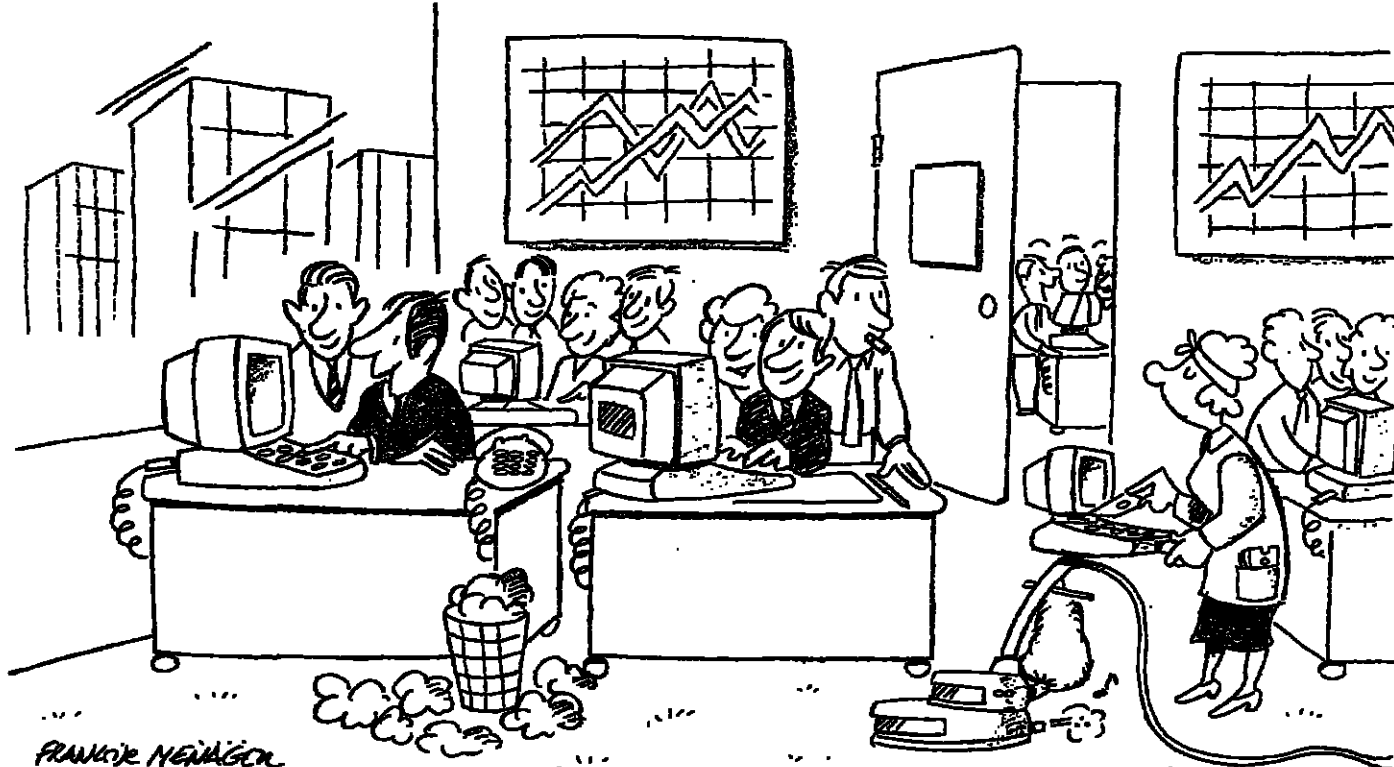
Mes amis constatent
de la profession

Les jeunes diplômés de l'informatique ont une carrière qui se caractérise par une grande mobilité. Ils ne restent pas longtemps dans une même entreprise. Ils cherchent à évoluer, à progresser. Ils sont souvent à la recherche de nouvelles opportunités. Ils sont prêts à changer de poste, de secteur, de région. Ils sont prêts à accepter des conditions de travail moins avantageuses. Ils sont prêts à accepter des salaires plus faibles. Ils sont prêts à accepter des horaires plus longs. Ils sont prêts à accepter des responsabilités plus importantes. Ils sont prêts à accepter tout ce qui leur permettra d'avancer dans leur carrière.

Les professionnels

Mes amis constatent
de la profession

Les professionnels de l'informatique ont une carrière qui se caractérise par une grande mobilité. Ils ne restent pas longtemps dans une même entreprise. Ils cherchent à évoluer, à progresser. Ils sont souvent à la recherche de nouvelles opportunités. Ils sont prêts à changer de poste, de secteur, de région. Ils sont prêts à accepter des conditions de travail moins avantageuses. Ils sont prêts à accepter des salaires plus faibles. Ils sont prêts à accepter des horaires plus longs. Ils sont prêts à accepter des responsabilités plus importantes. Ils sont prêts à accepter tout ce qui leur permettra d'avancer dans leur carrière.



La revanche des « Monsieur Jourdain »

Les utilisateurs deviennent de plus en plus familiers avec l'outil. Un phénomène de banalisation

« VOYEZ ce micro-ordinateur sur mon bureau. Il signifie qu'à terme les utilisateurs deviendront de plus en plus indépendants et de plus en plus familiers avec l'outil informatique. Ils se substitueront aux analystes et aux programmeurs classiques. » Cette réflexion faite par Jean Vilain lorsqu'il dirigeait, il y a un an, les services d'informatique d'Air Inter, est on ne peut plus d'actualité. Elle signifiait que les « Monsieur Jourdain » de l'informatique étaient en passe, dans leur usage quotidien, de damer le pion aux informaticiens professionnels. Aujourd'hui, l'informaticien se trouve être directement accessible, à des populations qui n'ont pas pour autant une formation spécifique. D'où un phénomène de banalisation de l'outil qui ne peut aller que croissant.

« Dans le même temps, note Jean Vilain, le nombre de spécialistes de haut niveau touchant notamment à la sécurité des données, aux systèmes centraux, à la cohérence de l'ordinateur, augmentera. » Ainsi, la défiance de

la micro-informatique poursuit sa conquête de l'univers professionnel quotidien, impliquant un nombre de salariés de plus en plus vaste.

CONVIVIALITÉ. « A cela, trois raisons essentielles. Les micro-ordinateurs sont appelés à être de plus en plus puissants. Leur convivialité ira en s'accroissant. Ils seront de moins en moins chers. Ce qui entraîne et entraînera des conséquences insoupçonnées dans les rapports du monde de l'entreprise avec celui des informaticiens. Bientôt, d'ici cinq à dix ans, des non-professionnels pourront utiliser des ordinateurs aussi puissants que ceux de la NASA autrefois. »

Ces paroles pourraient appartenir au monde de la futurologie ou à la prophétie, si elles n'émanaient pas de Bruno Lussato. Conseil en organisation professionnelle à l'Institut d'informatique d'entreprise, enseignant au Conservatoire des arts et métiers et auteur, en 1980, du *Défi informatique*, Bruno Lussato est homme de prospective.

« Je suis l'un de ceux qui ont introduit Apple en France. J'ai eu un mal fou. Les informaticiens professionnels considéraient qu'il

s'agissait d'un jouet, s'exclame Bruno Lussato. Or la micro-informatique, c'est la convivialité. Ce qui signifie que le temps d'apprentissage est allé en diminuant. L'ordinateur est devenu grand public. Le temps est fini où l'on se prosternait devant le dieu informatique. Demain chaque individu, dans son cadre de travail, pourra conduire les opérations infiniment complexes qui sont l'apanage des informaticiens chevronnés. »

BUREAUCRATIE. Bruno Lussato ne résiste pas au charme d'une anecdote à ses yeux significative. « Il y a une dizaine d'années j'ai vu un Apple sur le bureau du président d'Heulett-Packard. Devant mon étonnement et en riant, celui-ci m'a dit : « C'est moins cher qu'une de mes machines. »

Les habitudes des séminaires qui conviaient le professeur du CNAM à connaître ses formules lapidaires. « Le frein actuel au développement d'une informatique grand public, affirme-t-il non sans provocation, sont les informaticiens eux-mêmes. Et, naturellement, les constructeurs, qui résistent des quatre fers. Or avec une montée en puissance vertigineuse

des micro-ordinateurs à venir sur le marché - ils seront par leur banalisation l'équivalent de nos lave-vaisselle, frigos, appareils photo ou montres à quartz d'aujourd'hui - les usagers ne seront plus prosternés devant la machine comme des journaux devant la reine-mère. »

D'où la guerre qu'il conduit contre les « infos-centres » et une « bureaucratie informatique hypercentralisée qui a besoin de sa perestroïka ». Et la confiance que Bruno Lussato place envers les « Monsieur Jourdain » de l'informatique : « Ils fabriquent des programmes infiniment plus astucieux que les professionnels. » Bien que se disant lui-même « complètement atypique », Roland Moreno, l'inventeur de la carte à puce, auteur de la *Théorie du bordel ambiant*, renchérit volontiers. Dans son bureau de la société Innovatron (soixante-dix salariés) il a cette formule : « Les informaticiens pousseront des hauts cris. Mais, à terme, les amateurs auront le dessus. » Roland Moreno sait de quoi il parle : il est autodidacte.

Jean Menanteau

Une carrière souvent en pointillés

L'heure n'est pas aux cigales : enfants gâtés de l'embauche à la sortie des écoles, les jeunes diplômés de l'informatique doivent en réalité penser de plus en plus tôt à leur avenir. Sous peine de « planter » leur carrière vers trente-cinq ans. A voir « la pléthore de candidats » qui se présentent aujourd'hui pour chaque poste de directeur informatique qu'elle recrute, Marie-Françoise Aletti, consultante à la CEGOS, n'en doute plus une seconde. « A cet âge-là, explique-t-elle, ils croient très chers alors même qu'ils n'ont pas forcément les facultés d'adaptation nécessaires et que la technologie risque en permanence de les rattraper. »

Parallèlement, les entreprises, et notamment les sociétés de services et d'ingénieries informatiques (SSI), qui doivent composer avec un turn-over moyen de l'ordre de 17 %, en ont assez de devoir en passer par les caprices de ces enfants terribles. Elles tentent donc de redresser la barre tout en reconnaissant, comme l'a fait Thierry Leroy, secrétaire général des Assurances générales de France, lors des dernières Journées prospectives du Monde, que « les entreprises ont de plus en plus de difficultés à jouer leur rôle correcteur face aux poussées d'individualisme. »

Un individualisme auquel les jeunes diplômés en informatique cèdent d'autant plus volontiers que, rappelle Xavier Stéfani, directeur des ressources humaines de Cap Sésa, « les déroulements de carrière de référence n'existent pas encore dans leur milieu » et que ces jeunes vont, en fait, là où leurs centres d'intérêt les poussent.

« S'ils veulent faire carrière, les jeunes diplômés doivent avoir intégré une grosse entreprise à l'âge de trente ans », relève Marie-Françoise Aletti. A charge pour ces sociétés de leur offrir de réelles opportunités de progression. « Les informaticiens sont en général, précise la consultante de la CEGOS, très mal informés de leurs possibilités d'emploi au sein de l'entreprise. » Une carence liée tout autant au caractère des individus - « à force d'avoir le nez sur un écran, ils souffrent d'un réel déficit relationnel », a constaté Marie-Françoise

Aletti - qu'à la société. Pour y remédier, Cap Sésa vient, par exemple, de se doter d'une bourse télématique de l'emploi tandis que tous les collaborateurs se voient désormais proposer un entretien annuel d'évaluation de leurs perspectives de carrière avec leur hiérarchie. De plus les emplois d'informaticiens ne sont pas, bien souvent, clairement identifiés. « Sous certaines fonctions fourre-tout, nous avons relevé plusieurs métiers bien distincts », reconnaît ainsi Pierre Lecocq, secrétaire général de la Mission informatique et télécommunications d'EDF-GDF, qui vient de mettre sur pied une nouvelle nomenclature des métiers informatiques au sein du groupe pour identifier, précisément, et trois ans en avance, les besoins d'emploi dans ce secteur. Par ce biais, EDF-GDF espère combler une délicate pénurie de recrutements extérieurs en partie liée à une politique salariale à rebours dans la profession, et susciter ainsi une plus grande mobilité interne du personnel.

S'il veut rester attractif, « un informaticien pur sucre doit avant tout se spécialiser », avance, pour sa part, Marie-Françoise Aletti. D'autant que les filières d'expertise ne manquent pas, ajoute Xavier Stéfani, entre les spécialistes de la technologie, ceux de l'assistance technique ou encore ceux des différents secteurs de clientèle de l'informatique. Ceux dont la fibre informatique est moins sensible peuvent toujours, quant à eux, basculer dans un tout autre domaine de l'entreprise (gestion, commerce, etc.). EDF-GDF enregistre ainsi un flux naturel de sortie de l'informatique de l'ordre de 4 % à 5 % des effectifs par an. « Nous favorisons ce brassage », explique Pierre Lecocq, en facilitant les passerelles entre l'informatique et des métiers de proximité.

Les déroulements de carrière des informaticiens peuvent donc être encore très ouverts à condition de s'en donner les moyens en canalisant des centres d'intérêts parfois fantasques dans la durée.

Valérie Devillechabrolle

La course aux diplômés

Pour occuper les 20 500 postes à pourvoir chaque année, environ 4 500 professionnels manquent à l'appel

SELON l'Association pour l'emploi des cadres, environ une petite annonce sur trois parues dans la presse concerne les informaticiens. Rien d'étonnant donc si ce

secteur en forte croissance subit de plein fouet la pénurie de diplômés de l'enseignement supérieur maintes fois constatée.

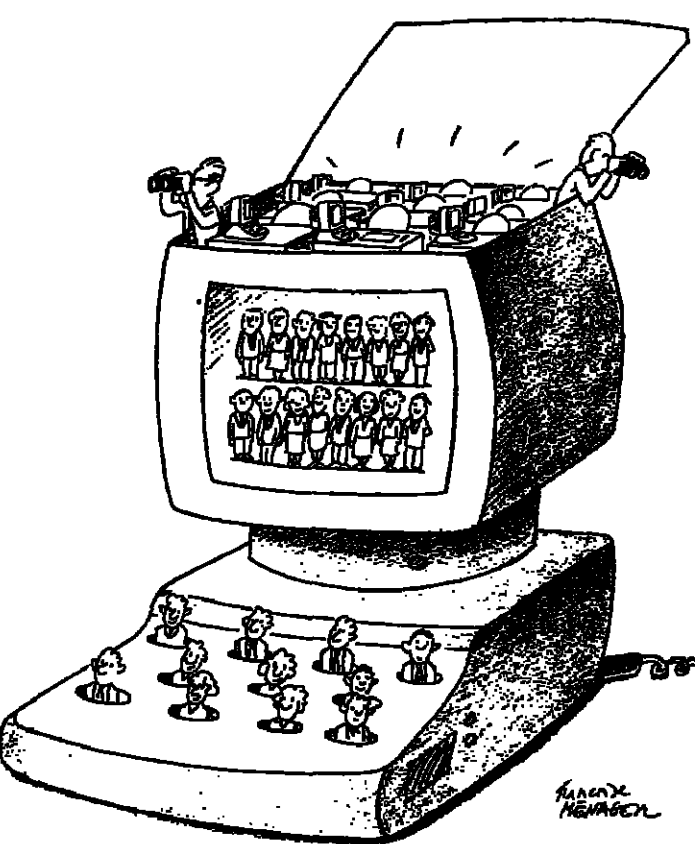
Pourtant très peu de données chiffrées viennent étayer ce

constat. S'ils font les beaux jours des cabinets de recrutement, les informaticiens font le malheur des statisticiens. Ne les trouvez pas dans tous les secteurs de l'économie : de la recherche aux sociétés de service en passant par les entreprises utilisatrices, les constructeurs et les distributeurs ?

Selon Pierre Delis, délégué général de Synthec Informatique à la chambre syndicale des SSI, il y aurait en France près de 280 000 informaticiens. Mais pour occuper les 20 500 postes à pourvoir chaque année, environ 4 500 professionnels manquent à l'appel. Qui sont ces oiseaux rares ? La réponse est sans ambages : des bac + 4 ou des bac + 5. L'élevation du niveau de qualification dans ce secteur est en effet une tendance relevée par tous les observateurs.

Dans les années 60 et 70, les entreprises confiaient encore la mise en place de leur informatique à des non-spécialistes, formés sur le tas par les constructeurs ou les sociétés de services. Au début des années 80, les autodidactes ont dû céder la place aux bacs + 2 auxquels tous les espoirs semblaient permis. Aujourd'hui, seuls les ingénieurs semblent trouver grâce aux yeux des employeurs, en particulier des SSI (lire page VII).

TENDANCE IRRÉVERSIBLE. Même si certains avouent que cette course aux diplômés n'est pas toujours justifiée, même si des entreprises plaident pour la création d'une licence informatique, et bien que des spécialistes affirment que les modes d'organisation des entreprises condition-



nent la configuration des qualifications, bien plus que la technologie, la tendance semble irréversible. « Les grands enjeux de la fin de la décennie que sont le traitement de l'image et de la parole et l'intelligence artificielle mobiliseront de nombreux cadres de haut

niveau », pronostique Pierre Delis.

Une étude européenne, publiée l'année dernière, avance trois autres raisons. Pour cause « d'automatisation de l'informatique », les tâches de programmation et d'analyse les plus courantes

nécessitent moins de programmeurs mais davantage d'analystes de haut niveau. Par ailleurs, la complexité croissante des réseaux et des systèmes requiert à la fois une spécialisation pointue et une grande souplesse intellectuelle. Enfin, et cela relative peut-être les discours catastrophistes sur la pénurie, les entreprises sont désormais à l'affût des fameuses « doubles compétences » : des hauts potentiels qui non seulement connaissent parfaitement l'informatique mais maîtrisent également la gestion, les ressources humaines, voire l'ensemble des données concernant un secteur économique.

L'avantage des doubles compétences est certain. Les informaticiens dont la carrière était météorique pourront désormais jouer sur le second registre lorsque leurs connaissances informatiques seront devenues obsolètes. En revanche, à force de fixer toute leur attention sur ces têtes bien remplies, les entreprises courent visiblement le risque de laisser sur le côté les cohortes de techniciens supérieurs embauchés ces quinze dernières années que l'on ne peut pourtant pas décerner considérer comme des bas niveaux de qualification. Fait significatif malgré la pénurie, on recense déjà plusieurs milliers d'informaticiens inscrits à l'ANPE.

Frédéric Lemaître

DIRIGEANTS

Alternative à l'outplacement

Mieux que l'outplacement, voici une nouvelle donne dans les transactions de licenciement : faire appel aux consultants de Forgeot, Weeks. Des centaines de cas en témoignent, cette solution satisfait autant les personnes menacées de licenciement, qui apprécient une prise en compte prioritaire de leurs intérêts, que le management qui trouve cette façon de faire équilibrée.

Il est vrai que, pour avoir déjà aidé des milliers de dirigeants à reconsidérer leur évolution professionnelle, les consultants de Forgeot, Weeks connaissent mieux que personne l'art de transformer toute péripétie professionnelle en un saut qualitatif. N'hésitez pas à nous contacter.

Forgeot, Weeks

CONSEILS PERSONNELS EN ÉVOLUTION PROFESSIONNELLE
Paris : 3, rue du Faubourg, 75008. Tél. (1) 42 65 42 00
Genève : 9, route des Jeunes, 1227. Tél. (022) 42 32 49
Bureau associé : Londres

Le Monde

OPÉRATION SPÉCIALE

Les Métiers de l'Informatique

LES GRANDS PROJETS
SE NOURRISSENT
AUX FRUITS DE LA PASSION

La passion est le moteur essentiel du progrès. C'est elle qui conditionne la réussite des projets les plus pointus, c'est encore elle qui est à l'origine du leadership de CAP SESA dans le domaine du conseil et du service informatique pour l'Industrie, les Télécoms, la Finance, la Défense, les Administrations.

Chaque jour des hommes et des femmes de CAP SESA, à Paris comme en province, participent à de grands projets informatiques : maintenance aéronautique, Transpac, gestion de la maintenance de centrales nucléaires, radio-téléphonie, réseaux inter-bancaires, système de commandement, centre de contrôle de satellite...

Nourris de la passion d'innover, d'imaginer, de concevoir, de réaliser, de mettre en œuvre et surtout de communiquer, ces grands projets sont la garantie d'une carrière enrichissante et diversifiée pour les Consultants, Chefs de Projets, Ingénieurs Concepteurs qui ont choisi le métier de l'informatique.

Adresser votre candidature sous référence 279-M en précisant la région souhaitée.

Paris : Xavier Stefani, 76 Avenue Kléber 75784 Paris Cedex 16.

Province : Chantal Barbier, 92 Bld du Montparnasse, 75014 Paris.

CAP SESA
Groupe CAP GEMINI SOCIÉTÉ

RDV sur Minitel
36 14 CAP SESA



INGENIEUR
GRANDE ÉCOLE
OU ÉQUIVALENT
Master en
Génie Informatique
ou Génie des
Systèmes
**GENIE
INFORMATIQUE**

TROIS SPÉCIALISATIONS VOUS SONT OFFERTES

- Génie Logiciel.
- Informatique Distribuée.
- Architecture des Systèmes Numériques.

Ces études, d'une durée de 12 mois, sont sanctionnées par un **MASTÈRE SPÉCIALISÉ** (Label de la Conférence des Grandes Ecoles). Elles peuvent être financées par les entreprises partenaires (BULL, THOMSON, DASSAULT, INFIA...).

Adresser votre candidature au CERICS
BP. 148 SOPHIA ANTIPOLIS - 05561 VALSONNE CEDEX
Tél. 93.95.25.00

INGENIEUR DE DEVELOPPEMENT
JUNIOR

conception et réalisation de projets

Le Groupe des Fromageries Bel, présent dans 85 pays : 6 500 personnes, 6 milliards de CA dont 50 % à l'étranger.

Son informatique est l'un des outils de sa compétitivité, elle bénéficie de sa puissance, d'une équipe performante et de moyens solides : 1 centre serveur IBM 4381, VM, VSE, CICS, SQL, NOMAD, un réseau d'IBM 36 et AS 400, micro PC/PS, CRUS 4000... Elle sera encore plus performante si vous coopérez à la mise en place de nouveaux systèmes d'information.

Vous serez intégré aux équipes de développement qui conduisent des projets dans cet environnement technique et méthodologique motivant. Vous avez une formation Bac + 5 informatique, vous êtes débutant ou vous avez une première expérience de réalisation.

Votre lieu de travail : Paris-Montreuil/Concorde.
Pour prendre contact, merci d'adresser CV et lettre manuscrite, sous réf. 005/02, à Marie-Christine LE GARFF - Temps Dense - 3, rue de Liège 75009 Paris.



TEMPS dense
INGÉNIEUR DES CARRIÈRES

Société de Conseil Commercial
cherche pour son département informatique :

ANALYSTE PROGRAMMEUR

- Pour analyser, concevoir et développer sur micro-informatique des logiciels destinés à nos clients.
- Pour participer à l'élaboration de nouveaux produits et services micro-informatiques.
- PROFIL SOUHAITÉ : Bac + 2 à Bac + 4, 3 à 5 ans d'expérience professionnelle micro-contact clientèle.
- RÉMUNÉRATION : 170 KF environ.

Adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions à :

BCMW
CONSEILS

Service du Personnel, 2 rue des Vieux-Français, 75003 PARIS

Cartes à Mémoire - Systèmes - Réseaux - Terminaux
INGENIEURS LOGICIELS, CHEFS DE PROJET

"VOTRE POTENTIEL NOUS INTERESSE"

VOUS : Passionné d'informatique

- A la recherche de nouveaux "projets".
- le "C" est votre environnement.
- OS/2, UNIX, WINDOWS, Présentation : Manager, DB, C++.
- Temps réel vous motivent.

NOUS : SMART Ingénierie

- Spécialiste de la carte à mémoire et des télécoms

Nombreuses possibilités d'évolution dans notre Entreprise

Alors, pourquoi pas vous chez nous ?



SMART Ingénierie

Contactez SMART Ingénierie
Technoparc des Hautes Pavillones
12, rue Jean Bertin 26000 VALENCE
Tél : (16) 75.43.65.65



Exprimez votre talent
dans les techniques
de pointe

Ingénieurs
GRANDES ECOLES
DEBUTANTS ACCEPTES

La forte expansion de notre département Informatique Industrielle confirme l'impact que nous avons sur nos clients.

Nous vous proposons des postes fortement intéressants et variés en génie logiciel, télécom, temps réel, contrôle de processus, etc...

Nous vous offrons une rémunération attractive et une évolution de carrière.
Adresser votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions) à SEDI
Jean Michel MALARDEL - 164 av. Charles de Gaulle 92200 NEUILLY.

هنا من الأصل

Le Monde
OPÉRATION SPÉCIALE

Les Métiers de l'Informatique

CHEFS DE PROJET INFORMATIQUE

Aujourd'hui, Usinor Sacilor est le premier européen et le second mondial dans son produit : l'acier. Le groupe a dégagé en 1990 un résultat net de 3,7 milliards et a consacré un budget de 1,2 milliards de francs à l'informatique (gestion et process). 1500 informaticiens, 80 centres, 27000 terminaux, 7000 micros, 400 ordinateurs de process composent notre outil informatique.

Vous êtes un professionnel passionné par les technologies de l'information - mais aussi par le management. Nous vous proposons des postes de responsable du développement de projet informatique, dans les domaines suivants :

- systèmes experts,
- gestion de production, des achats, de la maintenance,
- informatique industrielle,
- micro-informatique / bureautique

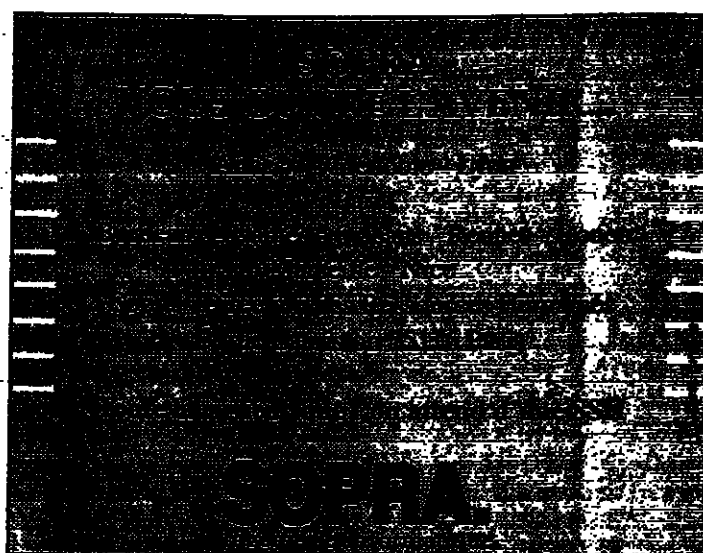
Vous êtes responsable de la prise en main complète par les utilisateurs des applications que vous aurez conçues et réalisées.

Ces postes basés en province et en région parisienne vous motiveront si vous êtes dotés de réelles qualités techniques et relationnelles. Issus de grandes écoles ou universités (Bac + 5), selon que vous soyez débutants ou expérimentés, nous vous proposerons une mission à votre mesure.

Travailler au sein d'Usinor Sacilor, c'est d'abord souhaiter prendre rapidement des responsabilités, c'est aussi choisir de travailler avec les meilleurs de sa spécialité, se former et s'enrichir soi-même au quotidien.

Merci de nous contacter au 49.00.57.49
ou d'adresser votre candidature sous réf. LM122 à
USINOR SACILOR - DRH Ingénieurs et Cadres
CEDEX 33 - 92070 PARIS-LA DEFENSE

Acier
USINOR SACILOR



Logiquel, société implantée à Toulouse, Paris et Lyon, spécialisée dans l'Assurance et le Contrôle de la qualité informatique (plus de 40 % de croissance depuis sa création en 1985), participant à des projets dans des domaines de haute technologie (spatial, transport, médecine...), recherche dans le cadre de son expansion pour son agence de Paris des

Ingénieurs Qualificiens OU DES INFORMATIENS DESIREUX DE S'ORIENTER VERS LE METIER DE QUALITE

de formation grande école ou universitaire, justifiant d'une expérience de 3 à 5 ans en informatique temps réel (Télécommunications, Défense...), scientifique ou de gestion.

Après une formation complémentaire au métier de qualicien, les ingénieurs se voient confier des missions de conseil et d'assistance auprès de nos clients (entreprises, administrations...).

Merci d'adresser votre c.v. accompagné d'une photo ainsi que vos prétentions à LOGICUAL, Service du Personnel, Parc technologique du Canal, Zodiaque 2, 3 passage de l'Europe, 31400 Toulouse.



VICTOIRE AU PARIS/DAKAR - LANCEMENT DE LA ZX DECIDEMENT CITROEN VA DE L'AVANT

CITROËN



La force attractive d'une entreprise peut s'évaluer selon différents paramètres : sa dimension, sa technologie, sa philosophie, son ambiance, ses rémunérations. Citroën peut aujourd'hui répondre positivement à tous ces critères. Avec en plus une dimension rare : l'Emotion. Une dimension que vous pouvez venir partager avec nous dès demain. Dans le cadre de notre développement et du lancement de notre nouveau véhicule la ZX, victorieux du Paris/Dakar 1991, notre direction informatique recherche de nombreux ingénieurs.

Ingénieur système

Vous assurerez la réalisation des aspects logistiques et techniques des projets et leur évolution. Vous travaillerez dans un environnement MVS, VM et sur des équipements informatiques de type IBM, TANDEM, DIGITAL... Vous participerez à la définition des systèmes d'information concernant les projets Fiabilité/Qualité, Commerce/Production avec comme objectif une envie d'accroître votre domaine de compétences et votre champ d'action.

Ingénieurs réseaux

Vous assurerez des développements de haute technicité qui vous permettront de devenir un expert de premier plan au sein de notre système informatique comprenant plus de 6000 terminaux et 30 contrôleurs de communication.

Ces postes conviendront à des candidats de formation Bac + 5 (Ingénieur), ayant acquis une première expérience de 3 à 5 ans dans un domaine similaire. Ils ouvrent une grande variété de perspective d'évolution.

Au-delà des compétences techniques propres aux fonctions proposées les qualités humaines et le potentiel de développement personnel seront déterminants.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence AK à : Automobiles CITROËN - Service Recrutement Ingénieur - 62, Bd Victor Hugo 92208 NEUILLY SUR SEINE CEDEX.

Pour tous renseignements tapez 3615 code CITROËN sur votre minitel.

NOTRE MEILLEUR ACCELERATEUR C'EST L'EMOTION

Chef de projet informatique de gestion

Vous développerez des projets dans tous les domaines de la gestion de l'entreprise sur les plans de l'organisation, de la production, aussi bien que de l'administration.

Ingénieurs conseil en organisation

Rattachés aux différentes directions opérationnelles, vous serez l'interface entre les utilisateurs et la direction de l'informatique.

هنا من الأصل

هَذَا مِنْ أَلَاصل

matique

REPRODUCTION INTERDITE
Le Monde
OPÉRATION SPÉCIALE

... Le Monde • Mercredi 13 février 1991 XI

Les Métiers de l'Informatique

Des moyens dignes de votre ambition

Forte de plus de trente ans d'expérience et pour avoir produit à ce jour plus de 2500 radars et des centaines de brouilleurs, la Division RADARS, CONTRE-MESURES (2800 ingénieurs et techniciens, 28 % du CA affectés à la R&D) est le leader européen des systèmes électroniques embarqués.

Dans ce contexte "high tech", nous disposons de moyens à la mesure de nos ambitions :

- PREMIER SITE INFORMATIQUE du groupe (CRAY XMP, IBM 3090, stations de travail...)
- des outils d'aide à la conception (CAO, ateliers de génie logiciel, IA...)
- des moyens de tests spécifiques et des simulateurs.

Nous réalisons de grands projets : le radar et les contre-mesures du RAFALE, les versions futures des radars des MIRAGES 2000 et leurs systèmes de détection, de brouillage, les équipements d'auto-protection des navires et des avions...

JEUNES INGÉNIEURS : DYNAMISEZ VOTRE CARRIÈRE, REJOIGNEZ NOS ÉQUIPES

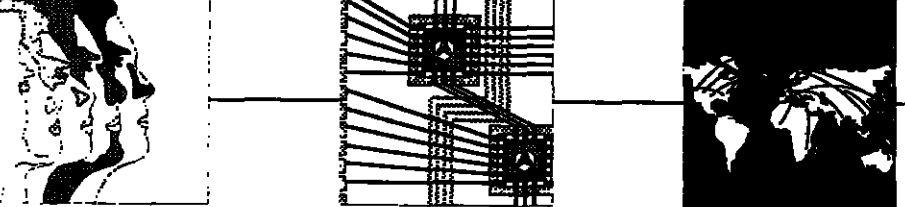
Dans les domaines suivants :

- modélisation et simulation systèmes
- développement de logiciels temps réel embarqués (traitement du signal et de l'information)
- support et développement d'outils logiciels (génie logiciel, systèmes expert, IA...)
- projet logiciel
- calcul scientifique...

Votre première expérience (2 ans environ) dans un de ces domaines vous permettra d'être rapidement opérationnel.

Une intégration au sein de petites équipes, une formation permanente dispensée par nos meilleurs experts, la taille de notre Division vous permettront d'évoluer vers des postes à responsabilités techniques et humaines liés à la gestion de projet ou d'affaires. (Les candidatures d'ingénieurs débutants sont étudiées également.)

Merci d'adresser votre candidature sous réf. LM/0391 :
Christophe SEGUY - THOMSON-CSF/RCM - 178, bd Gabriel Péri - 92242 MALAKOFF Cedex.



THOMSON

DES HOMMES SIGNENT LEUR TEMPS

TELECOMS, SYSTEMES... ET SAVOIR-FAIRE INDUSTRIEL TEKELEC !

TEKELEC TECHNOLOGIES, fier de lancer des activités de Tekelec Airtronic, démontre, comme toutes les sociétés du groupe, sa vocation à découvrir les technologies de demain. Deux de ses divisions, Tekelec Systems, partenaires de grands projets civils et militaires, et Tekelec Télécom, expert en conception, développement, fabrication et commercialisation d'une large gamme d'équipements de mesure, ont de nombreuses opportunités à proposer à des...

INGÉNIEURS ET TECHNICIENS

ELECTRONICIENS INFORMATIENS

Il s'agit d'assurer le développement d'équipements électroniques et de logiciels associés, la conception, la vente et la fabrication d'appareils de pointe. Un contexte formateur, où chacun, **débutant ou confirmé**, trouve la possibilité d'exprimer pleinement ses talents.

Nous sommes donc très ouverts à des formations et/ou expériences diverses : Ecoles d'Ingénieurs, BTS, DUT, expérience en laboratoire.

Service Emploi : (réf. MO/201)
TEKELEC TECHNOLOGIES,
29 Avenue de la Baltique
- ZA de Courtaboeuf - 91953 Les Ulis.
Ou candidature sur Minitel 3616 Code C2,
tapez TRLC.



VOTRE CONTRAT AVEC L'AVENIR

SOPRA VOUS OUVRE L'AVENIR...

SOPRA est un acteur majeur de l'ingénierie informatique dans le monde de la banque, de l'industrie et de l'administration. La reconnaissance de son savoir-faire, SOPRA s'adresse aux hommes de talent qui l'ont rejoint pour créer, développer, améliorer, concevoir, et partager les valeurs de son savoir-faire : compétence technique, rigueur, excellence professionnelle.

Ingénieurs, chefs de projets, analystes, concepteurs, réalisateurs, spécialistes ou débutants, jeunes diplômés de l'enseignement supérieur si vous êtes motivés, ne laissez pas passer l'opportunité. Contactez-nous : SOPRA, Direction des Ressources Humaines - 10, rue Lauriston - 92015 Paris.

Tout le savoir que l'on attend d'une SSH

SOPRA



Devinez dans quelle entreprise travaille cet ingénieur commercial ?

Avec 29 % de progression pour un CA de 2,7 milliards de francs pour l'année fiscale 1990 et 100 000 Macintosh livrés en une année, Apple France affiche un des meilleurs taux de croissance de l'industrie informatique.

Ce n'est pas par hasard... derrière ce succès, il y a une fantastique concentration de personnalités et de compétences : univers privilégié où professionnalisme se conjugue avec créativité. Votre dynamisme et votre vision du "business" en seront peut-être les clés d'accès.

Vous avez complété votre formation supérieure Bac + 4 par une première expérience réussie de la vente, de préférence chez un constructeur informatique. Vous parlez un "fluent English".

Animateur d'un réseau de revendeurs, vous prospectez les distributeurs, conseillez nos partenaires, coordonnez les actions commerciales... Votre challenge : développer nos affaires.

Manager, conseiller, prospecter, développer... telles sont vos principales missions d'ingénieur commercial à LYON, MARSEILLE, PARIS ET TOULOUSE.

Vous avez deviné ! C'est chez Apple que votre créativité et votre esprit constructif pourront s'exprimer. N'attendez plus pour révéler le meilleur de vous-même...

Merci d'envoyer votre dossier de candidature sous référence IC/M/0391 à Jean-Marie MUYEL, Département des Ressources Humaines, Apple Computer France - 12, avenue de l'Océanie, Z.A. de Courtaboeuf - 91956 Les Ulis Cedex.



Apple

Le Monde
OPÉRATION SPÉCIALE

Les Métiers de l'Informatique

La Matière Bleue :
l'audace d'aller
jusqu'au bout
de l'informatique

technique

La Matière Bleue est la

et élan. Elle est la force

Sema Group confère à

projet, elle est l'élan qui

porte le projet personnel

de chacun.

est un projet par l'ampleur de
division initiale, et par l'audace de
réaliser jusqu'au bout, elle per-
met de mettre la haute technicité
des interventions au diapason
de notre connaissance des secteurs

les plus en pointe (Scientifique et

Militaire, Réseaux et Télécoms,

Energie, Industrie et

Transport). Multipliant les opportu-

nités de carrière, la Matière Bleue

de Sema Group permet à chacun

de participer à l'ambition et d'opti-

miser ses compétences.

AÉRONAUTIQUE, ESPACE, DÉFENSE

Les AIRBUS A320/A340, le RAFALE, la fusée ARIANE IV, la navette HERMES, les sous-marins nucléaires INFLEXIBLE et TRIOMPHANT, le bâtiment d'essais et de mesures MONGE... autant de missions de confiance au crédit de notre Département Systèmes Techniques.
Ingénieurs Grandes Ecoles (SUPAERO, SUPELEC, CENTRALE, TELECOM, ENSTA, N7, ENSIMAG...) nous vous offrons les opportunités suivantes :
Ingénieurs généralistes : nous vous confierons des missions de haut niveau dans des domaines variés : modélisation et simulation, conception de systèmes, assistance aux Directeurs de projets.
Ingénieurs informaticiens : vous participerez à la conception et à la réalisation de logiciels de grande envergure ; vous mettrez en œuvre les techniques les plus avancées : TEMPS-REEL, GRAPHIQUE, SGBDR, UNIX, VMS, C, ADA, 680XX...
Postes à pourvoir en Région parisienne (Fontenay-Sous-Bois, banlieues ouest et sud) et en province (Toulouse, Toulon, Brest). RÉF. VUZ/LM, Alain PITAVY

RÉSEAUX, TÉLÉCOMMUNICATIONS

Notre division étudie et développe des systèmes de communication dans le cadre de grands projets nationaux et étrangers : gestion et supervision de réseaux, RNIS, réseaux radiomobiles, architecture de réseaux, applications temps réel et transactionnelles, systèmes sécurisés...
Dans le cadre de son développement, elle recherche :
- des ingénieurs commerciaux grands comptes avec une expérience en SSII et dans le domaine des Télécoms.
- des responsables de contrat et chefs de projets possédant 5 à 10 ans d'expérience dont 2 ans minimum en télécommunications.
- des ingénieurs informaticiens confirmés ayant de 3 à 5 ans d'expérience en réseaux, télécoms.
- des ingénieurs confirmés et débutants pour des développements sous SGBDR ORACLE.
- des ingénieurs avec un minimum de 2 ans d'expérience en C, Pascal, Unix, Temps réel, Assembleurs pour des missions dans le Sud et l'Ouest de Paris. Une expérience dans le domaine des protocoles de communication, réseaux, X25, sera appréciée.
RÉF. R02/LM, Violaine Morillon

SEMA GROUP

La Matière Bleue est la matière grise qui vous permettra de relever de nouveaux défis, au sein d'un groupe fort de 7500 personnes, présent dans toute l'Europe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence ci-dessus à Service Recrutement, SEMA GROUP, 56 rue Roger Salengro 94126 FONTENAY SOUS BOIS Cedex.

INGÉNIEURS INFORMATIENS OU GÉNÉRALISTES UNIVERSITAIRES 3^e CYCLE SCIENTIFIQUE

VOUS DÉBUTEZ, OUVREZ-VOUS DE NOUVEAUX HORIZONS



Partenaire privilégié des plus grandes entreprises, le Groupe UNILOG (1200 collaborateurs, 12 sociétés) apporte son expérience et son talent dans tous les domaines du Conseil, de l'Ingénierie et de l'Expertise informatique.

Grâce à la formation à l'informatique que nous vous donnerons, vous évoluerez dans le monde des techniques avancées et vous partagerez nos réussites et notre développement.

A travers la diversité de nos métiers, vous trouverez l'évolution qui correspond à vos ambitions.

Vous souhaitez en savoir davantage ?
Rencontrons-nous.

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo sous la référence MO / 02 à Michèle DUCARNE.

UNILOG - Département Recrutement - 99, Boulevard Péreire 75017 PARIS

INFORMATIQUE AVANCÉE POUR UN AVENIR INTELLIGENT

Au sein
d'un groupe
français de
notoriété
internationale,
notre entreprise
conçoit et
réalise des
systèmes
d'information
et de
communication.

INGÉNIEUR D'ETUDE

Vous intégrerez une équipe soudée de haut niveau (35 ingénieurs) chargée d'élaborer des outils de développement de systèmes experts et des applications informatiques complexes : fusion d'informations, diagnostic, aide à la décision...
Dans le cadre de missions de recherche pour nos partenaires français et européens, vous mettrez en œuvre des techniques avancées issues de l'Intelligence Artificielle, des langages tels que LISP, C, C++ ainsi que X-WINDOW.

Ingénieur ou universitaire BAC + 5, option informatique ou IA, vous valoriserez votre formation dans un environnement où initiative et créativité sont des valeurs privilégiées. La pratique de l'anglais est indispensable. L'expansion de notre activité et la technicité de nos projets seront pour vous l'assurance d'un Avenir Intelligent. Pour ce poste basé en proche banlieue nord ouest, merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V., lettre manuscrite) sous réf. 4079/M à CURRICULUM 6, passage Lathuille 75018 PARIS.

Nous sommes l'un des tout premiers intervenants sur le marché des prêts immobiliers. Avec plus de 3 500 collaborateurs en France et un encours de 280 milliards de francs, notre signature est reconnue et appréciée dans l'opinion publique et les milieux d'affaires. Nous disposons d'une informatique performante et d'outils technologiquement avancés :
• 2 IBM 3090 sous MVS/ESA avec IMS, DLI, DB2, PACBASE, AS, FOCUS... • 1 réseau de 17 IBM AS/400 (ADELIA, COBOL) reliés aux systèmes 36 et au site central.
• 1 réseau de 141 IBM S/36 (GAP, langage C) reliés au site central et aux AS/400. • plus de 2000 postes de travail raccordés à ces réseaux.
La Direction informatique souhaite renforcer ses équipes pour concevoir, réaliser et exploiter des projets dans les domaines de la commercialisation et de la gestion des prêts, des produits financiers et des ressources.

Si vous cherchez une offre bien placée suivez notre regard

CHEFS DE PROJET

De formation ingénieur ou MIAE, vous bénéficiez d'une expérience d'un an minimum dans la fonction, dans le secteur tertiaire ou dans une société de service. Vous avez, de préférence, acquis votre expérience sur des projets de gestion des emprunts ou des produits financiers. Une connaissance de la méthode MERISE serait appréciée.

ANALYSTES

De formation ingénieur ou MIAE, vous bénéficiez d'une expérience d'un an minimum dans la fonction, dans le secteur tertiaire ou dans une société de service. Vous avez, de préférence, acquis votre expérience sur des projets du domaine de la vente et de la gestion des prêts. Une connaissance d'un des matériels suivants serait appréciée : Système IBM 36, IBM AS/400, PAC sur grand système IBM.

ANALYSTES D'EXPLOITATION

De formation ingénieur MIAE Bac + 4 à 5 spécialiste en informatique, vous possédez une expérience du système MVS et des notions sur VSAM, DLI et DB2.

Vous souhaitez participer à des projets d'envergure dans un environnement technique performant vous permettant de mettre en valeur votre rigueur, vos qualités relationnelles et vos capacités à manager une équipe.

Pour participer à notre recrutement, nous vous remercions d'adresser votre candidature (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions), sous référence choisie, au Crédit Foncier de France.

Direction du Personnel, 19 rue des Capucines, BP 65. 75050 Paris Cedex 01.

CRÉDIT FONCIER

En premier, le Crédit Foncier.



هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde
OPÉRATION SPÉCIALE

Les Métiers de l'Informatique

... Le Monde • Mercredi 13 février 1991 XIII

Traitement d'image : pour voir le monde différemment

Leader mondial en systèmes d'information et de traitement d'image, MATRA MS21 repousse toujours plus loin les frontières de la haute technologie. Observation de la terre (SIOT, HELIOS), géographie numérique, reconnaissance aérienne, détection sous-marine... dans nos domaines d'activité, l'informatique joue un rôle clé. En rejoignant nos équipes, vous évoluerez dans un environnement scientifique et méthodologique de très haut niveau : conception orientée objet HOOD, langages ADA et C, environnement graphique OSF/MOTIF, systèmes d'exploitation UNIX et VMS.

CHEFS DE PROJET LOGICIEL

Vous avez complété votre formation d'ingénieur par quelques années d'expérience dans le domaine des développements logiciels.

Nous vous confions la responsabilité de projets logiciels dans le domaine du traitement et de l'exploitation des images satellite ou du traitement du signal.
Réf. CPT

INGÉNIEUR GENIE LOGICIEL & TECHNIQUES AVANCÉES

Ingénieur informaticien de formation, vous justifiez d'une expérience en développement logiciel.

Au sein du département logiciel vous coordonnez la définition et la mise en place d'une politique volontariste de génie logiciel ; vous organisez la participation du département à des projets nationaux ou internationaux dans ce domaine.
Réf. IGL

INGÉNIEUR ARCHITECTE LOGICIEL

Votre expérience en conception logicielle confirme vos capacités et votre goût pour l'architecture de systèmes logiciels complexes et évolutifs.

Votre mission : participer aux études de définition et aux propositions relatives à nos futurs systèmes d'exploitation d'image.
Réf. IAL

INGÉNIEURS SYSTEME

Spécialiste UNIX vous participez à l'architecture du système informatique et à l'organisation du réseau au sein de notre laboratoire de recherche. Spécialiste VMS vous assurez le support des plateformes VAX/VMS de nos projets. Dans les deux cas votre sens relationnel vous permet d'aider les utilisateurs dans l'analyse de leurs besoins et des moyens à mettre en œuvre.
Réf. IS

Vous souhaitez changer le regard que vous portez sur le monde ?... Adressez votre dossier de candidature sous référence choisie à Yann Boulanger

MATRA MS21 - BP 235 - 3 avenue du Centre
78052 Saint-Quentin en Yvelines Cedex



IL Y AURA TOUJOURS DES HOMMES DE TALENT

LEADER TECHNOLOGIQUE
INNOVATION
QUALITE

amdaahl FRANCE

Fournisseur de Grands Systèmes informatiques, Contrôleurs de Communication et Équipements de stockage externe auprès des plus importantes entreprises françaises et internationales, recherche pour accompagner sa croissance :

JEUNE INGÉNIEUR D'AFFAIRES 28-35 ans - Paris

* Disponible à partir du 1er juillet, il bénéficiera immédiatement d'une formation rémunérée (6 mois en Californie) à la suite de laquelle, il assurera la responsabilité et le développement de ses clients français.

* de formation supérieure (bac + 5) - excellent niveau d'anglais, passionné par la vente des grands systèmes informatiques aux entreprises et organisations leaders, il a 2 ou 3 années d'expérience commerciale réussie.

* combatif, courageux, il est apte à contacter tous les niveaux de la hiérarchie de ses grands clients et à manager de façon autonome des négociations de longue durée.

* AMDAHL FRANCE lui offre l'opportunité d'un job valorisant, une rémunération très motivante, une carrière avec des opportunités internationales, dans une équipe jeune, sympathique, ambitieuse et gagnante.

Envoyer (V + lettre) à OBTENIR R.H. sous réf. Nr 158/91
84, avenue Le Nôtre - 92160 ANTONY.

OBTENIR
Ressources Humaines

Service recherche pour son Département Industriel

INGÉNIEURS

Expérience en développement de logiciels "Temps Réel"
Participation à la réalisation de projets de : - Conduite de procédé
- Télécommunication
- Réseaux

Compétences : - C, Pascal, PLM 85 ou ADA
- UNIX, MS DOS, IBM X, OS 2, VMS ou PCK

Merci d'adresser votre dossier de candidature à :

INFOGI 178, Av. du Maréchal de Lattre de Tassigny 94120
FONTENAY/SOIS
Tél: 43.94.06.06. Poste 809.

UNE ÉQUIPE CONFIRMÉE ET DE GRANDS PROJETS

DE SOLIDES PARTENAIRES, UNE ÉQUIPE EXPÉRIMENTÉE HABITUÉE À CONDUIRE DES MISSIONS DE HAUT NIVEAU,
UNE COMPÉTENCE RECONNUE DANS LES DOMAINES DES TELECOM, DE L'ESPACE, DU GÉNIE LOGICIEL ET DU TEMPS RÉEL :
VOILÀ QUELQUES ATOUTS QUI PERMETTENT À GENCOM D'INTERVENIR DANS LE CADRE DE PROJETS INFORMATIQUES DE GRANDE ENVERGURE.

INGÉNIEURS CONFIRMÉS 2 À 10 ANS D'EXPÉRIENCE

Vous contribuerez activement à notre expansion et à notre diversification et serez directement associés aux résultats de la société.

TELECOMMUNICATIONS

Réseaux mobiles (GSM),
supervision de réseaux,
normalisation Réf. 1/M

AERONAUTIQUE ET SPATIAL

Logiciels embarqués,
participation à la
maîtrise d'œuvre Réf. 2/M

FINANCE

Schéma directeur, EDI,
sécurité Réf. 5/M

METHODES

Formation, qualité Réf. 6/M

DEFENSE

Messagerie, systèmes de
commandement Réf. 3/M

INDUSTRIE

Transport, énergie,
électronique, informatique Réf. 4/M

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. choisie à Alain DESBOIS
GENCOM Le Mermoz - 13 avenue Morane Saulnier - 78140 VELIZY - Tél. 34 65 01 15

GENCOM

UNE ÉQUIPE, DES AMBITIONS



Devinez dans quelle entreprise travaille cet ingénieur support technique ?

Avec 29 % de progression pour un CA de 2,7 milliards de francs pour l'année fiscale 1990 et 100 000 Macintosh livrés en une année, Apple France affiche un des meilleurs taux de croissance de l'industrie informatique.

Et ce n'est pas par hasard... Fantastique concentration de personnalités et de compétences, Apple a toujours une vision d'avance sur son marché.

Au sein de l'équipe d'Apple Assistance, vous répondez à toutes les questions que se posent les revendeurs et utilisateurs sur nos produits (par téléphone, minitel, courrier, Applelink).

Toujours soucieux d'améliorer la qualité du service fourni, vous créez des applications spécifiques, supervisez la production des outils assistance et gérez la base de données Apple destinée à l'usage de l'équipe.

Vous avez complété votre formation d'ingénieur par une expérience minimale de deux ans dans une fonction de support. Doté d'une bonne culture informatique, vous disposez de connaissances dans des domaines variés (réseaux et télécoms...) et vous parlez un "fluent English". Idéalement, vous êtes déjà familiarisé avec nos produits.

Vous avez deviné ! C'est chez Apple et à ce poste très évolutif que votre créativité pourra vraiment s'exprimer. N'attendez plus pour révéler le meilleur de vous-même...

Merci d'envoyer votre dossier de candidature sous référence IST/AM0291 à Jean-Marie MUTEL
Département des Ressources Humaines
Apple Computer France - 12, avenue de l'Océanie
Z.A. de Courtabœuf - 91196 Les Ulis Cedex.



Le Monde
OPÉRATION SPÉCIALE

Les Métiers de l'Informatique

Il y a des signes qui ne trompent pas ...

Des projets nombreux, des compétences multiples, un budget R&D égal à 25 % du CA (1,7 Mds) et surtout 2300 hommes et femmes qui ont amené THOMSON RGS (Radiocommunications, Guerre Electronique, Sécurité) au premier rang mondial des systèmes de communications.

Pour réaliser les logiciels intégrés à nos systèmes, nos 200 informaticiens mettent en œuvre des moyens puissants :

- 800 mips, un réseau de 200 stations de travail (SUN, HP, DEC) s'appuyant sur les standards du marché...
- un AGL de haut niveau : ASA, GEODE, C, C++, PASCAL, ADA, Gestion de configuration, Outils de Validation...
- des machines cibles temps réel VRTX et UNIX (mini-calculateurs, microprocesseurs, 68XXX...).

CHEFS DE PROJETS (JUNIOR/SENIOR)
INGENIEURS INFORMATIQUE AVANCEE
INGENIEURS ETUDES (JUNIOR/SENIOR)
INGENIEURS GENIE LOGICIEL
INGENIEURS SYSTEME

Relevez nos défis dans un contexte de haute technicité :

Informatique temps réel et UNIX : systèmes multitâches, systèmes distribués, SGBD, protocoles, réseaux logiciels embarqués...

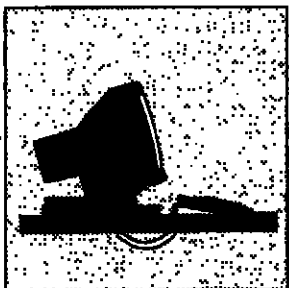
Informatique Avancée : génie logiciel, IA, SGBD objet, graphique interactif, systèmes experts...

Autant de missions qui vous feront participer à notre expansion vers de nouveaux marchés, vers de nouveaux horizons et vous ouvriront les portes de carrières placées sous le signe de la diversité.

Vous avez envie d'en savoir plus ?

Pour que nous parlions ensemble de ce que RGS vous offre, aujourd'hui et demain, il vous suffit d'adresser votre dossier de candidature sous référence LM/1202 à :

Laurence LABBE - THOMSON/RGS - 66, rue du Fossé Blanc - 92231 Gennevilliers Cedex



THOMSON

DES HOMMES SIGNENT LEUR TEMPS

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Important groupe international très présent dans les secteurs de pointe - recherche pour Paris

RESPONSABLE ETUDES INFORMATIQUES

A 35 ans environ, de formation supérieure (Ingénieur, MIAGE, MATRISE) vous possédez une expérience en tant que responsable études informatiques de gestion au cours de laquelle vous avez exercé et mis en pratique vos connaissances en Méthode MERISE dans l'environnement IBM et vous maîtrisez l'anglais.

Entouré d'une équipe d'environ 20 personnes que vous animez, vous prendrez en charge, conformément au schéma directeur, les activités d'études, la mise en œuvre et l'élaboration du plan informatique. Et outre, garant de la cohérence des systèmes d'informations, vous veillerez à la qualité des prestations et validerez les différentes étapes de développement.

Véritable coordinateur, vos compétences techniques alliées à vos qualités de rigueur et d'animation vous permettront de mener à bien cette mission complète.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite CV et photo), sous la référence 158/LI, à MEDIA PA 50-54, rue de Silly - 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT, qui transmettra en toute confidentialité.

De la pratique des grands réseaux, naît l'expérience

En 10 ans, le groupe LIR - 230 NF de CA, 250 personnes - a développé une expertise qui fait de lui, aujourd'hui, le leader français des logiciels de télécommunications.

Nous disposons d'atouts majeurs pour aborder avec sérénité l'avenir sur notre marché :

- une équipe d'experts possédant un savoir-faire éprouvé dans des environnements : DMS - UNIX - OS/2 - Temps Réel et Réseaux locaux, et la maîtrise complète :

- d'une gamme de logiciels portables : C 25, OSI, FTAM, X400, MAP, BULL/DSA et IBM/SNA, s'adressant essentiellement aux grands constructeurs,

- d'une gamme de produits LIRCOM destinés aux utilisateurs de réseaux locaux le micro-ordinateurs, proposant des solutions intégrées de télécommunications.

En fort développement, nous renforçons nos équipes et recherchons :

INGENIEURS DE DEVELOPPEMENT

Au sein d'une équipe, vous participez à la réalisation informatique de projets.

CHEF DE PROJETS

Vous gérez à part entière les projets qui vous seront confiés et en assumez la responsabilité globale auprès de vos clients.

Pour faciliter votre intégration, nous vous formerons aux technologies de communication et plus particulièrement à nos produits et méthodes.

Partagez avec nous le privilège de l'expérience et rejoignez nos centres de développements d'ORSAY et de GIP-SUR-YVETTE.



Merci d'envoyer votre candidature, CV, photo et prétentions sous réf. CT à CADINFIR, 65, rue de Sèvres, 92100 BOULOGNE.

LA MAÎTRISE DES SOLUTIONS EN TÉLÉCOMMUNICATIONS

SCT VAISON

LA FILIÈRE TITRE DU CREDIT AGRICOLE DU SUD-EST DE LA FRANCE CONFIRME SA DYNAMIQUE DE SUCCES. NOUS SOMMES L'UN DES TOUTS PREMIERS BACK OFFICE DE FRANCE EN TERME D'ACTIVITE : 150 COLLABORATEURS.

NOTRE SPECIALITE : L'INDUSTRIE DES PRODUITS FINANCIERS.



Ensemble, exceller dans nos métiers, gagner en Europe.

ANALYSTES DE DEVELOPPEMENT

Conduire des projets liés aux traitements « back office » des produits financiers (valeurs mobilières, SICAV, FCP, assurances, ...), animer et coordonner les activités des équipes internes et externes (S.S.I.), chargées de réaliser la conception et le développement de logiciels, telles seront les missions essentielles des ANALYSTES DE DEVELOPPEMENT que recrute SCT VAISON, l'un des leaders dans ce domaine d'activité du monde de la finance.

Diplômés de l'Enseignement Supérieur, Ingénieur ou MIAGE vous souhaitez débiter ou orienter votre carrière professionnelle vers un environnement informatique IBM gros système, MVS/ESA, CICS, DB2, OPG/A, NETVIEW, auquel sont associés la méthodologie MERISE, les outils d'AGL, de télécommunication (X25, RNIS).

ANALYSTES D'EXPLOITATION

SCT VAISON s'est doté d'un projet d'industrialisation de sa production informatique. Ses équipes opérationnelles évoluent dans un environnement IBM gros système, MVS/ESA, CICS, DB2, OPG/A, NETVIEW, auquel sont associés les outils d'AGL, de télécommunication (X25, RNIS).

Dans ce cadre nous recrutons des ANALYSTES D'EXPLOITATION dont les missions essentielles seront : concevoir et réaliser les mises en exploitation, mesurer et analyser les performances des applications, veiller à l'intégrité des enchaînements.

Votre diplôme d'études supérieures en informatique et votre goût pour le monde de la production font de vous le candidat que nous recherchons.

Pour un premier contact, merci d'adresser lettre manuscrite, CV + photo et prétentions, à SCT VAISON - Monsieur le Directeur Informatique - BP 3 - 84110 VAISON LA ROMAINE.

PROVENCE

PROVENCE

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

... Le Monde • Mercredi 13 février 1991 XV

Le Monde
OPÉRATION SPÉCIALE

Les Métiers de l'Informatique

Vous avez choisi les télécommunications. Nous avons déjà un point commun.

Notre domaine d'activité : l'informatique appliquée aux Télécoms.
Notre métier : le Conseil, le Service et l'Ingénierie Informatiques.

► INGENIEURS LOGICIEL

- Titulaire d'un diplôme d'Etudes Supérieures (Grandes Ecoles ou équivalent universitaires), vous débutez ou avez effectué un ou plusieurs stages dans les domaines du temps réel ou des Télécoms. (réf. BTIL/14)
- Vous possédez une première expérience dans la conception et la réalisation de systèmes informatiques temps réel et vous connaissez les SGBD relationnels (ORACLE, UNIFY, SYBASE...). (réf. BTIL/15)

L'activité TELECOMS d'ALCATEL TITN ANSWARE vous propose aujourd'hui d'évoluer dans des domaines variés : Architecture de réseaux hétérogènes, protocoles de communication, réseaux locaux large bande, NUMERIS, messagerie X 400, serveurs multimédia, ingénierie de réseaux, gestion de réseaux, radiotéléphonie cellulaire... Nos postes sont à pourvoir sur toute la Région Parisienne. Ensemble participons à l'évolution de ces techniques de pointe.

ALCATEL

TITN ANSWARE

Pour un premier contact, merci d'adresser votre candidature sous référence choisie à Murielle YDE - ALCATEL TITN ANSWARE - 1, rue Galvani - B.P. 110 - 91301 MASSY CEDEX.

**JEUNES DIPLOMES
BAC + 2 SCIENTIFIQUE,
TECHNIQUE, GESTION...**

**OSEZ
L'INFORMATIQUE !**

Nous appartenons au Groupe AXIME, 3^{ème} SSII française issue du rapprochement de FITB, SEGIN et SODINFORG et sommes spécialisés sur les marchés Banque, Bourse, Finance. Nous vous offrons, depuis 1968, la meilleure «Prépa» aux métiers de l'informatique.

Vous êtes jeunes diplômés (Bac + 2), vous avez moins de 26 ans et vous êtes libérés des obligations militaires.

Non informaticiens, nous vous proposons d'intégrer notre «PROMO» qui débutera le 22 mars 1991.

Après 2 mois de formation (rémunérée et à temps plein) au sein de SITB Formation, 2^{ème} centre de formation français, vous rejoindrez en tant qu'analyste programmeur nos équipes en région parisienne, pour participer à la réalisation de projets dans l'une de nos activités.

Si vous souhaitez évoluer dans le monde de l'informatique de gestion et si notre formule vous intéresse, Chantal FONTAINE et Muriel NEVEU vous invitent à leur adresser votre candidature (CV, lettre manuscrite, photo) sous référence 016/CM, à FITB - Service Recrutement - 137 Bd Voltaire - 75011 PARIS.

FITB

GROUPE AXIME

CHEFS DE PROJETS Juniors

Vous souhaitez participer aux projets d'un grand groupe industriel dans un des domaines suivants :

Gestion de production (réf. 930 M)

Ordonnancement - Lancement - Suivi de fabrication - Gestion des flux physiques et de l'approvisionnement des usines.

Gestion commerciale (réf. 931 M)

Gestion des flux d'informations - Commandes - Distribution - Facturation clients - Garantie après-vente.

Gestion de la qualité (réf. 932 M)

Mise en place d'outils d'information et d'analyse de la qualité : architecture clients/serveur, recherche documentaire.

Nous vous proposons de développer au sein de notre Direction Informatique et Organisation des applications à vocation européenne. Vous travaillerez en relation avec nos Ateliers de Génie Logiciel. Vous animerez dès le départ de petites équipes projets et vous suivrez la mise en place de vos applications en relation étroite avec les utilisateurs et informaticiens des usines et filiales.

Ingénieurs Diplômés de Grande Ecole ou de formation Universitaire équivalente (MAGE, DESS Informatique ou Scientifique), vous avez acquis une première expérience informatique de deux ou trois ans sous systèmes IBM de type 30XX - 43XX ou AS 400 - IBM 38, ou sous Système UNIX/C. Ces postes sont localisés en Région Parisienne/Banlieue Ouest. Certains d'entre eux impliquent de fréquents déplacements en Europe. Une bonne maîtrise de l'anglais est nécessaire.

L'importance du Groupe vous garantit de larges possibilités de carrière.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence choisie à notre Conseil SOCIÉTÉ ANNE MILCENT 5, rue de Turbigo 75001 Paris. Garantie de confidentialité.

**Devinez dans quelle entreprise travaille
cet ingénieur technico-commercial ?**

Avec 39 % de progression pour un CA de 2,7 milliards de francs pour l'année fiscale 1990 et 100 000 Macintosh livrés en une année, Apple France affiche un des meilleurs taux de croissance de l'industrie informatique.

Ce n'est pas par hasard... derrière ce succès, il y a une fantastique concentration de personnalités et de compétences : univers privilégié où professionnalisme se conjugue avec créativité. Votre expertise technique et votre fibre commerciale en seront peut-être les clés d'accès.

Diplômé d'une école d'ingénieurs, vous êtes débutant ou doté d'une première expérience. Vous parlez un "fluent English". L'environnement informatique, en particulier réseau et télécoms, est votre domaine de prédilection.

Interface entre les ingénieurs commerciaux et les revendeurs, vous êtes le spécialiste des solutions techniques. Votre challenge : supporter techniquement les opérations commerciales de nos agences et de nos partenaires à MARSEILLE, NANTES ET PARIS.

Vous avez deviné ! C'est chez Apple que votre créativité et vos connaissances techniques pourront s'affirmer. N'attendez plus pour révéler le meilleur de vous-même...

Merci d'envoyer votre dossier de candidature sous référence ITC/M/0291 à Jean-Marie MÜTEL, Département des Ressources Humaines, Apple Computer France - 12, avenue de l'Océanie, Z.A. de Courtabœuf - 91956 Les Ulis Cedex.



Apple

**634 000 LECTEURS CADRES SUPÉRIEURS,
le Monde
est la première source
d'information des cadres supérieurs.**

(IPSOS 90)

Le Monde
OPÉRATION SPÉCIALE

Les Métiers de l'Informatique

Nous sommes l'éditeur des logiciels bureautiques LOTUS 1, 2, 3, SYMPHONY, FREELANCE, AMIPRO.
Dans le cadre de l'expansion de notre filiale française nous recherchons des :

Lotus

Responsables commerciaux

Vous serez chargé du développement des parts de marchés de notre produit traitement de texte ou du secteur public et administration. Vous travaillerez en étroite collaboration avec les groupes Marketing et Ventes Distribution. Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur avec une expérience de 4 ans minimum de ces marchés.

Ingénieurs commerciaux grands comptes

Vous serez responsable de développement des ventes traitement de texte ou tableur dans les grands comptes. Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur et pratiquez la vente de logiciels en grands comptes depuis deux ans.

Commercial vente-distribution

Vous développerez les canaux distributeurs et revendeurs. Diplômé de l'enseignement supérieur vous avez une expérience de deux ans dans la distribution de la micro.

Responsables marketing promotion des ventes

Vous serez chargé de la promotion de nos produits traitement de texte ou tableur. Diplômé de l'enseignement supérieur vous avez une expérience, de deux ans minimum, en vente ou marketing, sur le marché de la micro.

Responsable bureautique interne

Vous avez une expérience, de deux ans minimum, des réseaux locaux, de la messagerie électronique, des logiciels comptables et de nos logiciels.

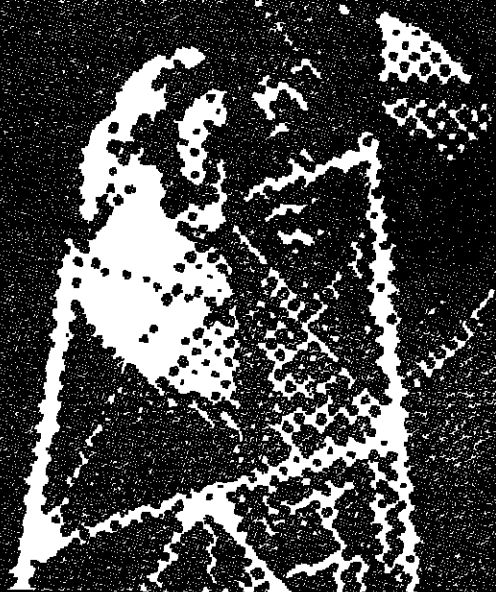
Responsable marketing senior

Avec le Directeur Marketing, vous serez chargé des plans de sortie produits en liaison avec les groupes de vente et participerez à la promotion de LOTUS sur le marché français. Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur, connaissez le marché de la micro depuis 5 ans et possédez d'excellentes facultés de communication.

La plupart de ces postes nécessite la connaissance de l'anglais.
Merci de nous communiquer votre CV et lettre manuscrite à LOTUS, Ressources Humaines, 6, rue J.P. Timbault, BP 219, 78051 ST-QUENTIN-EN-YVELINES. Ou téléphonez

40 93 52 96

FRANCE TELECOM L'AVENTURE EN PLUS



BAC+5, UN AVENIR A VOTRE MESURE

Ingénieurs et futurs ingénieurs, diplômés d'école ou d'université, débutants ou première expérience, FRANCE TELECOM vous propose, en avril 1991, 100 postes à la mesure de vos ambitions.

Leader mondial des télécommunications, nous relevons chaque jour, dans la perspective de l'expansion de nos marchés nationaux et internationaux, les défis de l'innovation technologique : le réseau Numéris, le Minitel, les fibres optiques en sont déjà l'illustration.

Pour vous permettre de participer à l'aventure des hautes technologies et d'enrichir vos compétences, d'exercer des responsabilités importantes et de mener une carrière évolutive, nous vous offrons de nombreuses opportunités.

En intégrant nos filières exploitation, informatique et recherche, vous occuperez des postes de haut niveau : architecte de réseau, responsable de division commutation ou de transmission, chef de projet informatique,...

Développement d'une informatique d'application, exploitation du réseau multiservices, recherche fondamentale... tel est l'avenir que vous propose FRANCE TELECOM, celui d'un service public efficace et professionnel.

Cette aventure vous est ouverte en participant à la sélection écrite et orale qui débutera le 3 avril et aboutira à votre intégration à FRANCE TELECOM, deux mois plus tard.

Contactez dès aujourd'hui notre service recrutement pour recevoir votre dossier d'inscription.

Date de clôture des inscriptions : le 7 mars 1991

N° Vert 05 21 11 11



Société industrielle multinationale recherche pour Paris et la région parisienne des

INGENIEURS SUPPORT METHODES

INGENIEURS SUPPORT OUTILS DE CONCEPTION

INGENIEURS SUPPORT ET OUTILS DE CONDUITE DE PROJETS

Responsables à part entière de vos projets et susceptibles, à terme, d'encadrer des équipes, vous êtes de formation ingénieurs informaticiens et vous avez exercé vos compétences dans l'ensemble ou dans l'un des domaines suivants :

- Support et formation méthodologique : Méthode MERISE,
- Support et mise en place d'outils de conception : Espace Micro,
- Support et mise en place d'outils de suivi de projets : PMW.

Vous mènerez votre mission dans un environnement de développement et de réalisation high tech (AGL, SGBD, LAG).

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. 157/LM, à

MEDIA PA 50-54, rue de Sully - 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX, qui transmettra en toute confidentialité

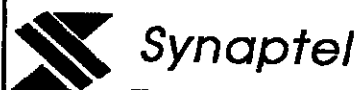
Dans le cadre de son expansion SYNAPTEL recherche des

INGENIEURS TELECOMS OU SYSTEMES TEMPS REEL

à partir de 5 ans d'expérience

Informaticiens ou électroniciens, les candidats recherchés, motivés par les hautes technologies, ont le goût du challenge et souhaitent prendre part à des projets de pointe au sein d'équipes dynamiques et compétentes dans les domaines suivants : électronique analogique et numérique, ASIC, traitement du signal, informatique temps réel, UNIX, réseaux et télécommunications, RNIS,...

Créée en 1984, spécialisée en ingénierie de systèmes temps réel et constructeur de produits télécoms, SYNAPTEL est une société d'une soixantaine de personnes, en pleine expansion, qui a su gagner la confiance des plus grands de l'Aéronautique, de l'Électronique, du Médical, de l'Informatique et des Télécoms.



Merci d'adresser votre candidature, CV et photo s/ réf. SY212 à SYNAPTEL - DRI - 13, rue Morane Soulier "La Marmoz" - 78140 VELIZY

Retrouvez

Le Monde
initiatives
campus / emplois
sur

le mardi
et le mercredi
à 7 h 45 et 8 h 45



le mardi
à
14 h 00
et 18 h 10

La 1^{ère} radio de l'information professionnelle
et de la Communication d'Entreprise
43 43 99 60

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

هكذا من الأصل

هَذَا من الأصل

matique

bles marketing
n des ventes

ble bureautique

le marketing sem

40 93 52

IEURS SUPPORT METHODES
IEURS SUPPORT
I DE CONCEPTION
IEURS SUPPORT ET OUTILS
IROUTE DE PROJETS

IEURS TELECOMS OU
IENS TEMPS REEL
1 à 5 ans d'expérience

Le Monde

professionnelle

professionnelle
d'Entreprise

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde de la Fonction Commerciale

Le Monde • Mercredi 13 février 1991 XVII



Pour soutenir la qualité des performances d'une de nos filiales (2 milliards de Francs, 4 000 personnes) spécialisée dans les travaux électriques, nous recherchons des
INGENIEURS COMMERCIAUX HAUT POTENTIEL
PARIS Réf. 6495 LYON Réf. 6505

VOTRE MISSION : □ assurer le suivi et le développement de nos affaires auprès des grands cabinets d'engineering et d'une clientèle d'industries (pétrole, chimie, agro-alimentaire...) □ identifier les besoins de nos clients et agir en amont de l'appel d'offre □ participer à la rédaction du cahier des charges □ être le relais efficace entre le client et les services opérationnels □ gérer un courant d'affaires compris entre 100 et 150 millions de francs/an.

VOUS AVEZ : □ 35/45 ans □ une formation supérieure d'ingénieur en électricité ou généraliste □ une expérience réussie dans la vente de services aux industries (installations électriques) ou de biens d'équipements (instrumentation, automatismes) □ un grand sens relationnel et l'habitude de contacts à haut niveau □ un réel tempérament.

NOUS VOUS OFFRONS : □ un haut niveau de décisions et de responsabilités □ une grande autonomie □ une entreprise de très forte notoriété sur un marché très porteur □ une structure très opérationnelle dans un groupe important □ des conditions de travail et une rémunération motivantes.

Pour un entretien individuel avec la société le 08/03/91 à Paris pour les 2 références.
Adressez ou télécochez C.V., lettre et photo à EUROMAN - 41, avenue Victor Hugo 92100 BOULOGNE.
Fax : 46.05.00.90 en indiquant la référence choisie sur la lettre et sur l'enveloppe.

EUROMAN
PARIS - LYON - TOULOUSE - NANTES
USA - BELGIUM - GERMANY - UNITED KINGDOM - SPAIN

Filiale d'un Groupe de Service Aérien, chargée de développer l'activité de Transport Public de Passagers et de Travail Aérien sur le territoire national ainsi que l'ensemble des activités relatives à la lutte contre les incendies de forêts en Europe nous recherchons

UN RESPONSABLE TECHNICO-COMMERCIAL

IL DEVRA :

- **Au plan commercial**
 - assister la Direction Générale dans ses contrats avec les clients ou futurs clients (administration à tous les niveaux, services spécialisés, sociétés et utilisateurs privés) ;
 - élaborer les propositions de contrats, répondre aux appels d'offres et mener les négociations jusqu'à leur conclusion ;
 - développer l'activité, tant en France qu'à l'étranger (essentiellement en Europe), au plan opérationnel.
- **Au plan opérationnel**
 - en collaboration avec les services concernés, il sera chargé de mettre en œuvre les moyens prévus et de suivre le déroulement des opérations en relation permanente avec les différents responsables locaux et les clients.

Agé de 30 ans environ, de formation commerciale (Bac + 2 minimum), vous avez une première expérience dans le domaine du travail aérien ou des chantiers B.T.P. Capable d'assimiler rapidement les problèmes techniques, vous accepterez les voyages en France et en Europe, et aimez les contacts à tous niveaux. Vous parlez anglais. Vous serez basé en région Rhône-Alpes.

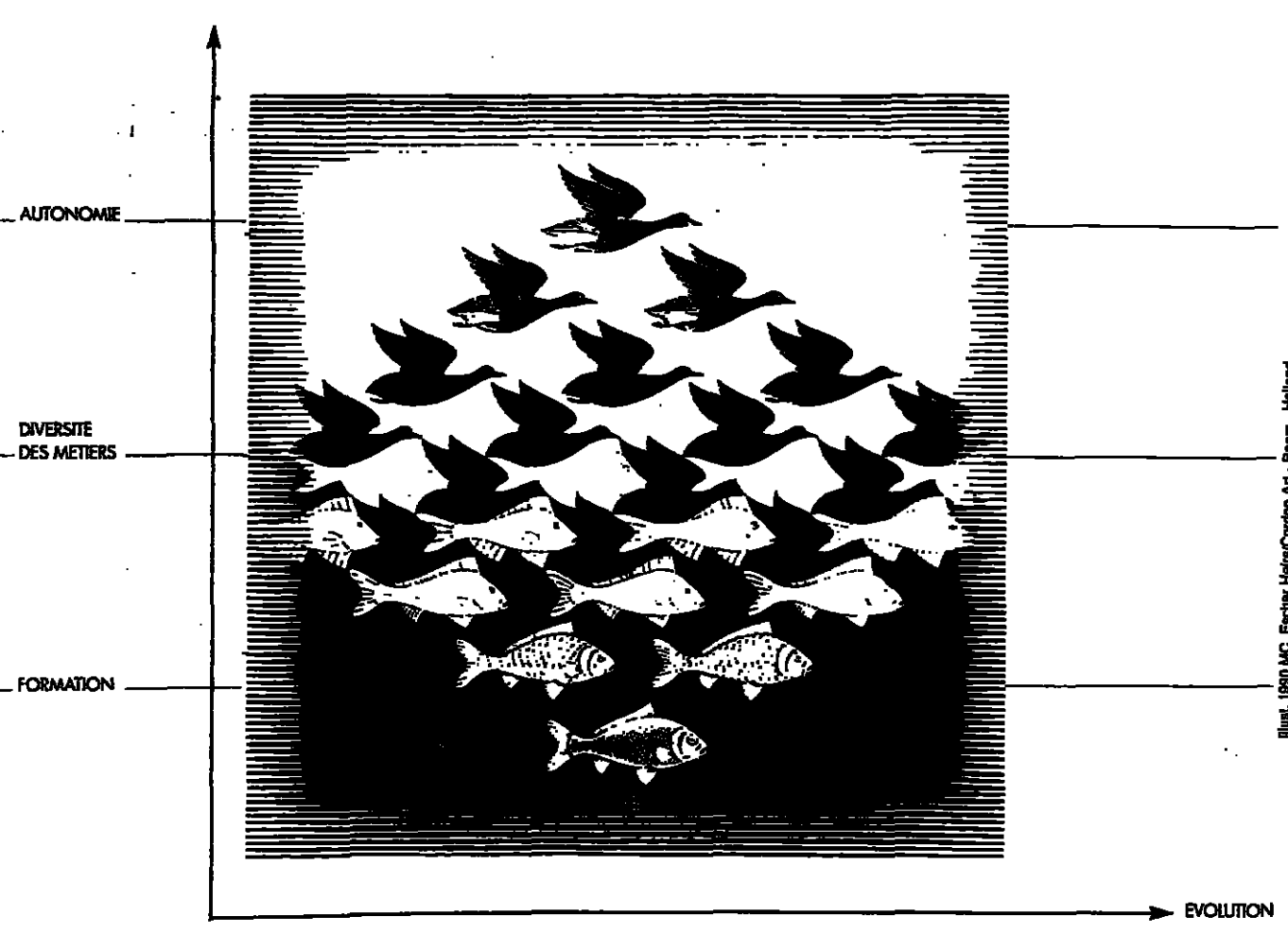
Adressez votre CV à :
M.S.H., 183, rue des Pyrénées - 75020 Paris

Le Monde

OPÉRATION SPÉCIALE

Les Métiers de l'Informatique

INGENIEURS INFORMATIENS



DES COMPETENCES DANS LE BON SENS

Parce que seule cette équation conduit au développement professionnel et à l'épanouissement de l'individu.
DIVERSITE DES METIERS. Syseca, c'est avant tout une chaîne de compétences reconnue dans cinq grands secteurs de l'informatique : systèmes temps réels, systèmes industriels, génie informatique, gestion, télécoms.

FORMATION. Partie intégrante de la culture Syseca, notre formation personnalisée repose sur les méthodes les plus pointues pour permettre à chacun de gérer au mieux sa carrière.

AUTONOMIE. Syseca l'a compris : Motivés par leurs responsabilités, nos ingénieurs souhaitent s'investir pleinement pour mener à bien des projets de très haute technicité.

EVOLUTION. La taille de l'entreprise (1800 personnes dont 80% d'ingénieurs), son fort développement (20% annuel), son appartenance à un grand groupe international sont des atouts majeurs pour l'évolution personnelle.

De formation grandes écoles, Doctorat, DEA, DESS ou Maîtrise, débutants ou avec une première expérience, nous vous proposons des postes dans toute la France, au siège à Paris ou dans nos agences régionales (Sud Ouest, Sud Est, Rhône Alpes, Ouest, Nord).

Pour un premier contact, adressez votre candidature sous Réf. 1314 à SYSECA - 315, bureaux de la colline - 92313 Saint Cloud Cedex.



DIRECTEUR COMMERCIAL EXPORT

UNOBLIGATOIRE ET CONVAINCRE

Filiale d'un Grand Groupe Industriel, nous commercialisons une nouvelle technologie de traitement d'eau. Pour convaincre nos interlocuteurs européens : municipalités et industriels, nous recherchons notre futur Directeur Commercial Export.

En relation directe avec le dirigeant, vous serez chargé d'organiser et d'animer nos réseaux de distribution, de créer des alliances avec des partenaires européens. Véritable interface avec le marché, vous déterminerez les besoins spécifiques de chaque pays et ferez évoluer le produit.

A 35 ans environ, de formation commerciale ou technique, vous avez démontré votre capacité à développer, entretenir les réseaux.

Souple, vous vous adaptez aux contraintes locales, mais persuasif vous savez être convaincant, aussi bien en allemand qu'en anglais et en français !

Si vous souhaitez jouer un rôle déterminant dans notre réussite, merci d'adresser votre candidature sous la référence 4306 à JONCTION - 32, avenue Charles de Gaulle - 92200 Neuilly-sur-Seine, qui transmettra en toute confidentialité.



Le Monde des Cadres

Automobiles Peugeot recherche un (e)
CHARGÉ (E) D'ÉTUDES CLIENTÈLE QUANTITATIVES

Missions :

- Concevoir les enquêtes clientèles et en assurer une exploitation opérationnelle pour expliquer des évolutions de parts de marché, participer à l'élaboration de recommandations sur le produit.

Profil recherché :

- Age minimum : vingt-huit ans, avec au moins deux à trois ans d'expérience à un poste similaire dans une société spécialisée en Etudes marketing.
- Diplôme d'une grande école scientifique ou commerciale avec une solide base statistique.
- Intérêt prononcé pour l'automobile, bonnes qualités rédactionnelles et maîtrise de l'anglais.

Si ce poste vous intéresse, envoyer une lettre de motivation et un curriculum vitae à :



DCP/CDC/RES - Réf. LM/DPL
75, avenue de la Grande Armée, 75116 PARIS

Le Monde des Cadres



LE DÉPARTEMENT DE LA SEINE-SAINT-DENIS
RECRUTE

UN CHARGÉ D'ÉTUDES OU UN ATTACHÉ POUR SA DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT

Au sein de la direction de l'aménagement et du développement, le service économique est chargé d'études et de suivi de dossiers en matière de développement économique et d'emploi. Ce cadre A, sous l'autorité du chef de service, sera chargé des missions suivantes :

- établir des relations avec les acteurs économiques du département ;
- élaborer des dossiers d'études économiques (par branches d'activité, etc.) ;
- préparer des conventions ;
- contribuer à l'élaboration de publications économiques.

Aptitudes et qualités requises :

- diplôme universitaire dans le domaine économique ;
- expérience dans une collectivité territoriale ;
- goût du travail en équipe et du contact.

Les candidatures sont à adresser sous la référence
A/SCE ECO DAD avant le 25/2/91 à :

Monsieur le Président du Conseil général
de la Seine-Saint-Denis

B.P. 193

93003 BOBIGNY CEDEX

Dans le cadre de sa stratégie de développement

EMP L'ÉCOLE DES MINES D'ALÈS

ÉCOLE DES MINES D'ALÈS

recrute

4 PROFESSEURS

(titulaires d'un doctorat d'Etat ou équivalent)

- dans les disciplines suivantes :
- Poudres et matériaux (réf. 91-1).
 - Génie chimique appliqué à l'environnement (réf. 91-2).
 - Matériaux organiques (réf. 91-3).
 - Architecture neuronale (réf. 91-4).

5 MAÎTRES-ASSISTANTS

- Mécanique : métrologie dimensionnelle (réf. 91-5).
- Génie chimique : procédés physico-chimiques appliqués à l'environnement (réf. 91-6).
- Matériaux : fonctionnalisation des poudres (réf. 91-7).
- Chimie analytique : spéciation des métaux toxiques (réf. 91-8).
- Microélectronique : conception et architecture neuronale (réf. 91-9).

1 CHARGÉ DE RECHERCHE

(titulaire doctorat d'Etat ou équivalent)

- Electronique : traitement du signal temps réel, architecture neuronale (réf. 91-10).

1 ATTACHÉ DE RECHERCHE

(ingénieur ou titulaire d'un équivalent)

- Matériaux : durabilité des matériaux du génie civil (réf. 91-11).

1 CONTRACTUEL « ARMINES »

(ingénieur et/ou titulaire d'un doctorat)

- Génie chimique : simulation dimensionnelle et gestion de pilotes de traitement de gaz (réf. 91-12).

L'ensemble de ces postes comportant des implications en matière d'enseignement et de recherche.

Envoyer C.V. avant le 15 MARS 1991 à :

Ecole nationale supérieure des techniques industrielles

et des mines d'Alès

6, avenue de Clavières, 30107 ALÈS Cedex

en rappelant la référence du poste.

Renseignements : René DENNI (01) 66-78-50-00

la

RESPONSABLE DE DELEGATION

Montpellier - Perpignan - Orléans - Cergy
Evry - Vannes - Reims - Strasbourg

Nous sommes une société indépendante et décentralisée (55 délégations en France), spécialisée en Protection Juridique, leader sur le Marché de la garantie Défaillance Recours.

Votre fonction :
Diriger en toute individualité une structure autonome.

Votre mission :
A l'écoute des agents et des courtiers d'assurance, vous élaborerez et développerez avec eux un solide partenariat fondé sur les services et produits CFDP. Vous gèrerez et rentabiliserez votre exploitation en fonction d'objectifs négociés annuellement.

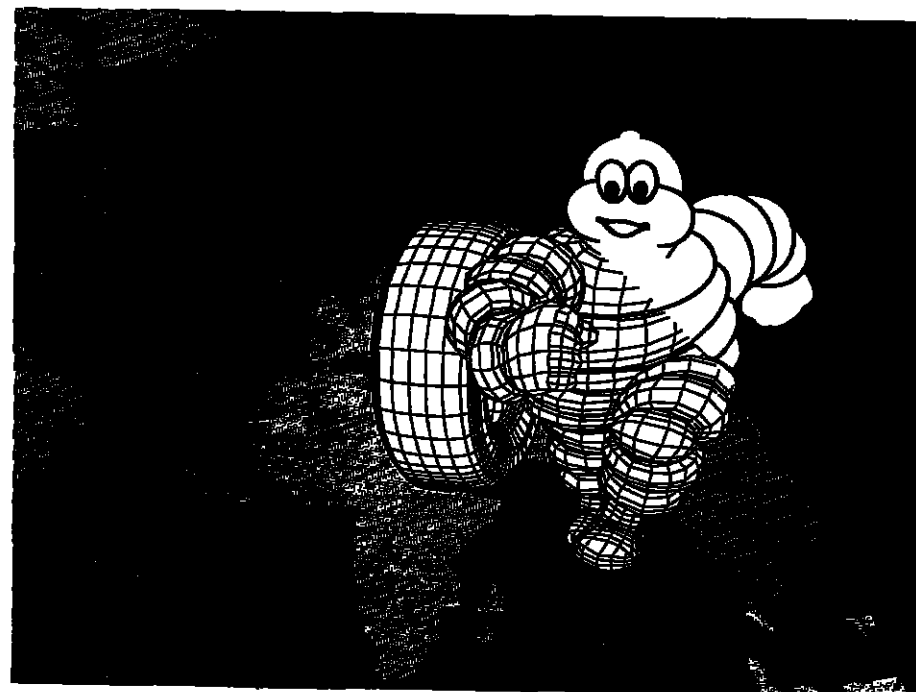
Votre profil :
Une expérience réussie, Bac + 4 minimum (Universités, Ecoles de Commerce). Une forte motivation pour le conseil, la volonté de rester généraliste et de mener des actions polyvalentes.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre + CV + photo) en précisant la ville choisie sous réf. CFDP à notre cabinet GATIER - 32, rue Barrême - 69006 LYON.



Le Monde de la Fonction Commerciale

NOS CLIENTS SONT DANS 143 PAYS



Nous recherchons plusieurs

HEC - ESSEC - ESCP - IEP
débutants ou première expérience.

Nous faisons appel à des hommes de terrain, désireux de valoriser leurs talents de commerçants, et capables de prendre rapidement en charge après une période de formation en France d'environ 2 ans

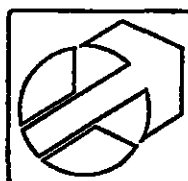
**LA DIRECTION COMMERCIALE
D'UNE DE NOS FILIALES
À L'ÉTRANGER**

Vous avez obtenu un diplôme commercial, et vous ferez tout pour ne pas rester derrière un bureau. Vous voulez éviter la filière « classique ». Assistant Chef de Produit, Chef de Produit,

vous êtes tenté par l'aventure d'une expatriation, vous souhaitez prendre rapidement des responsabilités de commandement.

Veuillez adresser votre dossier de candidature, sous réf. LM/44 à MICHELIN, Olivier BRUET - Service du Personnel 63040 CLERMONT FERRAND CEDEX.

MICHELIN®
Les moyens de se passionner



PINAULT

33 milliards de francs de C.A. - 34.000 personnes - 450 sociétés !

Notre groupe occupe aujourd'hui une place significative dans l'hexagone et dans le monde. Pour harmoniser notre croissance, favoriser l'intégration des sociétés qui nous ont rejointes et construire une culture commune, il importe de renforcer notre Direction de l'Audit. C'est pourquoi nous recherchons deux

JEUNES AUDITEURS

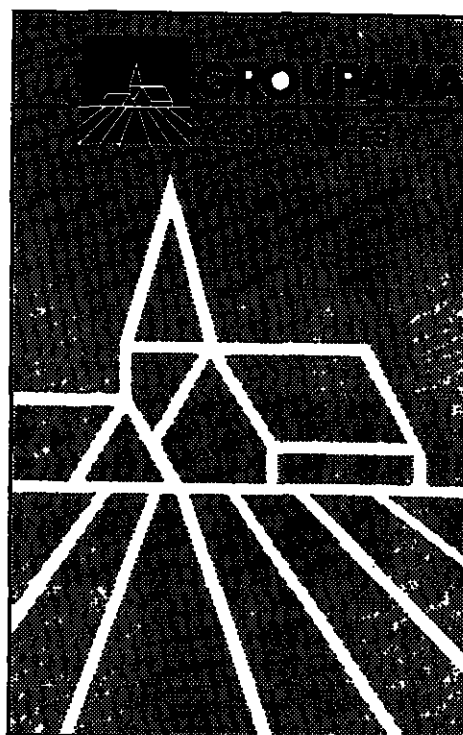
De formation supérieure (Ecole de Commerce ou d'Ingénieur, ou DESS spécialisée), vous avez acquis depuis 2 ou 3 ans la méthodologie de l'audit soit dans un cabinet, soit au sein d'un groupe industriel de préférence international.

Réactif, vous êtes mobile intellectuellement et géographiquement et prêt à une grande disponibilité. Vous maîtrisez l'Anglais.

Souhaitez-vous profiter des opportunités de carrière que peut offrir un groupe tel que le nôtre ?

Alors transmettez votre dossier complet (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à notre Conseil - Denis SESBOUE - COR'EX 11, avenue Myron T. Herrick - 75008 PARIS, sous la réf. DUMO.

COR'EX
CABINET DE CONSEIL



Responsable GRH

(Poste basé à Reims)

Le poste est à pourvoir dans une nouvelle Entreprise Régionale Groupama qui regroupe plusieurs établissements, représentant environ 500 personnes et plus de 900 MF de CA sur les Départements Pas de Calais Aisne Marne Ardennes.

Le responsable recherché aura à construire, promouvoir et faire vivre le schéma directeur de gestion des Ressources Humaines. Il devra notamment : • mettre en oeuvre les outils d'une gestion prévisionnelle • conduire les dossiers relations sociales, formation, mobilité et rémunération.

Le poste s'adresse à un candidat de formation supérieure ayant 5 à 10 ans de pratique de la GRH au sein d'une entreprise du tertiaire possédant si possible des établissements multiples et ouverte aux nouvelles approches en matière de Ressources Humaines.

Relationnel, négociateur, animateur et ténace, vous avez le goût du travail en équipe et celui du « challenge » s'agissant d'une création de fonction dans une entreprise en restructuration.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV, photo et prétentions sous réf. 02006M à notre Conseil :



ceforpe marc forget et associés
10, rue de la Victoire 75009 PARIS

L'ADEP, Agence nationale pour le Développement de l'Education Permanente, spécialisée dans l'ingénierie éducative et l'analyse des systèmes de formation recrute

DES INTERVENANTS

- De formation supérieure de troisième cycle.
- Ils maîtrisent les méthodes d'analyse technique des bassins de formation et d'emploi.
- Ils savent rédiger.
- Ils s'engagent sur des échéances.
- Ils connaissent les procédures décisionnelles des systèmes de formation initiale et continue.

Lieu de travail : **Marne-la-Vallée - 150 KI +**
Adressez candidature + CV à l'attention de Claude Rimbert
APEC Marne-la-Vallée - BP 121 - 77315 Marne-la-Vallée Cedex 2

هذا من الاصل

هَذَا مِنْ الْأَصْلِ

REPRODUCTION INTERDITE

... Le Monde • Mercredi 13 février 1991 XIX

Le Monde *des* Cadres



Si Saint-Exupéry connaissait La Poste d'aujourd'hui
il volerait certainement vers nos 80 métiers.

J E U N E S D I P L O M E S B A C + 3

SAINT-EXUPÉRY : un pionnier à l'image de La Poste, novatrice dans la transmission de l'information et dans son rôle d'établissement financier. Jeunes diplômés, Bac + 3, rejoindre La Poste, c'est intégrer une véritable entreprise au service de tous et partenaire de chacun. Votre partenaire, grâce à une formation technique, commerciale et humaine, une structure créative, des outils informatiques de pointe. Le partenaire de sa clientèle d'entreprise et de particuliers, grâce au professionnalisme de ses 300 000 collaborateurs, son rang de premier réseau national, de deuxième institution financière.

NUMERO VERT
05 34 05 34
05 05 66 77

Alors, pour concilier votre performance personnelle et votre motivation pour l'intérêt général : un métier à La Poste, une excellente idée pour votre avenir...

Les 4 et 5 Avril 1991, 250 postes de cadres sont offerts par concours (clôture des inscriptions le 1^{er} mars).

Renseignez-vous dans l'un de nos 17 000 bureaux de poste ou composez l'un des numéros suivants.

Vous verrez certainement La Poste sous un jour nouveau.



LA POSTE

NSM Banque de Neufville, Schlumberger, Maillet CHARGÉ D'ETUDES

MEMBRE D'UN GROUPE INTERNATIONAL, NSM EST UNE BANQUE COMMERCIALE PRIVÉE À FORTE VOCATION FINANCIÈRE. A UNE CLIENTÈLE DE HAUTE QUALITÉ NOUS OFFRONS UN SERVICE PERSONNALISÉ, ALLIANT TRADITION ET INNOVATION.

Au sein de notre département des Etudes Générales, votre mission sera de réaliser des études d'opportunité dans le cadre de nouveaux projets. Ce rôle d'analyse, de conseil et d'évaluation a pour objectifs de mettre en évidence les besoins d'évolution en les replaçant dans le contexte général de la Banque, de préconiser une organisation cible, d'identifier les solutions les plus adaptées et d'établir un bilan des enjeux. De formation supérieure, vous êtes familiarisé avec les concepts d'organisation et de traitement de l'information par une première expérience dans un établissement financier ou au sein d'un cabinet de conseil en organisation. Pour enrichir cette expérience, nous vous proposons un cadre méthodologique et des sujets variés.

Françoise Théron vous remercie de lui adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous réf. CE/IM/02/91, NSM, 75410 Paris Cedex 08. Votre candidature sera étudiée en toute confidentialité.

LE POUVOIR DU TEMPS

PARIS Multinationale de tout premier plan Cadre Stratégie-Emploi

Groupe multinational français, diversifié et implanté mondialement, nous renforçons notre unité centrale de Gestion des Ressources Humaines, en créant la fonction Stratégie-Emploi. Elle consiste à concevoir et à mener les études nécessaires à la mise en place d'une politique et d'une stratégie, que vous ferez vivre au siège et dans nos filiales. Vous avez 30/35 ans, vous cumulez une expérience opérationnelle Ressources Humaines et celle d'un poste "études", vous êtes l'homme du quantitatif et de l'interprétation qualitative. Nous cherchons une compétence en matière d'emploi (concepts et produits). Bien sûr, l'Anglais est nécessaire ainsi que la pratique de la micro-informatique et l'aptitude à assimiler les logiciels existants. Le salaire est attractif, l'environnement est international, l'évolution peut être rapide. Votre souci essentiel est la mise en œuvre et l'accompagnement du changement ?

Contactez notre conseil, en lui adressant votre dossier de candidature, sous référence VT/1M. INFRAPLAN - 83, boulevard Raspail - 75006 PARIS.

INFRAPLAN PARIS/BARCELONE

INGÉNIEURS CONSULTANTS

N'ATTENDEZ PAS L'AN 2000 POUR CHANGER DE SIÈCLE

Après une phase de recherche, nous avons développé une démarche et des outils associés pour la conduite de projets importants dans les domaines industriels et tertiaires.

Nous recherchons des ingénieurs qui désirent avec nous consacrer leurs compétences et leur enthousiasme à l'élaboration de solutions nouvelles et au développement de projets ambitieux.

Nous assurons la formation aux méthodes et techniques avancées.

2000

Vous êtes Ingénieur Grandes Ecoles et vous avez une expérience d'au moins trois ans dans les secteurs Banque, Assurance ou Industrie.

Vous aimez les défis ? Venez rejoindre notre équipe.

Prêts à changer de culture ? Prêts à changer de siècle ?

Nous vous remercions de faire parvenir votre dossier de candidature à ARCOR Systèmes et Automatismes - 4, rue de la Procession - 78860 Saint Nom la Bretonne Tél : (1) 34.62.08.62



ARCOR
Systèmes et Automatismes

Data Finance, leader de la gestion financière, développe une stratégie de grands projets pour l'horizon 2000. Les techniques financières de pointe sont à la croisée de vos compétences et de nos besoins. Dans le cadre du lancement d'une nouvelle génération de produits, nous recherchons des professionnels de haut niveau (formation grande école de commerce / DESS Finance) passionnés par le monde de la finance.

R DES VENTES

Directement rattaché au directeur commercial, vous animerez une équipe d'ingénieurs commerciaux. Vous saurez faire évoluer votre poste vers plus de responsabilités. Réf. RV

I COMMERCIAUX

Vous avez une première expérience de la commercialisation de produits, idéalement dans le secteur de la banque et des assurances. Réf. IC

D DATA FINANCE



Groupe Line Data International

ADRESSEZ CV, LETTRE ET PHOTO À ELISABETH HÉROU, DATA FINANCE, 60 RUE DU FOU POISSONNIERE, 75010 PARIS

AREA CONSULTANTS

SOCIÉTÉ DE CONSEIL EN MANAGEMENT
ORGANISATION ET SYSTÈMES D'INFORMATION
recrute :

CONSULTANTS DE HAUT NIVEAU

- Formation supérieure (X, Centrale, Mines, HEC, ESSEC...)
- Débutants ou confirmés (3 à 5 ans d'expérience en entreprise ou Cabinet de Conseil)
- Postes basés à Paris

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions s/réf. DD9101 à : AREA Consultants - 33, avenue du Maine - BP 180 - 75755 PARIS cedex 15

Chef de groupe des achats généraux

HENKEL en France :
CA de 5,5 mds,
2800 personnes,
10 usines, 5 sociétés,
première filiale du
groupe allemand
HENKEL KG&A.
Nous sommes
l'un des principaux
acteurs des marchés
des lessives, des
cosmétiques, des
produits d'entretien,
des colles et adhésifs.

Henkel

Vos missions :

- proposer une stratégie d'achats et la mettre en place,
- élaborer et suivre de nouvelles procédures,
- gérer l'ensemble des achats généraux (produits et services) et PLV de la Société.

Le poste implique des contacts avec les autres filiales européennes du Groupe afin d'optimiser notre politique internationale d'achats généraux.

Bilingue anglais, de formation supérieure (Ecole de Commerce, MAI...), vous souhaitez valoriser une expérience de 3 ans dans les achats.

Nous saurons gérer avec vous votre évolution professionnelle.

Merci de transmettre votre candidature et prétentions sous réf. CGAC/M à l'attention de Philippe GRIE : HENKEL FRANCE Direction des Relations Humaines, 150, rue Galliéni 92100 BOULOGNE BILLANCOURT.

La chimie directement utile

Le Monde *des* Cadres

GROUPE DE PME :

ADJOINT DU SECRETAIRE GENERAL

Avec plus d'un demi-milliard de Francs de chiffre d'affaires, nous sommes un Groupe de PME en croissance et cherchons à renforcer à PARIS notre équipe de Direction.

Notre Secrétaire Général souhaite trouver un Adjoint qui, au départ, s'impliquera plus particulièrement dans le contrôle de gestion commerciale des diverses branches du Groupe et la vie juridique de la Société (droit des sociétés - contentieux social,...).

A 35 ans environ, votre formation est celle d'un généraliste (IEP + Droit, HEC,...). Votre expérience a été acquise au sein d'une grosse PME ou en Filiale.

Vous êtes rigoureux, concret, travailleur et... discret.

Pour un premier contact, envoyez votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) à notre Conseil COR'EX - 11, avenue Myron T. Herrick - 75008 PARIS sous la référence ASG/M.

COR'EX
CONSEIL EN RECRUTEMENT

IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL DE VENTE DE SERVICES FINANCIERS

Responsable du développement de l'administration par la Qualité Totale

VOUS SEREZ RATTACHÉ AU DIRECTEUR INTERNATIONAL ET CHARGÉ DE :

- SÉLECTIONNER ET METTRE EN PLACE LE PROCESSUS D'ADMINISTRATION DES FILIALES ÉTRANGÈRES PAR LA QUALITÉ TOTALE ;
- DÉFINIR LE PLAN DE FORMATION PERMANENTE À LA QUALITÉ TOTALE POUR L'ENSEMBLE DE CES SOCIÉTÉS ;
- CONTRÔLER L'APPLICATION DES CONCEPTS DE QUALITÉ TOTALE (AUDIT, PRIORITÉS ET GROUPES D'AMÉLIORATION).

DIPLOMÉ UNIVERSITAIRE ET/OU GRANDE ÉCOLE, VOUS POSSÉDEZ OBLIGATOIREMENT UNE EXPÉRIENCE OPÉRATIONNELLE DE MISE EN PLACE DE PROCESSUS D'ADMINISTRATION PAR LA QUALITÉ TOTALE. ACQUISE SOIT CHEZ UN CONSULTANT SPÉCIALISÉ, SOIT DANS UNE GRANDE ENTREPRISE DE SERVICES OU INDUSTRIELLE. VOUS DISPOSEZ DE CAPACITÉS D'ANIMATEUR ET DE FORMATEUR ET MAÎTRISEZ LES OUTILS INFORMATIQUES DE L'UNIVERS WINDOWS (EXCEL, WORD, PROJECT, POWER POINT). LA CONNAISSANCE D'UNE OU PLUSIEURS LANGUES ÉTRANGÈRES SERAIT UN ATOUT.

Merci d'adresser lettre, CV, PHOTO ET PRÉTENTIONS, sous référence 13906, à MÉDIA-SYSTEM, 6 IMPASSE DES DEUX COUSINS, 75849 PARIS CEDEX 17, QUI TRANSMETTRA.

BANQUE FRÈRES PARIS 8

Filiale d'un groupe prestigieux recherche ADJOINT DU RESPONSABLE DE L'ORGANISATION

Après une formation supérieure et une expérience réussie de 3 ans en organisation, vous souhaitez être associé à la conduite de projets, à l'évolution des systèmes d'information, à la rédaction, à la mise en place et au suivi des nouvelles procédures pour tous les secteurs de la banque.

Vos qualités relationnelles, votre rigueur et votre disponibilité, vous permettront de remplir pleinement cette fonction.

L'utilisation des logiciels micro-informatique (TTX, Tableur et base de données) constituera un atout supplémentaire.

Merci d'adresser lettre, C.V., photo et prétentions sous la réf. LM/33 à O.C.B.F. Services - 66, rue de la Chaussée d'Antin - 75009 PARIS qui transmettra.



DIRECTEUR DE CABINET

Le Conseil Général de l'Aube emploie 400 personnes et gère un budget de 1 milliard de francs. Au sein de la région Champagne-Ardenne, nous avons l'ambition d'être un département actif par l'ampleur de nos projets et le dynamisme de notre économie.

Notre Président souhaite constituer son Cabinet et recherche un collaborateur capable de participer à la conception et à la mise en œuvre de sa stratégie politique et économique. Il souhaite également lui confier l'élaboration et l'application d'une véritable politique de communication pour le département.

De formation supérieure (Sciences Po, Lettres, Droit...), vous possédez une expérience dans un poste similaire au service d'états dans une collectivité ou au sein d'un organisme professionnel. Vos qualités d'expression orale, surtout écrite, et votre présentation sont irréprochables. Le poste est basé à Troyes.

Jacques SKOWRON vous remercie de lui faire parvenir lettre, CV et photo, sous réf. 3429A/LM BOSSARD CARRIÈRES - 4, rue Quentin Bauchart - 75008 PARIS

BOSSARD
Carrières

Responsable de la Communication

PARIS

Le candidat sera un professionnel de la Communication et de la Publicité - compétent dans ces domaines et ayant au moins 3 à 5 ans d'expérience de la fonction notamment en Agence. Il sera en communion de pensée avec la Présidence - son sens de la diplomatie et du dialogue sera un gage de réussite et de développement.

Nous invitons les personnes intéressées à consulter immédiatement les spécifications détaillées et confidentielles concernant le poste et l'entreprise sur le Minut avant de nous adresser leur dossier de candidature : Minut 36.15 code ICA (papier 5 et Envoi pour rubrique Ingénieurs et Cadres).

Adressez tout courrier sous référence 6185 à LCA, 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
NEW YORK PARIS

A 15 kilomètres de PARIS SARTROUVILLE

50 440 habitants, 2^e ville des Yvelines

recherche son

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Poste à pourvoir immédiatement

PROFIL

- Formation juridique indispensable
- Solide expérience de l'administration territoriale
- Intérêt pour le développement économique
- Capacité d'animation et de communication

AVANTAGES

- Prime de responsabilité (15 %)
- Logement de fonction
- Voiture de fonction
- Prime annuelle

Candidature manuscrite avec CV détaillé et photo à adresser à : Monsieur le Maire, Hôtel de Ville, BP 275, 78506 SARTROUVILLE

Le n° 1 du conseil et des services aux Professionnels du Patrimoine

deux passionné(e)s de l'écriture pour développer une banque de données documentaire

L'un de nos produits est une banque de données interdisciplinaire. Pour compléter l'équipe chargée de réaliser cette tâche, nous recherchons deux collaborateurs :

- possédant de solides connaissances en droit civil ou fiscal (diplômés du 2^e ou du 3^e cycle) ;
- dotés d'esprit de synthèse ;
- aimant écrire et communiquer leur pensée dans un langage simple.

Rattaché(e)s au responsable du département, vous participerez au travail de structuration des connaissances, collecterez les données, concevrez et rédigerez une documentation précise et exhaustive.

Adressez votre dossier de candidature à :

PATRIMOINE MANAGEMENT & TECHNOLOGIES
27, rue Louis-Pasteur - 92100 Boulogne
A l'attention de Catherine ALDEBERT.

UN DES LEADERS
EUROPÉENS
DES RESSORTS
DE SUSPENSION,
SITUE DANS
LA REGION
DE BELFORT

Ressorts industrie

recherche, dans le cadre du renforcement
de son équipe de Direction, son :

Responsable de fabrication

Directement rattaché au Directeur de l'usine, il prendra la responsabilité globale de l'outil industriel de l'activité poids lourds, qu'il aura pour mission d'animer et de faire évoluer dans un objectif constant d'optimisation des coûts, délais, et qualité.

Agé d'environ 35 ans, le candidat idéal sera de formation ENSAM, ENSI, ou équivalent et aura acquis une expérience d'au moins 5 ans au sein d'une fonction similaire, si possible dans le domaine de la déformation du métal à chaud.

Homme de terrain dynamique, doté d'un sens aigu de la communication et du management, il devra faire preuve de rigueur et de pragmatisme pour intégrer une équipe privilégiant les relations humaines à tous les niveaux.

Une bonne connaissance de l'anglais et / ou de l'allemand est souhaitée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à notre Conseil : Cabinet René GRECO, La Fauconnière II, 62 rue de la Fauconnière, 38170 Seyssinet-Pariset.



Le GROUPE CREDIT UNIVERSEL

1100 personnes,
90 agences,
10 milliards de
nouveau concours

Groupe Bancaire
spécialisé dans le
financement des
particuliers et
des entreprises

recherche pour faire face
à son développement

CHARGÉ(E) DE RECRUTEMENT

Au sein de l'équipe DRH, et en étroite relation avec les directions opérationnelles, vous aurez la responsabilité du recrutement et du suivi de l'intégration du personnel commercial (BAG + 2 à BAG + 5). A 28/32 ans, de formation supérieure (BAG + 4 min) vous justifiez d'une expérience significative d'au moins 2 ans dans le recrutement, notamment du personnel commercial, au sein d'une entreprise ou d'un cabinet. Ce poste basé au Siège Social à Paris 12e nécessite quelques déplacements en province.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature avec C.V., photo, lettre de motivation sous référence CHR, au CREDIT UNIVERSEL, 47 boulevard Diderot, 75012 Paris. Réponse et confidentialité assurées.

**CREDIT
UNIVERSEL**

ORGANISME PROFESSIONNEL DU BATIMENT SITUE A PARIS



Recherche pour sa Direction Technique un :

DOCUMENTALISTE

Vous êtes titulaire d'une maîtrise de type scientifique et êtes spécialisé dans les techniques documentaires (diplôme de l'INTD ou DESS de IEP). Vous possédez 5 ans d'expérience dans un poste similaire et bénéficiez d'une certaine aisance relationnelle.

Devenez l'interlocuteur de nos ingénieurs sur les questions de documentation technique. Outre les tâches classiques de documentation (exploitation de bases de données, constitution et actualisation de dossiers, recherches documentaires...), vous participerez à une activité de prospective axée sur le secteur du bâtiment et réaliserez à cette occasion des synthèses d'ouvrages, ainsi que des traductions de documents anglais. Ce poste nécessite la pratique de l'informatique documentaire et la maîtrise de l'anglais (allemand souhaité).

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV + photo et prétentions sous réf. 91039 à LEVI-TOURNAY/ASSCOM, 31, Bd Bonne Nouvelle 75002 PARIS qui transmettra

INTERNATIONAL SEARCH

Conseil en recherche de cadres par Approche Directe (20 pers.), siège Paris, membre de SYNTec, certifié OPQCM recherche un

CONSULTANT ASSOCIE INTERNATIONAL

Les introductions auprès des entreprises seront valorisées par l'étroite synergie que nous avons bâtie avec nos partenaires : de prestigieuses sociétés internationales, bien fidélisées.

Trilingue anglais/allemand ou espagnol, votre double expérience cabinet/entreprise vous a mené à approcher de façon opérationnelle la fonction recrutement.

Merci d'adresser votre dossier en toute confidentialité, à Nicole ANCESSI, sous référence 600/M - SODERHU - 36 rue de Lisbonne 75008 PARIS.

SODERHU

MEMBRE DE SYNTec

ADP

Aéroports de Paris

Etablissement public qui construit, exploite et développe les aéroports, recherche pour Orly un

CADRE

Responsable de la documentation

Formation INTD et expérience de plusieurs années comportant un encadrement d'une dizaine de personnes. Bonne connaissance des outils informatiques STARS et MICRO PC. Anglais indispensable.

Ce cadre est chargé de la collecte et du traitement des informations, de la gestion du fond documentaire et de la bibliothèque, des recherches à la demande, de la gestion des abonnements et des bases de données ainsi que de l'achat des ouvrages.

Adressez lettre manuscrite + CV et prétentions s/réf. AC/90/634 à Aéroports de Paris - Service Gestion Prévisionnelle et Emploi 291, boulevard Raspail 75675 PARIS CEDEX 14.

هنا من الأصل

Le Monde des Secteurs de Pointe



Vente, informatique, électronique : tous les métiers sont au rendez-vous de l'avionique.

L'électronique de vol prend une part croissante dans un marché aéronautique et spatial lui-même en pleine expansion ; SEXTANT Avionique s'y impose comme premier pôle européen.

INGENIEUR COMMERCIAL AIRBUS

Diplômé d'une école d'ingénieurs, fort de 2 années d'expérience commerciale ou technique dans le domaine aéronautique ou en haute technologie, nous vous proposons plusieurs missions : vendre nos équipements auprès des compagnies aériennes dans le monde entier ; négocier avec les aviateurs français et étrangers les clauses commerciales et contractuelles liées aux programmes Airbus. Pour ces missions, la pratique courante de l'anglais est indispensable. Réf. 119VS

INGENIEUR LOGICIEL

De formation Ingénieur, option Informatique Industrielle, vous développez des applications temps réel destinées à des calculateurs embarqués en langage Pascal, PLM, Assemblage dans un environnement VAX/VMS. Nous vous confierons la responsabilité d'une petite équipe. Réf. 11VS

INGENIEUR SYSTEMIER

De formation grande école (option aéronautique, électronique ou informatique) débutant ou avec une première expérience, vous êtes l'un des interlocuteurs de l'aviateur avec qui vous établissez le cahier des charges. En interne, vous êtes le coordinateur des différentes équipes impliquées (électronique et informatique) et vous gardez une vision globale du projet que vous suivez jusqu'au test et la validation. Réf. 684VS

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Après une première expérience en développement électronique, vous souhaitez intégrer une équipe travaillant sur des projets de pointe qui développent la partie matériel des calculateurs embarqués. Nous vous confierons la responsabilité de projets analogiques et numériques en intégrant les contraintes de coût et de délais propres à l'industrie aéronautique. Réf. 127FB

D'autres postes sont à pourvoir, n'hésitez pas à nous adresser votre candidature en précisant la référence du poste choisi ou vos aspirations, à SEXTANT Avionique, Aérodrome de Villacoublay, BP 59, 78141 Vélizy-Villacoublay Cedex.

INGENIEUR METHODE SYSTEME

De formation ingénieur avec une première expérience en Informatique de gestion, vous souhaitez évoluer vers un poste plus proche des contraintes industrielles en participant à la vie des programmes Airbus. Interface entre les équipes de développement des calculateurs embarqués (pilote automatique...) et la Direction des systèmes d'information, vous mettez au point les méthodes et les outils de conception pour les équipes de développement. La connaissance de l'environnement Oracle est indispensable. Réf. 94VS

INGENIEUR INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

De formation grande école ou universitaire, débutant ou avec une première expérience, vous avez déjà acquis de solides connaissances en IA, notamment au niveau des techniques d'implémentation. Vous participez, en collaboration avec les équipes programmées à la mise en œuvre du plan IA dans nos programmes avioniques et vous menez des études d'embarcabilité des systèmes experts dans le domaine de la gestion du vol. Réf. 636VS

INGENIEUR RESEAUX UNIX

Interlocuteur des responsables de projets avioniques, vous êtes chargé du développement d'applicatifs systèmes : optimisation du réseau, sécurité des données, amélioration de la productivité des projets, veille technologique autour des innovations UNIX (standards, fonctionnalités, systèmes de fenêtrage...). Vous participerez directement au développement d'outils tels que : système de sauvegarde, protocole de protection, et valoriserez à terme vos compétences système au sein d'une division opérationnelle (plusieurs centaines d'informaticiens). Réf. 28FB

L'ELECTRONIQUE DE VOL PUISSANCE 4

Filiale du groupe international Alcan, Technal se positionne sur le marché de la conception et de la distribution de systèmes aluminium destinés au second œuvre du bâtiment et à l'habitat individuel. Nous recherchons un

RESPONSABLE METHODES

Au sein de l'équipe logistique, le responsable méthodes aura pour mission :
- d'optimiser l'utilisation des équipements existants,
- d'améliorer la production, la qualité, la sécurité, en proposant toute action, tout équipement allant dans ce sens et en prenant en charge toutes les étapes, de leur définition à la mise en œuvre et à la formation des utilisateurs,
- de suivre les chantiers en cours (bâtiments, équipements),
- d'optimiser l'utilisation du système de gestion de la maintenance assistée par ordinateur.

Nous confierons ce poste à un JEUNE INGENIEUR MECANICIEN (débutant ou 1^{re} expérience), attiré par la production. La pratique de l'anglais est indispensable.

Merci d'envoyer votre dossier (CV, lettre de motivation, photo et prétentions) à TECHNAL, Geneviève Bastie, Responsable du Recrutement, 270 rue Léon Joulin, 31037 Toulouse Cedex.

C R E E L' E S P A C E E N B E A U T E

Dites oui à notre nouveau nom. Les Câbles de Lyon deviennent Alcatel Câble.

No 1 mondial du câble avec 24 milliards de CA consolidés et 70 sociétés implantées dans 20 pays, nous fabriquons l'ensemble des câbles d'énergie et de télécommunications dans tous les domaines terrestres et sous-

marins : études des systèmes, fabrication, pose et raccordement. Relevons ainsi chaque jour de nouveaux défis, nous souhaitons vous associer à notre succès.

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX PARIS - ROUEN - NANCY

Sous la responsabilité du Directeur Régional, vous aurez à assurer le développement de nos ventes de câbles auprès d'une clientèle de grossistes, d'installateurs et d'utilisateurs. Ingénieur de formation, vous avez réussi une première expérience

commerciale dans un environnement industriel. Après quelques années dans ce poste, vous aurez la possibilité d'évoluer au sein de notre groupe. Postes basés à Paris (réf. DG/11), à Rouen (réf. DG/12) et Nancy (réf. DG/13).

ALCATEL
CABLE

Merci d'adresser votre dossier de candidature [lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions] en précisant la référence du poste choisi, à Mlle GAIS, Direction des Relations Sociales, ALCATEL CABLE, 30, rue des Chèvres, BP 309, 92111 CLICHY Cedex.

Le Monde des Cadres



SCHUCO
Papeteries Parfums Papeteries

RESPONSABLE POUR LA FORMATION

SCHUCO recherche un RESPONSABLE pour la FORMATION de ses Clients et ses Collaborateurs basés dans la Région Parisienne. Professionnel du bâtiment ou ancien Professeur d'Ecole Technique, vous transmettez votre savoir faire lors de séminaires à la clientèle et stages d'évolution à nos services extérieurs et intérieurs. Aisance verbale, goût des contacts, sens pédagogique et dynamisme sont des atouts pour organiser et animer des groupes de travail. Par ailleurs en égard à notre environnement Européen, la connaissance de l'allemand est souhaitable.

Envoyer-nous votre candidature sous réf. 2302 à SCHUCO SARL - BP 3 78610 LE PERRAY-EN-YVELINES.

mf PAPETERIES MATUSSIÈRE ET FOREST

Nous consacrons plus d'énergie à fabriquer le papier des livres ou des journaux qu'à vérifier qu'on y parle de nous. Discrets, nous continuons néanmoins notre progression : le groupe aujourd'hui, c'est 7 sites de production, une capacité de 335 000 T et un C.A. proche de 2 MdF. Cette montée en régime crée des postes, en particulier, dans notre filiale de MODANE, un

CHEF DE PRODUCTION

A ce titre, naturellement, vous supervisez les services de Fabrication, d'E.T.N. et de Logistique dont vous coordonnez les actions. Un autre challenge vous attend : nous comptons que votre vision globale, la rapidité de vos réflexes et votre œil neuf vous permettent de vous imposer par la pertinence de vos propositions. Vous êtes, au quotidien, par délégation du Directeur présent à mi-temps, l'autorité sur le site.

Ingénieur généraliste dans la trentaine, vous pouvez avancer une expérience opérationnelle, par exemple à l'E.T.N., dans une industrie papetière ou dans un processus similaire. Méthodique, animateur, être le maillon fort d'une organisation est une position que vous recherchez.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (référence 102/LM) à SEFOP Rhône-Alpes - 1, place Firmin Gautier EUROPOLE 38000 GRENOBLE, qui favorisera nos rencontres.



Rhône-Alpes

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

Partir en Hollande et tester des satellites ...

D.A.S. - DIVISION ASSISTANCE ET SERVICE - rassemble et développe des compétences indispensables au succès de grands systèmes et participe aux réalisations les plus prestigieuses dans le domaine de l'électronique de défense, des télécommunications et de l'espace : les équipes de sa filiale hollandaise TESTLOG assurent, au sein d'un centre européen de recherche et de technologies spatiales, l'organisation, l'exploitation et la maintenance de moyens d'essais d'environnement de satellites ou de sous-ensembles spatiaux.

TESTS MANAGERS

Vous êtes responsable de la coordination des essais d'environnement de satellites, vous menez les études de faisabilité, déterminez le budget correspondant, en définissant les plannings et procédures de test des satellites avec le client et les industriels.

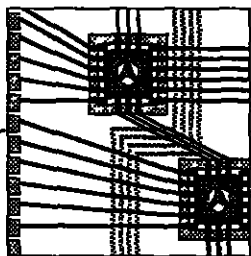
INGENIEURS D'ESSAIS

Responsable de la préparation et de la mise en œuvre de moyens d'essais d'environnement de satellites ou de sous-systèmes spatiaux (essais thermiques, vibratoires, acoustiques, radiations solaires, vide spatial...), vous coordonnez et supervisez les activités de l'équipe d'opération pendant le déroulement du programme d'essais.

Pour ce centre basé à 30 Kms d'Amsterdam et de La Haye, nous recherchons des ingénieurs polyvalents (Électronique, Électricité, Electromécanique, Informatique, Mesures physiques), disposant si possible d'une expérience dans le domaine des essais et parlant l'anglais.

Nous vous offrons des opportunités d'évolution au sein du Groupe Thomson tant en France qu'à l'étranger.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant le poste choisi à
Xavier RANDRETS - THOMSON-CSF/DAS - 147, Rue Yves le Coz - 78000 Versailles.



THOMSON

DES HOMMES SIGNENT LEUR TEMPS

Ingénieurs, investissez-vous dans la high-tech !

Important groupe industriel français, nous concevons et réalisons des systèmes mécaniques complexes, intégrant des techniques de pointe telles que l'électronique, l'hydraulique, l'optique, etc. Nos matériels sont utilisés principalement dans les domaines de l'armement, de l'aéronautique, du nucléaire, des chantiers navals.

Dans le cadre de notre stratégie de développement, nous recherchons, pour deux de nos centres d'études et de production situés dans l'Allier (03) et le Cher (18), de jeunes ingénieurs grandes écoles, avec une expérience de 1 à 5 ans (ou débutants), connaissant l'anglais.

INGENIEURS ELECTRONICIENS

• Vous assurez la conception, l'étude et le développement de systèmes électroniques embarqués et de télémesures associées. Réf. DSE/1

INGENIEURS GENERALISTES

• Vous assurez la conduite d'études de concepts et modélisation par le calcul pour des systèmes d'armes, ainsi que le soutien technique dans le domaine de la mécanique du vol. Connaissances en aérodynamique et balistique. Réf. SMV/1

INGENIEURS MECANICIENS

• Vous assurez la conception, l'étude et le développement de composants pyrotechniques. Connaissances en chimie, électricité, électronique. Réf. ECP/1

• Vous assurez la conception, l'étude et le développement de munitions ou sous-ensembles de munitions. Bonne pratique de l'outil informatique et de la CAO. Réf. RDM/2

Merci d'adresser, sous la référence choisie, lettre manuscrite, CV et prétentions à notre Conseil, qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

Les entretiens auront lieu à Paris et dans le Centre.

SM Conseil

38 RUE DE LISBONNE 75008 PARIS

VOTRE CARRIÈRE : LES AMBITIONS D'UN LEADER



CGI - un des leaders internationaux du Conseil et de l'Ingénierie Informatique (3500 personnes, 1,5 milliard de francs) - poursuit le développement de ses activités (+ 20 à 30 % par an depuis 10 ans), de ses implantations en Europe et en Amérique du Nord, de ses méthodes et de ses outils, qui s'imposent aujourd'hui comme des standards mondiaux.

INGÉNIEURS - UNIVERSITAIRES SCIENTIFIQUES Débutants / 1ère Expérience

Nous vous proposons une carrière ouverte aussi bien sur une maîtrise des techniques avancées de l'informatique que sur la prise rapide de responsabilités liées aux projets de nos clients et aux stratégies du Groupe CGI.

Très vite, après une formation à nos méthodes et à nos outils (MERISE, Ateliers de Génie Logiciel PACBASE et PACLAN, progiciels SIGAGIP, TZAR II...), vous participerez à des missions opérationnelles de conception et de réalisation de nouveaux systèmes d'information.

Découverte de domaines, de milieux et de métiers variés, direction d'équipes et de projets, missions de Conseil et de maîtrise d'œuvre technique... se succéderont ensuite, constituant autant d'étapes d'une carrière évoluant au même rythme que notre expansion.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V. et photo), sous la référence 08/M-291, à Madame D. JAMET

* PACBASE, PACLAN, SIGAGIP et TZAR II sont des marques déposées de CGI

CGI INFORMATIQUE

30, rue du Château des Rentiers - 75640 Paris cedex 13
ou directement sur minitel 3614 code CGI INF, tapez AVENIR



MERLIN GERIN

la maîtrise de l'énergie électrique

GROUPE SCHNEIDER

Une dynamique exceptionnelle d'expansion, d'innovations et d'enthousiasme !
31 000 hommes et femmes dont 3 500 cadres, 20 milliards de CA (60% à l'international).
Dans le monde entier, la maîtrise de l'énergie électrique de la centrale de production jusqu'au logement.

Notre agence de publicité intégrée, qui conçoit et met en œuvre nos outils de promotion auprès de nos clientèles françaises et étrangères, recherche un :

ingénieur concepteur-rédacteur

Vous avez une formation d'ingénieur ou équivalent (impératif), débutant ou première expérience et vous êtes très motivé pour vous investir dans un métier de communication.

Vos compétences vous permettront de conseiller les services techniques, commerciaux ou marketing dans la conception-rédaction et la réalisation d'outils d'information ou de promotion.

L'enthousiasme, valeur d'équipe et de partage !

Un formidable atout professionnel pour valoriser vos compétences.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. B MOND 503 à :
Merlin Gerin, Gestion Prévisionnelle des Cadres, 38050 Grenoble cedex.
Entretiens sur Paris ou Grenoble.

Chef de Projet (transfert de fabrication) puis... Responsable de Production

Equipements Automobile

La société, héritière d'une longue expérience qui lui a permis d'être le numéro un en France dans son domaine, est entrée avec succès sur le marché de l'équipement automobile. Pour mieux répondre à son développement en CA comme en clientèle (internationale), elle décide de redistribuer ses fabrications sur ses différents sites. Pour orchestrer cette opération, d'ampleur, nous recherchons un jeune ingénieur.

Il organise et coordonne le transfert des activités de site à site. Il définit et procède en relation étroite avec les méthodes, à l'aménagement des ateliers. Il participe et supervise la construction et le lancement d'un magasin, d'un atelier de presse... Cette mission polyvalente accomplie, il se voit confier la responsabilité d'une unité de production (300 personnes environ).

Ces postes successifs peuvent convenir à un jeune ingénieur généraliste à dominante mécanique, bénéficiant d'une première expérience Méthodes ou Production et souhaitant gérer dans sa totalité et dans sa variété un projet d'implantation et ensuite prendre une réelle responsabilité opérationnelle (des hommes, des techniques, des budgets...).

La société se situe en Picardie, en bord de mer.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. MME 230 M à SEFOR, notre conseil.

11 rue des Pyramides, 75001 PARIS.

MEMBRE DE SYNTec



هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde des Secteurs de Pointe

... Le Monde • Mercredi 13 février 1991 XXIII

CORNING FRANCE

Division télécommunications.

Corning est le 1er fabricant mondial de verres spéciaux et de fibres optiques.

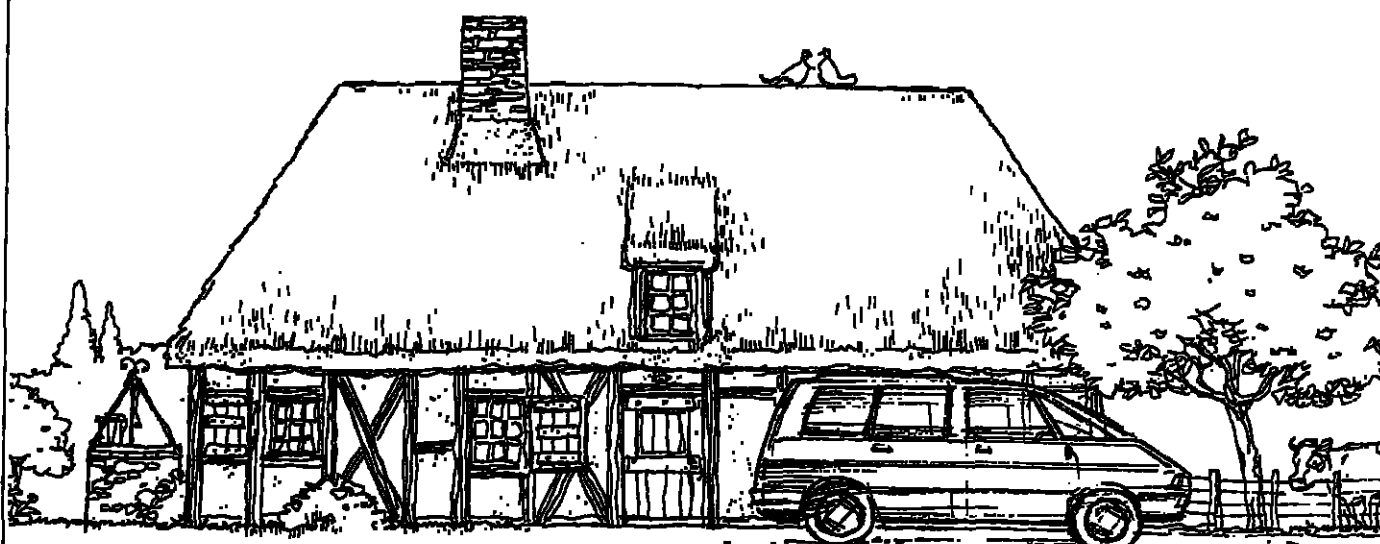
Jeune Ingénieur Généraliste Mécanicien ou Micromécanicien

Vous vous intégrez dans notre département "développement produits nouveaux" pour les réseaux de télécommunication. Interface entre le marché (application de nos produits à la demande des clients) et la production, vous prendrez en charge des études d'adaptation et de mise au point concernant nos procédés de fabrication "fin de ligne" : raccordement de fibres optiques sur puces, mise en boîtier, essais d'environnement...

Jeune Ingénieur diplômé ECP, A&M, IDN ou équivalent, vous êtes débutant, passionné de technologie et souhaitez développer votre carrière dans un environnement international high-tech en forte croissance.

Localisation Fontainebleau, puis Melun.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions), sous réf. 13735, à Corning France, DRH, 44 avenue de Volvin, 77120 Avon.



LE CALME, L'ESPACE, LA NATURE...

ET SI VOTRE TALENT PRENAIT UNE TOUTE AUTRE DIMENSION ?

Les ingénieurs de MATRA MS2i exercent leurs talents dans le traitement d'images, un métier nouveau. De plus, ils évoluent dans un environnement privilégié : en Normandie.

UN SECTEUR HAUTEMENT TECHNOLOGIQUE

Parce qu'ils interviennent dans un domaine hautement technologique, nos ingénieurs Innovent, découvrent, anticipent en permanence. De SPOT à la géographie numérique, de l'observation à l'aide à la décision, ils contribuent au monde de demain.

A UNE HEURE DE PARIS

Notre site de Val de Reuil est situé à quelques kilomètres de Rouen : sur l'axe Paris-Rouen. S'y installer, c'est retrouver nature, espace vital et rythme de vie équilibré sans renoncer à sa carrière.

UN GROUPE LEADER, UNE SOCIÉTÉ À TAILLE HUMAINE

MATRA MS2i est une société opérationnelle du groupe MATRA. Les 500 personnes qui y travaillent bénéficient de méthodes avancées et d'un environnement scientifique de haut niveau favorables à l'innovation et à la créativité.

CHEF DE PROJET

Vous avez complété votre formation Grande École par 5 ans d'expérience. Vous voulez maintenant acquérir la maîtrise d'œuvre de projets complexes tels que les systèmes d'information et de communication en utilisant des technologies aussi variées que sophistiquées (informatique, électronique, intégration). Réf. CP.

INGÉNIEURS ÉTUDES SYSTÈMES

Ingénieur grande école (informatique/électronique) par goût et expérience vous êtes sensible aux besoins des utilisateurs de systèmes d'information. Créatif et synthétique vous bâtissez les architectures des nouveaux systèmes d'aide au commandement. Réf. ES.

INGÉNIEUR QUALITÉ PROGRAMME

Ingénieur de formation électronique ou informatique vous avez une expérience en qualité système et logiciel. Vous maîtrisez les méthodologies de développement de type DGA, les normes SEFT, GAM, DEN, AERO. Nous vous confions la maîtrise de la qualité globale des projets (composants des systèmes, documentation, intégration, validation terrain). Réf. IQ.

Ces postes nécessitent une bonne connaissance de l'anglais. Merci d'adresser votre candidature sous référence choisie à Yann Boulanger.



MATRA MS2i - Parc d'Affaires
BP 613 - 27106 Val de Reuil Cedex.

Toulouse

Groupe Industriel Français, LEADER EUROPÉEN dans son secteur d'activité, fabricant des produits de HAUTE TECHNOLOGIE, recherche pour sa DIVISION ÉLECTRONIQUE :

CHEF DE PROJET ÉLECTRONIQUE (Réf. D. 101)

Chargé du management technique des projets d'étude et développement (de l'avant-projet à la mise en production). Ingénieur généraliste, vous possédez une expérience industrielle réussie en électronique, vous êtes motivé par la technique et l'organisation d'un projet.

INGÉNIEUR LOGICIEL (Réf. D. 102)

Chargé de la création du système de traitement du signal sur un projet. Ingénieur électronicien, vous possédez une première expérience du traitement numérique du signal et un esprit logique.

Merci d'adresser votre candidature : lettre manuscrite + CV + photo et prétentions, sous référence choisie à notre Conseil : TEAM
12, rue de Tivoli - 31000 TOULOUSE



INTEGRER TOUS LES ÉLÉMENTS POUR CONQUÉRIR TOUS LES MILIEUX.

INGÉNIEURS SÛRETÉ DE FONCTIONNEMENT dans les domaines Électronique, Mécanique, Informatique

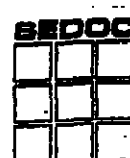
SEDOC, société d'ingénierie en très forte expansion, leader européen en matière de Communication Technique et Industrielle aborde avec succès le marché unique européen de 1993. Présents dans tous les secteurs de la haute technologie, en partenariat avec les industriels, nos ingénieurs apportent notamment leur savoir-faire en ingénierie de soutien logistique.

Diplômé d'une Ecole d'Ingénieur ou universitaire, vous possédez une expérience significative (2/3 ans) dans le domaine de la sûreté de fonctionnement, de la maintenance, la logistique, la testabilité qui vous permet d'exprimer d'indispensables talents dans les applications High Tech en milieu industriel varié.

Rigoureux et critique, vous serez chargé d'analyser les dysfonctionnements de systèmes complexes (influence de l'environnement, défaillance des composants) et d'examiner les conséquences du point de vue sécurité, disponibilité et fiabilité pour les futurs utilisateurs. Ainsi vous devrez informer les concepteurs des points critiques, voire définir les salonniers dangereux.

La maîtrise de l'anglais technique sera un atout supplémentaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec prétentions à Mme QUEAU Direction des Ressources Humaines - SEDOC
283 route de la Minière
78534 DUC Cedex.



SEDOC - L'INTELLIGENCE AU SERVICE DE L'INFORMATION



Société de conseil et d'ingénierie en pleine croissance, nous avons acquis un savoir-faire de haut niveau (informatique de gestion, bureautique, banques de données pluridisciplinaires, télématique). Nous cherchons pour notre siège en AVIGNON

un ingénieur chef de projet

Dans une équipe de 4 personnes vous concevez des applications de gestion et assurez les relations avec les clients et les sous-traitants. Ingénieur ou miagiste, vous avez 3 ou 4 ans d'expérience et pratiquez MERISE. (réf. 1587 LM)

un responsable bureautique

Vous assurez la formation des utilisateurs, l'évolution technique des logiciels et la qualité des prestations de notre système bureautique (réseau de 9 machines interconnectées pour 300 postes de travail, dont 80 micros PC). BAC + 2, vous avez au moins 3 ans d'expérience en micro. (réf. 1588 LM)

un ingénieur de développement

Vous développez des applications de gestion financière sous DATACOM et assurez le suivi des utilisateurs. Miagiste, vous connaissez IBM/VMS, VSAM DATACOM - IDEAL. (réf. 1589 LM)

un ingénieur chef de groupe

Vous mettez en œuvre la stratégie télématique de STN. Ingénieur, vous avez au moins 4 ans d'expérience, connaissez UNIX, C, des SGBD et pratiquez MERISE. (réf. 1590 LM)

Ecrivez à Mme C. de LAPORTE, consultants, sous référence correspondante "Carrières de l'Informatique"



ALEXANDRE TIC S.A.
7, RUE SERVIENT - 69003 LYON
PARIS - NANTES - STRASBOURG
LILLE - GRENOBLE - TOULOUSE

MEMBRE DE SYNTec

Le Monde des Secteurs de Pointe

REPRODUCTION INTERDITE



JEUNES INGENIEURS

ETES-VOUS EUROPEENS ?

Nous recherchons de jeunes ingénieurs pour des postes de PRODUCTION et de RECHERCHE, en France, en Allemagne et en Espagne.

- Ingénieurs en métallurgie extractive (pyrometallurgie, hydrometallurgie, extraction liquide-liquide, résines échangeuses d'ions, chimie des solutions);
- Chimistes débutants ou confirmés;
- Généralistes issus d'une grande école avec option métallurgie, ayant acquis une première expérience, venez nous rejoindre.

Les postes offerts devraient déboucher sur une carrière attractive et variée, tant du point de vue professionnel que du point de vue géographique.

ALORS QUE TOUT LE MONDE PARLE DE L'EUROPE, NOUS VOUS PROPOSONS DE LA VIVRE.

Pour les fonctions de PRODUCTION, envoyez CV et lettre manuscrite à Pierre ROGEL, METALEUROP, 58 rue Solengro 94126 FONTENAY SOUS BOIS CEDEX.
Pour les fonctions de RECHERCHE, envoyez CV et lettre manuscrite à Paolo FOSSI, METALEUROP RECHERCHE, 1 avenue Albert Einstein, B.P. 120, 78193 TRAPPES CEDEX.

METALEUROP est le premier producteur mondial de plomb, de germanium, d'indium et le troisième producteur européen de zinc.

Leader dans son métier tout en restant un groupe à taille humaine, METALEUROP réalise 6 milliards de Francs de chiffre d'affaires dont 33% à l'étranger.

Le groupe réunit 5 000 personnes dans ses usines et son centre de recherche situé en Région Parisienne.



QUARTZ INGENIERIE est une société de services en informatique industrielle, technique et électronique. Nous intervenons auprès d'une clientèle de constructeurs, d'intégrateurs ou d'utilisateurs finaux. Nos domaines d'intervention sont : l'AERONAUTIQUE et l'ESPACE, la PRODUCTION, les TELECOMMUNICATIONS, l'ELECTRONIQUE MEDICALE.

Pour répondre aux besoins de nos clients et assurer la qualité de nos prestations, nous recrutons des :

INGENIEURS INFORMATIENS

Vous prendrez en charge la conception et la réalisation de grands projets informatiques dans le domaine du logiciel de base, du temps réel, des systèmes embarqués et des systèmes de supervision industrielle. De formation Bac + 5, un des environnements RTCP, pSOS, VRTX, FMX, WINDOWS, UNIX, C, Ada, assembleurs Intel, Motorola... vous est familier. L'approche globale du logiciel ou la connaissance des SGBD est un atout supplémentaire.

INGENIEURS ELECTRONICIENS

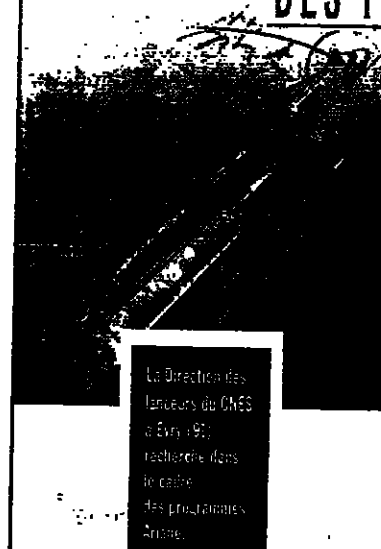
Débutants ou confirmés, vous intervenerez dans la conception et la mise en œuvre de systèmes électroniques numériques ou analogiques. Une bonne connaissance du traitement du signal ou des technologies ASICs est un atout supplémentaire.

Vous avez des idées fortes à défendre et souhaitez participer activement au développement d'une entreprise performante. Nous saurons respecter vos ambitions.

Postes basés sur Paris et région parisienne.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 19-02 à Marie-Christine PELAUDEIX, QUARTZ INGENIERIE, 195, avenue du Général Leclerc, 78220 Viroflay.

IMPLIQUEZ-VOUS DANS LA MAITRISE D'OEUVRE DES PROGRAMMES ARIANE !



Jeunes Ingénieurs Grandes Ecoles

Débutant (SUP'AERO, ENSMA, ENSICA, ESTACA...) ou première expérience (2 ou 3 ans) dans une activité "études en essais", vous participerez, au sein d'une petite équipe, à la conduite de travaux dans les domaines aérodynamique et aérothermique auprès des industriels français et européens concernés dans le cadre des programmes Ariane.

Vous aurez également à coordonner l'activité recherche et développement dans ces domaines.

Des connaissances en aérodynamique seraient un plus; l'anglais est nécessaire.

Veuillez adresser votre dossier de candidature sous la référence 90/DGA/ST/SLA/29, à la Division du personnel, Centre Spatial d'Evry, rond-point de l'Espace, 91023 Evry Cedex.

Minitel 3615 Code CNESPACE.



CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES

Ingénieur de recherche

Sophia Antipolis (06)

THOMSON SINTRA ACTIVITES SOUS-MARINES : CA 1 900 MF, 2 300 personnes dont 1/3 d'ingénieurs. Nous concevons et développons des systèmes électroniques pour des applications militaires (détection sous-marine) et civiles (radiotéléphone numérique, échographie médicale). Leader dans ce domaine de haute technologie (acoustique, magnétisme, hydrodynamique, électronique et informatique), nous renforçons notre potentiel de recherche.

Au sein de l'équipe recherche du département Techniques Acoustiques Spécialisées vous conduisez des projets de création et de modification de produits (conception et développement de modèles théoriques, logiciels de simulation, dispositifs expérimentaux). Un poste de haut niveau technologique en relation avec marketing, production et laboratoires du Groupe Thomson ou externes.

Ingénieur généraliste (ECP, PC...) ou plus spécialisé (ESE, ENST...) ou thésard, débutant ou première expérience, vos connaissances en traitement du signal et/ou hyperfréquences et/ou acoustique, et vos qualités de créativité et concrétisation sont vos atouts. Alors écrivez vite sous réf. 555.02 aux Conseils En Recrutement Associés, 1 av. G. Pompidou - BP 3211 69403 Lyon Cedex 03 ou tapez 3617 Code CPR référence A21C68.

LES CONSEILS
EN RECRUTEMENT
ASSOCIES



NAPHTACHIMIE

Filière B.P. Chemicals et Atochem, plate-forme pétrochimique de 2000 personnes recherche :

INGENIEUR GENIE CHIMIQUE ETUDES

Grande Ecole, débutant ou quelques années d'expérience dans l'industrie pétrochimique seraient appréciées. Vous serez intégré dans l'unité vapo-craqueur.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + photo + présentations) à NAPHTACHIMIE - Service du Personnel - BP 2 13117 MARTIGUES LAVERA - Bouches-du-Rhône.

La Société SAVAGE

recherche pour son Centre d'Etudes

- 2 Ingénieurs mécaniciens
2 à 3 ans d'expérience, première expérience souhaitée dans le domaine automobile (BE mécanique). Réf. : SA 100.
- 2 Ingénieurs chassés
2 à 3 ans d'expérience, première expérience souhaitée dans le domaine automobile. Réf. : SA 200.
- 2 Ingénieurs moteur (spécialistes 4 temps)
2 à 3 ans d'expérience. Réf. : SA 300.
- 3 Ingénieurs calcul
2 à 3 ans d'expérience, calcul par éléments finis, CAO, dynamique du véhicule. Réf. : SA 400.

Merci d'adresser votre dossier de candidature + photo en précisant les références à la Société SAVAGE

SERVICE DU PERSONNEL, 5, rue de Saint-Nom
78280 L'Étang-la-Ville

INGENIEUR CONTRÔLE QUALITÉ

RECRUTEMENT CENTRAL

Nous recherchons un débutant diplômé ESTP ou grande école, ou un ingénieur âgé de 30 ans environ avec une expérience de contrôle qualité.

Sur un chantier de centrale électronucléaire EDF, vous serez responsable, en collaboration permanente avec notre client, des opérations de contrôle qualité sur l'ensemble des infrastructures de génie civil.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV et présentations au Service du Personnel.

TRAVAUX PUBLICS
GENIE CIVIL
BATIMENT
TERRASSEMENT



BALLOT BTP
155, boulevard Haussmann
75008 PARIS

EPI Société spécialisée en conseil et assistance en gestion de projet, apporte son expertise à de nombreux clients sur de grands projets industriels, pétroliers et TP. Pour renforcer nos équipes dans un contexte de pleine croissance, nous recherchons :

- 1 CONTROLEUR DE PROJET
- 1 INGENIEUR PLANNING SENIOR
- 1 COST CONTROLLER SENIOR

Ingénieurs et économistes de formation, vous êtes opérationnels en anglais. Envoyez votre dossier sous réf. AB/351 à EPI - Tour Albert 1er, 65 av de Colmar - 92500 Rosell Malmaison

Equipement Automobile Ingénieur Fabrication

Direction d'équipes, "juste à temps", organisation et productivité, relations humaines et qualité compétitive... tel peut-être caractériser l'environnement dans lequel vous voulez aujourd'hui occuper de nouvelles responsabilités.

A la tête d'un secteur de production de 200 personnes que vous animez, vous veillez au respect des délais et de la qualité, assurez le fonctionnement optimum de vos équipements, faites s'exprimer au mieux les compétences de chacun.

Ingénieur Centrale, AM, INSA, CESTL... vous trouvez là - après une première expérience de 2/3 ans en méthodes, qualité ou production - un job de terrain propice à exprimer vos compétences de "manager". Votre parcours ne s'arrêtera pas là.

Cette importante usine (900 personnes) située au carrefour de l'Europe, et notre Groupe (3,5 Mds de F de CA dont 60 % à l'Export) vous ouvriront l'espace dont votre potentiel a besoin.

SEFOP, notre Conseil, vous remercie d'adresser votre dossier sous réf. BIF 233 M.

11 rue des Pyramides, 75001 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC



CGA-HBS

Cie Générale d'Automatisme

RESPONSABLE FORMATION DOCUMENTATION

Vous serez chargé de former le personnel d'exploitation et de maintenance de notre clientèle à nos différents systèmes d'automatisme : système de péages et contrôle d'accès, système d'aide à la circulation et à l'exploitation dans les transports publics...etc.

Ingénieur diplômé d'une grande école d'électronique, vous possédez une expérience de 4 à 5 ans dans un poste similaire ou comme animateur et préparateur de formation.

Vous maîtrisez parfaitement la langue anglaise.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V., photo) sous réf.

LM/RFD à : CGA-HBS - Centre du Bois des Bordes - BP 57 - 91229 BRETAGNY-SUR-ORGE Cedex.



هكذا من الأصل

هَذَا مِنْ أَلَاصل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

Secteurs de Pointe

... Le Monde • Mercredi 13 février 1991 XXV

Filiale du Groupe ABB, n°1 mondial de l'électrotechnique (3 500 personnes en France), ABB Energie est une société en pleine croissance. Dans ce cadre nous recherchons pour Nanterre un

Ingénieur chef de produits

De formation Ingénieur ou équivalent, vous possédez de bonnes connaissances en micro-informatique et logiciel, vous êtes débutant ou avez déjà acquis une première expérience. Nous souhaitons vous confier la responsabilité d'une gamme de produits au sein de notre Département Relais (systèmes de contrôle et de conduite de réseaux électriques) dont vous définirez les fonctionnalités et gèrerez l'ensemble des applications.

Cette mission enrichissante peut déboucher sur de réelles perspectives d'évolution.

Vous êtes intéressé, merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo), sous réf. CP/LM, à ABB Energie - Marc Demaret 22, rue du 8 Mai 45 - BP 5 - 95340 PERSAN.

ABB Energie

ABB
ASEA BROWN BOVERI

L'ENERGIE DE LA REUSSITE



CENTRE TECHNIQUE DES INDUSTRIES MÉCANIQUES

VEILLE TECHNOLOGIQUE - RECHERCHE DÉVELOPPEMENT - TRANSFERT VERS L'INDUSTRIE

recherche

VOUS AVEZ : ♦ Un diplôme "Grande école" avec une première expérience industrielle ♦ Une bonne formation générale en mécanique ♦ La connaissance des milieux continus ♦ La maîtrise des langages informatiques et de l'anglais

VOTRE MISSION : ♦ Au sein de notre équipe "MISE EN FORME PAR FORGEAGE" ♦ Promouvoir la CAO et la modélisation numérique ♦ Nouer des relations avec la recherche européenne ♦ Animer des groupes de travail.

Poste basé à Saint-Etienne.

ETUDES - RECHERCHES

Merci d'adresser CV, photo et présentations à : CETIM, PERSONNEL ET RELATIONS SOCIALES, 10, rue Barrouin, 42029 ST ETIENNE Cedex 1.

Révéler votre enthousiasme, c'est la force de nos métiers

Les grandes réalisations industrielles, la distribution publique et industrielle de l'énergie, les automatismes sont les grands domaines d'activité de notre Département Réalisations d'Ensembles qui a pour vocation d'accroître la diffusion des technologies du Groupe sur le marché mondial.

électrotechniciens et automaticiens chefs de projets

■ Débutants ou 1^{re} expérience : de formation SUPELEC, IEG, ENSEEIHT... vous participez à la réalisation des projets électrotechniques (conception de postes THT et de centrales). Responsable de la qualité, des coûts et des délais, vous coordonnez et assurez les relations avec les partenaires extérieurs et les services internes. D MOND 746

■ Confirmés : vous avez des compétences en électrotechnique, automatismes et règles d'installations électriques. Vous dirigez la réalisation de grands projets en France et à l'étranger, en liaison avec les chargés d'affaires, pour assurer la conduite de process industriels (dominante temps réel) depuis le cahier des charges jusqu'à la mise en service sur site. D MOND 341

ingénieur automaticien marine marchande chef de projets

Vous prendrez la responsabilité de projets d'automatismes de la conception jusqu'à la mise en œuvre et aux essais sur plate-formes. Vos connaissances et votre expérience acquises dans le domaine de la marine marchande ou d'un secteur similaire vous permettront de jouer un véritable rôle de conseil d'affaires (avant et après-vente) dans ce secteur d'activités. D MOND 816

Pour ces postes basés à Grenoble, des déplacements en France et à l'étranger sont à prévoir. Un bon niveau d'anglais est nécessaire.

Renforcez notre professionnalisme et construisez ensemble votre propre parcours : une ambition et un enthousiasme que nous vous invitons à partager !

Merci d'adresser votre candidature sous référence choisie à Merlin Gerin, Gestion prévisionnelle des cadres, 38050 Grenoble Cedex.

L'enthousiasme, valeur d'équipe et de partage !

Un formidable atout professionnel pour valoriser vos compétences.

● 31 000 hommes et femmes dont 3 500 cadres : une dynamique exceptionnelle d'innovations technologiques, d'efficacité industrielle et d'expansion économique.

● Un CA multiplié par 6 en 10 ans, 20 milliards aujourd'hui dont 50 % à l'international.

● Dans le monde entier, un métier, la maîtrise de l'énergie électrique, qui évolue vite ! Les exigences de nos clientèles (disponibilité et qualité de l'énergie, automatisation et supervision des systèmes de distribution) et les possibilités qu'offrent l'électronique numérique, les réseaux, la sûreté... sont à l'origine de notre performance.

la maîtrise de l'énergie électrique



MERLIN GERIN

GROUPE SCHNEIDER



Internationallement reconnus dans le domaine de la conception de carrosserie automobile, nous recherchons pour notre Direction Recherche et Développement un

Jeune Ingénieur généraliste H/F

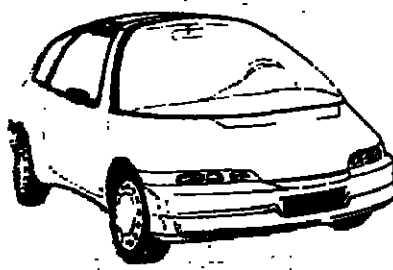
DIPLOME GRANDES ECOLES (ECP, Mines, ENSAM ou équivalent)

MISSION : Assurer le suivi technique et économique des programmes Recherche et Développement des essais de nouvelles technologies applicables aux carrosseries de demain, dans un environnement CFAO complet, à savoir :
• Piloter les essais et être responsable de leur mise en application industrielle.
• Préparer les budgets et réaliser les études de rentabilité correspondante.
• Faire respecter les prix, délais, standards de qualité.
• Rédiger tous rapports, planning et documentation technique.
• Assister conseiller et former, techniquement nos services et fournisseurs.

PROFIL : vous justifiez d'une première expérience significative (de préférence en matériaux composites ou en automobile). Nous serons sensibles à vos qualités : créativité, initiative et prise de décision ; aptitude à communiquer, capacité à animer des équipes. La maîtrise de l'allemand serait un plus.

Ce poste offrira de réelles perspectives d'évolution. Lieu de travail : Boulogne sur mer.

Merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation, CV, photo et présentations) sous référence CH01 à M. R. LE FUR, Chausson Ingénierie, 28 rue Malakoff - 92601 ASNIERES Cedex.



"L'automobile sur mesure"

Bailey Sereg SA

BAILEY SEREG: Conception, fabrication et vente de systèmes et de produits de Contrôle Industriel pour les marchés internationaux.

NOS ATOUTS, ceux du Groupe Bailey, l'un des leaders mondiaux du Contrôle Industriel. Une stratégie d'innovation technologique à la mesure de nos réussites internationales.

VOTRE AVENIR: une carrière évolutive, ouverte sur le monde, au cœur de tous les secteurs industriels.

Nos nouveaux Systèmes Numériques de Contrôle Industriels, les plus avancés du monde, vous offrent de nouvelles possibilités.

INGÉNIEURS GRANDES ECOLES ou équivalent

A&M, ECL, ISEP, INSA, ENSERG...

Vos compétences en informatique industrielle ainsi que vos qualités de contact et d'animation vous permettront de conduire, en France et à l'étranger, d'importantes missions de mise en service de nos Systèmes Numériques de Contrôle Commande, Modumat Infi 88. Vous y découvrirez et maîtriserez des environnements diversifiés (Chimie, Pétrochimie, Cellulose, Thermiques et Nucléaires, Sidérurgie...).

Si, comme nous, l'industrie vous passionne, si vous partagez notre exigence de qualité et notre esprit de service, si enfin, vous êtes attirés par une carrière passionnante, rémunératrice et internationale,

Merci de nous adresser lettre, C.V. et photo, en précisant la référence JBE/LM -0191- Bailey Sereg - Service du Personnel 100, rue de Paris 91342 Massy Cedex



LEADER MONDIAL DU CONTRÔLE INDUSTRIEL

Directeur de l'information scientifique et technique

ORLEANS

SOCIÉTÉ
INDUSTRIELLE
NATIONALE

Notre Direction de la Recherche et du Développement crée une documentation pluridisciplinaire au service des ingénieurs et chercheurs de la Seita. Pour mettre en place un système informatisé, nous cherchons un professionnel de la documentation, qui veillera à l'enrichissement des banques de données, et coordonnera les équipes de documentation réparties sur trois sites. De formation Docteur en Sciences ou ingénieur avec une expérience de recherche, il possèdera une expérience similaire de 5 à 10 ans dans l'industrie agro-alimentaire, chimique et pharmaceutique. Maîtrise des méthodes documentaires, excellente culture scientifique, goût du travail en équipe, discrétion et mobilité, autant d'atouts pour réussir dans ce poste.

Merci d'adresser lettre + C.V. + photo à PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL - 11, rue Jean Mermoz - 75008 PARIS, sous la référence 4057/M.


**PAUL-EMILE
TAILLANDIER**
ETHIQUE ET RECRUTEMENTS

4 Mois de Formation Rémunérée et un Emploi dans l'Informatique.

INGENIEURS DEBUTANTS

ou BAC + 4 Scientifique
(Biologie, Chimie, Electronique, Mécanique...)

Nous vous offrons une formation intensive rémunérée sur GRANDS SYSTEMES IBM à l'issue de laquelle vous intégrerez des équipes Etudes de compagnies d'Assurance, de Banques ou de Caisses de retraite.

A 25 ans, vous souhaitez dynamiser votre carrière. Nous sommes dans un environnement en très forte expansion.

Rencontrez-nous !

Pour ces postes à Paris, envoyez votre candidature (CV et lettre manuscrite) à notre conseil :


SYS-COM
ingénierie
12 rue de Madrid 75008 PARIS 289 rue Gambetta 69007 LYON


Pharmacia

Groupe international d'origine suédoise, leader dans le domaine des Biotecnologies, nous jouissons d'une forte notoriété dans le secteur de la Recherche. Aujourd'hui, nous commercialisons une nouvelle technique innovante grâce à la technologie des Biocapteurs.

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Zone FRANCE-Sud/ITALIE

PRENEZ VOTRE ENVOL EUROPEEN...

Rattaché directement à notre Division Européenne en Allemagne, vous prenez de façon très autonome la responsabilité de notre activité "BIOSENSOR" sur votre zone. Sur tout le Sud de la France et l'Italie, vous êtes le spécialiste de notre nouvelle gamme et le porteur privilégié de nos clients de la Recherche Médicale et Agro-alimentaire, Industrielle et publique.

Votre formation de haut niveau en BIOCHIMIE (Ingénieur, DEA, Doctorat), une première expérience de la vente d'environ 2 ans, vous permettent de mener avec succès la négociation. Créatif, organisé, véritable force de proposition au sein de notre équipe européenne, vous participez activement à l'évolution de notre stratégie.

Bien sûr, vous parlez couramment l'anglais et peut-être l'italien...

Actuellement, vous résidez dans une grande ville universitaire du Sud de la France (Marseille, Lyon...).

Une rémunération motivante ainsi que de réelles possibilités d'évolution sauront vous convaincre de nous rejoindre.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence M/200 à notre conseil :

Marie-Jeanne CAPDEPUY - INFORAMA Carrières
50, rue Marcel Dassault - 92100 BOULOGNE


INFORAMA
carrières
la technologie par les hommes

Ingénieurs Grandes Ecoles

SSI de 140 personnes intervenant à PARIS et TOULOUSE dans les secteurs AÉRONAUTIQUE ET SPATIAL recherche

Pour prendre en charge les projets suivants :

• Conception de systèmes satellites.

La prise en charge de ces projets nécessite une expérience de 2 à 4 ans sur des projets spatiaux (satellites, microsatellites, navettes spatiales, A.T.V...). Réf. CSS

• Conception et réalisation de logiciels embarqués et/ou logiciels de simulation

(depuis la phase de spécification jusqu'à l'intégration). Réf. LES
Les candidats auront acquis une expérience de 2 ans minimum en informatique TEMPS REEL. Une bonne maîtrise de ADA et/ou VRTX serait appréciée, et la connaissance des normes qualité de l'aviation civile un atout supplémentaire.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV + salaire actuel) sous référence choisie à EUROPE INFORMATIQUE :

4, place des Vosges
Cedex 64 - 92052
PARIS LA DEFENSE.



Immeuble Aéroplane
20, av. Didier Daurat
31700 BLAGNAC.

EUROPE INFORMATIQUE

Pour se réaliser, il faut de bons mobiles

Ingénieurs technico-commerciaux

Nous, TELECOM SYSTEMES MOBILES, avons de bons mobiles pour nous réaliser : Alphapage et Eurosignal, les deux services de radiomessagerie de FRANCE TELECOM que nous gérons et développons avec succès. Nous nous réalisons à chaque instant dans un marché porteur au cœur des technologies, au cœur de la vie.

Notre Direction commerciale recherche de JEUNES INGENIEURS de formation sup-élec ou équivalent, ayant une première expérience de trois ans de la commercialisation de produits de haute technologie, pour leur confier un portefeuille de grandes entreprises dans la région parisienne auprès desquelles ils assureront la promotion, la négociation et les applications techniques de nos services.

Nous leur assurerons une formation complète technique et commerciale à nos services, une rémunération attractive et de réelles perspectives d'évolution de carrière.

Merci d'adresser photo, CV et lettre manuscrite, sous réf. A10210, à notre Conseil Madame Claude Pavereau, FAVEREAU Consultant, 52 rue de la Fédération, 75015 Paris.


TELECOM SYSTEMES MOBILES
filiale de COGECOM - groupe FRANCE TELECOM

La qualité, clé de notre excellence industrielle

Jeune Ingénieur qualité

Nos cinq sites de production en France fabriquent des produits destinés au monde entier et bénéficient d'investissements à la hauteur de nos enjeux : 550 millions de francs ces cinq dernières années. Ce contexte favorise les contacts et les échanges avec l'Europe et les USA. De formation DESS Qualité ou Ingénieur option qualité, nous vous confierons la responsabilité de la gestion qualité d'une ligne de produits (relation clients / fournisseurs, auto-contrôle...) et de produits qualité (SPC, certification ISO 9000...) dans une de nos unités de production de Beauchamp (95).

Votre potentiel peut vous ouvrir de larges perspectives d'évolution au sein de notre groupe. La maîtrise de l'anglais serait un atout supplémentaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à Madame Besson, 3M France, Avenue Bouli, 95250 Beauchamp.

Du papillon
repositionnable
Post-it™ à la chimie du
fluor, des cassettes vidéo
Scotch™ aux recherches
avec la NASA, 3M c'est
60 000 produits.
En France, les 3 700
collaborateurs du groupe
réalisent un C.A. de 4,7
milliards de francs.

3M, l'innovation à vos côtés

INGENIEUR CALCUL SCIENTIFIQUE

Groupe industriel de dimension internationale, SNPE (7 000 personnes, 3,7 milliards de F de CA) opère son dynamisme sur un potentiel technique et humain de premier plan. Notre développement et la réalisation de grands projets nous amènent à renforcer les équipes de notre CENTRE DE RECHERCHE DU BOUCHET (en proche banlieue parisienne).

Votre objectif sera de modéliser et développer des codes de calcul dans le domaine des phénomènes physiques liés à la dynamique et la dynamique rapide. Vous serez secondé par l'équipe du laboratoire de calcul que vous animerez techniquement et dont vous planifierez les activités. Votre participation à différents congrès scientifiques vous amènera à présenter des travaux d'études et à les publier. Cette mission très complète s'adresse à un ingénieur grande école maîtrisant parfaitement le calcul scientifique et la mécanique des milieux continus et justifiant, à 30 ans environ, d'une solide expérience en modélisation. Evoluer dans un environnement technique exceptionnel sera pour vous le gage d'un réel enrichissement de vos connaissances.


SNPE

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre, photo, CV, préférences), sous la réf. M/12, à SNPE, DRH, 12 Quai Henri IV, 75581 Paris Cedex.

Un simple mouvement
n'est pas toujours
un mouvement simple

Filiale Française du premier producteur mondial de roulements (2 300 personnes - 2,3 Milliards de CA), nous recherchons pour conforter notre position de leader, une politique active de développement. Nous recherchons, pour nos départements commerciaux, automobile et mécanique, des

Ingénieurs d'applications

Après une formation complémentaire, vous soutiendrez notre action de vente par vos prescriptions techniques et vos conseils d'utilisation. Vous serez de ce fait un partenaire apprécié de vos clients et un véritable spécialiste sur votre marché. Au sein de nos équipes et en liaison avec nos bureaux d'études et nos usines, vous disposez d'une certaine autonomie. Diplômés A.M., I.N.S.A., E.N.T. ou équivalent,

dynamiques et mobiles, débutants ou 1re expérience, vous alliez à vos compétences techniques, le sens des contacts humains et de la négociation. La maîtrise de l'anglais est indispensable. Ces postes sont basés à CLAMART. Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence IAP, à Mlle Claude TURPIN - SKF France 8, avenue Réaumur - 92142 CLAMART.

SKF, le plus qui fait la différence

هكذا من الأصل

Le Monde des Secteurs de Pointe

MISSIONS DE POINTE POUR PASSIONNES D'AERONAUTIQUE



Avec 15 000 collaborateurs dans le monde et 1 400 en France, notre Groupe est l'un des principaux équipementiers dans le domaine de l'aéronautique. Nous étudions, développons et réalisons des commandes de vol pour avions, missiles et hélicoptères. Aujourd'hui, nous renforçons notre département de Recherche regroupant 140 personnes en mettant l'accent sur la cellule études électroniques (20 personnes). Dans ce cadre, nous recherchons plusieurs

JEUNES INGENIEURS ELECTRONICIENS

SUPELEC, ENSTA, ENIEG, ENSI...

Débutants ou confirmés, vous avez à 20-35 ans une formation d'ingénieur. Grande Ecole à dominante électronique.

Vous êtes passionnés d'aéronautique ? Nous vous proposons de rejoindre notre laboratoire de recherche où vous interviendrez soit sur le développement de techniques de pilotage et d'asservissement à base de systèmes numériques, soit sur les études et simulations de prototypes de servocommandes électroniques, soit encore le développement d'amplificateurs de puissance pour commande de moteurs.

Ces trois missions vous permettront de travailler sur les produits du futur dans un contexte de très haute technologie et de bénéficier de larges possibilités d'évolution.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet sous la réf. 1597LM à :

MEDIA PA 5054 rue de Sully
92513 BOULOGNE BILL. CEDEX,
qui transmettra

...Océ Graphics. Un avenir tout tracé!

NOUS SOMMES OCE GRAPHICS, FILIALE DU GROUPE OCE, LE SPECIALISTE EUROPEEN DE L'IMPRESSION ET DE LA REPRODUCTION.

NOTRE METIER : L'INFORMATIQUE GRAPHIQUE. A L'ORIGINE SOUS LA MARQUE BENSON, NOUS CONCEVONS ET FABRIQUONS DES TRACEURS, IMPRIMANTES ET DIGITALISERS.

NOTRE ORGANISATION : 950 PERSONNES DANS LE MONDE, 15 FILIALES, 2 CENTRES DE DEVELOPPEMENT A PARIS ET DANS LA SILICON VALLEY, UNE UNITE DE PRODUCTION PRES DE LA BAULE FONCTIONNANT EN "JUSTE A TEMPS" ET RECONNUE POUR SA GFAO.

NOTRE STYLE : ACTES DIRECT. SUR UN MARCHE A CROISSANCE FORTE, NOUS NOUS FIXONS DES OBJECTIFS AMBITIEUX. NOUS PRIVILEGIONS LA RAPIDITE DES ECHANGES, L'INTEGRATION DANS L'ENTREPRISE, LA MOBILITE ENTRE LES METIERS ET LA PROMOTION INTERNE.

EN FRANCE, EN EUROPE ET AUX USA, VOUS TRACEREZ UN AVENIR A LA MESURE DE VOS TALENTS.

Chef de projet

Responsable Développement Produit

La haute technologie vous passionne... le développement du "Traceur à plume" dont vous aurez la charge y fait appel très largement : informatique, automatique, mécanique, électronique...

Vous êtes ambitieux... nos objectifs le sont aussi dans un environnement international très concurrentiel.

Votre reconnaissance... un développement de carrière conforme à vos performances et à votre potentiel.

Le fun... c'est aussi notre façon d'envisager votre rôle d'animation et de coordination d'une équipe de jeunes ingénieurs et techniciens pleinement impliqués dans la réussite de ce projet.

Réf. CDP/M

Ingénieur Applications

CAO Electronique

Time to market, low cost, quality... sont nos challenges permanents.

La CAO électronique vous passionne... l'utilisation de techniques avancées est au rendez-vous : simulateurs "systèmes", langages comportementaux, bases de données, CIM...

Votre mission... en relation permanente avec les utilisateurs, vous aurez à analyser les besoins, développer et personnaliser les outils, promouvoir de nouvelles méthodes de conception, favoriser les échanges de données CAO électronique à l'intérieur et à l'extérieur de l'entreprise.

Votre profil... ingénieur électronicien, vous êtes créatif, persuasif et faites preuve de qualités relationnelles.

Réf. IA/M



VOUS AVEZ ENVIE D'AGIR, VOUS ETES REELLEMENT ENTHOUSIASTE. NOUS SAURONS VOUS MOTIVER, METTRE EN VALEUR VOS COMPETENCES ET RECONNAITRE VOS RESULTATS.

Ecrivez à FRANCIS CAIRE, Océ Graphics,
1, rue Jean Lemoine, 94003 CRETEIL CEDEX.



L'entreprise de tous les desseins

Océ Graphics



INGENIEUR SPECIALISTE EN ELECTROMAGNETISME

Direction Générale Technique

Dassault Aviation est une entreprise de 12 800 personnes, réalisant un chiffre d'affaires de 17 milliards de francs, dont 70 % à l'exportation. La Direction Générale Technique assure les études en amont, la conception, l'étude et la mise au point des produits pour les activités militaires, civiles et spatiales. Elle rassemble les moyens d'étude de la société, les moyens d'essais techniques et les laboratoires d'expérimentation.

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs (X. Centrale, Sup. Elec, Sup. Télécom...), les 3 à 5 années d'expérience que vous venez d'acquérir en électromagnétisme (hyperfréquences) vous préparent à un rôle de synthétiseur technique dans ce domaine.

Au sein de notre Division des études avancées, nous vous proposons de prendre en charge une mission d'expertise technique dans le but d'améliorer certains aspects fondamentaux dans la conception de nos avions. En contact avec des partenaires étatiques et industriels, ainsi qu'avec nos équipes de calcul et de mesure, vous préconiserez les moyens d'étude, superviserez leur application et validerez les résultats qui vous permettront de réaliser les modèles de comportement de nos avions.

Responsable de la méthodologie d'étude, vous aurez un rôle d'encadrement technique auprès des ingénieurs qui vous assisteront et réaliseront les outils informatiques nécessaires à vos travaux. Anglais indispensable. Connaissances aéronautiques appréciées.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et prétentions, sous réf. DEA/LM3, à M. Gillet, Service du Personnel, Dassault Aviation, 78 quai Marcel-Dassault, 92214 Saint-Cloud.

La passion aéronautique

Pour se réaliser, il faut de bons mobiles

Ingénieur système et réseaux

Nous, TELECOM SYSTEMES MOBILES, avons de bons mobiles pour nous réaliser : Alphapage et Eurosignal, les deux services de radiomessagerie de FRANCE TELECOM que nous gérons et développons avec succès. Nous nous réalisons à chaque instant dans un marché porteur au cœur des technologies, au cœur de la vie.

Notre Direction technique recherche un ingénieur (ENST, Supélec, Insa, Esiee...) pour participer à l'élaboration et au suivi du cahier des charges des matériels et logiciels qui équiperont nos prochaines installations de radiocommunication.

Nous souhaitons rencontrer un jeune candidat débutant ou avec une première expérience professionnelle et possédant un bon bagage technique (UNIX, X25, DATA BASE).

Merci d'adresser photo, CV et lettre manuscrite, sous référence A10215, à notre conseil M^{me} Claude Favereau, Favereau Consultant, 52 rue de la Fédération, 75015 Paris.

TELECOM SYSTEMES MOBILES
filiale de COGECOM - groupe FRANCE TELECOM

1^{ère} SESSION 1991

Débutants, et si vous pensiez carrière informatique ?



Groupe parisien de sociétés de services et d'ingénierie en informatique et télécommunications, nous avons su depuis plus de vingt-cinq ans conquérir une excellente réputation auprès de grands organismes du secteur public et privé, et sur des marchés très vastes et diversifiés, tout en demeurant des entreprises à dimension humaine.

Aujourd'hui, nous recherchons de nombreux jeunes collaborateurs • Bac + 5 ou ayant suivi plusieurs années d'études supérieures scientifiques ou en gestion • déçagés des obligations militaires • libres pour démarrer rapidement.

Vous n'avez pas de connaissances particulières en informatique, nous vous formerons intégralement à la technique et à nos méthodes, et vous permetrons de connaître une véritable évolution au sein de nos sociétés.

Pour un premier contact, merci d'adresser une lettre manuscrite, un CV détaillé et une photo, sous réf. M112SP5, à Honoré Informatique - 52, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris.

HONORÉ Informatique

La haute technologie, notamment à travers les applications photoniques et électroniques des systèmes de communication, est le domaine privilégié d'ALCATEL ALSTHOM RECHERCHE, le centre de recherche du groupe ALCATEL ALSTHOM (ex groupe CGE). Si le nom de l'entreprise est nouveau (anciennement Laboratoires de Marcoussis), les performances de ses équipes sont constantes.

Ingénieur électronique hyperfréquence

Débutant ou confirmé, vous mènerez des études sur les applications hyperfréquence des supra-conducteurs HTc.

Vous disposerez de moyens importants et collaborerez avec des équipes de très haut niveau (unités industrielles d'Alcatel Alsthom, Universités, CNRS...).

De formation grande école ou universitaire, vous avez une connaissance de l'électronique hyperfréquence ainsi qu'une bonne pratique de l'anglais. De larges perspectives d'évolution au sein du groupe Alcatel Alsthom sont offertes aux candidats de valeur.

ALCATEL
ALSTHOM
RECHERCHE

Adressez dès maintenant votre candidature (lettre manuscrite, CV) à Philippe PASTOR, Direction des Ressources Humaines, ALCATEL ALSTHOM RECHERCHE, Route de Nozay - 91460 MARCOUSSIS.

1500000000

Le Monde des Secteurs de Pointe

Applications Spatiales

CHEF DU SERVICE INGENIERIE

Toulouse

CLS (Collecte et Localisation par Satellite), filiale du CNES et de l'IFREMER, a pour activité le développement des moyens et l'exploitation commerciale des systèmes ARGOS, DORIS et METEOSAT, pour des applications telles que : Météorologie, Océanologie, Hydrologie, Ecologie, Géophysique, Maritime, protection de l'environnement... L'effectif est de 90 personnes, y compris des équipes aux Etats-Unis, au Japon et en Australie.

Les Services Techniques sont au nombre de 5 dont le Service Ingénierie, qui est plus particulièrement chargé des aspects Système et Télécommunication propres aux équipements embarqués à bord de satellites ou aux segments sol. Il met ses connaissances à la disposition des autres équipes de la Société ainsi qu'à celle des clients.

Agé d'environ 30 ans, diplômé Ingénieur Grandes Ecoles, option Télécommunications, il aura acquis une expérience significative et réussie de quelques années comme Ingénieur d'Etudes dans l'Electronique et/ou les Télécommunications. Anglais courant, quelques déplacements à l'étranger.

Autonome et adaptable, ses capacités d'adaptation et son esprit d'équipe lui permettront d'évoluer rapidement au sein de la structure.

Les conditions offertes, l'ambiance de travail, la croissance tout-fait exceptionnelle des activités de la Société, les nouveaux projets dans le domaine de la collecte et de la localisation par satellite, sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 20/1894 T à :

EGOR MIDI PYRENEES
7 boulevard de la Gare
31500 TOULOUSE

EGOR

La Société SAVAGE

recherche pour son Centre d'Etudes

- **3 techniciens**
Expérience maillage, CAO, DAO, construction mécanique.
Réf. : SA 500.
- **3 techniciens**
BE moteur, Exp. moteur 4 temps. Réf. : SA 600.
- **3 techniciens**
BE châssis. Exp. châssis. Réf. : SA 700
- **1 technicien**
Mesure essai moteur. Réf. : SA 800.

Merci d'adresser votre dossier de candidature + photo en précisant les références à la Société SAVAGE

SERVICE DU PERSONNEL, 5, rue de Saint-Nom
78280 L'Étang-le-Ville

Valence,
un autre
caractère !

Les bords du Rhône à reconquérir, des pôles de développement économique à organiser, des quartiers à revaloriser, des aménagements urbains, etc.
Pour renforcer l'équipe de la Direction de l'Urbanisme et de l'Aménagement, nous recrutons :

URBANISTE
(de formation Architecte ou Paysagiste)

qui assurera la responsabilité du service Aménagement dans ses missions de définition de projets urbains d'aménagement, d'espaces publics, de conception et de suivi des opérations d'aménagement concerté, etc.

Sous la responsabilité du Directeur de l'Urbanisme et de l'Aménagement, il se verra confier des missions ponctuelles sur des dossiers intéressant le développement intercommunal.

Adressez votre lettre de candidature manuscrite avec C.V. et photo à :

Monsieur le Maire
Direction du Personnel - Secteur 1
B.P. 2119
26021 VALENCE CEDEX
avant le 8 mars 1991, dernier délai.
Renseignements complémentaires :
M. Bernard BRUN,
Directeur de l'Urbanisme et de l'Aménagement
(tel. 75.43.55.30).

Au sein du
Groupe
MERLIN-GERIN

SECRE

800 personnes
dont
250 ingénieurs

dans le cadre du développement du système de lectures d'images
recrute

UN INGENIEUR PRODUIT

Electronicien de formation, vous avez 4 à 5 ans d'expérience en conception et développement de logiciels de base. Vous prendrez en charge la responsabilité de l'équipe logiciel systèmes (3 personnes) et assurerez l'interface avec nos sous-traitants.
Environnement C/COS/microprocesseurs INTEL.

UN INGENIEUR LOGICIEL

Ingénieur électronicien, vous avez une 1ère expérience (1 à 2 ans) en développement de logiciels de base. Intégré à notre équipe logiciel système, vous participerez à l'analyse et au développement du projet.
Environnement C/COS/microprocesseurs INTEL.

Postes basés à PARIS

Merci d'adresser votre dossier de candidature, (lettre, C.V.) à notre Direction du Personnel 214, rue du Faubourg St Martin 75010 PARIS.



SunChemical

Filiale spécialisée du 1^{er} groupe mondial d'encre d'imprimerie

recherche pour renforcer son équipe technique

INGENIEUR CHIMISTE

25/30 ans environ.

Fonctions techniques : études, développements, méthodes, qualités, notions de génie chimique.

Le candidat sera aussi chargé de responsabilités d'assistance technique auprès de clients à l'étranger.

Langue allemande lue et parlée couramment.

Bonne connaissance de l'anglais lu et parlé.

Si vous êtes intéressé par le poste, adressez votre candidature (lettre + CV + prétentions) à :

M. OUDILLE,
C2E, 11, rue du Coq-Gaulois
77170 Brie-Comte-Robert

CHEF
D'AGENCE
ITALIE

Rome ou Milan Réf. 488A

Pour ces deux postes, vous êtes spécialiste du contrôle en bâtiment et souhaitez vous exprimer en toute autonomie.

INGENIEUR D'AFFAIRES

Paris Réf. 488C

De formation A&M - Centrale - Supélec..., vous avez une expérience de 10 ans dans la vente de prestations de service à caractère technique auprès de grands donneurs d'ordre, de bureaux d'ingénierie et d'organismes de financement internationaux. Maîtrise de l'anglais indispensable. Déplacements de courte durée en France et à l'étranger nécessaires.

INGENIEUR MAINTENANCE

Réf. 488D

Vous possédez 5 ans d'expérience en assistance aux PME. C'est une mission de contrôle et de vente de notre méthodologie.

Merci d'adresser votre lettre de candidature, CV et prétentions en précisant la référence choisie, à Média-System Rhône-Alpes, 55 place de la République, 69002 Lyon, qui transmettra.

THERMIQUE

Une mission vivante et
variée d'ingénieur d'affaires
sur Reims

Avec 350 millions de francs de chiffre d'affaires, 1000 personnes (dont 2/3 d'ingénieurs et techniciens) nous sommes la plus importante entité d'un groupe leader en France du contrôle technique. Dans un environnement de haute technicité, nos métiers sont aussi l'assistance et le conseil aux entreprises.

De formation INGENIEUR THERMIQUE, débutant ou doté d'une première expérience, vous avez un sens développé du conseil. Vous assisterez, sur votre secteur, les directions des entreprises en matière de thermique industrielle, maîtrise de l'énergie et environnement.

Notre carte de visite rigoureuse et votre sens du conseil sont propices à un développement de carrière très ouvert.

Merci d'adresser votre candidature s/réf. 9105/M à APAVE PARISIENNE, Direction des Ressources Humaines, 17 rue Salneuve, 75004 Paris Cedex 17.

apave
PARIS

LUBRIZOL

La Société LUBRIZOL FRANCE
filiale d'un groupe américain leader
sur le marché des additifs pour lubrifiants

recherche pour ses usines de Haute-Normandie
INGENIEUR DE PRODUCTION

L'ingénieur de production, évoluant dans une équipe jeune et dynamique, est en charge d'une ligne de produits et également chef de projets.

PROFIL DU CANDIDAT :

- Ingénieur chimiste débutant, option génie chimique souhaitée.
- Anglais lu et parlé.

Envoyer lettre de candidature, photo et prétentions à la
Société LUBRIZOL, 25, Quai de France
BP 1062 - 76173 ROUEN Cedex

Industrialisation : Donnez votre feu vert

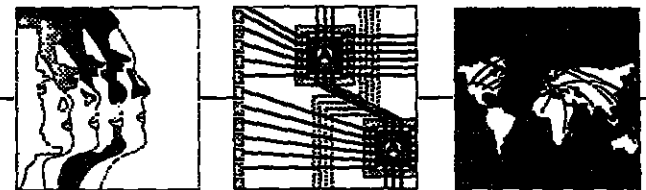
La Division Electronique de Missiles (250 personnes) conçoit et développe des systèmes d'électronique de missiles intelligents. Sa mission passe par une importante phase de prototypes où il est indispensable de s'assurer du respect du cahier des charges (en terme de configuration, performances, coûts et délais). Dans ce cadre, le groupe d'intégration met au point, essaie et présente en recette les prototypes.

RESPONSABLE DU GROUPE INTEGRATION

Directement rattaché au Directeur du département industrie, vous assurez la responsabilité du groupe d'intégration et de mise au point de prototypes d'électronique de missiles dans la phase précédant la production de série.

De formation technique, vous justifiez de plusieurs années d'expérience en milieu industriel et vous intéressez aux domaines de la radiofréquences et de l'optique. Vous avez été confronté aux activités liées à la reproductibilité de performances, à la tenue des objectifs de coût et de délais des matériels. Vos qualités de manager vous permettront d'encadrer une petite équipe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à : THOMSON/DEM
Christine DELEBEQUE - 23/27 rue Pierre Valette - 92240 Malakoff



THOMSON

DES HOMMES SIGNENT LEUR TEMPS

coris

VOUS SOUHAITEZ INTEGRER UNE SOCIETE A TAILLE HUMAINE

Nous sommes une P.M.I. de 300 personnes, filiale du Groupe GTM-Entrepose, spécialisée en Ingénierie et Réalisations de Systèmes Electroniques et Electro-techniques, située en proche banlieue SUD DE PARIS.

Nous poursuivons notre développement dans les infrastructures aéronautiques, les systèmes d'énergie, la Défense, les Télécommunications, et recherchons :

POUR NOTRE DIRECTION TECHNIQUE

INGENIEUR INFORMATICIEN

Développement de logiciel temps réel pour système de télécommunication (RNIS, réseaux...). Connaissances langage C et environnement 68000 appréciées. Débutant ou première expérience. Réf. SRH/137

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Développement de matériels de télécommunication (fibre optique, RNIS, Réseaux...), à partir de technologie orientées microprocesseur et ASIC. Débutant ou première expérience. Réf. SRH/140

TECHNICIEN INFORMATIQUE

Installation et suivi matériel et logiciels de notre parc informatique. Connaissance IBM 36 - MS DOS et tableaux appréciés. Débutant ou première expérience. Réf. SRH/141

Ces postes qui nécessitent une bonne aptitude aux contacts internes et externes, et de la rigueur, sont susceptibles d'élargissement en fonction du potentiel des candidats qui devront être habilités.

Envoyez CV, prêt. et photo en précisant sur l'enveloppe la réf. du poste choisi à Mr de SAINT-PAUL - CORIS - 2, Avenue Descartes 92350 LE PLESSIS-ROBINSON.

هَذَا مِنَ الْأَصْلِ